

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana

TOME 1

DOCUMENT DE PERFORMANCE

ANNEXE

**AU PROJET DE LOI N°017/2022
PORTANT LOI DE FINANCES
POUR 2023**

ANNEXES

TOME 1

Annexe 1 : Rapport définissant les conditions
générales de la Situation Économique
et Financière

Annexe 2 : Document de Performance

ANNEXE 1

RAPPORT DÉFINISSANT LES
CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA
SITUATION ECONOMIQUE ET
FINANCIÈRE

I. SECTEUR REEL

A. Croissance économique

L'évolution du contexte international et national a conduit à une nouvelle estimation de la croissance économique de 2022 à 4,2%

La guerre en Ukraine a entraîné une inflation mondiale, notamment pour les produits énergétiques et alimentaires. La hausse de 40% des prix des carburants à la pompe en juillet 2022 a conduit à une accélération de l'inflation qui a atteint 8,4% en juillet et 9,3% en août.

Cela a entraîné une baisse de l'encaisse réelle des agents économiques et donc un ralentissement de la demande globale. Cependant, les mesures prises par le Gouvernement (notamment la hausse de salaire des fonctionnaires, l'augmentation du salaire minimum d'embauche dans le secteur privé, etc.) ont permis de limiter l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat.

Cependant, l'économie malagasy profite de l'accélération de la demande extérieure, spécifiquement pour les produits miniers concourant à la transition énergétique (graphite, cobalt et nickel).

Une révision à la baisse de la croissance est donc inévitable pour l'année 2022. Cependant, les performances des secteurs d'exportation ont permis de limiter cette révision. Ainsi, la croissance économique pour 2022 est ainsi ramenée à 4,2%, soit une baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision dans la LFR 2022.

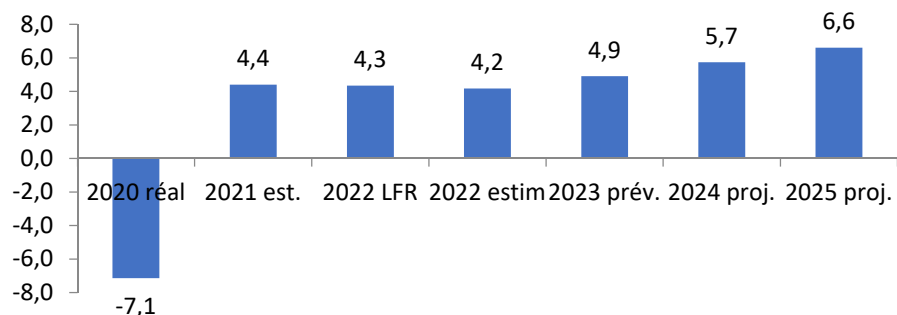
L'objectif de croissance pour 2023 est réajusté à 4,9%

Les nombreux investissements qui débuteront ou s'achèveront en 2023 (investissements publics et projets en PPP) devraient soutenir la croissance économique. Ces projets concernent à la fois les secteurs productifs et les secteurs sociaux. Les projets d'aménagement et d'irrigation des périmètres agricoles devrait augmenter la capacité de production agricole, notamment le riz avec une hausse attendue de la production de 10%. La poursuite des actions d'industrialisation (mise en place d'usines de sucre et de ciment, et création d'une zone d'émergence industrielle notamment) permettrait de réduire la dépendance à l'importation. Enfin, la construction et la réhabilitation des infrastructures de transport et de communication, ainsi que le développement de l'offre d'énergie instaurerait un environnement plus favorable aux investissements privés. Pour les mines particulièrement, le nouveau Code minier devrait être mis en vigueur et permettrait de soutenir un regain d'activités en 2023 et d'attirer de nouveaux investissements sur le moyen terme.

En 2023 Madagascar accueillera les 11èmes Jeux des Iles de l'Océan Indien. Par conséquent, on s'attend à une reprise significative des activités touristiques dans la foulée de la réouverture totale des frontières au premier trimestre de 2022.

L'objectif de croissance économique en 2023 est de 4,9%, soit un réajustement de -0,6 point de pourcentage par rapport à celui inscrit dans la LFR 2022. Ce réajustement tient compte du contexte inflationniste qui perdurerait en 2023, ainsi que du niveau de la demande mondiale, certes en hausse pour certains produits, mais qui seraient à un niveau inférieur aux prévisions d'avant la guerre en Ukraine.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB (Var. %)

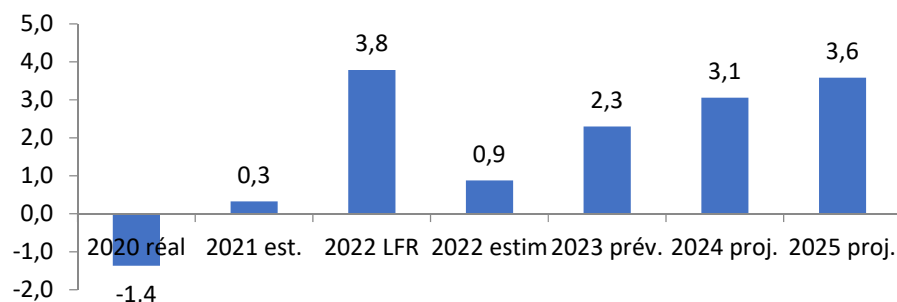


Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

1. Secteur primaire

Les dernières données disponibles ont conduit à une révision de l'estimation de croissance du secteur primaire en 2022. En effet, l'analyse des données provenant du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE) a fait ressortir un taux de croissance de 0,9% pour le secteur primaire en 2022 (contre 3,8% dans la LFR 2022). Pour 2023, les actions du Gouvernement se renforceront pour l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire. Les investissements dans la mécanisation agricole, l'aménagement des périmètres agricoles, la professionnalisation des filières d'élevage et le développement de la pêche devraient permettre au secteur primaire d'atteindre une croissance de 2,3%.

Figure 2 : Croissance du secteur primaire (Var. %)



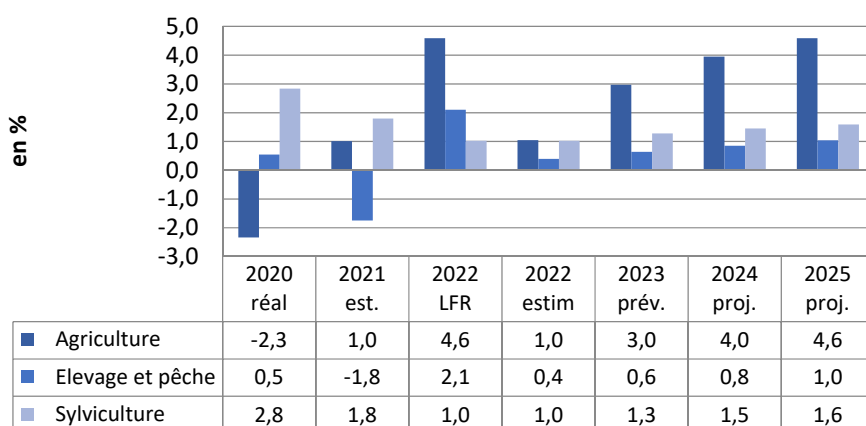
Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

A cause des catastrophes naturelles qui ont frappé le pays durant cette année 2022, le MINAE estime que la production rizicole n'augmenterait que de 1,1% à 4,4 millions de tonnes. Celle de manioc afficherait une baisse sensible (-0,6%), alors que la production de maïs devrait atteindre 522.200 tonnes (+125%).

En 2023, la production rizicole devrait augmenter de 10% grâce aux surfaces agricoles qui seront aménagées et irriguées. La production des autres cultures vivrières devrait également connaître une hausse significative. La branche *Agriculture* devrait alors afficher une croissance de 3% en 2023.

Pour la branche *Élevage et Pêche*, la croissance devrait être de 0,6% en 2023, contre 0,4% en 2022. Cette reprise progressive fait suite à la signature récente des nouveaux accords de pêche qui devraient donner une nouvelle dynamique à la filière *Pêche*. Concernant l'élevage, la stratégie adoptée devrait permettre de structurer les activités pour qu'elles puissent répondre aux demandes du marché.

Figure 3 : Evolution du secteur primaire par branche d'activité (Var. %)

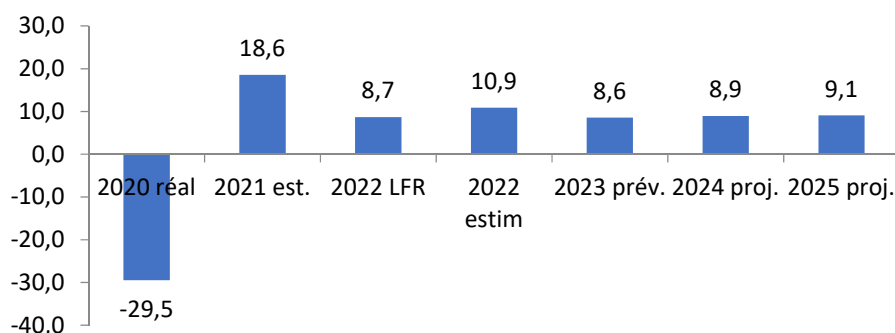


Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

2. Secteur secondaire

Malgré le contexte international qui a conduit à une hausse des prix des matières premières et à des tensions sur la logistique internationale, le secteur industriel malagasy affiche de bonnes performances pour l'année 2022, grâce notamment aux secteurs d'exportations (mines et textiles). Ainsi, pour 2022, la croissance du secteur secondaire devrait être de 10,9% (contre 8,7% dans la LFR 2022). En 2023, le secteur devrait croître de 8,6%.

Figure 4 : Croissance du secteur secondaire (Var. %)



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

La guerre en Ukraine a accéléré le mouvement vers la transition énergétique. Cela se traduit par une augmentation très importante de la demande de minerai comme le graphite, le cobalt et le nickel. Le secteur

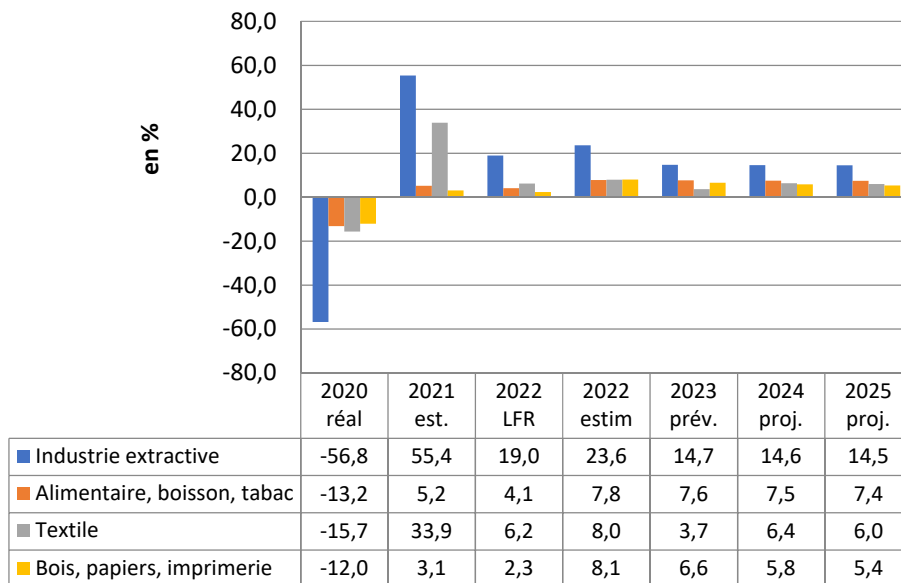
extractif malagasy profite pleinement de ce phénomène. Sa croissance devrait être de 23,6% pour l'année 2022.

En outre, le renchérissement des produits importés a conduit à un développement du tissu productif national, notamment pour les produits de premières nécessités (PPN). Depuis le début de l'année 2022, le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation a ainsi compté l'ouverture de 38 unités industrielles dont 17 produisant des PPN (savons, huile alimentaire, et sucre). La branche *Alimentaire, Boissons et Tabac* devrait ainsi afficher une croissance de 7,8% en 2022 et les *industries diverses* de 6,2%.

La branche *Textile* connaît la même dynamique avec des exportations cumulées en hausse de 19,3% en volume pour les trois premiers trimestres de 2022. La croissance de la branche devrait ainsi être de 8% en 2022.

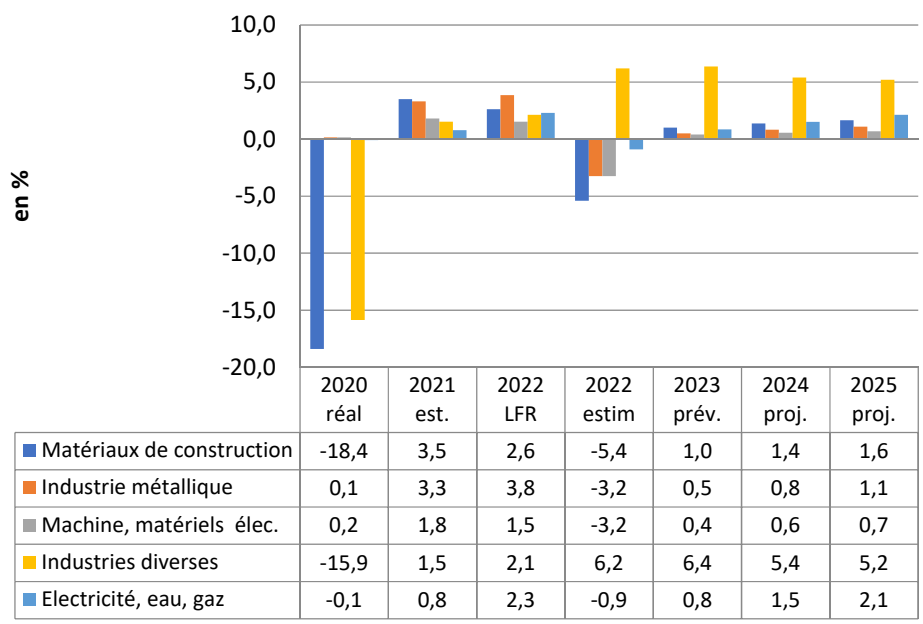
Pour l'année 2023, la croissance du secteur secondaire devrait atteindre 8,6%. Le secteur extractif (+14,7%) contribuera grandement à cette performance avec une demande mondiale soutenue pour les minerais concourant à la transition énergétique, et cela malgré un ralentissement attendu de la croissance économique mondiale. Les activités textiles croîtront de 3,7%, grâce au positionnement de Madagascar dans des marchés de niche. En outre, l'industrie agroalimentaire nationale devrait continuer sur sa lancée de 2022 et se développer et se substituer aux importations (+7,6% en 2023).

Figure 5 : Evolution du secteur secondaire (Var. %) (a)



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

Figure 6 : Evolution du secteur secondaire (Var. %) (b)

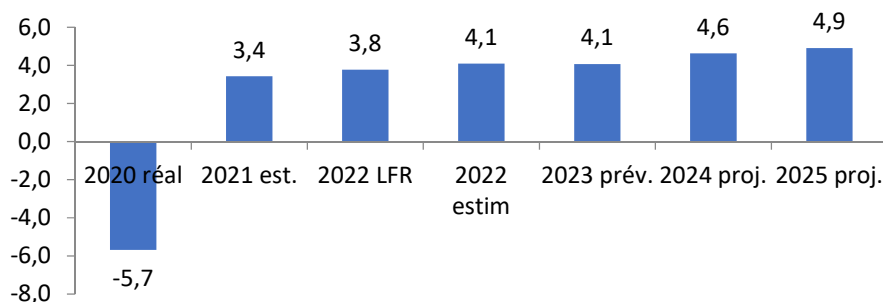


Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

3. Secteur tertiaire

La dynamique du secteur tertiaire en 2022 a été portée par la reprise des activités touristiques (+133,4% de croissance pour la branche *Hôtels et Restaurants*), la bonne performance des branches *Télécommunications* (+7,2%), et *Banques et assurances* (+7,4%). La reprise des activités touristiques a aussi contribué à la croissance des activités de transport ; cependant, cette croissance a été révisée à 4,2% (contre 5,2% dans la LFR 2022) à la suite de la hausse des prix du carburant en juillet 2022. Ainsi, le secteur tertiaire devrait afficher une croissance de 4,1% en 2022. Les grands projets d'infrastructures en 2023 ainsi que l'accueil des 11èmes Jeux des Iles de l'Océan Indien, entre autres, devraient permettre au secteur tertiaire d'afficher une croissance de 4,1%.

Figure 7 : Croissance du secteur tertiaire (Var. %)



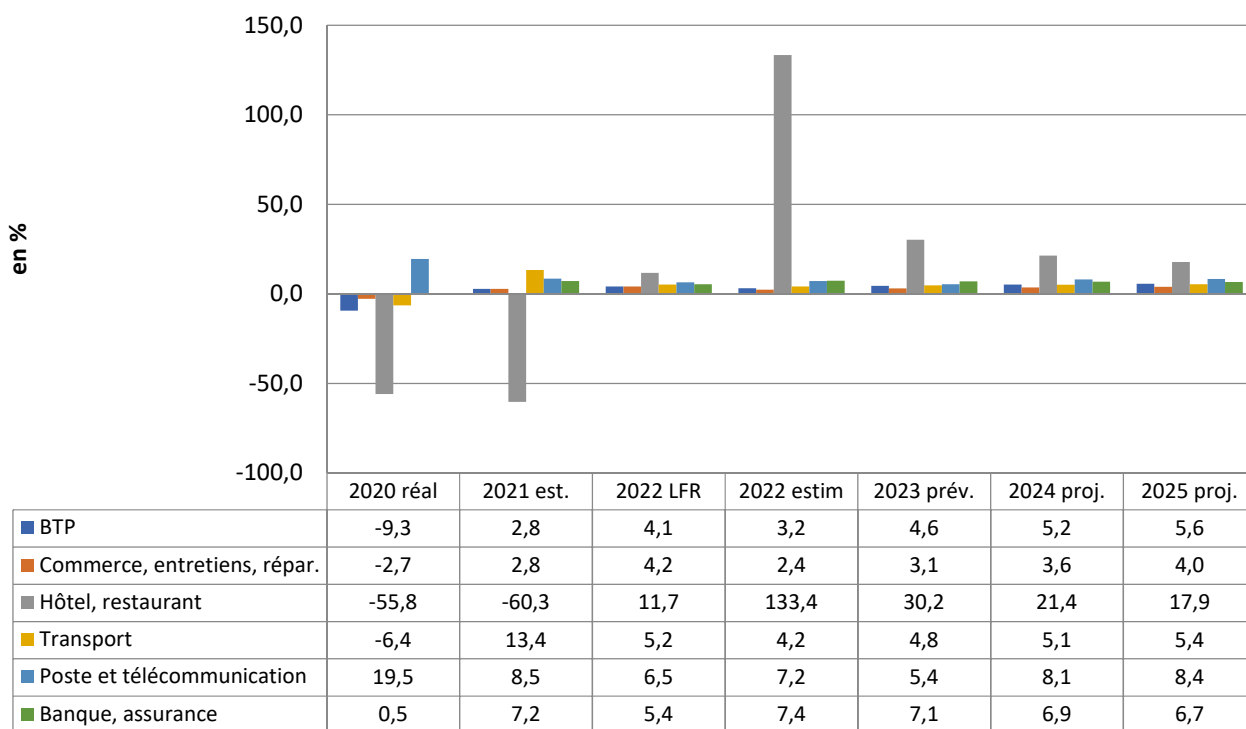
Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

La branche *BTP* devrait afficher une croissance de 4,6% en 2023 avec les grands projets comme la construction de l'autoroute Antananarivo-Toamasina, la réhabilitation et la construction de nombreuses routes, la construction de plusieurs hôpitaux, écoles et campus universitaires, ainsi que le développement de la nouvelle ville Tanamasoandro et la construction des logements sociaux.

2023 marquera également la reprise effective des activités touristiques, notamment avec l'accueil des Jeux des Iles. Le Ministère du Tourisme projette que le nombre de touristes pourrait atteindre le niveau de 2019 (environ 300.000 touristes). Cela devrait permettre à la branche Hôtels et Restaurants d'afficher une croissance de 30,2% en 2023. Les activités de Transport devraient s'accroître de 4,8%, dans le sillage du secteur touristique.

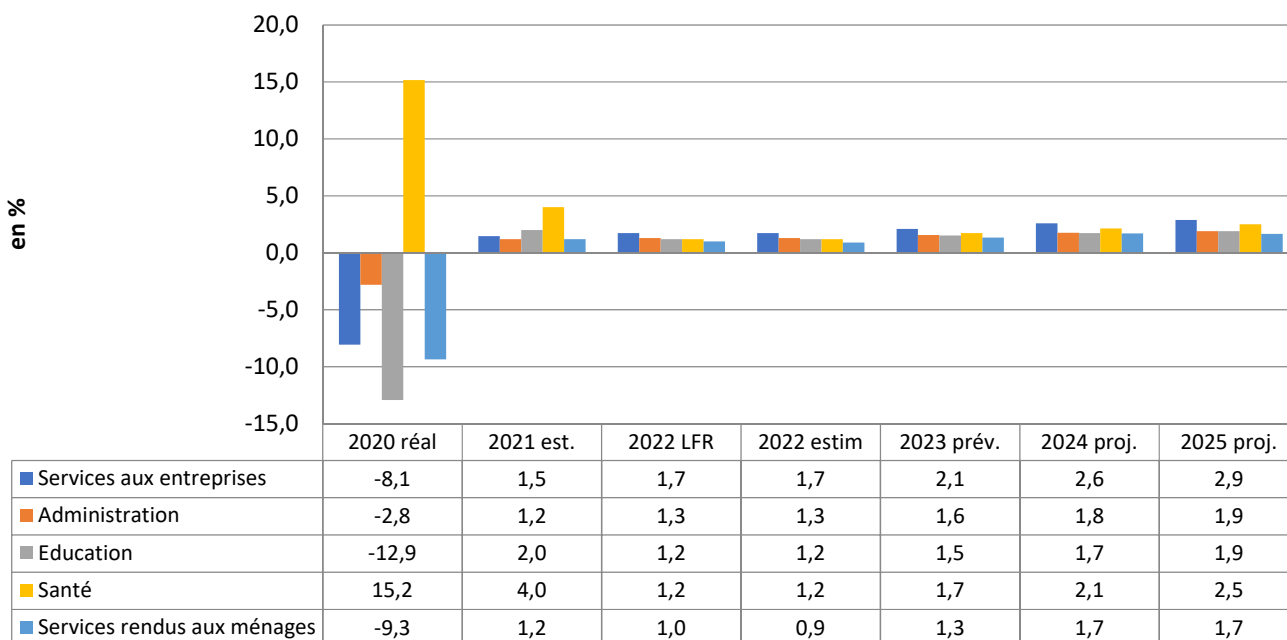
La dynamique économique globale devrait également soutenir les branches Télécommunications (+5,4%), Services aux entreprises (+2,1%), et Banques et assurances (+7,1%).

Figure 8 : Evolution du secteur tertiaire (Var. %) (a)



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

Figure 9 : Evolution du secteur tertiaire (Var. %) (b)



Sources : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM et INSTAT

B. Analyse des investissements

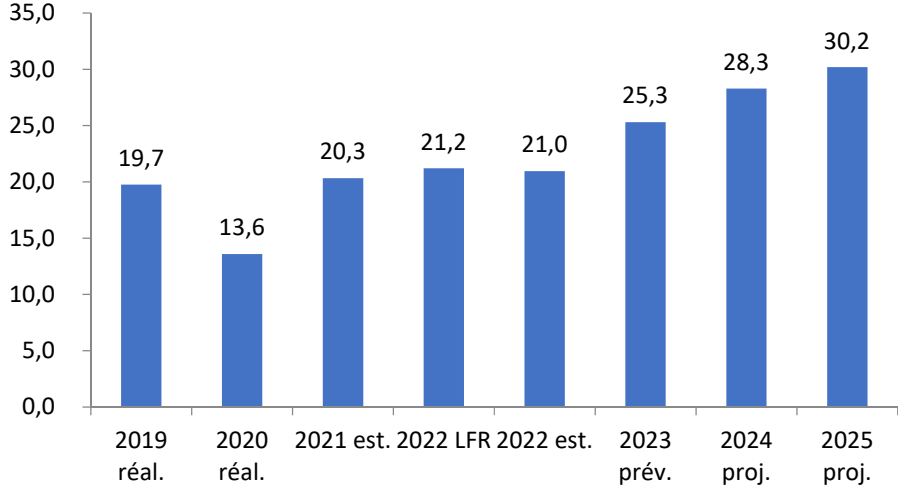
Pour l'année 2022, le niveau des investissements devrait atteindre 21% du PIB, dont 9,1% du PIB d'investissements publics et 11,9% du PIB d'investissements privés.

Avec l'intensification des efforts pour la mise en œuvre du Plan Emergence Madagascar, les investissements devraient connaître une croissance significative à partir de 2023. Cette hausse des investissements concerne à la fois le secteur public et le secteur privé.

Ainsi, pour 2023, le taux d'investissement global devrait être de 25,3% du PIB. Les investissements publics augmenteraient jusqu'à 12,2% du PIB et ceux du secteur privé atteindraient à 13,1% du PIB, portés notamment par les investissements directs étrangers.

À moyen terme, les investissements devraient augmenter à un rythme soutenu pour atteindre 30,2% du PIB en 2025, dont 13% du PIB pour le secteur public et 17,1% du PIB pour le secteur privé.

Figure 10 : Evolution du taux d'investissement brut à Madagascar (% PIB)



Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM

II. FINANCES PUBLIQUES

A. Recettes douanières

Les prévisions de recettes sur les importations de produits non pétroliers ont été exécutées à 104% durant les dix premiers mois de l'année 2022 grâce notamment au renforcement du contrôle de la valeur en douane. Le prix du baril de Brent commence à descendre la barre des 100 USD selon les données de l'INSEE. Cependant, les prix moyens des produits pétroliers sur les dix premiers mois restent légèrement en-dessus des attentes.

Tableau 1 : Exécution des prévisions de recettes douanières en 2022, à fin octobre, Unité : milliards MGA

NATURE DE DTI	Recettes collectées	Prévision pour dix mois	Taux de réalisation
Droit de douane	631,1	588,8	107%
TVA	1 288,4	1 250,8	103%
AUTRES	1,1	1,2	87%
Sous-total Recettes sur produits non pétroliers	1 920,6	1 840,9	104%
Taxe sur les produits pétroliers	227,6	238,5	95%
TVA sur les produits pétroliers	668,7	640,5	104%
Sous-total Recettes sur produits pétroliers	896,3	879,0	102%
Total général	2 816,9	2 719,9	104%

Les prévisions de recettes au titre de l'année 2023 restent sous-tendues par une substitution progressive des importations de produits de première nécessité par la production locale. De même, les exportations de ressources naturelles non renouvelables seront frappées de droit de sortie dont les taux ont été établis de telle sorte à promouvoir la transformation au niveau local. Par ailleurs, dans le cas où les exportateurs de pétrole n'imposent pas de quotas sur les productions, alors le prix du Brent pourrait descendre par rapport à l'année 2022.

Tableau 2 : Prévisions de recettes douanières pour 2023, Unité : milliards MGA

Nature des droits et taxes	2023	Part	2024	2025
Droit de douane	937,4	22%	1 088,3	1 243,3
TVA	1 946,9	46%	2 260,3	2 582,2
Droit de navigation	1,7	0%	2,0	2,3
Recettes sur les importations de produits non pétroliers	2 886,0	68%	3 350,6	3 827,8
Taxe sur les produits pétroliers	343,9	8%	399,3	456,2
TVA sur les produits pétroliers	905,2	21%	1 050,9	1 200,6
Recettes sur les importations de produits pétroliers	1 249,1	29%	1 450,2	1 656,8
Recettes de Droit de sortie	101,0	2%	117,1	133,7
Total	4 236,1	100%	4 917,9	5 618,3

B. Recettes non-fiscales

Les recettes non fiscales de janvier à fin septembre 2022 s'élèvent à 99,5 mds Ariary contre une prévision annuelle de 174,6 mds Ariary, soit un taux de réalisation de 57,0%. Les dividendes des sociétés à participation de l'Etat qui s'élèvent à 60,1 mds Ariary constituent la principale composante des recettes non fiscales.

Dans la LF2023, les recettes non fiscales sont évaluées à 189,9 mds soit une hausse de 8,8% par rapport au montant prévu par la Loi de Finances Rectificative 2022. Cette augmentation est notamment expliquée par des mesures et réformes entreprises sur les codes minières et le recouvrement des redevances halieutiques.

A moyen terme, le niveau des recettes non fiscales sera maintenu à 0,3% du PIB.

C. Dépenses

1. Masse salariale

a. Contexte

La masse salariale est constituée du traitement et des indemnités des agents de l'Etat, ainsi que de la part patronale, représentant la contribution de l'Etat au financement des pensions de ses agents (19% du salaire de base versé par le Budget Général aux comptes d'affectation des caisses de retraite publiques). Son évolution par rapport au Produit Intérieur Brut nominal (PIB nominal), aux recettes fiscales nettes et aux dépenses totales impacte directement la qualité des services publics, mais également la viabilité des Finances Publiques, et donc le développement économique et social d'un pays.

La fonction publique doit être suffisamment dotée en personnel compétent afin d'assurer le rôle de l'Etat auprès de la population. Elle est le garant du bon fonctionnement des organismes et des institutions

publiques, et un élément essentiel dans la lutte contre la pauvreté et la protection sociale. Le secteur public représente en moyenne 30% des emplois rémunérés (Banque Mondiale, 07 juin 2022 Le rôle du secteur public comme employeur dans les Etats fragiles et touchés par un conflit). Dans les pays en développement, où le secteur informel occupe une place prépondérante, ce taux peut être bien plus important et atteindre jusqu'à 50% (Banque Mondiale, 07 juin 2022 Le rôle du secteur public comme employeur dans les Etats fragiles et touchés par un conflit). Le système de rémunération est un élément clé puisqu'il doit permettre d'assurer la viabilité budgétaire tout en attirant des talents qui accroîtront la productivité de la fonction publique, étant donné que le crédit consacré à la masse salariale est faiblement corrélé à l'efficacité de l'Administration. En effet, un billet de la Banque Mondiale consacré au rôle du secteur public comme employeur dans les Etats fragiles analyse la corrélation entre le montant de la masse salariale en pourcentage de la dépense publique et l'indice de l'efficacité de l'administration publique tel que mesuré par l'Evaluation de la Politique et des Institutions Nationales. Cela suggère que la clé réside dans la qualité des recrutements.

Dans la plupart des pays en développement, le montant de la masse salariale est excessivement élevé par rapport au PIB nominal et aux dépenses totales. Cela s'explique par la part importante du secteur publique sur le marché de l'emploi, comme détaillé précédemment, ou par des systèmes de rémunération inadéquats par rapport aux compétences. Alors que l'important niveau de la masse salariale n'entraîne pas une amélioration de la disponibilité et de la qualité des services publics, elle grève le budget de l'Etat et réduit le crédit disponible pouvant être affecté à des Projets d'Investissements Publics et aux transferts sociaux qui pourraient avoir un impact positif sur la croissance économique et le niveau de vie de la population.

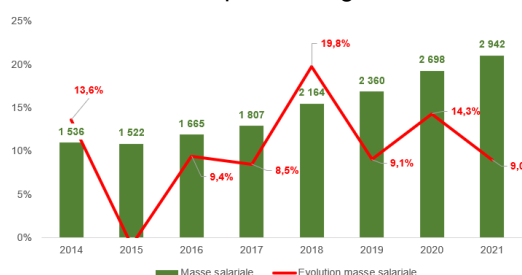
Ainsi, des économies budgétaires semblent possibles sans pour autant affecter la qualité du service public et compromettre le développement économique. Des réformes de la masse salariale dans la fonction publique peuvent contribuer à l'amélioration du marché du travail et augmenter la capacité d'action de l'Etat.

b. Evolution historique

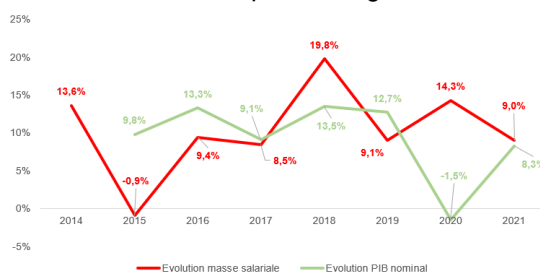
La masse salariale a augmenté de +9.7% par an en moyenne entre 2014 et 2021, pour atteindre un montant de 2.942 milliards d'Ariary (Graphique 1). Le PIB nominal ne croît quant à lui qu'à un taux de +9.2%.

La croissance de la masse salariale s'est accélérée ces quatre dernières années, atteignant notamment 19.8% en 2018 et 14.3% en 2020. Surtout, excepté en 2019, elle est systématiquement supérieure à la croissance du PIB nominal (Graphique 2). En 2020, le PIB nominal affiche une récession de -1.5% tandis que la masse salariale augmente de +14.3% afin de faire face à l'épidémie de Covid-19 et au paiement en année pleine des recrutements en 2019. Cette situation n'est pas tenable à long terme.

Graphique 1 : Evolution de la masse salariale en montant et en pourcentage, 2014-2021



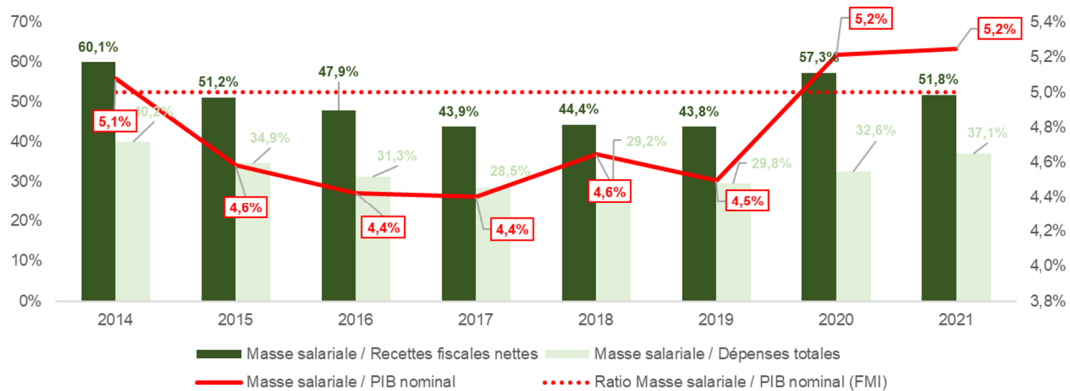
Graphique 2 : Evolution de la masse salariale et du PIB nominal en pourcentage, 2014-2021



Source : DGEAE

En conséquence, le ratio Masse salariale / PIB nominal atteint 5.2% en 2020 et se maintient à ce niveau en 2021, et enfreint la règle de 5.1% fixée dans les conditionnalités du Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre du programme de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) (Graphique 3). Par ailleurs, le ratio Masse salariale / Recettes fiscales nettes atteint 57.3% en 2020 et 51.8% en 2021. A titre indicatif, ce ratio doit être inférieur à 35% pour les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) selon les critères de convergence de second rang, ce qui n'est pas le cas pour Madagascar sur les huit (08) dernières années. Pour respecter ce ratio en 2021, la masse salariale devrait être de 1 987 Mds d'Ariary, contre 2 942 Mds d'Ariary, soit une réduction de 32% représentant 3.5% du PIB. Enfin, la part de la masse salariale dans les dépenses totales atteint un point bas à 28.5% en 2017, puis augmente progressivement pour atteindre 37.1% en 2021. Cela réduit la marge de manœuvre de l'Etat pour les Projets d'Investissements Publics. Néanmoins, ce ratio reste inférieur au niveau de 2014 (40.2%) et proche de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, à titre de comparaison.

Graphique 3 : Evolution de la masse salariale en fonction du PIB nominal, des dépenses totales et des recettes fiscales nettes, 2014-2021

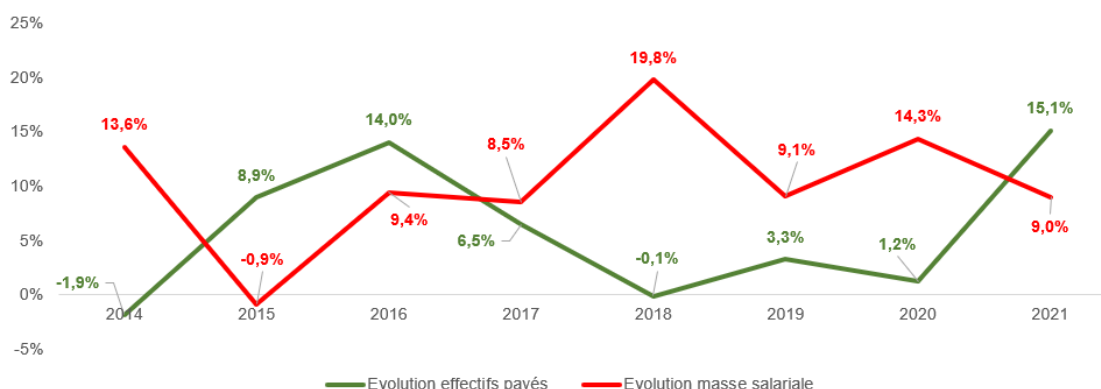


Source : DGEAE

A noter que la comparaison avec d'autres pays, bien que proches en termes de développement économique et social, doit être considérée avec précaution étant donné qu'il existe des conditions propres à chaque pays en ce qui concerne la comptabilisation de la masse salariale, ainsi que des moyens de mesurer les dépenses salariales différents. L'exercice est d'autant plus difficile lorsque les pays ne se situent pas dans une union économique ou monétaire commune.

Il apparaît que la croissance de la masse salariale est plus rapide que celle des effectifs payés (Graphique 4), à hauteur de +2.9 points de pourcentage sur la période 2014 – 2021 et +3.7 points sur la période 2019 – 2021. Cela suggère qu'elle a été principalement tirée par la hausse des salaires des agents de l'Etat plutôt que par des plans de recrutements massifs. Bien qu'il existe une faible corrélation entre le nombre d'agents et la qualité des services publics, et que le système de rémunération est un élément clé de l'efficacité de la dépense publique, cet élément constitue un point d'attention dans le cadre de potentielles réformes.

Graphique 4 : Evolution du taux de croissance des effectifs payés et de la masse salariale, 2014-2021



Source : DGEAE

c. Prévisions 2023

En 2023, la masse salariale est estimée à 3 623,9 milliards d'Ariary, soit 5.1% du Produit Intérieur Brut (PIB) nominal. Ce taux est en ligne avec celui fixé par le Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre du programme de la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Elle représente 22,11% du total des dépenses publiques et 41,85% des recettes fiscales nettes.

Comparativement à 2022, le montant de la masse salariale augmente de +386.3 milliards d'Ariary, soit +11,93%. Cette hausse s'explique par plusieurs facteurs, dont :

- La comptabilisation en année pleine en 2023 des mesures adoptées en 2022, notamment la hausse généralisée des salaires via les taux dégressifs allant de 25% à 5%, les recrutements de 16 197 agents, tant en direct que via des concours sortants, et l'intégration dans le Budget Général du paiement du Personnel Administratif et Technique au sein des Universités, des IST et du CROUA ;
- La budgétisation des nouveaux recrutements au titre de 2023 dont 6 010 recrutements directs, 2 955 agents sortant de formation sur concours administratifs effectués en 2021 et 2022 et la nomination d'ambassadeurs ou consuls dans les pays où Madagascar n'est pas encore représenté diplomatiquement ainsi que du personnel technique et administratif associé ;
- La majoration des salaires pour maintenir le pouvoir d'achat des agents de l'Etat et la hausse du montant de l'enveloppe allouée aux secours aux décès face à la persistance de la pandémie ; Les régularisations de certains arriérés et rappels sur solde (cotisations patronales, avancements, reclassements, diverses indemnités, etc.) et l'adoption de mesures catégorielles qui seront mises en vigueur à partir de 2023.

2. Fonctionnement et investissements

Le niveau des dépenses relatives au fonctionnement (hors intérêt) accuse un écart positif de l'ordre de 313,3 milliards d'Ariary par rapport à l'année 2022, soit une augmentation de 15.24% en une année.

En ce qui concerne le niveau des investissements publics, une hausse sera à constater pour l'année 2023, en vue de la poursuite des projets prioritaires. Ainsi, si la LFR de l'année 2022 a enregistré un niveau global de 5 735,1 milliards d'Ariary, cette somme s'est vue augmenter de 2 940,4 milliards d'Ariary pour atteindre un niveau de 8 675,4 milliards d'Ariary en une année, soit un taux de croissance de 51,26%. En effet, cette

forte croissance des investissements est principalement motivée par la hausse des financements externes. Cette rubrique est passée de 4 179,2 milliards d'Ariary en 2022, pour atteindre un niveau de 5 966,3 milliards d'Ariary en 2023.

D. Déficit budgétaire

Le déficit public sur base caisse est évalué à 1 607,5 mds Ariary à fin septembre 2022. La prévision pour l'année 2022 est de 6,2% du PIB.

La cible du déficit 2023 est fixée à 6,0% du PIB, soit une amélioration de 0,2 point de pourcentage par rapport à celui de 2022. En terme nominal, le déficit s'est évalué à 4 287,6 mds Ariary et est financé à 89,6% par l'extérieur. Ainsi le concours extérieur des partenaires techniques et financiers à travers les prêts projets et les aides budgétaires se totalisent à 3 843,0 mds Ariary dont les appuis budgétaires de la Deutschebank et de la Banque Mondiale qui s'élèvent respectivement à 200,0 millions euros et de 100,0 millions usd, le décaissement par le FMI des fonds issus du programme FEC (Facilité Elargie de Crédit) de 48,8 millions dts.

Le financement intérieur est assuré notamment par l'émission des bons du Trésor et le recours aux avances statutaires auprès de la « Banky Foiben'i Madagasikara ». Le montant de l'allocation de DTS du FMI utilisé dans cette Loi de Finances 2023 s'élève à 300 mds Ariary (72 millions dts).

Dans le cadre de la gestion des finances publiques, l'effort de l'Etat pour améliorer le solde primaire à moyen terme continue. Ainsi, le déficit primaire est ramené à 300 mds Ariary en 2023 si la cible est de 888,4 mds Ariary dans la LFR 2022.

Tableau 1: Principaux indicateurs économiques 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(Variation en pourcentage; sauf indication contraire)</i>					
Produit intérieur brut et prix					
PIB à prix constants	4,4	4,2	4,9	5,7	6,6
Déflateur du PIB	8,6	8,1	7,5	6,3	5,5
Indice des prix à la consommation (moyenne période)	5,8	8,1	9,1	7,4	6,2
Indice des prix à la consommation (fin de période)	6,2	9,9	8,7	6,4	5,9
Monnaie et crédit (En fin de période)					
Masse monétaire (M ₃)	12,2	18,3	14,5	13,5	12,5
Avoirs extérieurs net	2,9	11,6	13,6	7,4	29,8
Avoirs intérieurs net	17,0	21,4	14,8	16,1	5,8
Crédits à l'économie	19,9	14,7	17,0	17,0	12,5
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Finances publiques					
Recettes budgétaires (hors dons)	10,9	11,8	12,9	13,7	14,5
dont: Recettes fiscales nettes	10,2	11,1	12,1	13,0	13,7
Dons	0,7	2,8	3,7	2,1	1,0
dont: Dons courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses totales	14,3	20,5	22,7	24,0	23,5
Dépenses courantes	9,0	11,4	10,5	10,4	10,5
Dépenses en capital	5,3	9,1	12,2	13,6	13,0
sur financement interne	2,6	2,5	3,8	3,6	4,0
sur financement externe	2,7	6,6	8,4	9,9	9,0
Solde global (base engagement)	-2,8	-6,0	-6,0	-8,2	-8,0
Variations des arriérés intérieurs	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global (base caisse)	-3,2	-6,0	-6,0	-8,2	-8,0
Financement total	3,2	6,0	6,0	7,2	6,7
extérieur (net)	2,3	3,5	5,4	6,8	6,7
intérieur (net)	0,8	2,5	0,6	0,4	0,1
Financement à trouver	0,0	0,0	0,0	-1,0	-1,3
Epargne et investissement					
Investissement	20,3	21,0	25,3	28,3	30,2
Public	5,3	9,1	12,2	13,6	13,0
Privé	15,1	11,9	13,1	14,7	17,1
Epargne nationale	15,5	14,7	19,1	22,2	24,4
Secteur extérieur					
Exportations de biens, fob	18,5	23,8	23,0	22,5	22,3
Importations de biens, fob	-25,1	-28,7	-26,8	-26,1	-26,2
Solde du compte courant (hors dons)	-5,4	-9,0	-9,9	-8,2	-6,8
Solde du compte courant (dons inclus)	-4,3	-3,4	-2,5	-4,0	-4,7
Dettes publiques					
Extérieure	36,2	38,2	39,9	42,6	44,6
Intérieure	28,5	28,8	30,9	34,3	37,1
Intérieure	7,7	9,3	8,9	8,3	7,5
<i>(Unités comme indiquées)</i>					
Réserves brutes officielles (millions de DTS)	1 629,6	1 582,7	1 607,4	1 633,6	1 837,6
Mois d'importations de biens et services	5,8	4,1	3,9	3,8	3,9
Pour mémoire					
PIB par habitant (dollars américains)	519,3	536,0	564,3	598,2	636,1
PIB nominal (milliards d'Ariary)	56 038,9	63 099,1	71 162,0	80 014,1	89 994,7
Taux de change (moyenne période)					
DTS/Ariary	5 456,0	5 440,0	5 519,0	5 755,5	5 929,2
Dollars/Ariary	3 830,0	4 054,6	4 216,3	4 342,2	4 460,9
Euro/Ariary	4 523,6	4 219,1	3 887,9	4 151,4	4 423,4

Tableau 2: Comptes nationaux 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(Variation en pourcentage)</i>					
Croissance réelle de l'offre					
Secteur Primaire	0,3	0,9	2,3	3,1	3,6
Agriculture	1,0	1,0	3,0	4,0	4,6
Elevage et pêche	-1,8	0,4	0,6	0,8	1,0
Sylviculture	1,8	1,0	1,3	1,5	1,6
Secteur Secondaire	18,6	10,9	8,6	8,9	9,1
Industrie extractive	55,4	23,6	14,7	14,6	14,5
Alimentaire, boisson, tabac	5,2	7,8	7,6	7,5	7,4
Textile	33,9	8,0	3,7	6,4	6,0
Bois, papiers, imprimerie	3,1	8,1	6,6	5,8	5,4
Matériaux de construction	3,5	-5,4	1,0	1,4	1,6
Industrie métallique	3,3	-3,2	0,5	0,8	1,1
Machine, matériels électriques	1,8	-3,2	0,4	0,6	0,7
Industries diverses	1,5	6,2	6,4	5,4	5,2
Electricité, eau, gaz	0,8	-0,9	0,8	1,5	2,1
Secteur Tertiaire	3,4	4,1	4,1	4,6	4,9
BTP	2,8	3,2	4,6	5,2	5,6
Commerce, entretiens, réparations	2,8	2,4	3,1	3,6	4,0
Hôtel, restaurant	-60,3	133,4	30,2	21,4	17,9
Transport	13,4	4,2	4,8	5,1	5,4
Poste et télécommunication	8,5	7,2	5,4	8,1	8,4
Banque, assurance	7,2	7,4	7,1	6,9	6,7
Services aux entreprises	1,5	1,7	2,1	2,6	2,9
Administration	1,2	1,3	1,6	1,8	1,9
Education	2,0	1,2	1,5	1,7	1,9
Santé	4,0	1,2	1,7	2,1	2,5
Services rendus aux ménages	1,2	0,9	1,3	1,7	1,7
SIFIM	4,3	4,2	5,9	6,5	6,9
Impôts sur les produits	3,1	3,5	9,4	11,7	15,5
PIB aux prix d'acquisition	4,4	4,2	4,9	5,7	6,6
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Composition nominale de la demande					
Consommation finale	89,5	88,2	82,3	78,9	76,4
Publique	8,8	10,7	9,6	9,6	9,6
Privée	80,7	77,5	72,7	69,3	66,8
Investissement brut	20,3	21,0	25,3	28,3	30,2
Public	5,3	9,1	12,2	13,6	13,0
Privé	15,1	11,9	13,1	14,7	17,1
<i>dont: investissements directs étrangers</i>	1,7	1,7	1,7	2,1	2,9
Exportations nettes de bsnf	-9,8	-9,2	-7,6	-7,2	-6,6
Exportations de bsnf	22,9	30,3	30,4	30,3	30,5
Importations de bsnf	32,8	39,5	38,0	37,5	37,1
Balance courante	-4,8	-6,2	-6,2	-6,1	-5,8
Epargne nationale	15,5	14,7	19,1	22,2	24,4
Publique	2,1	3,1	6,2	5,4	5,0
Privée	13,4	11,6	12,9	16,8	19,4
<i>(En milliards d'Ariary)</i>					
PIB nominal	56 038,9	63 099,1	71 162,0	80 014,1	89 994,7
PIB au prix constant de 2007	21 212,6	22 097,8	23 180,6	24 511,4	26 129,2

Tableau 3: Opérations Globales du Trésor 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(En milliards d'Ariary)</i>					
Total des recettes et des dons	6 454,3	9 170,3	11 832,8	12 673,7	13 945,4
Recettes totales (hors dons)	6 083,4	7 417,4	9 212,1	10 986,7	13 015,3
Recettes fiscales brutes	5 913,2	7 242,8	9 022,3	10 772,2	12 769,6
Impôts	3 256,1	3 848,6	4 786,2	5 854,2	7 151,3
Douanes	2 657,0	3 394,2	4 236,1	4 917,9	5 618,3
Remboursement TVA (-)	175,0	185,0	357,0	296,0	341,7
Remboursement TVAPP (-)	30,8	34,0	45,0	60,0	70,8
Recettes fiscales nettes	5 707,4	7 023,8	8 620,3	10 416,2	12 357,0
Impôts	3 081,1	3 663,6	4 429,2	5 558,2	6 809,5
Douanes	2 626,3	3 360,2	4 191,1	4 857,9	5 547,5
Recettes non fiscales	170,2	174,6	189,9	214,5	245,7
Dons	370,9	1 753,0	2 620,6	1 687,0	930,0
Courants	1,1	2,5	0,4	0,0	0,0
En capital	369,8	1 750,5	2 620,3	1 687,0	930,0
Dépenses totales	8 008,8	12 947,8	16 120,5	19 205,5	21 142,7
Dépenses courantes	5 054,2	7 212,7	7 445,0	8 355,9	9 411,5
Dépenses budgétaires	5 384,5	6 014,5	6 879,9	7 819,9	8 799,0
Dépenses de personnels	2 866,3	3 492,3	3 868,7	4 450,7	5 010,8
dont: soldes	2 689,0	3 237,6	3 623,9	4 126,1	4 645,4
dont: indemnités	177,3	254,7	244,8	324,6	365,4
Fonctionnement hors Intérêts	2 164,3	2 055,8	2 369,1	2 659,4	3 017,2
Biens et services	337,8	517,4	542,3	695,6	804,4
Subventions et transferts	1 826,5	1 538,4	1 826,9	1 963,8	2 212,8
Intérêts dus sur	353,9	466,4	642,1	709,8	771,0
dettes extérieures	122,9	192,5	306,6	414,2	449,9
dettes intérieures	231,0	273,9	335,5	295,6	321,0
Autres opérations nettes du Trésor	-330,3	1 198,2	565,1	536,0	612,5
dont: remboursement TVA	205,8	219,0	402,0	356,0	412,5
Autres	-536,0	979,2	163,1	180,0	200,0
Dépenses en capital	2 954,6	5 735,1	8 675,4	10 849,6	11 731,2
Financement interne	1 460,7	1 555,9	2 709,2	2 896,7	3 599,7
Financement externe	1 493,9	4 179,2	5 966,3	7 952,9	8 131,4
Emprunts extérieurs	1 124,1	2 428,7	3 346,0	6 265,9	7 201,4
Subventions extérieures	369,8	1 750,5	2 620,3	1 687,0	930,0
Déficit base des engagements	-1 554,5	-3 777,5	-4 287,7	-6 531,8	-7 197,3
Variations des arriérés intérieurs	-221,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Déficit global, base caisse	-1 776,4	-3 777,5	-4 287,7	-6 531,8	-7 197,3
Solde primaire, base caisse	-77,6	-884,9	-300,0	443,9	775,0
Financement	1 776,4	3 777,5	4 287,7	5 748,4	6 055,4
Extérieur (net)	1 303,7	2 187,6	3 843,0	5 412,6	5 998,7
Tirages	1 671,1	2 625,7	4 545,2	6 265,9	7 201,4
dont: prêts projets	1 124,1	2 428,7	3 346,0	6 265,9	7 201,4
dont: prêts programmes	547,0	197,0	1 199,2	0,0	0,0
Amortissement	-367,4	-438,1	-702,2	-853,4	-1 202,7
Intérieur (net)	472,7	1 589,8	444,7	335,9	56,7
Système bancaire	229,6	1 693,6	392,2	279,4	31,0
dont: banque centrale	0,0	1 536,4	336,7	220,7	-85,2
dont: FMI / FEC	536,0	402,0	527,9	225,7	-55,2
dont: allocation DTS	0,0	800,0	300,0	0,0	0,0
Effets de la variation de change	25,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Système non bancaire	-87,4	-103,7	52,6	56,4	25,7
Dépôts des correspondants du Trésor	304,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Gap ou écart de financement	0,0	0,0	0,0	-783,4	-1 141,9
<i>(en millions de dollars)</i>	0,0	0,0	0,0	-180,4	-256,0

MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM

04/11/2022 08:28

Tableau 4: Opérations Globales du Trésor 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Total des recettes et des dons	11,5	14,5	16,6	15,8	15,5
Recettes totales (hors dons)	10,9	11,8	12,9	13,7	14,5
Recettes fiscales brutes	10,6	11,5	12,7	13,5	14,2
Impôts	5,8	6,1	6,7	7,3	7,9
Douanes	4,7	5,4	6,0	6,1	6,2
Remboursement TVA (-)	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4
Remboursement TVAPP (-)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Recettes fiscales nettes	10,2	11,1	12,1	13,0	13,7
Impôts	5,5	5,8	6,2	6,9	7,6
Douanes	4,7	5,3	5,9	6,1	6,2
Recettes non fiscales	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Dons	0,7	2,8	3,7	2,1	1,0
Courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En capital	0,7	2,8	3,7	2,1	1,0
Dépenses totales	14,3	20,5	22,7	24,0	23,5
Dépenses courantes	9,0	11,4	10,5	10,4	10,5
Dépenses budgétaires	9,6	9,5	9,7	9,8	9,8
Dépenses de personnels	5,1	5,5	5,4	5,6	5,6
dont: soldes	4,8	5,1	5,1	5,2	5,2
dont: indemnités	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4
Fonctionnement hors Intérêts	3,9	3,3	3,3	3,3	3,4
Biens et services	0,6	0,8	0,8	0,9	0,9
Subventions et transferts	3,3	2,4	2,6	2,5	2,5
Intérêts dus sur	0,6	0,7	0,9	0,9	0,9
dettes extérieures	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5
dettes intérieures	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Autres opérations nettes du Trésor	-0,6	1,9	0,8	0,7	0,7
dont: remboursement TVA	0,4	0,3	0,6	0,4	0,5
Autres	-1,0	1,6	0,2	0,2	0,2
Dépenses en capital	5,3	9,1	12,2	13,6	13,0
Financement interne	2,6	2,5	3,8	3,6	4,0
Financement externe	2,7	6,6	8,4	9,9	9,0
Emprunts extérieurs	2,0	3,8	4,7	7,8	8,0
Subventions extérieures	0,7	2,8	3,7	2,1	1,0
Déficit base des engagements	-2,8	-6,0	-6,0	-8,2	-8,0
Variations des arriérés intérieurs	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Déficit global, base caisse	-3,2	-6,0	-6,0	-8,2	-8,0
Solde primaire, base caisse	-0,1	-1,4	-0,4	0,6	0,9
Financement	3,2	6,0	6,0	7,2	6,7
Extérieur (net)	2,3	3,5	5,4	6,8	6,7
Tirages	3,0	4,2	6,4	7,8	8,0
dont: prêts projets	2,0	3,8	4,7	7,8	8,0
dont: prêts programmes	1,0	0,3	1,7	0,0	0,0
Amortissement	-0,7	-0,7	-1,0	-1,1	-1,3
Intérieur (net)	0,8	2,5	0,6	0,4	0,1
Système bancaire	0,4	2,7	0,6	0,3	0,0
dont: banque centrale	0,0	2,4	0,5	0,3	-0,1
dont: FMI / FEC	1,0	0,6	0,7	0,3	-0,1
dont: allocation DTS	0,0	1,3	0,4	0,0	0,0
Effets de la variation de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Système non bancaire	-0,2	-0,2	0,1	0,1	0,0
Dépôts des correspondants du Trésor	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Gap ou écart de financement	0,0	0,0	0,0	-1,0	-1,3

MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM

04/11/2022 08:28

Tableau 5: Balance des paiements 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(En millions de DTS)</i>					
Transactions courantes	-495,9	-720,6	-797,7	-845,1	-875,0
Biens et services	-1 011,0	-1 066,1	-976,1	-995,7	-1 004,4
Balance commerciale	-679,0	-574,7	-498,6	-501,5	-590,8
Exportations FOB	1 904,0	2 757,3	2 963,4	3 122,3	3 387,9
Importations FOB	-2 583,0	-3 332,0	-3 461,9	-3 623,8	-3 978,8
Services nets	-332,0	-491,5	-477,6	-494,2	-413,6
Recettes	449,1	759,7	955,0	1 092,7	1 246,4
Paiements	-781,2	-1 251,2	-1 432,6	-1 586,9	-1 659,9
Revenus des investissements	-182,5	-268,4	-367,5	-404,3	-431,0
Recettes	30,1	32,6	35,5	40,8	47,0
Paiements	-212,6	-301,0	-403,0	-445,2	-477,9
<i>dont: intérêts de la dette publique</i>	-22,4	-35,4	-55,6	-72,0	-75,9
Transferts courants	697,6	614,0	546,0	555,0	560,3
Administrations publiques	22,4	24,7	26,5	26,3	28,1
<i>dont: aide budgétaire</i>	0,2	0,5	0,1	0,0	0,0
Autres secteurs	675,2	589,3	519,5	528,6	532,2
Opérations en capital et financiers	684,9	620,5	818,7	590,6	805,8
Opérations en capital	56,2	321,8	474,8	293,1	156,9
Administration publique	56,2	321,8	474,8	293,1	156,9
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Opérations financières	628,7	298,7	343,9	297,5	649,0
Investissement direct (net)	171,2	201,0	217,6	291,0	440,3
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	457,5	97,7	126,4	6,5	208,7
Gouvernement	187,9	402,1	696,3	940,4	1 011,7
Tirages	254,9	482,7	823,6	1 088,7	1 214,6
PIP	154,0	446,5	606,3	1 088,7	1 214,6
Aide budgétaire	100,8	36,2	217,3	0,0	0,0
Amortissement	-66,9	-80,5	-127,2	-148,3	-202,8
Autres secteurs	247,5	-91,8	-133,1	-104,9	-95,8
Banques (net)	-7,5	-21,2	0,0	0,0	0,0
Autres (net)	29,6	-191,3	-436,9	-829,0	-707,3
Erreurs et omissions	-9,5	-10,4	0,0	0,0	0,0
Balance globale	179,5	-110,5	21,0	-254,5	-69,2
Financement	-179,5	110,5	-21,0	254,5	69,2
Avoirs extérieurs nets (augmentation -)	-194,9	107,5	-21,0	-30,5	-269,4
F.M.I. (net)	96,9	60,6	3,7	-4,4	-65,4
Autres avoirs, nets (augmentation -)	-291,8	46,9	-24,8	-26,2	-204,0
Variation nette des arrières (excl. BCM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement et annulation de la dette	15,4	3,0	0,0	0,0	0,0
Financement à trouver	0,0	0,0	0,0	285,0	338,6
Pour mémoire					
<i>(En millions de DTS)</i>					
Avoirs Extérieurs Nets	666,5	731,2	841,2	871,7	1 177,8
Avoirs Extérieurs Bruts	1 629,6	1 582,7	1 607,4	1 633,6	1 837,6
Engagements Extérieurs à CT et LT	963,1	851,5	766,2	761,9	659,8

Tableau 6: Balance des paiements 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Transactions courantes	-4,8	-6,2	-6,2	-6,1	-5,8
Biens et services	-9,8	-9,2	-7,6	-7,2	-6,6
Balance commerciale	-6,6	-5,0	-3,9	-3,6	-3,9
Exportations FOB	18,5	23,8	23,0	22,5	22,3
Importations FOB	-25,1	-28,7	-26,8	-26,1	-26,2
Services nets	-3,2	-4,2	-3,7	-3,6	-2,7
Recettes	4,4	6,5	7,4	7,9	8,2
Paiements	-7,6	-10,8	-11,1	-11,4	-10,9
Revenus des investissements	-1,8	-2,3	-2,9	-2,9	-2,8
Recettes	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Paiements	-2,1	-2,6	-3,1	-3,2	-3,1
<i>dont: intérêts de la dette publique</i>	-0,2	-0,3	-0,4	-0,5	-0,5
Transferts courants	6,8	5,3	4,2	4,0	3,7
Administrations publiques	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>dont: aide budgétaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	6,6	5,1	4,0	3,8	3,5
Opérations en capital et financiers	6,7	5,3	6,3	4,2	5,3
Opérations en capital	0,5	2,8	3,7	2,1	1,0
Administration publique	0,5	2,8	3,7	2,1	1,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Opérations financières	6,1	2,6	2,7	2,1	4,3
Investissement direct (net)	1,7	1,7	1,7	2,1	2,9
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	4,5	0,8	1,0	0,0	1,4
Gouvernement	1,8	3,5	5,4	6,8	6,7
Tirages	2,5	4,2	6,4	7,8	8,0
PIP	1,5	3,8	4,7	7,8	8,0
Aide budgétaire	1,0	0,3	1,7	0,0	0,0
Amortissement	-0,7	-0,7	-1,0	-1,1	-1,3
Autres secteurs	2,4	-0,8	-1,0	-0,8	-0,6
Banques (net)	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0
Autres (net)	0,3	-1,6	-3,4	-6,0	-4,7
Erreurs et omissions	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Balance globale	1,7	-1,0	0,2	-1,8	-0,5
Financement	-1,7	1,0	-0,2	1,8	0,5
Avoirs extérieurs nets (augmentation -)	-1,9	0,9	-0,2	-0,2	-1,8
F.M.I. (net)	0,9	0,5	0,0	0,0	-0,4
Autres avoires, nets (augmentation -)	-2,8	0,4	-0,2	-0,2	-1,3
Variation nette des arrières (excl. BCM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement et annulation de la dette	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement à trouver	0,0	0,0	0,0	2,1	2,2

Tableau 7: Situation monétaire 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.
<i>(En milliards d'Ariary)</i>					
Circulation fiduciaire	4 117,1	4 405,0	4 708,2	5 014,8	5 640,3
Dépôts totaux (y. c. DAT, dép. d'épar. et oblig.)	11 801,9	14 425,3	16 844,9	19 447,5	21 873,3
Agrégat (M3) = Contreparties	15 919,1	18 830,3	21 553,0	24 462,3	27 513,6
Avoirs extérieurs nets	5 018,1	5 601,7	6 363,6	6 831,5	8 864,6
Banque centrale	3 690,8	3 988,3	4 708,2	5 100,8	7 085,3
Banque de dépôts	1 327,3	1 613,4	1 655,4	1 730,7	1 779,3
Avoirs intérieurs nets	10 900,9	13 228,6	15 189,5	17 630,8	18 649,0
Crédit intérieur net	12 411,3	14 867,2	16 776,5	19 181,7	21 040,9
Créances nettes sur l'Etat	3 072,2	4 153,9	4 246,1	4 525,5	4 556,6
CNE du S.B.	2 838,1	3 731,6	3 823,8	4 103,2	4 134,2
Banque centrale	1 271,1	2 007,6	2 044,3	2 265,0	2 179,8
Banques	1 566,9	1 724,0	1 779,5	1 838,2	1 954,4
Autres créances nettes	234,2	422,3	422,3	422,3	422,3
Crédits à l'économie	9 339,1	10 713,3	12 530,4	14 656,2	16 484,4
Banque centrale	28,4	30,4	31,4	32,4	36,4
Trésor	180,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques	9 130,7	10 682,9	12 499,0	14 623,9	16 448,0
Autres postes nets	-1 510,4	-1 638,6	-1 587,0	-1 550,9	-2 392,0
Pour mémoire					
Vitesse de circulation de la monnaie	3,5	3,4	3,3	3,3	3,3
Taux de change (DTS/Ariary, fin de période)	5 537,7	5 454,8	5 596,9	5 851,3	6 015,8
<i>(En millions de DTS)</i>					
Avoirs Extérieurs Nets	906,2	1 026,9	1 137,0	1 167,5	1 473,5
Banque Centrale	666,5	731,2	841,2	871,7	1 177,8
Banques de dépôts	239,7	295,8	295,8	295,8	295,8

ANNEXE 2

**DOCUMENT
DE
PERFORMANCE**

DOCUMENT DE PERFORMANCE

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
01-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
010-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
001-Administration Et Coordination					
OG 001-1: ASSURER LE FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DES SERVICES DE LA PRÉSIDENCE					
OS 001-1-1: ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DES ACTIVITÉS ET PROJETS RELEVANT DE LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE					
Coordination de suivi des Projets présidentiels assurée					
Pourcentage des projets identifiés incorporés dans le plan de suivi consolidé des projets de la DGPP(Priorisation, compilation, synchronisation)	%	100	100	100	100
Taux de réalisations des moyens nécessaires	%	100	100	100	100
Hautes personnalités, infrastructures et patrimoines de la Présidence de la République sécurisés					
Niveau de sécurisation des Palais présidentiels , des autres infrastructures et patrimoines de la Présidence de la République	%	100	100	100	100
LE BUDGET ALLOUÉ À LA PRÉSIDENCE EST UTILISÉ À BON ESCIENT					
TAUX D'ENGAGEMENT DES DÉPENSES	%	98	98	98	98
Les distinctions honorifiques , toutes les grades confondus sont décernées aux bénéficiaires					
Nombre de distinctions honorifiques décernées	Nombre	30000	30000	30000	40000
Les dossiers de demande de distinctions honorifiques et de proposition de liste de bénéficiaires à soumettre à l'approbation du Président de la République sont instruits					
Nombre des dossiers instruits	Nombre	35736	35800	35800	45000
OS 001-1-4: COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES DE LA SÉCURITÉ NATIONALE ET DES RÉFORMES Y AFFÉRENTES					
LA CONTRIBUTION À LA SÉCURISATION DU TERRITOIRE NATIONAL EST APPORTÉE					
Nombre des atteintes à la sécurité nationale déjouées	Nombre	2	2	2	2
OS 001-1-C: Assurer effectivement la sécurité du Président de la République et de sa famille à tout moment					
Sécurité du Président de la République et de sa famille assurée effectivement à tout moment					
Taux de sécurisation du Président de la République et de sa famille	%	100	100	100	100
138-Appui à la gouvernance et à l'Etat de droit					
OG 138-1: RENFORCER L'AUTORITÉ DE L'ETAT, LA BONNE GOUVERNANCE ET L'ETAT DE DROIT					
OS 138-1-1: RENFORCER LES SYSTÈMES JUDICIAIRE, ANTI-CORRUPTION, ANTI-BLANCHIMENT ET ANTI-FINANCEMENT DU TERRORISME					
Disposer une culture de performance au sein de son administration et renforcer les actions de contrôle et de suivi évaluation					
Nombre de missions	Nombre	0	40	45	48
Nombre de PV de réception	Nombre	0	20	22	24
Nombre de rapport d'activités	Nombre	0	4	4	4
Les Concours Administratifs sont suivis par le BIANCO					
Nombre de Concours Administratifs suivis par le BIANCO	Nombre	0	8	8	8
Recueillir tous les renseignements et prendre communication de tout dossier ou document utile à l'accomplissement de sa mission auprès des services ou entités requis					
Nombre de document effectué	Nombre	0	30	40	50
100% des crédits alloués au BIANCO sont versés dans le compte de dépôt au Trésor					
Taux d'exécution budgétaire	%	0	100	100	100
Acquisition de véhicules d'inspections ou missions					
Nombre de véhicules acquis	Nombre	0	7	4	3
Assurer avec les services compétents le recouvrement des gaps décelés					
Nombre des services décelés	-	0	15	20	25
Assurer l'interopérabilité et l'exploitation des données de tous les services de l'Etat concerné par la lutte contre les fraudes					
Nombre des donnes exploités	Nombre	0	20	30	40
Coordination des activités de l'ANAF assurée et améliorée					
Nombre de réunions de STAFF	Nombre	0	48	48	48
Des dénonciations ou interpellations sont reçues, émanant des OSCs					
Nombre de dénonciation ou d'interpellation reçues, émanant des OSCs	Nombre	0	70	100	150
Des OSCs sont actifs dans la LCC					
Nombre des OSCs actifs dans la LCC	Nombre	0	100	50	40
LE SYSTÈME JUDICIAIRE EST RENFORCÉ					
NOMBRE DE DOLEANCES REÇUES PAR LE CSM (INDICATEUR DE RÉSULTAT TRADUISANT DES GAINS EN RÉDUCTION)	Nombre	29	29	25	22
Les Cellules Anti-Corruption (CAC) sont mises en place					
Nombre de Cellules Anti-Corruption (CAC) mises en place	Nombre	0	200	150	100
Les Départements Ministériels ont établi leur Politique sectorielle en matière de LCC					
Nombre de Département Ministériel ayant établi leur Politique sectorielle en matière de LCC	Nombre	0	15	5	2
Les dossier de corruption dénoncés sont traités et transmis par le BIANCO auprès des juridictions.					
Nombre de dossier de corruption dénoncés et transmis par le BIANCO aux juridictions	Nombre	0	350	400	450
Les mesures de renforcement de l'efficacité du SAMIFIN sont mises en œuvre					
Taux de variation de l'enjeu financier des DOS traitées et transmises aux autorités compétentes.	%	0	100	100	100
Les Missions du Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité sont assurées d'une manière effective au bénéfice de la Promotion de la Bonne Gouvernance et la Lutte contre la Corruption					
Nombre de Piliers d'intégrité actifs dans la promotion de la Gouvernance et de la Lutte Contre la Corruption	Nombre	3	6	9	12
Taux de conformité à la convention des Nations Unies contre la corruption et à celle de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption	%	53	65	70	75
Taux de crédit inscrit dans la LF, allouée au organne de LCC	%	0,3	0,35	0,4	0,45
Mener des investigations sur des faits rentrant dans le cadre de la mission de l'ANAF					
Nombre des investigations faites	Nombre	0	30	40	47
Recouvrement des Avoirs Illicites saisis et confisqués au profit de l'Etat					
Taux d'avoirs illicites recouverts	%	25	40	75	100
Taux d'équipement et d'opérationnalisation de l'Agence	%	11	41	100	0
OS 138-1-2: AMÉLIORER LES ACTIVITÉS MILITAIRES DANS LES ZONES DE DEFENSE ET SECURITE (ZDS)					
Instauration de l'Etat de droit , paix durable dans tout le pays, baisse du taux d'insécurité sur toute l'étendue du territoire					
Nombre de rapports de missions	Nombre	84	14	20	24
OS 138-1-4: RENFORCER LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE EN MATIERE DE DROIT DE L'HOMME					
Dossier de doléance des usagers traités					
Nombre de dossier de doléance traité	Nombre	0	450	600	750
Délégation provincial et régional institué					
Nombre de délégations provinciale et régionale instituées	Nombre	1	5	5	5

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 138-1-5 : AMELIORER LA QUALITE DE SERVICE RENDU AUX USAGERS					
Les réformes initiées auprès du Ministère de l'Economie et des Finances (DGI, DGD), Ministère de l'Education Nationale (MEN), Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID), Ministère auprès de la Présidence en charge des Mines et des Pétroles (MPMP), les Organes de Contrôle des Finances Publiques (OCFP) sont effectives					
Taux des Ministères dotés de système de suivi	%	0	20	30	50
Taux des réformes réalisés/ prévus	%	0	20	40	60
Lettre de politique sur l'e-gouvernance disponible					
Taux d'engagement des crédits ouverts	%	0	80	90	95
La gestion axée sur les résultats est appropriée par les agents de l'Etat					
Nombre de réunions du Comité d'Orientation Stratégique (COS) effectuées	Nombre	0	2	2	2
OS 138-1-6 : RENFORCER LES CAPACITES OPERATIONNELLES DES MILITAIRES					
Harmonisation de l'Administration militaire: militaires respectueux de la discipline, et crédibles vis-à-vis de la population et le pouvoir en place					
Nombre de pv établis (MP, dossiers traités,taux de dérivés en baisse...)	Nombre	25	50	60	70
OS 138-1-7 : AMELIORER LA FONCTION DE COORDINATION ET DE CONTRÔLE DE LA GESTION DES RESSOURCES PUBLIQUES					
LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES A POSTERIORI DE LA GESTION DES FINANCES ET DES RESSOURCES PUBLIQUES, DU PATRIMOINE PUBLIC ET DU BON FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION SONT AMÉLIORÉES					
Pourcentage de rapports de vérification ayant fait l'objet de suivi des recommandations	%	50	50	60	80
Le système commun est fonctionnel, constamment amélioré et maîtrisé par les agents de l'Etat					
Nombre de systèmes d'informations concernant les finances publiques, les ressources et patrimoines publics auxquelles l'IGE peut se connecter	%	5	5	5	5
LES CONTRÔLES DES ACTIVITÉS DES GRANDES FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE (GN) ET LUTTER CONTRE LA FRAUDE ET LES TRAFICS ILLICITES DE TOUT GENRE SONT INTENSIFIES					
NOMBRE D'INSPECTION EFFECTUÉE	Nombre	22	22	-	-
OS 138-1-C : LE FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF, FINANCIER ET LES MATERIELS TECHNIQUES DES UNITES MILITAIRES SONT CONTROLES ET SUIVIS					
Baisse du taux de corruption, amélioration des conditions de vie de la population, harmonisation du système économique nationale					
Nombre de formations militaires visitées (descente des unités et contacts des autorités locaux...)	Nombre	0	11	14	20
620-Appui au développement social et économique					
OG 620-1: CONTRIBUTION À UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE					
OS 620-1-2 : PRESERVER LA PAIX SOCIALE ET PROTECTION SOCIALE					
Les capacités technologiques et industrielles relatives à la défense et la sécurité nationale développées					
Taux d'insécurité au niveau national réduit	%	75	75	80	80
Participation des populations défavorisées à la vie sociale et au progrès collectif					
Taux de populations bénéficiaires	%	25	50	75	80
SPDSN opérationnel					
Taux de réalisations des objectifs liés à la gestion administrative et financière.	%	75	75	80	80
Taux d'insécurité par zone et par secteur d'intervention réduit	%	75	75	80	80
OS 620-1-3 : PILOTAGE DE LA REFORME RELATIVE A LA R.S.S					
Documents de politique de défense et de stratégie de sécurité nationale élaboré					
Nombre de documents cadres relatifs au renforcement de sécurité national validés	Nombre	4	4	4	4
OS 620-1-7 : CONCEVOIR ET METTRE EN OEUVRE , EN CONCERTATION AVEC LE GOUVERNEMENT ET LE SECTEUR PRIVE.LA STRATEGIE NATIONALE EN MATIERE D'ACCROISSEMENT DES INVESTISSEMENTS PRIVES NATIONAUX ET ETRANGERS AFIN D'ACCELERER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE MADAGASCAR					
Augmentation du nombre de foire, atelier, séminaire et road show					
Nombre de foire réalisée	Nombre	1523	1827	2010	2211
Participation effective en vue de l'amélioration des climats des affaires et redynamisation des groupes de travail réformes .					
Nombre de PPP établis- reformes effectués	Nombre	3	5	7	9
OG 620-2 : RENFORCER LA PREVENTION DES EPIDEMIES ET DES MALADIES					
OS 620-2-1 : AMELIORER L'ORGANISATION DE LA GESTION DU SYSTÈME DE SANTE					
Réduction d'au moins 75% du nombre de nouvelle infection au VIH dans les populations clés les plus exposées aux risques, chez les jeunes de 10 à 24 ans et la population générale d'ici fin 2025.					
Pourcentage de résultat de test VIH positif parmi le total des tests de dépistage du VIH effectué au cours de la période de rapportage	%	0	1	1	2
OS 620-2-2 : REDUIRE LE TAUX DE MORBIDITE ET MORTALITE MATERNELLE, INFANTILE ET JUVENILE					
Réduction d'au moins 5% de la proportion des nourrissons infectés par le VIH nés de mères séropositives au VIH et celles des nourrissons atteints de la Syphilis congénitale d'ici fin 2025.					
Pourcentage de femme enceinte connaissant leur statut sérologique VIH	%	0	30	33	34
Pourcentage de femme enceinte séropositive au VIH ayant reçu une TARV durant leur grossesse et/ou le travail et l'accouchement	%	0	22	23	23
Réduction du taux de mortalité due au Sida de 4,4 décès pour 100.000 habitants à 1,5 décès en 2025.					
Pourcentage de personne sous TARV parmi toutes les personnes vivant avec le VIH à la fin de la période de rapportage	%	0	23	25	27
Pourcentage de personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral qui ont commencé la thérapie préventive de la tuberculose parmi celles éligibles durant la période de rapportage	%	0	40	45	-
Promptitude des rapports des établissements de santé : Pourcentage de rapports mensuels remis par les établissements (pour la période d'établissement de rapport) reçus dans les délais, conformément aux directives nationales	%	0	92	95	97

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
02-SENAT					
020-SENAT					
002-Administration Et Coordination					
OG 002-1 : PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE AU NIVEAU DE L'ADMINISTRATION DU SENAT					
OS 002-1-1 : ASSURER LA BONNE GESTION DES MOYENS MATÉRIELS, FINANCIERS ET HUMAINS BONNE COORDINATION DES ACTIVITÉS DU SENAT					
AGENTS EFFICACES, COMPÉTENTS ET MOTIVÉS					
DURÉE MOYENNE DU TRAITEMENT DES DOSSIERS	Jour	28	28	28	28
ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DÉCENT					
NOMBRE DE LOCAUX RÉPONDANT AUX NORMES	Nombre	40	40	40	40
OS 002-1-2 : ASSURER UNE BONNE COORDINATION DES ACTIVITÉS DU SENAT					
GESTION TRANSPARENTE ET EFFICIENTE DES ACTIVITÉS DU SENAT					
NOMBRE DE RAPPORTS ET COMPTE RENDU	Nombre	15	15	15	15
OG 002-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 002-2-1 : Améliorer la gestion des finances publiques					
Gestion transparente et efficiente des activités du Sénat					
Délai moyen de traitement de dossiers	Nombre	28	28	28	28
119-Gestion opérationnelle des missions des parlementaires du Sénat					
OG 119-1 : PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE DU SÉNAT					
OS 119-1-1 : RENFORCER LES RÔLES : LÉGISLATIF, DU CONSEIL AU GOUVERNEMENT ET DU CONTRÔLE SUR L'EXÉCUTIF DU SÉNAT ET ÉVALUATION					
POUVOIR LÉGISLATIF OPÉRATIONNEL ET EFFICACE					
TAUX D'ASSIDUITÉ DES SÉNATEURS AUX TRAVAUX PARLEMENTAIRES	%	95	95	95	95
OS 119-1-2 : RENFORCER LA CULTURE DE REDEVABILITÉ, DE TRANSPARENCE ET LE RÔLE DES SÉNATEURS DANS LE PROCESSUS DE LA DÉCENTRALISATION					
SÉNATEURS REDEVABLES ET RESPONSABLES					
POURCENTAGE DE COMPTE-RENDU PÉRIODIQUE POUR CHAQUE MISSION DES SÉNATEURS	%	95	95	95	95
OS 119-1-3 : RENFORCER LA STABILITÉ INSTITUTIONNELLE					
APAISEMENT POLITIQUE					
DIMINUTION DE TAUX DES MANIFESTATIONS	%	10	10	10	10
OG 119-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 119-2-1 : Améliorer la gestion des finances publiques					
Délai moyen de traitement de dossiers					
Délai moyen de traitement de dossiers	Nombre	28	28	28	28
Garantir l'exercice du pouvoir du Sénat	Nombre	28	28	28	28
OS 119-2-2 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux					
Garantir l'exercice du pouvoir du Sénat					
Délai moyen de traitement de dossiers	Nombre	28	28	28	28

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
03-ASSEMBLEE NATIONALE					
030-ASSEMBLEE NATIONALE					
003-Administration et Coordination					
OG 003-1 : RENDRE L'ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE PLUS PERFORMANTE ENVUE D'ACCROITRE SON EFFICACITE					
OS 003-1-1 : RENFORCER L'ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE EN VUE D'ACCROITRE SON EFFICACITÉ					
Administration parlementaire efficace renforcée					
Délai de traitement des dossiers	Nombre de jours	10	10	10	10
101-Gouvernance Responsable					
OG 101-1 : RENFORCER L'ETAT DE DROIT ET AFFIRMER LA DÉMOCRATIE AU NIVEAU INTERNATIONAL					
OS 101-1-1 : RENFORCER LES RELATIONS ENTRE LES ÉLUS ET LES CITOYENS					
Relations entre les élus et les citoyens renforcées					
Nombre de contrôles parlementaires	Nombre	48	48	48	48
Nombre de tournées parlementaires	Nombre	3688	3688	3688	3688
OS 101-1-2 : SOUTENIR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PARLEMENTAIRES ET ASSURER LE PAIEMENT DES SALAIRES ET AVANTAGES DES DÉPUTÉS					
Capacités des parlementaires renforcées, et paiement des salaires et avantages des Députés assuré					
Nombre de lois votées	Nombre	34	25	25	25
Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	100	100
OS 101-1-3 : PARTICIPER À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES					
Relations internationales raffermiss					
Nombres de participations à des réunions internationales	Nombre	15	30	30	30

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
04-HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE					
040-HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE					
004-Administration et Coordination					
OG 004-2 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 004-2-1 : Intensifier les actions relatives à l'amélioration des conditions fondamentales des travailleurs					
*Capacités techniques et opérationnelles des agents améliorées *					
Taux de réalisation des activités de formation	Taux (%)	80	90	100	100
Agents en situation régulière					
Taux de dossiers du personnel traités	Taux (%)	100	100	100	100
OG 004-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 004-3-1 : Améliorer la gestion des finances publiques					
*Efficacité de l'organe de commande publique *					
Taux de réalisation des marchés publics	Taux (%)	99	98	98	98
*Entretien du patrimoine de la HCC assurée *					
Taux de réalisation des entretiens et maintenance	Taux (%)	80	80	80	80
*Utilisation des ressources financières optimisée *					
Taux d'exécution du budget	Taux (%)	98	98	98	98
OS 004-3-2 : Renforcer le contrôle budgétaire et financier					
*Système de contrôle et de suivi évaluation rigoureux et efficace *					
*Nombre de Directions ayant fait leurs rapports d'activités *	Taux (%)	8	8	8	8
Nombre de contrôles effectués	Nombre	2	2	2	2
OS 004-3-3 : Doter des équipements et infrastructures adéquats pour la défense du territoire					
*Sécurité assurée, sérénité de la Cour *					
Nombre de dispositifs de sécurité mis en place	Nombre	15	20	20	20
Pourcentage des agents de sécurité ayant suivi de formation	Taux (%)	50	50	50	50
Taux de satisfaction des besoins en matériels et en infrastructures de sécurité	Taux (%)	80	80	80	80
OS 004-3-5 : Mettre en place des Institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux					
*Effectivité de l'autonomie de l'Institution *					
Nombre de délibérations à caractère administratif et financier adoptées	Nombre	5	5	5	5
*Visibilité et présence effective de l'Institution *					
Nombre de correspondances et communiqués officiels	Nombre	10	10	10	10
Nombre de déplacements, représentations et visites	Nombre	10	15	15	15
Capacités électorales de la HCC améliorées ou renforcées					
Nombre d'acteurs du processus électoral formés	Nombre	-	30	30	30
Nombre d'applications informatiques de gestion du contentieux et de traitement des résultats développées	Nombre	-	1	2	1
Nombre de réunions avec les autres Institutions impliquées dans le processus électoral	Nombre	-	2	2	2
Nombre de sessions d'évaluation du processus électoral	Nombre	-	-	2	1
Nombre de sessions, d'ateliers ou séminaires d'appropriation des cadres légaux et réglementaires des élections organisés	Nombre	-	1	1	1
Nombre de voyages d'études ou d'échanges d'expériences en matière électorale avec les Cours étrangères organisés	Nombre	-	2	1	3
Taux de satisfaction en matériels et équipements électoraux	Taux (%)	-	90	70	50
Citoyens mieux informés : citoyens responsables et participatifs à la vie socio-politique et économique					
Nombre de Régions bénéficiant des séances de sensibilisation et d'information	Nombre	-	23	23	-
Nombre de manuels de procédure sur le contentieux électoral conçus	Nombre	-	1000	1000	1000
Régularité et sincérité du scrutin assurée					
Nombre de sessions, d'ateliers ou séminaires d'appropriation des cadres légaux et réglementaires des élections organisés	Nombre	-	1	2	1
Système informatique sécurisé et efficace					
Nombre de techniciens et d'utilisateurs informatiques formés	Nombre	-	5	5	5
Système informatique intègre	Logique	-	OUI	OUI	OUI
OS 004-3-6 : Promouvoir les réformes administratives (digitalisation,...)					
*Gestion des ressources automatisée, bonne gouvernance assurée *					
Nombre d'applications informatiques de gestion développées	Nombre	3	3	3	3
OG 004-4 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge					
OS 004-4-1 : Assurer la santé et le bien-être social de jeunes et adultes					
*Personnel en bonne santé et dynamique *					
Nombre d'activités physiques et sportives organisées	Nombre	24	12	24	24
Nombre de visites et consultations médicales	Nombre	30	30	30	30
102-Gouvernance responsable					
OG 102-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 102-2-1 : Mettre en place des Institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux					
*Citoyens mieux informés : citoyens responsables et participatifs à la vie socio-politique et économique *					
Nombre de consultation et de prêts enregistrés	Nombre	70	80	90	90
Nombre de portes ouvertes organisées	Nombre	23	23	23	-
Nombre de visiteurs du site web	Nombre	100000	110000	120000	120000
*Transparence des actions de l'Institution en matière électorale *					
Nombre de Régions bénéficiant des séances de sensibilisation et d'information	Nombre	23	23	23	-
Professionalisme des Juges, des cadres et du personnel du Greffe					
Nombre de formations, de voyages d'étude et/ou d'échanges d'expériences tant à l'intérieur qu'à l'extérieur	Nombre	2	3	3	3
Nombre de participations aux réunions statutaires des Cours ou Conseils constitutionnels étrangers	Nombre	2	3	3	2
OS 102-2-2 : Promouvoir l'état de droit et l'égalité d'accès de tous à la justice					
*Respect de la Constitution garanti *					
Nombre d'audiences	Nombre	15	25	25	25
Nombre de décisions prises, d'arrêts rendus et d'avis émis	Nombre	20	25	25	25

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
05-PRIMATURE					
050-PRIMATURE					
005-Administration et Coordination					
OG 005-1 : ASSURER LES CONDITIONS FAVORABLES AU BON FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA PRIMATURE					
OS 005-1-1 : ASSURER UNE GESTION EFFICACE DES RESSOURCES					
ADMINISTRATION DE LA PRIMATURE PERFORMANT					
Administration performant (Oui-Non)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
OS 005-1-2 : ASSURER LA SÉCURITÉ DU PREMIER MINISTRE, ET DU DOMAINE DE MAHAZOARIVO EN TANT QUE PALAIS D'ETAT (DS)					
DOMAINE DE MAHAZOARIVO EN TANT QUE PALAIS D'ETAT (DS) SÉCURISÉE					
DOMAINE DE MAHAZOARIVO EN TANT QUE PALAIS D'ETAT (DS) SÉCURISÉE(OUI-NON)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
SÉCURITÉ DU PREMIER MINISTRE ASSURÉE					
Intégrité physique et morale du PM assurées(oui-non)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
OS 005-1-3 : AMÉLIORER LES STRATÉGIES DE COMMUNICATION ET LA TÉLÉCOMMUNICATION AU SEIN DE LA PRIMATURE					
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS RÉDUIT, ÉCONOMIE DE COÛT ET D'ÉNERGIE					
Doléances réduites (gain en réduction)	Nombre	-	4	3	2
L'IMAGE DU PREMIER MINISTRE PROTÉGÉE					
Taux de critiques à l'encontre du Premier Ministre par rapport aux articles de presses axées sur la vie de la Nation	%	7	7	10	10
139-Pilotage et coordination, appui, mise en œuvre, suivi et contrôle des actions gouvernementales					
OG 139-1 : HARMONISER LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS RELATIVES À LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ETAT DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS					
OS 139-1-1 : ASSURER LE PROCESSUS D'ÉLABORATION DES TEXTES ET LA DÉFENSE DE L'INTERÊT DE L'ETAT					
TEXTES EN VIGUEUR ET INTERÊT DE L'ETAT PROTEGÉ					
Textes en vigueur et intérêt de l'Etat protégé (OUI-NON)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
OS 139-1-2 : HARMONISER LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DANS LE DOMAINE DE LA SECURITÉ ET DE LA DÉFENSE NATIONALE					
PLANS STRATEGIQUES EN MATIÈRE DE SECURITÉ ET DÉFENSE ÉLABORÉS ET OPÉRATIONNELS					
Nombre de documents de stratégie nationale de sécurité élaboré et validé	Nombre	2	2	2	2
OS 139-1-3 : COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE LUTTE CONTRE TOUTES FORMES DE TRAFICS ILLICITES					
LES ACTIONS DE LUTTE CONTRE TOUTES FORMES DE TRAFICS ILLICITES SONT EFFECTIVES					
Actions de lutte contre toutes formes de trafics illicites effectives (OUI-NON)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
OS 139-1-4 : PILOTAGE DES ACTIONS DU GOUVERNEMENT					
ADMINISTRATION PUBLIQUE EFFICIENTE ET EFFICACE					
Indice de performance	-	1	1	1	1
OG 139-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 139-3-1 : Améliorer la gestion des finances publiques					
Gestion des finances publiques améliorées					
Réduction des doléances	Logique (0:NON/1:OUI)	oui	OUI	OUI	OUI
OS 139-3-2 : Promouvoir les réformes administratives (digitalisation, ...)					
Administration publique plus accessible, efficace, efficiente et modernisée					
Réduction des doléances, actes de l'administration accessibles et plus sécurisés, système de suivi électronique des actes de l'administration	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
Nombre d'archives numérisées					
Numérisation des archives royales: 3600/an	Nombre	3600	3600	3600	3600
Nombre de copie d'actes délivrés					
Textes en vigueur trouvés, numérisés, archivés et publiés	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
Nombre de documents restaurés					
Procéder à la mise en page et reliure	Nombre	400	400	200	200
Nombre de références d'ouvrages insérés dans la base de données					
"1 exposition, 4 conférences débats, 5 visites d'archives, 2 formations en archivistique, 2 émissions radiophoniques et télévisées, 2 activités de vacances "	%	100	100	100	100
Assurer la recherche, la saisie et la délivrance des copies d'actes: 800/an	Nombre	800	800	800	800
Mettre à jour les ouvrages inventoriés sur le site intranet: 1000/an	Référence	1000	1000	1000	1000
Procéder à la mise en page et reliure	Nombre	400	400	200	200
Procéder aux inventaires, tris et classement des archives 1/an	Nombre	1	1	1	1
Réduction des doléances, actes de l'administration accessibles et plus sécurisés, système de suivi électronique des actes de l'administration	Logique (0:NON/1:OUI)	oui	OUI	OUI	OUI
Nombre d'inventaires manuels d'archives effectués					
Procéder aux inventaires, tris et classement des archives 1/an	Nombre	1	1	1	1
Travail de vulgarisation des archives					
"1 exposition, 4 conférences débats, 5 visites d'archives, 2 formations en archivistique, 2 émissions radiophoniques et télévisées, 2 activités de vacances "	%	100	100	100	100
OS 139-3-3 : Promouvoir l'état de droit et l'égalité d'accès de tous à la justice					
Textes en vigueur et intérêt de l'Etat protégé					
taux des dossiers traités avec résultats	%	100	100	100	100
Textes en vigueur trouvés, numérisés, archivés et publiés					
Textes en vigueur et intérêt de l'Etat protégés	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
OS 139-3-4 : Renforcer le contrôle budgétaire et financier					
Impunité réduite en matière de fautes de gestion commises par les acteurs budgétaires					
Taux de dossiers traités au niveau du CDBF	%	80	90	90	95
OS 139-3-5 : Renforcer la défense du territoire : ordre et sécurité publique, service de police, service de protection civil et militaire, service de protection aux frontières					
Plans stratégiques en matière de sécurité et défense élaborés et opérationnels					
Ateliers provinciaux et nationaux pour sensibiliser la stratégie nationale de sécurité et des actions de suivi sectoriel organiser sur les lieux.	Nombre	3	-	-	-
OS 139-3-6 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux					
Célérité des traitements des Textes					
Délai de traitement des textes	Jour	3	-	-	-
Grande accessibilité aux documents pour les usagers.					
Nombre de formations effectuées (annuel)	Nombre	4	-	-	-
Préservation assurée et pérenne des documents					
Textes archivés (annuel)	Nombre	70	-	-	-
Qualité améliorée des textes administratifs, législatifs et règlementaires traités					
Décrets et notes de conseil enregistrés dans le logiciel I-log (annuel)	Nombre	540	-	-	-
Satisfaction des Ministère ou des Institutions ou tous autres usagers sur les travaux réalisés au sein du Gouvernement					
Nombre d'atelier organisé (annuel)	Nombre	6	-	-	-
OG 139-4 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 139-4-1 : Intensifier les actions relatives à l'amélioration des conditions fondamentales des travailleurs					
Les actions de lutte contre toute forme de traite de personnes sont effectives					
Effectivité des actions de lutte contre toutes formes de traite de personne	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
OG 139-5 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable					
OS 139-5-1 : Développer la résilience à la protection durable des écosystèmes marins et côtiers afin d'éviter leur dégradation					
Ecosystèmes marins et ressources naturelles protégés et exploités durablement					
TAUX DES INFRACTIONS (AEM) ET ACCIDENTS EN MER REDUITS	%	16	18	25	30

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
827-Appui au développement					
OG 827-2 : SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR MADAGASCAR					
OS 827-2-1 : SOUTENIR LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES FACE AUX RISQUES ET AUX ALÉAS CLIMATIQUES					
RÉSILIENCE SOCIO-ÉCONOMIQUE, ENVIRONNEMENTALE ET INFRASTRUCTURES CLÉES RENFORCÉE					
Ratio des nombres de personnes touchées par des aléas avant et après le projet	Ratio	6	6	6	6
OS 827-2-2 : AMÉLIORER LE SECTEUR SOCIAL DES POPULATIONS DÉFAVORISÉES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF					
LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES VULNÉRABLES POUR UNE AUTONOMIE FINANCIÈRE AMÉLIORÉES					
Conditions de vie des personnes vulnérables pour une autonomie financière améliorées(OUI-NON)	Logique	oui	OUI	OUI	OUI
OS 827-2-3 : COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS ET DES AIDES AU DÉVELOPPEMENT					
LES INTERVENTIONS EN MILIEU RURAL AINSI QUE LES ACTEURS AU DÉVELOPPEMENT RURAL SONT COORDONNÉS ET HARMONISÉS SUIVANT LE CADRE DES DOCUMENTS STRATÉGIQUES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT RURAL (PGE, IEM)					
Interventions en milieu rural ainsi que les acteurs au développement rural sont coordonnés et harmonisés (Oui-Non)	Logique	oui	-	-	-
UN DISPOSITIF DE COORDINATION ET UN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE RÉGISSANT LA GESTION DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT EST DISPONIBLE ET APPROPRIÉ PAR TOUS LES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT.					
Disponibilité d'un document de politique de coopération au développement (OUI-NON)	Logique	oui	-	-	-
OS 827-2-4 : RENFORCER LES CAPACITÉS ET DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES (CAPACITY DEVELOPMENT) À TRAVERS L'ACCÈS À DES FORMATIONS ET À DES CONNAISSANCES DE HAUT NIVEAU					
INFORMATIONS ET CONNAISSANCES DÉTERMINANTES DANS L'ACCOMPAGNEMENT DU CHANGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE					
Taux d'impact socio-économique	%	85	80	85	85
OG 827-3 : AMÉLIORER LE SECTEUR SOCIAL DES POPULATIONS DÉFAVORISÉES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF					
OS 827-3-1 : LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES VULNÉRABLES POUR UNE AUTONOMIE FINANCIÈRE AMÉLIORÉES					
Conditions de vie des personnes vulnérables pour une autonomie financière améliorées					
Individus bénéficiaires directs du projet	Personne	3500000	-	-	-
OG 827-5 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 827-5-1 : valoriser les recherches et l'innovation					
Des séances de communications dans le cadre des rencontres scientifiques seront organisées					
Individus bénéficiaires directs du projet	Personne	3 500 000	-	-	-
nombres de communications effectués	Nombre	55	55	55	55
OG 827-6 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim					
OS 827-6-1 : Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale					
-Ménages extrêmement pauvres bénéficient des revenus supplémentaires grâce aux travaux durant l'intervention. Activités liées à l'aménagement du paysage et/ou la production agricole des ménages bénéficiaires développés -Ménages extrêmement pauvres bénéficient des transferts monétaires. Préservation de la santé des enfants des ménages bénéficiaires et maintien de leurs enfants à l'école primaire -Infrastructures communautaires de base (écoles, centres de santé de base, pistes rurales, ouvrages de franchissement...) endommagées par les catastrophes naturelles réhabilitées et/ou reconstruites (priorisation définie suivant la lettre de la BNGRC) - Ménages dans les zones déclarées en sinistre après le passage d'une catastrophe bénéficient des revenus supplémentaires grâce aux chantiers Argent Contre Travail - Ménages extrêmement pauvre touchés par la crise alimentaire bénéficient des transferts mensuellement un appui monétaire avec un appui nutritionnel pour les enfants					
Individus bénéficiaires directs du projet (Filets Sociaux de Sécurité)	Personne	3 500 000	4500000	4500000	-
Individus bénéficiaires directs du projet (Programme de financement des risques et des catastrophes en Afrique)	Personne	3 500 000	3 900 000	3 900 000	-
OG 827-7 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable					
OS 827-7-1 : Réduire la faim, en particulier, pour les pauvres et les personnes en situation vulnérable					
Aliments disponibles auprès des ménages					
nombre de ménages ayant reçu la pratique de conservation et transformation	Nombre	3 000	6000	8 000	-
Condition de vie des ménages vulnérables améliorée					
Nombre de communes vitrines ayant des activités multisectorielles	Nombre	6	-	-	-
Etat nutritionnel des cibles bénéficiaires amélioré					
Nombre de bénéficiaires de programme	Nombre	1 600 000	2 000 000	2 500 000	-
OS 827-7-2 : Réduire la malnutrition des adolescents, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées					
Cible ayant bénéficié des services de nutrition de base					
Nombre de bénéficiaires de programme	Nombre	-	2221900	3036000	4148300
Enfants malnutris modérés et référés guéris					
Taux d'enfants guéris dans le centre de récupération nutritionnelle	%	-	80	83	85
Sites de nutrition opérationnels					
Nombre de sites fonctionnels	Nombre	4 000	4800	6100	6300
OG 827-8 : RENFORCER LES MOYENS DE METTRE EN ŒUVRE LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LE REVITALISER - ODD17					
OS 827-8-1 : Développer toutes formes de partenariat technique et financier					
Données qualitatives et quantitatives sur l'intervention des partenaires à Madagascar disponibles et diffusées					
pourcentage de données à jour	%	100	-	-	-
les pays développés honorent tous leurs engagements en matière d'aide publique au développement					
Nombre de pays partenaires ayant un pourcentage satisfaisant, honorant leurs engagements.	Nombre	60	-	-	-
Partenariat technique et financier renforcé et bien coordonné					
nombre de réunions de coordination, de conception organisées	Nombre	1	-	-	-
nombre de réunions de coordination, de préparation organisées	Nombre	2	-	-	-
Politique de coopération publié et mise en œuvre					
Stratégie de coopération au développement disponible	Oui	oui	-	-	-
Ressources financières supplémentaires mobilisées de diverses provenances en faveur des pays en développement					
Pourcentage de financement supplémentaires reçu par secteur	%	75	-	-	-
OG 827-A : Soutenir le développement durable des zones côtières de Madagascar pour l'atteinte de l'ODD 14 notamment "la conservation et l'exploitation de manière durable des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable"					
OS 827-A-1 : Améliorer et renforcer la gouvernance des zones côtières et marines pour "développer la résilience à la protection durable des écosystèmes marins et côtiers afin d'éviter leur dégradation"					
La gouvernance de la structure de Gestion Intégrée des Zones Côtières ou GIZC et les activités y afférentes sont renforcée					
IND1: Taux d'opérationnalisation des structures GIZC	%	50	-	-	-
OS 827-A-2 : Améliorer l'environnement économique et social des communautés littorales pour "Promouvoir des politiques axées sur le développement favorisant des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation"					
Les activités sociales et économiques sont entreprises au niveau des Régions côtières					
Taux d'augmentation des revenus	%	10	-	-	-
Taux de développement des AGR	%	40	-	-	-
OS 827-A-3 : Assurer la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines pour "développer la résilience à la protection durable des écosystèmes marins et côtiers afin d'éviter leur dégradation"					
Les actions de protection et de conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines sont renforcées					
Taux de restauration des écosystèmes de mangroves	%	50	-	-	-
OG 827-B : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions					
OS 827-B-1 : Augmenter la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat					
Maximiser le nombre de Localités bénéficiaires des matériels SAP sonores et visuels					
Capacité des autorités et population locales renforcée sur l'utilisation des matériels et outils SAP	Nombre	100	100	100	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
06-CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY					
060-RECONCILIATION MALAGASY					
057-Administration et Coordination					
OG 057-1 : PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE					
OS 057-1-1: INSTAURER UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE ORIENTÉE VERS L'EFFICIENCE ET L'EFFICACITÉ					
RESSOURCES FINANCIERES UTILISEES A BON ESCIENT					
Taux d'exécution budgétaire	%	98	98	98	-
OG 057-2 : Assurer les conditions favorables au bon fonctionnement de l'Administration du CFM					
OS 057-2-1: Instaurer une administration efficiente et efficace					
Gestion améliorée des Ressources humaines et du Patrimoine					
Gestion améliorée des Ressources humaines et du Patrimoine	%	95	95	95	-
Ressources financières utilisées à bon escient					
Ressources financières utilisées à bon escient	%	98	98	98	-
OS 057-2-2 : Assurer la coordination des activités du CFM					
Activités du CFM coordonnées					
Activités du CFM coordonnées	Nombre	15	15	15	-
Communication interne et externe renforcée					
Communication interne et externe renforcée	%	100	100	100	-
OS 057-2-3 : Assurer une gestion efficiente des ressources					
Ressources financières, humaines et matérielles utilisées à bon escient					
Taux d'exécution budgétaire	%	98	98	98	-
823-Réconciliation Nationale					
OG 823-1 : PROMOUVOIR UNE POPULATION RÉCONCILIÉE, UNE SOCIÉTÉ PAISIBLE ET UNE NATION DÉVELOPPÉE					
OS 823-1-1: ERADIQUER ET PRÉVENIR LES CRISES RÉCURRENTES					
DINAM-PIARAHAMONINA EN CONFORMITÉ AVEC LES LOIS ET TEXTES EN VIGUEUR					
Nombre d'initiatives entreprises	Nombre	10	10	-	-
ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU RESPECT DE LA DÉMOCRATIE, INSTAURÉ					
Nombre d'initiatives de réconciliation et de paix déployées	Nombre	10	10	-	-
RESPECT DE L'ETAT DE DROIT ET DE LA DEMOCRATIE, RENFORCE					
Nombre d'initiatives entreprises	Nombre	6	6	-	-
RESPECT MUTUEL DE LA CULTURE, TRADITION ET RELIGION, CONSOLIDÉ					
Nombre d'initiatives entreprises	Nombre	10	10	-	-
OS 823-1-2 : PROMOUVOIR LA REFONDATION DE LA NATION ET DE LA REPUBLIQUE					
PROCESSUS POUR LA PAIX DURABLE OPERATIONNALISE					
Nombre d'initiatives de réconciliation et de paix déployées	Nombre	9	9	-	-
STABILITÉ SOCIALE RESTAURÉE ET CONSOLIDÉE					
Nombre de forums organisés	Nombre	22	22	-	-
OS 823-1-4 : RÉPARER ET/OU INDEMNISER LES VICTIMES DES CONFLITS POLITIQUES					
DOSSIERS PARVENUS AU CFM TRAITÉS					
Nombre de dossiers traités	Nombre	50	50	-	-
VICTIMES IDENTIFIÉES					
Victimes identifiées	Nombre	500	500	-	-
VICTIMES RÉPARÉES ET/OU INDEMNISÉES					
Nombre de victimes identifiées	Nombre	500	500	-	-
OS 823-1-5 : FINALISER LE PROCESSUS DE L'AMNISTIE CONCERNANT LES ÉVÈNEMENTS POLITIQUES DE 2002 À LA FIN DE LA TRANSITION					
DOSSIERS PARVENUS AU CFM, TRAITES					
Nombre d'initiatives entreprises	Nombre	10	-	-	-
RESPECT DE L'ETAT DE DROIT ET DE LA DÉMOCRATIE, RENFORCÉ					
Nombre d'initiatives entreprises	Nombre	6	6	-	-
OS 823-1-6 : PROCÉDER À LA GESTION EFFICACE DES RESSOURCES HUMAINES					
RESSOURCES HUMAINES BIEN GÉRÉES					
Pourcentage de personnel assidu et compétant	%	80	80	-	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
07-COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE					
070-ELECTIONS					
060-Administration et Coordination					
OG 060-2 : Promouvoir une gouvernance électorale crédible et démocratique					
OS 060-2-1 : Renforcer l'indépendance et le professionnalisme de la CENI					
La CENI est doté d'un budget adéquat afin qu'elle puisse utiliser de façon rationnelle toutes les ressources (financières, humaines, matérielles) au niveau central et au sein des démembrements					
Taux de réalisation des activités des démembrements (RALE, Exécution budgétaire, PTA)	%	100	100	100	100
Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	100	100
La CENI est opérationnelle et gère de façon professionnelle et effective le processus électoral					
Taux de réalisation des activités	%	100	100	100	100
126-Mise en Oeuvre du Processus Electoral					
OG 126-1 : Garantir le droit de vote pour tous les citoyens ayant droit					
OS 126-1-B : Assurer l'exactitude et la fiabilité des listes électorales					
Atteindre un nombre d'électeurs de 13 500 000 après la Refonte en 2022,					
Taux d'augmentation des électeurs dans les Registres Nationale électorales	%	2	20,4	2	2
Les listes électorales pendant les RALE augmentent annuellement de 2% en moyenne					
Taux d'augmentation des électeurs dans les listes électorales	%	2	20,4	2	2
OS 126-1-C : Organiser des élections crédibles, transparentes, dans la légalité					
Toutes les opérations électorales sont réalisées dans le respect de la légalité et dans un climat d'apaisement					
Délai moyen de traitement des résultats des élections (norme 7 jours cf. article 60 de la loi Organique 2018-009 du 11/05/2018)	Nombre de jours	7	7	7	7
825-Education Electorale et Communication					
OG 825-3 : Mettre en œuvre la stratégie nationale de communication, d'éducation civique électorale et de sensibilisation de la CENI					
OS 825-3-1 : Appuyer efficacement l'inscription sur les listes électorales et la participation active au processus électoral par une stratégie nationale d'éducation civique électorale et de sensibilisation actualisée					
Augmentation du taux de participation au processus électoral					
Taux annuel d'augmentation des électeurs inscrits dans les listes électorales pendant les RALE au moins de 2% en moyenne	%	2	20,4	2	2

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
11-MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES					
080-COOPERATION ET DEVELOPPEMENT					
622-Diplomatie économique et partenariat au Développement					
OG 622-1 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.					
OS 622-1-1 : Développer la destination Madagascar.					
Rayonnement et crédibilité de Madagascar sur la scène internationale					
Nombre de réunions assistées auxquelles Madagascar a participé dans les prises de décision.					
	Nombre	40	-	-	-
OS 622-1-2 : Instaurer la culture de concertation entre le secteur public et le secteur privé.					
Partenariat public privé renforcé.					
Nombre de manifestations d'intérêts.					
	Nombre	100	-	-	-
OS 622-1-3 : Intensifier les actions relatives à l'amélioration des conditions fondamentales des travailleurs.					
Liens avec la diaspora intensifiés					
Nombre de projets initiés par la diaspora.					
	Nombre	20	-	-	-
OS 622-1-4 : Promouvoir le label malagasy.					
Opportunités d'investissement à Madagascar valorisées.					
Nombre d'investisseurs, partenaires ou porteurs de projets prospectés.					
	Nombre	40	-	-	-
OG 622-2 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable au service de l'émergence.					
OS 622-2-1 : Développer la destination Madagascar					
Rayonnement et crédibilité de Madagascar sur la scène internationale					
Nombre d'investisseurs, partenaires ou porteurs de projets prospectés					
	Nombre	-	40	50	60
OS 622-2-2 : Intensifier les liens avec la diaspora					
Développement de projets initiés par la diaspora					
Nombre de projets initiés par la diaspora					
	Nombre	-	10	15	20
Mise en œuvre de la Politique nationale d'engagement de la diaspora (PNED)					
Etat d'avancement de la mise en œuvre de la PNED					
	%	-	80	90	100
OG 622-3 : Promouvoir la coopération et les initiatives de partenariat au développement en vue de l'atteinte des ODD					
OS 622-3-1 : Développer des partenariats innovants					
Développement durable à travers l'action extérieure de l'Etat					
Nombre d'accords de siège renouvelés					
	Nombre	-	10	15	20
Nombre de relations diplomatiques établies dans le cadre de la coopération internationale décentralisée					
	Nombre	-	40	50	60
Valorisation des potentialités des Régions					
Nombre de CIR réalisées					
	-	-	2	2	2
110-AFFAIRES ETRANGERES					
006-Administration et Coordination					
OG 006-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.					
OS 006-3-1 : Promouvoir les réformes administratives (digitalisation, ...)					
Célérité de traitement des dossiers.					
Diminution du nombre de doléances sur les dossiers traités					
	Nombre	15	-	-	-
Outils de e-gouvernance renforcés pour la facilitation de nos relations avec nos interlocuteurs publics et privés.					
Efficacité de la chaîne de validation des passeports et visas					
	%	65	-	-	-
Rehausse de la souveraineté de la diplomatie malagasy.					
Etat d'avancement de la modernisation du Département Central et des représentations extérieures					
	%	65	-	-	-
Service public de proximité.					
Etat d'avancement de la gestion des dossiers du personnel du Ministère dans la base de données de l'AUGURE					
	%	65	-	-	-
OS 006-3-2 : Réduire les actes de corruption et toutes formes de pratique de pots-de-vin					
Transparence dans la délivrance des services publics, zéro cas de corruption					
Satisfaction des usagers					
	%	90	-	-	-
Transparence dans la procédure de lancement des marchés publics, zéro cas de corruption					
Etat d'avancement de la mise en œuvre des actions pour traiter efficacement les non conformités relevées dans les rapports d'audit.					
	%	60	-	-	-
OG 006-4 : Poursuivre la bonne gouvernance au profit de l'émergence.					
OS 006-4-1 : Promouvoir les réformes administratives					
GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL EFFICACE ET EFFICIENTE					
Efficacité de la gestion des dossiers du personnel					
	%	-	50	75	100
Gestion financière et matérielle optimisée					
Obtention de quitus					
	Nombre	-	1	1	1
Outils de e-gouvernance renforcés pour la facilitation de nos relations avec nos interlocuteurs publics et privés					
Capacité des agents informaticiens					
	%	-	50	75	100
Service public de proximité					
Taux de satisfaction des usagers					
	%	-	85	90	95
Un budget et programme établi et appliqué					
Taux d'exécution budgétaire					
	%	-	100	100	100
Valorisation du patrimoine dans les représentations extérieures de Madagascar					
Nombre de repx réhabilitées					
	Nombre	-	1	2	3
Visibilité internationale de Madagascar					
Nombre de documentaires réalisés					
	Nombre	-	3	3	3
Partage des informations à toutes directions					
	Nombre	-	48	48	48
623-Diplomatie politique et actions extérieures					
OG 623-1 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.					
OS 623-1-1 : Développer toutes formes de partenariat technique et financier.					
Appartenance de Madagascar dans les organisations multilatérales et régionales optimisée.					
Nombre d'accords signés					
	Nombre	30	-	-	-
Nouvelles coopérations avec les pays stratégiques.					
Nombre de relations diplomatiques établies.					
	Nombre	15	-	-	-
OG 623-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 623-2-1 : Renforcer tout mécanisme pour la promotion du genre au service du développement.					
Visibilité et présence de Madagascar accrue dans le monde.					
Nombre de candidatures malagasy appuyées					
	Nombre	50	-	-	-
Nombre de représentants de Madagascar dans les instances internationales					
	Nombre	45	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OG 623-3 : Établir des modes de consommation et de production durables.					
OS 623-3-1 : Prendre en compte les enjeux environnementaux dans les politiques, programmes et projet de développement.					
Développement durable à travers l'action extérieure de l'Etat.					
Nombre de projets mis en œuvre	Nombre	15	-	-	-
Nombre de relations diplomatiques établies dans le cadre de la coopération internationale décentralisée	Nombre	40	-	-	-
Nombre des REPEX réhabilités	Nombre	4	-	-	-
Nombre des véhicules achetés.	Nombre	10	-	-	-
OG 623-4 : Redynamiser la coopération internationale pour le développement durable					
OS 623-4-1 : Développer toutes formes de partenariat technique et financier					
Appartenance de Madagascar dans les organisations multilatérales et régionales					
Nombre de malagasy recrutés au sein des instances internationales (multilatérales, régionales, économiques)	Nombre	-	10	20	30
Nouveaux partenariats identifiés au service de l'urgence					
Nombre de relations établies	Nombre	-	10	15	20

12-MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**122-DÉFENSE ET SÉCURITÉ****007-Administration et Coordination****OG 007-1 : ENTRETEINIR UNE CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE ET ADMINISTRATIVE EN ADÉQUATION AVEC LES ENJEUX DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE****OS 007-1-1 : COORDONNER LES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, TECHNIQUES ET FINANCIÈRES EN COHÉRENCE AVEC LES EXIGENCES DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE****RESSOURCES DÉFINIES CONFORMÉMENT AUX ENJEUX DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE**

Taux d'adéquation de l'emploi des ressources face aux enjeux de sécurité et de défense

%

80 - - -

Taux de conformité des ressources définies aux enjeux de sécurité et de défense

%

80 - - -

OS 007-1-2 : Coordonner les affaires générales sur la sécurité et la défense**Affaires générales coordonnées**

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Affaires juridiques rationnelles

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Cabinet ministériel de sécurité et de défense nationale

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Cadres sous-officiers

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Capacité de réformes

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Communication ministérielle expressive

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Contrats de marchés publics optimisés

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Culture militaire et sportive entretenue

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Dispositions administratives et financières réglementées

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Enseignements académiques aux enfants de troupe

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Projets ministériels cohérents

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Tableau d'effectif, d'emploi et de compétence à jour

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

103-Pilotage de la politique de défense**OG 103-1 : ADAPTER EN PERMANENCE LE DISPOSITIF DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE AU CONTEXTE****OS 103-1-1 : PROMOUVOIR L'ESPRIT DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ****LIEN RENFORCÉ ENTRE LES FORCES-ARMÉES ET LA SOCIÉTÉ**

TAUX D'IMPREGNATION DE LA CULTURE ET DE L'ESPRIT DE DÉFENSE AUPRES DE LA SOCIÉTÉ

%

80 - - -

OS 103-1-2 : ETABLIR, PLANIFIER ET METTRE À JOUR LA STRATÉGIE DE DÉFENSE NATIONALE 2020-2023 CONFORMÉMENT AUX DÉFIS DE LA PGE**DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES ARMÉES ADAPTÉE ET FORMALISÉE**

TAUX DE RÉALISATION DES BESOINS CAPACITAIRES DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ

%

75 - - -

OS 103-1-5 : Doter en infrastructures et en matériels les organes opérationnels des Etat-Majors**Les infrastructures et les matériels sont mis en place**

Nombre de munitions acquises

Nombre

- 1200000 2200000 3200000

Les infrastructures et les matériels sont mis en place, les techniciens sont formés

Nombre d'armement acquis

Nombre

- 400 733 1066

Nombre de base du GFSI construite et équipée

Nombre

- 1 - -

Nombre de bâtiment naval acquis

Nombre

- 1 2 -

Nombre de B0A construite et équipée

Nombre

- 15 17 19

Nombre de DSS construit et équipé

Nombre

- 14 16 18

Nombre de Potse de Commandement de ZDS construit et équipé

Nombre

- 4 10 -

Nombre de Sémaphore construit et équipé

Nombre

- 2 3 4

Nombre d'hélicoptère acquis

Nombre

- 1 2 -

OS 103-1-6 : Doter en matériels et en compétences les organes opérationnels des Etat-Majors**Les matériels et les savoir-faires sont acquis**

Nombre de matériels et de formation reçus

Nombre

- 2 4 6

OS 103-1-7 : Promouvoir l'esprit commun de sécurité et de défense**Actions coordonnées sur la promotion de l'esprit commun de sécurité et de défense**

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Adhésion de la population au devoir de mémoire envers les combattants nationalistes

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Capacité d'accueil entretenue à l'Hôpital Militaire Antsirana

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Jeunes sensibilisés et motivés à l'assujettissement au service national

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Mémoire perpétuée envers les anciens combattants et victimes de guerre

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Système de santé militaire répondant au soutien des armes et de la population

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

OS 103-1-8 : Tenir à jour la stratégie nationale de sécurité et de défense**Actions coordonnées de planification sur la stratégie nationale de sécurité et de défense**

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Besoins capacitaires anticipés et planifiés du secteur de la sécurité et de la défense

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Génération d'officiers professionnels aux métiers des armes

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Opérations de sécurité et de défense coordonnées

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Système d'information fiable au sein du secteur de la sécurité et à la défense

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

Usine militaire productif

Taux de réalisation du planing de travail annuel

%

- 100 100 100

123-ARMÉE MALAGASY**008-Administration et Coordination****OG 008-1 : GERER RATIONNELLEMENT LES RESSOURCES POUR SOUTENIR LES FORCES ARMÉES****OS 008-1-1 : MODERNISER LES INFRASTRUCTURES DEDIEES A L'OPERATIONALITE DES FORCES****INFRASTRUCTURES MODERNISEES ET ADAPTEES AUX EXIGENCES DES FORCES ARMÉES**

Taux d'avancement des travaux de normalisation des infrastructures militaires

%

65 - - -

Taux de normalisation des infrastructures militaires

%

65 - - -

OS 008-1-2 : MUTUALISER L'EMPLOI, LE SOUTIEN ET L'APPUI TECHNIQUE DES FORCES**EMPLOI, SOUTIEN ET APPUI TECHNIQUE DES FORCES COORDONNEES**

Taux d'interopérabilité des forces

%

85 - - -

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 008-1-3 : ORGANISER LA GESTION DES RESSOURCES					
RESSOURCES ADAPTEES AU SOUTIEN ET A L'OPERATIONNALITE DES FORCES					
Taux de satisfaction des besoins en soutien opérationnel	%	85	-	-	-
OG 008-4 : GERER RATIONNELLEMENT LES RESSOURCES POUR SOUTENIR LES ETATS-MAJORS					
OS 008-4-1 : MODERNISER LES INFRASTRUCTURES DEDIEES A L'OPERATIONALITE DES ETATS-MAJORS					
INFRASTRUCTURES MODERNISEES ET ADAPTEES AUX EXIGENCES DES ETATS-MAJORS					
Taux d'avancement des travaux de normalisation des infrastructures militaires	%	-	70	75	80
Taux de normalisation des infrastructures militaires	%	-	70	75	80
OS 008-4-2 : MUTUALISER L'EMPLOI, LE SOUTIEN ET L'APPUI TECHNIQUE DES ETATS-MAJORS					
EMPLOI, SOUTIEN ET APPUI TECHNIQUE COORDONNES AUX ETATS-MAJORS					
Taux d'interopérabilité des armées	%	-	90	95	100
OS 008-4-3 : ORGANISER LA GESTION DES RESSOURCES					
RESSOURCES ADAPTEES AU SOUTIEN ET A L'OPERATIONNALITE DES ETATS-MAJORS					
Taux de satisfaction des besoins en soutien opérationnel	%	-	90	95	100
104-Armée de Terre					
OG 104-1 : ASSURER LA DEFENSE OPERATIONNELLE TERRESTRE					
OS 104-1-1 : DEVELOPPER LES ACQUIS MILITAIRES (SAVOIR-FAIRE, SAVOIR-ÊTRE, SAVOIR-VIVRE)					
CONNAISSANCES MILITAIRES ACQUISES ET MAITRISEES					
Nombre de stages effectués par spécialités	Nombre	15	-	-	-
OS 104-1-2 : RAMENER ET REHAUSSER LA CONFIANCE DE LA POPULATION ENVERS LES FORCES ARMEES (VIA LES FDS) - INSTAURER UNE DYNAMIQUE D'ACTIONS CIVILO-MILITAIRE (CADRAGE DES DINA)					
LES LIENS ENTRE LES FORCES ARMÉES ET LA SOCIÉTÉ SONT RENFORCÉS					
NOMBRE DE PLATEFORMES DE DIALOGUES ETABLIES ET APPUYEES, AVEC LES COMMUNAUTES PAR DES ACTIONS CIVILO-MILITAIRES (ACM)	Nombre	28	-	-	-
OS 104-1-3 : RÉTABLIR LA SÉCURITÉ PAR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE ADOPTÉE DE SÉCURISATION DES ZONES RURALES INCLUANT LA FRANGE MARITIME					
TERRITOIRE NATIONAL SECURISE					
TAUX DE REDUCTION DE L'INSECURITE DANS LES ZRPS OCCUPES	%	100	-	-	-
TAUX DE REDUCTION DU NOMBRE D'ACTES DE VOLS DE ZEBUS	%	100	-	-	-
TAUX DE REDUCTION DU NOMBRE DE ZEBUS VOLES	%	100	-	-	-
TAUX DE RESTITUTION DE ZEBUS VOLES	%	100	-	-	-
OS 104-1-4 : APPUYER LA SECURISATION DU TERRITOIRE NATIONAL (INTERVENTIONS)					
TERRITOIRE NATIONAL SECURISE					
Taux de régression de l'insécurité sur l'ensemble du territoire national	%	100	-	-	-
OS 104-1-5 : DEVELOPPER LES ACQUIS MILITAIRES (SAVOIR.FAIRE, SAVOIR.ÊTRE, SAVOIR.VIVRE)					
CONNAISSANCES MILITAIRES ACQUISES ET MAITRISEES					
NOMBRE DE STAGES EFFECTUES PAR SPECIALITES	Nombre	16	-	-	-
OS 104-1-6 : ENTRAINER LES FORCES TERRESTRES (TOUS CORPS - MCO)					
FORCES TERRESTRES ENTRAINEES ET APTEES AU COMBAT					
Nombre d'activités d'entraînement effectué par chaque régiment	Nombre	100	-	-	-
OS 104-1-8 : RASSURER LA POPULATION SUR LES CAPACITÉS ET LES INTENTIONS DES FDS À LA PROTÉGER OU REHAUSSER L'EFFICACITÉ DE L'ARMÉE .					
LA FERMETÉ, LA RIGUEUR ET L'AUTO-DISCIPLINE RESTAURES DANS LE RANG DES ELEMENTS DES FORCES ARMEES SUR TERRAIN					
NOMBRE DE MISSIONS DE CONTROLE-QUALITE EFFECTUEES	Nombre	90	-	-	-
LA LEGALITE DES REGLES D'ENGAGEMENT EST STRICTEMENT RESPECTEE (APPLICATION ET CONTRÔLE)					
POURCENTAGE DES MILITAIRES EN OPERATION MAITRISANT LES REGLES D'ENGAGEMENT	%	90	-	-	-
OG 104-2 : Garantir la disponibilité de Forces Terrestres entraînées aptes à répondre efficacement aux déploiements opérationnels					
OS 104-2-1 : Organiser, former et entraîner les forces terrestres					
Cycle de génération de Forces Terrestres établi avec cohérence					
Taux de réalisation des cycles de génération de forces terrestres établi	Taux (%)	-	70	80	90
OG 104-4 : ASSURER LA PREPARATION DE LA DEFENSE OPERATIONNELLE TERRESTRE					
OS 104-4-1 : DEVELOPPER LES ACQUIS MILITAIRES (SAVOIR-FAIRE, SAVOIR-ÊTRE, SAVOIR-VIVRE)					
CONNAISSANCES MILITAIRES ACQUISES ET MAITRISEES					
Nombre de stages effectués par spécialités	Nombre	-	15	20	25
OS 104-4-2 : DEVELOPPER LES ACQUIS MILITAIRES (SAVOIR.FAIRE, SAVOIR.ÊTRE, SAVOIR.VIVRE)					
CONNAISSANCES MILITAIRES ACQUISES ET MAITRISEES					
Nombre de stages effectués par spécialités	Nombre	-	16	16	16
OS 104-4-3 : APPUYER LA SECURISATION DU TERRITOIRE NATIONAL (INTERVENTIONS)					
TERRITOIRE NATIONAL SECURISE					
Taux de régression de l'insécurité sur l'ensemble du territoire national	Taux (%)	-	100	100	100
OS 104-4-4 : ENTRAINER LES FORCES TERRESTRES (TOUS CORPS - MCO)					
FORCES TERRESTRES ENTRAINEES ET APTEES AU COMBAT					
Nombre d'activités d'entraînement effectué par chaque régiment	Nombre	-	100	100	100
OS 104-4-5 : RASSURER LA POPULATION SUR LES CAPACITÉS ET LES INTENTIONS DES FDS À LA PROTÉGER OU REHAUSSER L'EFFICACITÉ DE L'ARMÉE .					
LA FERMETÉ, LA RIGUEUR ET L'AUTO-DISCIPLINE RESTAURES DANS LE RANG DES ELEMENTS DES FORCES ARMEES SUR TERRAIN					
NOMBRE DE MISSIONS DE CONTROLE-QUALITE EFFECTUEES	Nombre	-	100	100	100
LA LEGALITE DES REGLES D'ENGAGEMENT EST STRICTEMENT RESPECTEE (APPLICATION ET CONTRÔLE)					
POURCENTAGE DES MILITAIRES EN OPERATION MAITRISANT LES REGLES D'ENGAGEMENT	Taux (%)	-	100	100	100
105-Armée de l'Air					
OG 105-1 : RENFORCER L'OPÉRATIONNALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA DÉFENSE AÉRIENNE DANS LES ESPACES TERRESTRES					
OS 105-1-1 : RENDRE EFFECTIVE LA CAPACITÉ OPERATIONNELLE DE SECURISATION DANS LES ESPACES TERRESTRE, AÉRIEN ET MARITIME					
MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNEL DE LA TROUPE					
Nombre de mission opérationnelle effectuée	Nombre	20	-	-	-
Nombre d'entretien périodique effectué	Nombre	20	-	-	-
Taux d'avancement du projet	%	100	-	-	-
Taux d'avancement global du projet	%	100	-	-	-
OG 105-2 : RENFORCER L'OPÉRATIONNALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA DÉFENSE AÉRIENNE SUR LE TERRITOIRE NATIONAL					
OS 105-2-1 : RENDRE EFFECTIVE LA CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DE SÉCURISATION DANS LES ESPACES TERRESTRE, AÉRIEN ET MARITIME					
CAPACITÉ DE RÉPONSE AÉRIENNE AU BESOIN DE LA PROTECTION CIVILE					
TAUX DE RÉPONSE AÉRIENNE AUX BESOINS DE LA PROTECTION CIVILE	%	75	-	-	-
CAPACITÉ DE RÉPONSE SÉCURITAIRE POUR LA SURVEILLANCE DES ESPACES TERRESTRE, AÉRIEN ET MARITIME ASSURÉE DE MANIÈRE EFFECTIVE ET EFFICACE					
Taux de couverture sécuritaire effective et efficace dans le cadre de la surveillance des espaces terrestre, aérien et maritime	%	65	-	-	-
CAPACITÉ D'INTERVENTION AEROTERRESTRE RAPIDE ASSURÉE DE MANIÈRE EFFECTIVE ET EFFICACE					
HEURE DE VOL EFFECTUEE	Nombre	480	-	-	-
CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION CIVILE RÉÉVALUÉE DE MANIÈRE PERMANENTE POUR RÉPONDRE À L'ATTENTE DE LA POPULATION					
Nombre d'opérations de sécurité et de protection civile effectuées par l'Armée de l'Air au profit de la population	Nombre	6	-	-	-
OS 105-2-2 : OPTIMISER ET MUTUALISER TOUS LES MOYENS PAR LA FORMATION/ PLANIFICATION DANS LA GESTION DES RESSOURCES (HUMAINES, MATÉRIELLES..) ET L'APPUI TECHNIQUE					
FORMATION ADAPTÉE ET RESSOURCES HUMAINES GÉRÉES RATIONNELLEMENT					
Nombre PN et PNNT formés et affectés	Nombre	60	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OG 105-3 : ASSURER UNE CAPACITE OPERATIONNELLE PERMETTANT D'EFFECTUER DE MANIERE EFFICACE ET EFFICIENTE LES MISSIONS ASSIGNEES A L'ARMEE DE L'AIR					
OS 105-3-1 : Maintenir en condition opérationnelle l'Armée de l'Air					
Aéronefs opérationnels					
Taux de disponibilité technico-opérationnelle des aéronefs	%	70%	-	-	-
Personnel apte, formé et compétent					
Nombre de personnel formé	Nombre	6 commandants de bord Cessna	-	-	-
OG 105-5 : RENFORCER L'OPÉRATIONNALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE L'ARMÉE DE L'AIR					
OS 105-5-1 : RENDRE EFFECTIVE LA CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DE L'ARMÉE DE L'AIR					
CAPACITÉ D'INTERVENTION AÉROTERRRESTRE RAPIDE ASSURÉE DE MANIÈRE EFFECTIVE ET EFFICACE					
Nombre de mission effectuée	Nombre	-	3	3	3
CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION CIVILE RÉÉVALUÉE DE MANIÈRE PERMANENTE POUR RÉPONDRE À L'ATTENTE DE LA POPULATION					
Nombre d'heures de vol d'opérations de sécurité et de protection civile effectuées par l'Armée de l'Air au profit de la population (PARTICIPER ACTIVEMENT AUX MISSIONS DE PROTECTION CIVILE)	Nombre	-	20	20	20
Nombre d'heures de vol d'opérations de sécurité et de protection civile effectuées par l'Armée de l'Air au profit de la population (APPUYER ET SOUTENIR LES ORGANISMES ÉTATIQUES DANS LES MISSIONS D'ADMINISTRATION ET ÉCONOMIQUES)	Nombre	-	30	30	30
MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DE L'ARMÉE DE L'AIR					
Taux de disponibilité technico-opérationnelle des aéronefs	Taux (%)	-	75	90	100
OS 105-5-2 : FORMER LE PERSONNEL SPECIALISTE AERONAUTIQUE SUIVANT LES BESOINS DE L'ARMÉE DE L'AIR					
FORMATION ADAPTÉE ET RESSOURCES HUMAINES GÉRÉES RATIONNELLEMENT					
Nombre de personnels formés et affectés	Nombre	-	20	20	20
106-Marine Nationale					
OG 106-1 : RESTAURER L'AUTORITE DE L'ETAT MALAGASY EN MER					
OS 106-1-1 : PROTEGER L'ESPACE MARITIME MALAGASY					
ESPACE MARITIME PROTEGE					
NOMBRE DE JOURS DE PATROUILLE EN MER	Nombre	578	-	-	-
OS 106-1-2 : PARTICIPER A L'ACTION DE L'ETAT MALAGASY EN MER : MIN PECHE, MEEF, OLEP, DOUANES, CFIM					
INFRACTIONS EN MER, ACCIDENTS EN MER ET ZONES ENCLAVEES REDUITS (AEM)					
TAUX DES INFRACTIONS (AEM) /DES ACCIDENTS EN MER /DES ZONES ENCLAVEES REDUITS	Taux (%)	16	16	-	-
OG 106-2 : 106-2 Garantir la disponibilité de Forces Marines entraînées aptes à répondre efficacement aux déploiements opérationnels					
OS 106-2-1 : Organiser, former et entraîner les Forces Marines					
Cycle de génération de forces établi avec cohérence					
Taux de réalisation des cycles de génération de forces terrestres établis	%	50	75	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
13-SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE NATIONALE					
130-GENDARMERIE NATIONALE					
009-Administration et Coordination					
OG 009-1 : PROMOUVOIR/INSTAURER UNE ADMINISTRATION EFFICACE ET EFFICIENTE AU SEIN DE LA GENDARMERIE NATIONALE					
OS 009-1-1 : ASSURER LE BON FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION					
STRATEGIES ET DIRECTIVES PERIODIQUES DE L'ECHOLON STRATEGIQUE ELABOREES					
Nombre de plan stratégique et directives opérationnelles conçus	Nombre	27	0	0	0
Nombre Stratégies et Directives élaborées	Unité	2	0	0	0
SYSTEME DE GESTION DES RESSOURCES DE LA GENDARMERIE AMELIORE (MODERNISE)					
Nombre des systèmes d'informations opérationnels (bases des données et applications en hausse)	Unité	11	0	0	0
OS 009-1-2 : REGAGNER LA CONFIANCE DE LA POPULATION					
STRUCTURE OPERATIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU SEIN DE LA GENDARMERIE ELARGIE					
Nombre de textes de création et de mise en place des différentes structures	Unité	1	0	0	0
Traitement des plaintes contre le personnel en hausse					
Taux de traitement des plaintes contre personnels	%	100	0	0	0
OG 009-2 : PROMOUVOIR/INSTAURER UNE ADMINISTRATION EFFICACE ET EFFICIENTE AU SEIN DE LA GENDARMERIE					
OS 009-2-1 : ASSURER LE BON FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION					
COORDINATION DES ACTIONS STRATEGIQUES ET OPERATIONNELLES EFFICACES					
Nombre de plan stratégique et directives opérationnelles conçus	Nombre	36	0	0	0
Nombre de rapport ou compte rendu de suivi et d'évaluation effectués	Nombre	4	0	0	0
Nombre des activités mixtes réalisées	Nombre	52	0	0	0
MOYENS UTILISES RATIONNELLEMENT					
Ratio effectif de la GN au niveau central	%	6	0	0	0
Taux d'absorption du budget	%	95	0	0	0
OS 009-2-2 : LUTTER CONTRE LA CORRUPTION					
PHENOMENE DE CORRUPTION ENDIGUEE					
Nombre de contrôles des officiers effectués	Nombre	1540	0	0	0
Nombre de séances de sensibilisation en matière LCC effectuée	Nombre	1023	0	0	0
Taux d'application du standard de service	%	85	0	0	0
PLAINTES ET DOLEANCES CONTRE LE PERSONNEL DE L'ARME TRAITÉES					
Taux de traitement des doléances traitées	%	90	0	0	0
Taux de traitement des plaintes contre le personnel de l'Arme	%	70	0	0	0
OS 009-2-Y : Promouvoir la performance socioéconomique de Madagascar à moyen terme					
Infrastructure Levier d'Emergence fonctionnelle					
Nombre d'Infrastructure Levier d'Emergence fonctionnelle	Nombre	-	0	0	0
OG 009-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouverte à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.					
OS 009-3-1 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux					
Coordination des actions stratégiques et opérationnelles efficaces					
Taux d'atteinte à l'intégrité physique du personnel dans l'exécution de leur mission	%	0,06	0,0982747	0,0828329	0,0689112
Ressources utilisées rationnellement					
Taux de réalisation du budget des programmes opérationnels	%	65	-	-	-
Utilisation du budget optimisé					
Taux d'exécution budgétaire	%	-	95	95	95
OS 009-3-2 : Réduire les actes de corruption et toutes formes de pratique de pots-de-vin					
Phénomène de corruption endiguée					
Taux du personnel impliqué dans des affaires de corruption	%	0,17	0,1364927	0,0983641	0,0689112
Plaintes et doléances contre le personnel de l'Arme traitées					
Taux de traitement des plaintes et des doléances contre le personnel de l'Arme	%	55	60	65	67
108-Intervention spéciale et/ou mixte					
OG 108-1 : RETABLIR ET MAINTENIR L'ORDRE ET LA SECURITE PUBLICS					
OS 108-1-1 : RENFORCER LA CAPACITE OPERATIONNELLE DES UNITES DANS LES ZONES D'INSECURITE					
SECURITE AMELIOREE					
Nombre d'interventions de l'USAD	Nombre	40	0	0	0
Nombre d'opérations de sécurisation effectuée	Nombre	18	0	0	0
OS 108-1-2 : MAITRISER L'ORDRE PUBLIC EN MILIEU RURAL ET URBAIN					
ORDRE PUBLIC MAITRISE					
Nombre de pré-positionnements effectués	Nombre	552	0	0	0
Nombre d'interventions dans le cadre du M.O	Nombre	276	0	0	0
OG 108-2 : RETABLIR ET MAINTENIR L'ORDRE PUBLIC ET LA SECURITE POUR LE DEVELOPPEMENT					
OS 108-2-1 : MAITRISER L'ORDRE PUBLIC EN MILIEUX RURAL ET URBAIN					
FOYERS DE TROUBLE A L'ORDRE PUBLIC MAITRISÉS					
Pourcentage des interventions réussies	%	100	0	0	0
OS 108-2-2 : RENFORCER LE DISPOSITIF OPERATIONNEL DES UNITES DANS LES ZONES D'INSECURITE ACCRUE					
SECURITE RETROUVEE					
Pourcentage des opérations réussies	%	100	0	0	0
OG 108-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouverte à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.					
OS 108-3-1 : Renforcer la défense du territoire : ordre et sécurité publique, service de police, service de protection civile					
Ordre public maîtrisé					
Taux de districts objet de manifestation visant à troubler l'ordre public	%	5,00	0	0	0
Ordre public maintenu					
Taux de districts ayant fait l'objet d'interventions dans le cadre du maintien de l'ordre public	%	-	13	6	4
Sécurité au niveau des districts renforcée					
Taux de districts ayant bénéficié de renforts dans le cadre d'opérations de sécurisation et d'interventions de l'USAD	%	24,00	30	26	24
121-SECURITE ET ORDRE PUBLICS					
OG 121-1 : FAIRE SENTIR UNE NETTE AMELIORATION DE LA SITUATION SECURITAIRE					
OS 121-1-1 : MAITRISER LE PHENOMENE DE VOLS DE BOEUFIS ET DES ACTES DE BANDITISME					
CAS D'ACTES DE BANDITISME REDUITS					
Nombre auteurs AB arrêtés	Nombre	600	0	0	0
Nombre d'armes contrôlées	Nombre	1000	0	0	0
Nombre de contrôles armement effectués	Nombre	650	0	0	0
Nombre de trafiquants arrêtés	Nombre	200	0	0	0
CAS DE VOLS DE BOEUFIS REDUITS					
Nombre des boeufs de commerce contrôlés	Nombre	4500	0	0	0
Nombre des opérations ponctuelles effectuées	Nombre	84	0	0	0
Nombre des patrouilles de surveillance effectuée	Nombre	18000	0	0	0
Nombre des quartiers mobiles formés	Nombre	40000	0	0	0
Taux de recuperation des boeufs volés	%	10	0	0	0
OS 121-1-2 : SECURISER LA CIRCULATION DES PERSONNES, DES BIENS ET SERVICES SUR LES ROUTES					
ATTAKUES SUR LES AXES RN REDUITES					
Nombre de surveillances des axes routiers effectuées	Nombre	10220	0	0	0
Nombre d'interventions ponctuelles sur les axes routiers	Nombre	2400	0	0	0

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 121-1-3 : DEMENTELER LES RESEAUX DE KIDNAPPING					
CAS DE KIDNAPPING REDUITS					
Nombre d'auteurs de kidnapping arrêtés	Nombre	270	0	0	0
Nombre de personnes fichées dans la base de données	Nombre	675	0	0	0
OG 121-2 : INSTAURER UN CLIMAT DE SÉCURITÉ PÉRENNE FAVORABLE AUX DÉVELOPPEMENTS					
OS 121-2-1 : LUTTER CONTRE LE TERRORISME ET LES CRIMINALITÉS TRANSNATIONALES ORGANISÉES					
MADAGASCAR ÉPARGNÉ DES ACTES DE TERRORISME					
Nombre d'actes terroristes subis	Nombre	-	0	0	0
RESSOURCES NATURELLES NATIONALES PROTÉGÉES					
Nombre de trafiquants arrêtés	Nombre	80	0	0	0
OS 121-2-2 : RENDRE EFFÉCTIVE ET PERMANENTE LA POLICE DE PROXIMITÉ					
SURVEILLANCE PRÉVENTIVE ASSURÉE					
Taux de couverture spatiale	%	30	0	0	0
SURVEILLANCE RÉPRESSIVE EFFICACE					
Nombre d'individus arrêtés	Nombre	60000	0	0	0
OG 121-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouverte à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.					
OS 121-3-1 : Renforcer la défense du territoire : ordre et sécurité publique, service de police, service de protection civil et militaire, service de protection aux frontières					
Actes affiliés au grand banditisme (vol de bœufs - actes de banditisme - kidnapping - vol de vanille) en récession					
Taux de récession des actes affiliés au grand banditisme	%	15	0	0	0
Axes RN sécurisés					
Nombre de personnes blessées et de décédées sur les axes RN	Nombre	1332	0	0	0
Criminalité en baisse					
Taux de criminalité pour 1.000 habitants	‰	-	4,1521539	2,6403069	2,4347634
Infraction à la loi pénale en baisse					
Taux d'infractions à la loi pénale pour 1.000 habitants	‰	-	5,939063	3,9134412	3,2886949
Police administrative efficace					
Taux de diminution des cas d'infractions à la loi pénale	%	14	0	0	0
Surveillance des axes routiers améliorée					
taux de personnes blessées et décédées sur les axes	%	-	-14,37526	-33,05474	-50,64772
124-Normalisation des équipements et infrastructures					
OG 124-1 : AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL FACE AUX EXIGENCES DE SES MISSIONS					
OS 124-1-1 : NORMALISER ET RENDRE SUFFISANTS LES INFRASTRUCTURES ET MOYENS MATÉRIELS MIS À LA DISPOSITION DU PERSONNEL					
CAPACITÉ D'ACCUEIL, ÉQUIPEMENTS ET MOBILITÉ DES ÉLÉMENTS DE LA GENDARMERIE AMÉLIORÉE					
TAUX D'INFRASTRUCTURE ET D'ÉQUIPEMENT AMÉLIORÉS	%	100	0	0	0
OS 124-1-2 : ÉQUIPER LE PERSONNEL DE MOYENS MATÉRIELS STRATÉGIQUES ET SPÉCIFIQUES					
DIMINUTION DES PERTES EN VIE HUMAINE ET BLESSURES EN SERVICE COMMANDÉ					
NOMBRE DE GENDARMES TUÉS OU BLESSÉS EN OPÉRATION	Nombre	0	0	0	0
125-Formation					
OG 125-1 : AMÉLIORER LA COUVERTURE ET LE PROFESSIONNALISME DU PERSONNEL DE LA GN					
OS 125-1-1 : AUGMENTER LE RATIO GENDARMERIE/POPULATION					
CAPACITÉ OPERATIONNELLE DES ÉLÈVES GENDARMES RECRUTES ACTUELLEMENT SATISFAISANTES A LA SORTIE					
NOMBRE DE CADRES ET DES INSTRUCTEURS RECYCLES	Nombre	200	0	0	0
Taux de réalisation du programme de formation	%	90	0	0	0
OS 125-1-2 : AMÉLIORER LE PROFESSIONNALISME DU PERSONNEL AU SEIN DE LA GN					
CULTURE DU MÉRITOCRATIE PROMUE					
Nombre de concours organisés	Nombre	40	0	0	0
Nombre de lettres de félicitation allouées à l'occasion des stages de formation	Nombre	72	0	0	0
FORMATION CONTINUE DU PERSONNEL ASSURÉE					
Nombre de stages de formations planifiés	Nombre	24	0	0	0
Taux de réalisation des activités des stages de formation	%	90	0	0	0
OG 125-2 : AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DE LA GENDARMERIE NATIONALE					
OS 125-2-1 : AMÉLIORER LE PROFESSIONNALISME DU PERSONNEL					
PERSONNEL DE LA GENDARMERIE FORMÉ CONTINUUELLEMENT					
TAUX DE PARTICIPATION DU PERSONNEL DE LA GENDARMERIE À LA FORMATION SUR TERRAIN	%	80	0	0	0
STAGES ET FORMATIONS ORGANISÉS RÉPONDANT AUX BESOINS DE LA GENDARMERIE					
NOMBRE DE PARTICIPANTS AUX DIFFÉRENTS STAGES	Unitaire	2419	0	0	0
OS 125-2-2 : AUGMENTER LE RATIO GENDARMERIE / POPULATION					
ÉLÈVES GENDARMES RECRUTÉS ANNUELLEMENT RECEVANT LA FORMATION REQUISE					
NOMBRE ÉLÈVES-GENDARMES SORTIES/NOMBRE RECRUTÉS	Unitaire	1200/1200	0	0	0
OG 125-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouverte à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. *					
OS 125-3-1 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux*					
Compétences techniques et professionnelles du personnel améliorées					
Taux d'amélioration des compétences techniques et professionnelles du personnel de la Gendarmerie	%	-	3,89	3,84	3,7
Couverture spatiale améliorée					
Ratio gendarme au km2	Ratio	-	1/32	1/30	1/29
Formation continue du personnel assurée					
Taux du personnel ayant participé à un stage de perfectionnement	%	4	0	0	0
Ratio gendarmes/population amélioré					
Ratio gendarmes/population pour dix mille (10.000) habitants	Nombre	7	0	0	0

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
14-MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION					
142-ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DECENTRALISATION					
063-Administration et Coordination					
OG 063-1 : REDRESSEMENT DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE TANT DÉCONCENTRÉE QUE DÉCENTRALISÉE					
OS 063-1-1 : ASSURER UNE ADMINISTRATION OPTIMALE DES RESSOURCES					
GESTION DES MARCHÉS PUBLICS OPTIMISÉE					
Pourcentage des marchés publics gérées	%	100	100	100	100
GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE OPTIMISÉE					
Pourcentage des ressources financières gérées	%	35	35	35	35
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES OPTIMISÉE					
Pourcentage des ressources humaines gérées	%	35	35	35	35
GESTION DU PATRIMOINE FONCIER, IMMOBILIER ET MATÉRIEL DU MINISTÈRE OPTIMISÉE					
Pourcentage du patrimoine géré	%	35	35	35	35
OS 063-1-2 : METTRE AUX NORMES LE SYSTÈME INFORMATIQUE ET LE SYSTÈME DE COMMUNICATION DU MINISTÈRE					
FAIRE CONNAÎTRE LES ACTIVITÉS DU MID ET VALORISER SON IMAGE					
Pourcentage de réalisation	%	100	100	100	100
SYSTÈME INFORMATIQUE DU MID OPTIMISÉE ET AUX NORMES					
Pourcentage de l'optimisation et de normalisation	%	75	75	-	-
OS 063-1-3 : ASSURER LA BONNE MARCHÉ DU PROCESUS ÉLECTORAL					
ELECTION RESPECTANT LES VALEURS DÉMOCRATIQUES					
Pourcentage de réalisation	%	50	50	50	50
OS 063-1-4 : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION ET À LA MISE EN ŒUVRE DES CADRES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ÉCOLOGIQUE AU NIVEAU DES CTD.					
ENVIRONNEMENT ÉCOLOGIQUE AMÉLIORÉ AU NIVEAU DES CTD					
Pourcentage de réalisation	%	50	50	50	50
OS 063-1-Y : Promouvoir la performance socioéconomique de Madagascar à moyen terme					
Infrastructure Levier d'Emergence fonctionnelle					
Nombre d'Infrastructure Levier d'Emergence fonctionnelle	Nombre	20	50	60	100
133-Administration Territoriale					
OG 133-1 : AMÉLIORER L'EFFICIENCE ET L'EFFICACITÉ DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE					
OS 133-1-1 : AMÉLIORER LA PERFORMANCE DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET DES CTD					
CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET CTD PERFORMANTES					
Nombre de structures territoriales bénéficiaires	Nombre	1200	1200	1200	1200
OS 133-1-2 : RENFORCER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET LA BONNE GOUVERNANCE					
AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET BONNE GOUVERNANCE RENFORCÉES					
Taux d'insécurité réduit	%	80	80	80	80
OS 133-1-3 : RENFORCER LA PRÉVENTION, LE MAINTIEN DE L'ORDRE ET LA SÉCURITÉ PUBLICS					
ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS RENFORCÉS					
Taux d'insécurité réduit	%	65	65	65	65
OS 133-1-4 : FAIRE DE L'ÉTAT-CIVIL UN PUISSANT INSTRUMENT MODERNE AU SERVICE DES POPULATIONS, DE LA BONNE GOUVERNANCE, DE LA SÉCURITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT					
L'ÉTAT-CIVIL EST DEvenu UN PUISSANT INSTRUMENT MODERNE AU SERVICE DES POPULATIONS, DE LA BONNE GOUVERNANCE, DE LA SÉCURITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT					
Taux d'instruments de l'état civil harmonisés, normalisés et modernisés	%	70	70	70	70
OS 133-1-5 : RENFORCER LE SYSTÈME DE CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE					
SYSTÈME DE CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE RENFORCÉ					
Taux de dysfonctionnements corrigés	%	100	100	100	100
OS 133-1-6 : FAVORISER LA GESTION RATIONNELLE DE LA MIGRATION					
MIGRATION BIEN GÉRÉE ET CONTRÔLÉE					
Taux d'étrangers enregistrés et contrôlés	%	85	85	85	85
134-Décentralisation et Développement Local					
OG 134-1 : METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE DE LA DÉCENTRALISATION AU PROFIT DU DÉVELOPPEMENT LOCAL.					
OS 134-1-1 : AMÉLIORER L'ACCÈS DE LA POPULATION AUX INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX DE BASE					
SOUS-PROJETS D'INVESTISSEMENTS DES CTD EN INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX RÉALISÉS					
Pourcentage de sous-projets réalisés	%	870	870	870	870
OS 134-1-2 : COORDONNER LES APPUIS AUX CTD					
APPUIS AUX CTD COORDONNÉS					
nombre des CTD appuyés	Nombre	1520	1520	1520	1520
OS 134-1-3 : CONCERTER ET AGIR DANS LE PROCESSUS DE LA DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL.					
CADRE DE CONCERTATION SONT DYNAMISÉS AUTOUR D'UNE VISION PARTAGÉE SUR LA DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL					
Nombre de cadres de concertation mis en place aux niveaux central et local	Nombre	400	400	400	400
OS 134-1-4 : RENFORCER LA CAPACITÉ DES RESPONSABLES DE CTD EN GOUVERNANCE, EN DÉVELOPPEMENT LOCAL, EN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET EN URBANISME.					
CAPACITÉS DES RESPONSABLES DES CTD RENFORCÉES					
Nombre des responsables des CTD formés par an	Nombre	2500	2500	2500	2500
OS 134-1-5 : METTRE EN COHÉRENCE AVEC LA SNDL LES APPUIS AU PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL.					
PROGRAMME D'APPUIS AU DÉVELOPPEMENT LOCAL MIS EN COHÉRENCE					
Nombre d'empiètement thématique et géographique des appuis réduits	Nombre	90	90	90	90
135-Réformes Administratives					
OG 135-1 : REFORMER L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES PUBLICS DES CTD					
OS 135-1-1 : RENFORCER LA COORDINATION DES ACTIONS DE RÉFORME DU MID					
SYNERGIE DES ACTIONS DE RÉFORME RENFORCÉE					
Taux de réalisation des réformes adopté	%	55	55	55	55
OS 135-1-2 : PILOTER LES ACTIONS DE RÉFORMES AU NIVEAU DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE					
ACTIONS DE RÉFORME DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE PILOTÉES					
Taux de réalisation des actions de réformes de l'administration du territoire	%	55	55	55	55
OS 135-1-3 : MODERNISER LES SERVICES PUBLICS OFFERTS PAR LES CTD					
SERVICES PUBLICS OFFERTS PAR LES CTD MODERNISÉS					
Taux de satisfaction des usagers (par rapport à la qualité des services offerts)	%	55	55	55	55
SYSTÈME INFORMATIQUE DU MID OPTIMISÉE ET AUX NORMES					
Pourcentage de l'optimisation et de normalisation	-	75	75	75	75
216-Gestion des Risques et des Catastrophes					
OG 216-1 : Accroître la résilience des institutions nationales et collectivités territoriales face aux catastrophes					
OS 216-1-1 : Améliorer les outils techniques de préparation					
Besoins nationaux en logistique et communication évalués afin de garantir une réponse efficace aux désastres					
Taux d'accroissement du montant des besoins nationaux en logistique et communication	Nombre	25	25	25	25
Des outils sont développés pour la planification, la mise en oeuvre et le monitoring en matière de la préparation et réponse aux urgences					
Nombre d'outils de planification, de mise en oeuvre et de monitoring en matière de la préparation et réponse aux urgences développés	Nombre	20	20	20	20
Les actions de prévention, d'assistance et de reconstruction sont exécutées professionnellement par des antennes locales du BNGRC					
Pourcentage des interventions de prévention, d'assistance et de reconstruction exécutées par des antennes locales du BNGRC	%	75	75	75	75
Les capacités des acteurs sont renforcées en matière de préparation et de réponse					
Nombre formations ou de remises à niveau des acteurs en préparation et réponse	Nombre	40	40	40	40
Les centres opérationnels sont renforcés aux niveaux national et régional					
Nombre de districts dotés de centres opérationnels actifs	Nombre	20	20	20	20

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
Les outils techniques de la préparation aux situations d'urgence sont adaptés et opérationnels					
Nombre d'outils techniques renouvelés ou nouvellement développés, adaptés et opérationnalisés	Nombre	20	20	20	20
Les systèmes d'alerte précoce sont opérationnels au niveau communautaire					
Nombre de communes ayant un système d'alerte précoce opérationnel	Nombre	60	60	60	60
Mission du BNGRC de prévision, d'assistance et de relèvement assurée					
Taux d'interventions du BNGRC par rapport au nombre de sinistres	Nombre	90	90	90	90
Une banque de données et d'informations est opérationnelle afin de centraliser les informations					
Taux d'accroissement de la taille de la banque de données et d'informations	Nombre	35	35	35	35
OS 216-1-2 : Un système national d'alerte précoce multirisque est renforcé et relayé par les SAP communautaires					
Le système national d'alerte précoce multirisque est renforcé et relayé par les SAP communautaires					
Nombre de nouveaux SAP multirisques mis en place	Nombre	40	40	40	40
OS 216-1-3 : Les risques majeurs sur l'ensemble du territoire sont connus et évalués et le SAP national multirisques renforcé					
Les risques tant au niveau national et local sont identifiés et évalués, et leur profil contribue de façon adéquate à la prise de décision des acteurs					
Nombre de risques au niveau national et local étudiés, évalués et documentés de façon à aider à la prise de décision des acteurs	Nombre	20	20	20	20
OS 216-1-4 : La RRC et la GRC sont intégrées dans les politiques nationale et sectorielles de développement					
L'intégration de la GRC dans les politiques, plans, programmes sectoriels est améliorée					
Nombre de nouveaux documents de politique, plans, programmes sectoriels de développement intégrant la GRC	Nombre	35	35	35	35
Le cadre juridique de la réduction et de gestion des risques des catastrophes est renforcé					
Nombre de textes juridiques relatifs à la RRC et la GRC	Nombre	25	25	25	25
Le cadre politique de la RRC et de la GRC est renforcé par la clarification autant que possible de toutes les clauses					
Nombre de clauses du cadre politique de la RRC et la GRC clarifiées	Nombre	15	15	15	15

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
15-MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE					
150-SÉCURITÉ PUBLIQUE					
036-Administration et Coordination					
OG 036-1 : REHABILITER L'ADMINISTRATION DE LA POLICE NATIONALE					
OS 036-1-1 : ASSURER LA GESTION OPTIMALE DES RESSOURCES DE LA POLICE NATIONALE					
LES RESSOURCES DE LA POLICE NATIONALE SONT RENFORCÉES					
Taux de réalisation des projets des infrastructures et d'acquisition des matériels roulant, des mobiliers, des équipements et du projet de recrutement	%	100	100	-	-
OS 036-1-2 : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION					
LE CADRE D'ÉTHIQUE, DE L'INTÉGRITÉ ET DE LA REDEVABILITÉ SOCIALE EST RENFORCÉ					
Taux de réduction du nombre des Policiers impliqués aux affaires de corruption et similaires	%	15	20	-	-
OS 036-1-3 : ASSURER LE PILOTAGE ET LA COORDINATION DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE					
LE SYSTÈME DE CONTRÔLE ET DE SUIVI-ÉVALUATION EST RENFORCÉ					
Transparence et efficience dans la gestion des affaires administratives et financières	%	100	100	-	-
120-Sécurité publique					
OG 120-1 : GARANTIR LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS					
OS 120-1-1 : RENFORCER LA CAPACITÉ PRÉVENTIVE DE LA POLICE NATIONALE					
LA CAPACITÉ PRÉVENTIVE DE LA POLICE NATIONALE EST RENFORCÉE					
Réduction du taux de criminalité	%	1,60	1,60	-	-
OS 120-1-2 : RENFORCER LA CAPACITÉ DE PRISE EN CHARGE JUDICIAIRE DE LA POLICE NATIONALE					
LE TRAITEMENT DES AFFAIRES À CARACTÈRES JUDICIAIRE ET ÉCONOMIQUE EST AMÉLIORÉ					
Taux d'élucidation des affaires traitées	%	55	60	-	-
136-Surveillance du territoire et renseignements généraux					
OG 136-1 : INTENSIFIER LA COLLECTE DES RENSEIGNEMENTS ET LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE NATIONAL					
OS 136-1-1 : RENFORCER LA STRUCTURE DE RENSEIGNEMENTS DE LA POLICE NATIONALE POUR INFORMER LES INSTANCES ÉTATIQUES					
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POLICE NATIONALE SONT PERTINENTS ET FIABLES					
Nombre des renseignements exploités, récupérés et communiqués par la Police Nationale	Nombre	10450	10450	-	-
OS 136-1-2 : RENFORCER LA SUREVEILLANCE DU TERRITOIRE NATIONAL					
LA DÉLIVRANCE DES DOCUMENTS DES VOYAGES ET OPTIMISÉE					
Taux d'accroissement du nombre des documents de voyage délivrés	%	20	25	-	-
LA SÛRETÉ PORTUAIRE ET AÉROPORTUAIRE EST RENFORCÉE					
Taux d'élucidation de traitement des infractions à la législation sur l'immigration et émigration	%	100	100	-	-
LE CONTRÔLE DES ÉTRANGERS EST INTENSIFIÉ					
Taux d'accroissement du nombre des étrangers contrôlés	%	15	15	-	-
137-Formation et réforme					
OG 137-1 : RENFORCER LA CAPACITÉ PROFESSIONNELLE, OPERATIONNELLE DES FONCTIONNAIRES DE POLICE ET LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU MINISTÈRE					
OS 137-1-1 : AMÉLIORER LE PROFESSIONNALISME DES FONCTIONNAIRES DE POLICE					
CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DE LA POLICE NATIONALE AMÉLIORÉE					
Taux d'accroissement des policiers bénéficiés de renforcement de capacité professionnelle	Nombre	80	85	-	-
LA FORMATION INITIALE EST AMÉLIORÉE					
Nombre des élèves formés	Nombre	1250	1250	-	-
OS 137-1-2 : REFORMER LE CADRE LÉGAL ET LA STRUCTURE DE FONCTIONNEMENT DE LA POLICE NATIONALE					
LES TEXTES DE FONCTIONNEMENT DE LA POLICE NATIONALE SONT REFORMÉS					
Nombre des textes de fonctionnement mis à jour	Nombre	8	-	-	-

16-MINISTÈRE DE LA JUSTICE

160-JUSTICE

012-Administration et Coordination

OG 012-1 : OPTIMISER ET MODERNISER L'ORGANISATION ET LA GESTION DES SERVICES DE LA JUSTICE DANS UN SOUCI D'EFFICACITÉ ET D'EFFICIENCE

OS 012-1-1 : Rendre l'environnement de travail au niveau de la Chancellerie favorable à l'instauration de l'Etat de droit et de la Bonne Gouvernance

Gestion de la logistique du Ministère de la Justice améliorée

Normes internes et état mis à jour des besoins en équipement matériel des services centraux disponibles

Logique
(0:NON/1:OUI)

1

-

-

-

Pourcentage des bureaux disposant des matériels et mobiliers respectant les normes minimales au niveau de la Chancellerie

%

60

-

-

-

Implication des Acteurs de la Justice pour l'instauration de l'Etat de droit renforcée

Taux d'avancement de la mise en œuvre du projet PAJMA

%

93

-

-

-

Taux d'exécution financière des budgets annuels du PAJMA

%

0

-

-

-

Taux d'exécution physique des plans annuels du PAJMA

%

0

-

-

-

Travaux de construction de nouveau bâtiment du Ministère de la Justice achevés

Taux d'avancement des travaux de construction du nouveau bâtiment du Ministère de la Justice

Taux (%)

100

-

-

-

OS 012-1-2 : METTRE LES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DES RÉFORMES ENGAGÉES AU NIVEAU DE LA JUSTICE

RENDEMENT DE TRAVAIL AMÉLIORÉ GRÂCE À L'INFORMATISATION

NOMBRE DE LOGICIELS DÉVELOPPÉS

Nombre cumulé

6

-

-

-

POURCENTAGE DES SERVICES DES GREFFES DES JURIDICTIONS ET ÉTABLISSEMENTS UTILISANT L'OUTIL INFORMATIQUE

%

0

-

-

-

VISIBILITÉ DES ACTIONS MENÉES PAR LE DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE

Existence de Plan de communication cohérent avec la nouvelle stratégie de communication

Logique
(0:NON/1:OUI)

1

-

-

-

POURCENTAGE DES ÉVÉNEMENTS ET ACTIONS EN ADÉQUATION AVEC LES THÈMES ET LES DOMAINES SPÉCIFIQUES DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE FAISANT L'OBJET DE COUVERTURES MÉDIATIQUES

%

0

-

-

-

OS 012-1-3 : DISPOSER DES RESSOURCES HUMAINES MOTIVÉES ET EN NOMBRE SUFFISANT POUR ACCOMPAGNER LA MODERNISATION DE LA JUSTICE

EFFECTIF DU PERSONNEL DE LA JUSTICE RENFORCÉ

NOMBRE DE NOUVEAUX PERSONNELS RECRUTÉS PAR VOIE DE CONCOURS

Nombre

730

-

-

-

GESTION DE CARRIÈRE PLUS RATIONNELLE

NOMBRE DE CATÉGORIES DE CORPS DONT LA BASE DES DONNÉES EST DISPONIBLE ET À JOUR

Nombre

0

-

-

-

Pourcentage des demandes traitées (suites données) par la DRH en matière de gestion de carrière du personnel

%

100

-

-

-

OS 012-1-4 : INSTAURER LA CULTURE DE PERFORMANCE DANS LA GESTION OPÉRATIONNELLE ET PATRIMONIALE DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE

BUDGET DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE EXÉCUTÉ CONFORMÉMENT À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNELLE

TAUX D'EXÉCUTION DU BUDGET

%

98

-

-

-

SYSTÈME DE PLANIFICATION ET DE SUIVI-ÉVALUATION AMÉLIORÉ

POURCENTAGE DES INDICATEURS DE RESULTATS DISPONIBLES

%

0

-

-

-

Pourcentage des indicateurs de résultats disponibles

%

0

-

-

-

POURCENTAGE DES INDICATEURS D'OBJECTIFS SPÉCIFIQUES ET DE RÉSULTATS DISPONIBLES

%

100

-

-

-

OG 012-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

OS 012-2-1 : Promouvoir les réformes administratives (digitalisation, ...)

Capacité de pilotage et de coordination de la mise en œuvre de la mission assignée au Ministère de la Justice renforcée

Niveau d'atteinte des valeurs cibles des indicateurs de résultats

Taux (%)

85

-

-

-

Contreparties nationales dans la mise en œuvre des projets sur financement externe honorées

Pourcentage des contreparties nationales des fonds sur financement externe régularisées

%

100

-

-

-

CULTURE DE PERFORMANCE AU SEIN DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE AMÉLIORÉE

Ratio de performance du Département de la Justice

%

-

80

85

90

90

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE DISPOSE PROGRESSIVEMENT DE RESSOURCES HUMAINES MOTIVÉES ET EN NOMBRE SUFFISANT POUR ACCOMPAGNER LA MODERNISATION DE LA JUSTICE

Pourcentage des Juridictions et Etablissements respectant les normes minimales en termes d'effectif

%

15

20

25

30

Environnement de travail au niveau de la Chancellerie plus favorable à l'instauration de l'Etat de droit et de la Bonne Gouvernance

Pourcentage des bureaux disposant de local et d'équipements matériels respectant les normes minimales au niveau de la Chancellerie

%

30

50

70

75

L'E-JUSTICE est progressivement mise en place

Nombre de Tribunaux où services d'état-civil (casier judiciaire et/ou nationalité) accessibles en ligne

Nombre cumulé

0

3

7

11

L'INFORMATISATION EST DÉPLOYÉE POUR ACCOMPAGNER L'ACCELERATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS

Nombre de Tribunaux de Première Instance où logiciel de traitement de la chaîne commerciale (LTA-JCOM) déployé

Nombre cumulé

1

7

11

22

Nombre de Tribunaux de Première Instance où logiciel de traitement de la chaîne pénale (LOGI-PENAL) déployé

Nombre cumulé

2

7

11

16

111-Administration judiciaire

OG 111-1 : ASSURER UNE JUSTICE DILIGENTE, INTÈGRE, RESPECTUEUSE DES DROITS HUMAINS ET SÉCURISANTE POUR LES INVESTISSEMENTS

OS 111-1-1 : RAPPROCHER LES JURIDICTIONS ET LES SERVICES JUDICIAIRES DES CITOYENS

JUSTICE PLUS ACCESSIBLE ET PLUS PROCHE DES CITOYENS

NOMBRE DES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE OUVERTS ET FONCTIONNELS

Nombre cumulé

48

-

-

-

OS 111-1-2 : METTRE EN PLACE UN ENVIRONNEMENT JURIDIQUE STABLE ET SÉCURISANT, FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

TEXTES NATIONAUX RÉFORMÉS ET DAVANTAGE CONNUS PAR LES CITOYENS

POURCENTAGE DES TEXTES RÉFORMÉS ET/OU DES NOUVEAUX TEXTES ÉLABORÉS SOUMIS AUX INSTANCES D'ADOPTION

%

90

-

-

-

Vulgarisation juridique accentuée en matière de lutte contre la vindicte populaire

Nombre d'actions de vulgarisation et de sensibilisation en matière de lutte contre la vindicte populaire

Nombre

0

-

-

-

OS 111-1-3 : ACCÉLÉRER ET SIMPLIFIER LES PROCÉDURES DE TRAITEMENT DES DOSSIERS AU NIVEAU DES COURS ET TRIBUNAUX

OUTILS DE TRAVAIL (STANDARDS DE SERVICE) APPLIQUÉS AU NIVEAU DES COURS ET TRIBUNAUX

Pourcentage des jugements/arrêts couchés au niveau des Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire et administratif

%

0

-

-

-

POURCENTAGE DES JURIDICTIONS RESPECTANT LES STANDARDS DE SERVICE

%

0

-

-

-

Rapport Condamnés / Prévenus

Rapport

0

-

-

-

Taux des dossiers jugés au niveau de la Cour de Cassation

Taux (%)

60

-

-

-

Taux des dossiers jugés au niveau des Cours d'Appel

Taux (%)

70

-

-

-

Taux des dossiers jugés au niveau des Tribunaux de Première Instance

Taux (%)

70

-

-

-

Taux des requêtes jugées au niveau des Tribunaux Administratifs

Taux (%)

0

-

-

-

Taux des requêtes jugées au niveau du Conseil d'Etat

Taux (%)

0

-

-

-

OS 111-1-4 : RENFORCER LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET DÉVELOPPER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE EN LA MATIÈRE

OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DE MADAGASCAR EN MATIÈRE DES DROITS DE L'HOMME RESPECTÉS

Pourcentage d'achèvement de la rédaction des rapports annuels à présenter devant les organes de traités et le conseil des droits de l'homme rédigés

%

100

-

-

-

Pourcentage des projets de textes de ratification des conventions internationales, traités et/ou protocoles élaborés et transmis aux instances d'adoption

%

0

-

-

-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 111-1-5 : Accélérer le traitement des dossiers au niveau des juridictions administratives					
Standards de service des juridictions administratives respectés					
POURCENTAGE DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES RESPECTANT LES STANDARDS DE SERVICE	%	0	-	-	-
Taux des requêtes jugées au niveau des Tribunaux Administratifs	Taux (%)	70	-	-	-
Taux des requêtes jugées au niveau du Conseil d'Etat	Taux (%)	73	-	-	-
OG 111-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 111-2-1 : Promouvoir l'état de droit et l'égalité d'accès de tous à la justice.					
ENVIRONNEMENT JURIDIQUE STABLE ET SÉCURISANT, FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE					
POURCENTAGE DES PROJETS DE TEXTES RÉFORMÉS ET/OU ÉLABORÉS SOUMIS AUX INSTANCES D'ADOPTION (par rapport aux textes identifiés à être réformés et/ou élaborés)	%	90	90	90	90
Nouveaux Projets d'Emergence réalisés					
taux de réalisation des activités validés après arbitrage des NPE	Taux (%)	100	-	-	-
PROMOTION DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME RENFORCEE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE DEVELOPPEE					
Pourcentage des projets de textes de ratification des conventions internationales, traités et/ou protocoles élaborés et transmis aux instances d'adoption	%	100	100	100	100
SERVICES JUDICIAIRES D'AVANTAGE RAPPROCHÉS DES CITOYENS					
Nombre de Districts où Tribunal de Première Instance implanté est implanté	Nombre cumulé	46	51	56	61
Traitement des dossiers au niveau des Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire accéléré					
Rapport Condamnés/Prévenus	Proportion	65/35	70/30	70/30	70/30
Traitement des dossiers judiciaires accéléré					
Rapport Condamnés/Prévenus	Proportion	70/30	-	-	-
112-Administration pénitentiaire					
OG 112-1: METTRE EN PLACE UNE ADMINISTRATION PENITENTIAIRE RESPECTUEUSE DES DROITS HUMAINS, GARANT DE LA SECURITE ET DU DEVELOPPEMENT					
OS 112-1-1: PROMOUVOIR LA POLITIQUE DE LA REINSERTION SOCIALE EN MILIEU CARCERAL					
ACCÈS DES PERSONNES DETENUES A DES ACTIVITES DE REINSERTION SOCIALE					
POURCENTAGE DES PERSONNES DETENUES AYANT ACCÈS A DES ACTIVITES DE REINSERTION SOCIALE	%	0	-	-	-
RAPPORT ENTRE EFFECTIF GLOBAL DES PERSONNES DETENUES ET NOMBRE DE FICHES D'ORIENTATIONS INDIVIDUELLES DE REINSERTION SOCIALE CONSTITUEES	%	26	-	-	-
OS 112-1-2: FAVORISER LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN MILIEU CARCERAL					
ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES RESPECTANT LES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES DETENUES					
CAPACITE D'ACCUEIL DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES EXPRIMEE EN NOMBRE	Nombre	19554	-	-	-
TAUX DE SURPOPULATION CARCERALE REDUIT	%	0	-	-	-
TAUX MAXIMAL DE MALNUTRITION SEVERE	Taux (%)	1,4	-	-	-
OS 112-1-3 : RENFORCER LA SECURISATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES					
ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES SECURISES					
TAUX MAXIMAL D'EVASION	Taux (%)	0,2	-	-	-
OS 112-1-4 : PROMOUVOIR L'APPROCHE NORMATIVE EN VUE D'AMELIORER LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE					
FORMATION PROFESSIONNALISANTE ET GESTION RATIONNELLE DU PERSONNEL PENITENTIAIRE					
NIVEAU DE RESPECT DU STANDARD EN MATIERE DE GESTION ET REPARTITION DU PERSONNEL	%	37	-	-	-
TAUX DE REALISATION DU CALENDRIER DE FORMATION	%	57	-	-	-
NORMES EN MATIERE DE CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL PENITENTIAIRE RESPECTEES					
NIVEAU D'ATTEINTE DES NORMES	%	30	-	-	-
OG 112-2 : NORMALISER LES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES					
OS 112-2-1 : AMÉLIORER LES CONDITIONS DE DÉTENTION EN MILIEU CARCÉRAL					
ETABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES RÉPONDANT AUX NORMES SANITAIRES					
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES BÉNÉFICIAIRES D'AMÉLIORATION EN MATIÈRE DE SANTÉ	Nombre	0	-	-	-
ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES RESPECTANT LES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES DETENUES					
NOMBRE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES RESPECTANT LES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES DETENUES	Nombre	0	-	-	-
TAUX DE SURPOPULATION CARCERALE REDUIT	%	0	-	-	-
TAUX MAXIMAL DE MALNUTRITION SEVERE	Taux (%)	0	-	-	-
GESTION DES GREFFES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES AMELIOREE					
POURCENTAGE DES GREFFES RESPECTANT DES TEXTES EN VIGUEUR INHERENTS A LA GESTION ET A LA TENUE DES GREFFES	%	0	-	-	-
PERSONNES DETENUES ATTEINTES DE MALNUTRITION SEVERE REDUITES					
TAUX MAXIMAL DE MALNUTRITION SEVERE	%	0	-	-	-
SURPOPULATION CARCERALE REDUITE					
TAUX DE SURPOPULATION CARCERALE REDUIT	%	0	-	-	-
TAUX DE MALNUTRITION SÉVÈRE RÉDUIT					
TAUX MAXIMAL DE MALNUTRITION SÉVÈRE	%	0	-	-	-
OS 112-2-2 : METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE DE PRÉPARATION À LA RÉINSERTION SOCIALE EN MILIEU CARCÉRAL					
ACCÈS DES PERSONNES DÉTENUES À DES ACTIVITÉS DE RÉINSERTION SOCIALE					
TAUX DES PERSONNES DÉTENUES AYANT ACCÈS AUX ACTIVITÉS DE RÉINSERTION SOCIALE	%	0	-	-	-
OS 112-2-3 : PROMOUVOIR UN ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL PROPICE À LA NORMALISATION DES CONDITIONS DE DÉTENTION AU SEIN DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE					
ADMINISTRATION PENITENTIAIRE PERFORMANTE					
NIVEAU D'ATTEINTE DES INDICATEURS D'OBJECTIFS	%	0	-	-	-
ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DU PERSONNEL PENITENTIAIRE AMELIORE					
NIVEAU D'ATTEINTE DES NORMES MINIMALES SUR L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DU PERSONNEL PENITENTIAIRE	%	0	-	-	-
ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DU PERSONNEL PÉNITENTIAIRE AMÉLIORÉ					
NIVEAU D'ATTEINTE DES NORMES DANS L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DU PERSONNEL PÉNITENTIAIRE	%	0	-	-	-
PERSONNEL PÉNITENTIAIRE DISCIPLINÉ, PLUS PERFORMANT ET INTÈGRE					
NOMBRE DE DOSSIERS PARVENUS AU CONSEIL DE DISCIPLINE DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE	Nombre	0	-	-	-
OG 112-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 112-3-2 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière des droits de l'homme					
Niveau de respect des normes en alimentation des personnes détenues (Norme minimale jugée acceptable: 2000Kcal/jour/personne détenue)					
Taux de malnutrition sévère en milieu carcéral	Taux (%)	1,2	-	-	-
OS 1123-3-3 : RENFORCER LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE EN MATIERE DES DROITS DE L'HOMME EN MILIEU CARCERAL					
APPROCHE NORMATIVE PROMUE AUX PERFORMANCES DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE					
NIVEAU D'ATTEINTE DES NORMES	%	20	24	30	34
NIVEAU DE RESPECT DE NORME EN MATIERE DE GESTION ET DE REPARTITION DU PERSONNEL	%	20	32	38	43
TAUX DE REALISATION DU CALENDRIER DE FORMATION	%	49	57	70	70
POLITIQUE DE REINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE EN MILIEU CARCERAL AINSI QUE LA PRODUCTIVITÉ DES CAMPS PÉNAUX PROMUE					
PROPORTION (TAUX) DES BESOINS REELS EN ALIMENTATION DES PERSONNES DETENUES COUVERTS PAR LA PRODUCTION DES CAMPS PENAUX	%	5	8	10	12
RAPPORT ENTRE EFFECTIF GLOBAL DES PERSONNES DETENUES ET NOMBRE DE FICHES D'ORIENTATIONS INDIVIDUELLES DE REINSERTION SOCIALE CONSTITUEES	%	16	26	38	42
RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN MILIEU CARCERAL DEFENDU					
CAPACITE D'ACCUEIL DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES EXPRIMEE EN NOMBRE	Nombre	17585	20285	21000	23000
TAUX MAXIMAL DE MALNUTRITION SEVERE	%	1,5	1,4	1,3	1,3
SECURITE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES RENFORCEE TOUT EN RESPECTANT LES DROITS HUMAINS EN MILIEU CARCERAL					
TAUX MAXIMAL D'EVASION	%	0,3	0,3	0,2	0,2

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
127-Promotion de l'intégrité					
OG 127-1: CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION					
OS 127-1-1: CONTRIBUER À LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION					
CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE DES PÔLES ANTI-CORRUPTION RENFORCÉE					
Taux des dossiers jugés au niveau des PAC opérationnalisés	%	0	-	-	-
CHAÎNE SPÉCIALE DE LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE BOIS DE ROSE ET/OU DE BOIS D'ÉBÈNE MISE EN PLACE ET OPÉRATIONNELLE					
Taux des dossiers jugés au niveau de la chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène	%	0	-	-	-
Lutte contre le trafic illicite de bois de rose et/ou de bois d'ébène renforcée					
Taux des dossiers jugés au niveau de la CSBDR	Taux (%)	0	-	-	-
OS 127-1-2: RENFORCER LA PROMOTION DE L'INTÉGRITÉ ET DE LA CRÉDIBILITÉ DE LA JUSTICE					
LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES JUDICIAIRES ET PÉNITENTIAIRE EST AMÉLIORÉ ET AINSI LA CONFIANCE DES USAGERS ET DES INVESTISSEURS EST PROGRESSIVEMENT RESTAURÉE					
Niveau de respect des outils de travail (standards de services, manuels de procédure,...)	%	0	-	-	-
Taux des suites données aux recommandations issues du contrôle de fonctionnement exercés par la DIJ et la DIP	%	80	-	-	-
LES RÈGLES ÉTHIQUES ET DÉONTOLOGIQUES DES MAGISTRATS AINSI QUE LES RÈGLES DE CONDUITE DES PERSONNELS DE LA JUSTICE SONT DAVANTAGE RESPECTÉES					
Niveau de respect des outils et dispositifs anti-corruption	%	0	-	-	-
Pourcentage des personnels de la Justice disposant les outils anti-corruption	%	100	-	-	-
Lutte contre les rabatteurs au niveau des juridictions renforcée					
Nombre de juridiction (Cour d'Appel, TPI) munie de dispositifs anti-rabatteurs	Nombre	8	-	-	-
Repression effective de trafic illicite de bois de rose et de bois d'ébène					
Taux des affaires jugées au niveau de la haine spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène est renforcé	Taux (%)	60	-	-	-
OG 127-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 127-2-1: Réduire les actes de corruption et toutes formes de pratique de pots-de-vin					
INTÉGRITÉ ET CRÉDIBILITÉ DE LA JUSTICE AMÉLIORÉE					
Pourcentage des acteurs du Département de la Justice faisant l'objet de doléances de corruption et/ou d'atteinte aux règles éthiques et déontologiques des magistrats et des règles de bonne conduite des personnels de la Justice	Taux (%)	3	2,8	2,5	2
LES RÈGLES ÉTHIQUES ET DÉONTOLOGIQUES DES MAGISTRATS AINSI QUE LES RÈGLES DE CONDUITE DES PERSONNELS DE LA JUSTICE SONT DAVANTAGE RESPECTÉES					
Niveau d'application de la nouvelle politique sectorielle de lutte contre la corruption	Taux (%)	60	-	-	-
132-Contrôle externe des Finances Publiques					
OG 132-1: PROMOUVOIR LA RÉGULARITÉ, LA PERFORMANCE ET LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES					
OS 132-1-1: S'ASSURER DE LA RÉGULARITÉ DES COMPTES PUBLICS À TRAVERS LES MISSIONS JURIDICTIONNELLES					
CONTRÔLE JURIDICTIONNEL SYSTÉMATIQUE ET À JOUR					
Nombre d'arrêts et jugements définitifs sortis par les juridictions financières	Nombre	90	-	-	-
CONTRÔLE SYSTÉMATIQUE ET À JOUR DE L'EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES					
Taux d'avancement annuel du contrôle du projet de loi de règlement	%	100	-	-	-
Moyens matériels de la juridiction financière renforcés					
Pourcentage des bureaux des juridictions financières disposant des matériels et mobiliers respectant les normes minimales	%	80	-	-	-
OS 132-1-2: CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DES SERVICES PUBLICS (ETABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLIQUES, COLLECTIVITÉS LOCALES)					
CONTRÔLE PLUS ACCRU DE LA GESTION DES SERVICES PUBLICS					
Nombre d'organismes publics audités	Nombre	5	-	-	-
OS 132-1-3 : S'assurer de la régularité et de la transparence des comptes de campagnes électorales					
Comptes de campagne exhaustifs contrôlés					
Pourcentage de comptes de campagne contrôlés	%	100	-	-	-
OS 132-1-4 : CADRER ET RENFORCER LES RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS (GOUVERNEMENT, PARLEMENT, POUVOIRS AU NIVEAU DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES)					
COUR DES COMPTES ET TRIBUNAUX FINANCIERS SOLlicitÉS DAVANTAGE PAR LES POUVOIRS PUBLICS EN MATIÈRE D'ASSISTANCE					
Nombre d'activité d'assistance au gouvernement, parlement, pouvoirs publics décentralisés effectuée	Nombre	3	-	-	-
OS 132-1-5 : INFORMER LES CITOYENS SUR LA SITUATION ET LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES					
COUR DES COMPTES VISIBLE ET RECONNUE PAR LE PUBLIC SUR LA SCÈNE DES FINANCES PUBLIQUES					
Nombre de rapports publics, thématiques et particuliers sortis	Nombre	4	-	-	-
OS 132-1-6 : Rendre opérationnelle la Commission de Contrôle du Financement de la Vie Politique					
Commission fonctionnelle et opérationnelle					
Degré de la fonctionnalité (en pourcentage) de la commission	%	100	-	-	-
OS 132-1-7 : Informer les citoyens sur la situation et la gestion des comptes de campagnes					
Rapport sur le contrôle du financement des comptes de campagnes disponible et publié					
Nombre de rapport émis et publié	Nombre	2	-	-	-
OS 132-1-8 : PARTICIPER AUX ACTIVITÉS ORGANISÉES AU NIVEAU DES INSTANCES INTERNATIONALES (INTOSAI, AFROSAI, CREFIAF) ET RENFORCER LA CAPACITÉ DES MEMBRES DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES					
CAPACITÉ RENFORCÉE DES MEMBRES DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES					
Nombre d'ateliers, réunions, conférences, symposiums, congrès, colloques assistés	Nombre	9	-	-	-
OG 132-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 132-2-1: Améliorer la gestion des finances publiques					
Contrôle de régularité, de performance, de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques renforcé					
Existence de rapport public sur la gestion des finances publiques sortie	Logique	1	-	-	-
140-Répression des actes de corruption					
OG 140-1: Contribuer à la lutte contre la recrudescence de la corruption et infractions assimilées, du blanchiment du produit du crime, du financement du terrorisme et des infractions économiques et financières					
OS 140-1-1: Renforcer continuellement la capacité institutionnelle des PAC en vue d'être crédibles et efficaces dans tout le territoire national					
Crédibilité et performance des PAC					
Taux de condamnations assorties de Confiscation	%	45	-	-	-
Taux de condamnations assorties de peines complémentaires/accessoires	%	80	-	-	-
Taux des décisions couchées	%	100	-	-	-
Taux des pièces d'exécution établies	%	100	-	-	-
Taux d'exécution des décisions de condamnations définitives rendues par les PAC: amendes	%	20	-	-	-
Taux d'exécution des décisions de condamnations définitives rendues par les PAC: emprisonnement	%	100	-	-	-
Disponibilité et efficacité des PAC à travers tout le territoire national					
Nombre de PAC opérationnels	Nombre	3	-	-	-
Nombre de PAC opérationnels disposant de bâtiment administratif adéquat (Bâtiment Public)	Nombre	0	-	-	-
Pourcentage des services et juridiction dématérialisés au niveau de la DCN et des PAC	%	80	-	-	-
Pourcentage du personnel de la DCN, des Magistrats et des Greffiers des PAC bénéficiant au moins d'une formation	%	85	-	-	-
OG 140-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 140-2-1: Réduire les actes de corruption et toutes formes de pratique de pots-de-vin					
Repression effective des actes de corruption, avec zéro tolérance par la mise en place progressive des Pôles anti-corruption au niveau de chacune des 06 Provinces					
Nombre de Provinces où Pôles anti-corruption (1er et 2nd degré) ouverts et fonctionnels	Nombre	2	3	4	6

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
143-Justice Administrative					
OG 143-1 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 143-3-1 : Promouvoir l'état de droit et l'égalité d'accès de tous à la justice.					
Traitement des dossiers au niveau des juridictions administratives accéléré					
Taux des requêtes jugées au niveau du Conseil d'Etat et des Tribunaux Administratifs	Taux (%)	70	72	75	80
161-JUSTICE FINANCIERE					
074-Administration et Coordination					
OG 074-1 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 074-1-4 : Améliorer la gestion des finances publiques					
Contrôle de la régularité et de la sincérité dans la gestion financière des organismes publics nationaux exercé par la Cour des Comptes renforcé					
Taux de performance global des organes de contrôle externe des finances publics	Taux (%)	ND	80	85	90
141-Contrôle externe des finances publiques et assistance aux pouvoirs publics					
OG 141-1 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 141-1-1 : Améliorer la gestion des finances publiques					
Contrôle de la régularité et de la sincérité dans la gestion financière des organismes publics nationaux exercé par la Cour des Comptes renforcé					
Taux des comptes jugés au niveau de la Cour des Comptes par rapport aux comptes mis en état d'examen	Taux (%)	70	75	80	85
Contrôle du financement de la vie politique renforcé					
Pourcentage de comptes de campagne contrôlés	%	ND	100	100	100
Transparence dans la gestion des deniers publics renforcé					
Nombre de rapport public sorti par la Cour des Comptes	Nombre	1	1	1	1
142-Contrôle des finances locales et assistance aux CTD					
OG 142-1 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 142-1-1 : Améliorer la gestion des finances publiques					
Contrôle de la régularité et de la sincérité dans la gestion financière locale exercé par les Tribunaux Financiers renforcé					
Taux des comptes des collectivités territoriales jugés au niveau des Tribunaux Financiers (rapport aux comptes mis en état d'examen)	Taux (%)	65	70	75	80
Transparence dans la gestion des deniers publics renforcé					
Nombre de rapport public sorti par les Tribunaux Financiers	Nombre	1	1	1	1

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
21-MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
220-FINANCES ET BUDGET					
013-Administration et Coordination					
OG 013-1 : CONTRIBUER A PILOTER LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES					
OS 013-1-1 : AMÉLIORER LA DISPONIBILITÉ ET LA COHÉRENCE DES SUPPORTS TECHNIQUES POUR RENDRE EFFICACE, TRANSPARENTE ET RIGOREUSE LA BUDGÉTISATION DES POLITIQUES PUBLIQUES					
LES DOCUMENTS ET INFORMATIONS SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES SONT DISPONIBLES ET COHÉRENTS					
POURCENTAGE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS DISPONIBLES SUR LES FINANCES PUBLIQUES	%	100	100	100	100
OS 013-1-2 : RENFORCER LES NORMES ET LES CONTRÔLES EN MATIÈRE DE FINANCES PUBLIQUES					
LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES EST AMÉLIORÉE					
POURCENTAGE DES NORMES ET PROCÉDURES MISE EN PLACE EN MATIÈRE DE GESTION PUBLIQUES	%	100	100	100	100
OS 013-1-3 : PILOTER EFFICACEMENT LES RÉFORMES					
LES REFORMES SONT EFFECTIVES					
POURCENTAGE DES REFORMES MISE EN PLACE	%	100	100	100	100
TAUX DE DISPONIBILITÉ DES RAPPORTS ET COMPTE-RENDU D'ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIONS STRATEGIQUES DU MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	(%)	neant	neant	-	-
OS 013-1-4 : COORDINATION ET GESTION DES FINANCEMENTS DE L'UNION EUROPEENNE					
LES RESSOURCES FINANCIÈRES PAR L'UNION EUROPEENNE SONT BIEN GÉRÉES					
NOMBRE DE RAPPORTS TRIMESTRIELS DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES FINANCIERS PAR L'UE PAR TYPES DE FINANCEMENT	NOMBRE	4	4	4	4
OS 013-1-5 : DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES, L'ÉTHIQUE ET LES PERFORMANCES DES FONCTIONNAIRES					
LES AGENTS SONT MOTIVÉS ET EFFICACES					
POURCENTAGE DES AGENTS MOTIVÉS ET EFFICACES	%	100	100	100	100
OS 013-1-6 : RENFORCER LE SYSTÈME STATISTIQUE					
INFORMATIONS ET DONNÉES À JOUR ET FIABLES MISES À DISPOSITION DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT					
Cartographie censitaire et rapport d'enquête MICS disponibles (Travaux)	Nombre	1	1	-	-
Subvention reçu	%	100	100	-	-
Publication des résultats statistiques (IPC..)	Nombre	4	4	-	-
Nombre de données centralisées et gérées par l'INSTAT (DATA CENTER)	Nombre	3	3	-	-
Pourcentage des arrières apurés	%	20	15	-	-
Nombre de publication du TBE mise en ligne	Nombre	4	4	-	-
Textes sur la Loi sur les statistiques et mise en application des organes prévus par la loi (decret , arrêtés, fonctionnement des différents organes...)	Nombre	1	1	-	-
Hangar construit	%	10	0	-	-
OS 013-1-7 : FOURNIR DES DONNÉES D'ANALYSES ET DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES AUX DÉCIDEURS ET INTERVENANTS ÉCONOMIQUES					
POLITIQUES PUBLIQUES ET ÉCONOMIQUES FAVORISANT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE					
Taux d'utilisation des données d'analyses et de recherches	%	75	100	-	-
OS 013-1-8 : AMÉLIORER LA TRANSPARENCE ET L'EFFICACITÉ DE LA DIN					
LES RECETTES DE LA DIN SONT EN HAUSSE					
TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES DE LA DIN	%	0	0	0	0
OS 013-1-9 : AUGMENTER ANNUELLEMENT LES CHIFFRES D'AFFAIRES DE L'IN					
LES DEMANDES DE TRAVAUX FAITES PAR LES ORGANISMES PUBLIQUES ONT ÉTÉ RÉALISÉES					
Pourcentage de satisfaction des demandes de travaux faites par les organismes publics	%	85	90	95	95
LE CHIFFRE D'AFFAIRES FAIT PAR LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PRIVÉES AUPRÈS DE L'IN A CONNU DES AUGMENTATIONS					
Pourcentage de chiffre d'affaire fait par les privées auprès de l'IN	%	3	5	7	7
LES ACTIFS DE L'IN SONT BIENS SÉCURISÉS					
Pourcentage de produits finis disparus	%	moins de 5	moins de 5	moins de 5	moins de 5
RÉDUIRE LE NOMBRE DE TRAVAUX QUI ONT REÇU LA DÉROGATION DE LA CNIA					
Pourcentage de demandes de dérogation accordé par la CNIA	%	15	20	25	25
114-Gestion du Budget					
OG 114-1 : GÉRER DE MANIÈRE EFFICACE, EFFICIENTE ET TRANSPARENTE LE BUDGET DE L'ETAT					
OS 114-1-1 : RENFORCER LA DÉCONCENTRATION ET LES SERVICES DE PROXIMITÉ					
STD ET CTD APPUYÉS EN MATIÈRE DE GESTION BUDGÉTAIRE					
NOMBRE DE CTD FORMÉS EN BUDGET PROGRAMME	Nombre	1000	1000	-	-
OS 114-1-2 : ASSURER UNE GESTION EFFICACE , TRANSPARENTE ET FLUIDE DU PROCESSUS BUDGÉTAIRE (PROGRAMMATION, EXÉCUTION, SUIVI ÉVALUATION ET GESTION DU PATRIMOINE					
SERVICES OPERATIONNELS DE LA DGFAG FONCTIONNELS ET PERFORMANTS					
ÉCART ENTRE LES PRÉVISIONS ET LES RÉALISATIONS EN TERMES DE PRODUITS	%	20	20	-	-
PROCESSUS PROGRAMMATION, PLANIFICATION, BUDGETISATION, SUIVI EVALUATION COHERENT					
Pourcentage des Institutions et Ministères assistés en matière de PPBSE	%	100	100	-	-
PROCESSUS PPBSE COHÉRENT ET GESTION RATIONNEL LE DU PATRIMOINE					
Taux de réalisation de mise à jour du Texte sur la gestion du Patrimoine de l'Etat	%	60	80	-	-
Taux de réalisation de la Gestion Informatisée du Patrimoine de l'Etat	%	60	70	-	-
OS 114-1-3 : DÉVELOPPER L'EFFICACITÉ DES SERVICES DE LA DGB					
SERVICES OPERATIONNELS DE LA DGB FONCTIONNELS ET PERFORMANTS					
ÉCART ENTRE LES PRÉVISIONS ET LES RÉALISATIONS EN TERMES DE PRODUITS	%	20	20	-	-
OG 114-2 : RENDRE PERFORMANT LA GESTION BUDGÉTAIRE DE L'ETAT					
OS 114-2-1 : ASSURER L'EFFICACITÉ, L'EFFICIENCE, L'INCLUSIVITÉ ET LA TRANSPARENCE DE LA GESTION BUDGÉTAIRE					
ACCÈS ACCRU DU PUBLIC AUX PRINCIPALES INFORMATIONS BUDGÉTAIRES					
INDICE SUR LE BUDGET OUVERT (IBO)	%	60	70	75	80
AUTONOMISATION ACCRUE DES ACTEURS DE LA CHAÎNE DES DEPENSES PUBLIQUES					
POURCENTAGE D'ACTEURS FORMÉS AYANT ACQUIS DES CONNAISSANCES SUFFISANTES RELATIVES A LEUR FONCTION BUDGÉTAIRE	%	100	100	100	100
AFFECTATION OPTIMISÉE DES RESSOURCES AU NIVEAU DES MINISTÈRES, INSTITUTIONS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX					
TAUX DE RÉALLOCATION DE CRÉDITS EN COURS D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	%	7	6	5	4
OS 114-2-2 : OPTIMISER LA GESTION DU PATRIMOINE DE L'ETAT					
TRACABILITÉ AMÉLIORÉE DES PATRIMOINES MATÉRIELS, MOBILIERS ET IMMOBILIERS DE L'ETAT					
TAUX DE TRACABILITÉ DES PATRIMOINES (POURCENTAGE DES RENSEIGNEMENTS SOMMAIRES SUR LE PATRIMOINE DE L'ETAT)	%	80	90	100	100
115-Gestion Fiscale					
OG 115-1 : AMÉLIORER LA MOBILISATION DES RECETTES FISCALES					
OS 115-1-1 : MAÎTRISE DE L'ASSIETTE FISCALE					
LA POPULATION FISCALE AUGMENTE ET RESPECTE LES OBLIGATIONS FISCALES					
TAUX DE DÉFAILLANCE GLOBALE (SRE)	%	7.5	7.5	5	5
TAUX D'AUGMENTATION DU NOMBRE DE CONTRIBUABLES	%	178	40	14	-
NOMBRES DE CONTRIBUABLES IMMATRICULÉS	NOMBRE	1250000	1750000	2000000	2250000
QUALITÉ DU CONTRÔLE FISCAL AVÉRÉE					
TAUX DE RECLAMATION CONTENTIEUSE EN BAISSE	%	25	20	15	10
AMÉLIORATION DU TAUX DE RECOUVREMENT DES RECETTES FISCALES DES CTD					
TAUX DE RECOUVREMENT MOYEN DES RECETTES FISCALES DES CTD	%	40	45	47	-
ARRIÉRÉS FISCAUX APURÉS					
TAUX D'APUREMENT DES RESTES À RECOUVRER	%	40	50	45	50

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
LES RÉSEAUX DE FRAUDEURS FISCAUX SONT DÉMANTELÉS					
NOMBRE DE DOSSIERS DE CONTRIBUABLES À RISQUES, OBJETS D'INVESTIGATION SUR PLACE	Nombre	60	80	120	100
CONTRIBUTION DU CONTRÔLE FISCAL DANS LA PRÉVISION DE RECETTES					
POURCENTAGE DES REDRESSEMENTS FISCAUX PAR RAPPORT À LA PRÉVISION DE RECETTES	%	1.5	2.5	4.5	4.5
OS 115-1-2 : AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE FISCALE					
MEILLEURE COMPRÉHENSION DES PROCÉDURES CONTENTIEUSES					
TAUX D'APPUI MÉTHODOLOGIQUE EN MATIÈRES DE CONTENTIEUX, DE RECouvreMENTS FORCÉS ET DE POURSUITES (CAS IST)	%	100	100	100	-
PRÉVISIONS DE CHAQUE BUREAU DE RECETTES OPTIMALES					
POURCENTAGE DE L'ÉCART ABSOLU DE PRÉVISION DE RECETTES	%	< 5%	< 5%	<5%	-
TEXTES FISCAUX MALGACHE CONFORMES AUX NORMES, RÈGLES ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ INTERNATIONALE					
NOMBRE DE TEXTES D'APPLICATION SIGNÉS OU DE DOCTRINE ADMINISTRATIVE ELABORÉE	NOMBRE	4	4	4	-
NOMBRE DE DISPOSITIONS FISCALES CREEES OU MODIFIEES DANS LE CGI	NOMBRE	3	3	3	-
POURCENTAGE DE DISPOSITIONS FISCALES MODIFIÉES	%	50	100	-	-
LE SAFI EST OPERATIONNEL					
NOMBRE D'UO OU LES MODULES E-HETRA DU SAFI SONT OPERATIONNELS	NOMBRE	10	10	113	119
LES PROCÉDURES DE CREATION D'ENTREPRISE (PERSONNE MORALES) RENOUVELLEMENT CREEES					
NOMBRE D'ENTREPRISE (PERSONNES MORALES) NOUVELLEMENT CREEES	Nombre	3500	1500	1750	2000
LES BESOINS STANDARDS DE RÉALISATION DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME SONT SATISFAITS					
DOTATION DES MOYENS MATÉRIELS PAR RAPPORT AUX BESOINS STANDARDS DES SERVICES	%	40	60	80	100
POURCENTAGE DES SITUATIONS TRAITÉES ET GÉRÉES A TEMPS DES AGENTS	%	100	100	100	100
RÉALISATION DES DEPENSES	%	100	100	100	100
LA COMPÉTENCE DES AGENTS EST ACCRUE					
NOMBRE D'AGENTS FORMÉS	Nombre	404	436	500	960
TRAITEMENT OPTIMUM DES CORRESPONDANCES					
TAUX D'APUREMENT DES CORRESPONDANCES REÇUES	%	95	95	95	95
UNITÉS OPÉRATIONNELLES PERFORMANTES					
NOMBRE D'AGENTS AYANT SIGNÉ UN CONTRAT DE PERFORMANCE INDIVIDUEL	NOMBRE	31	155	195	416
PROPORTION D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES AYANT ATTEINT LA NOTE SUPÉRIEURE OU ÉGALE AU SEUIL DE PERFORMANCE (600/1000)	%	85	85	85	85
UN DOCUMENT ANALYTIQUE CHIFFRÉ DES DÉPENSES FISCALES EST DISPONIBLE ET VALIDÉ					
PROPORTION DES MESURES DÉROGATOIRES ÉVALUÉES	%	35	40	45	45
DÉCISIONS RENDUES DANS LE DÉLAI EN RESPECT DE LA LEGISLATION EN VIGUEUR					
TAUX D'APUREMENT DES DOSSIERS	%	90	90	90	90
LA BASE DE DONNÉES DES ACTIFS ET DES INFORMELS EST MISE À JOUR					
NOMBRE CONTRIBUABLE NOUVELLEMENT FORMALISÉS	NOMBRE	30000	35000	40000	45000
TAUX DE FORMALISATION DES CONTRIBUABLES RECENSÉS DANS L'INFORMEL	%	40	50	60	-
LE SAFI EST OPÉRATIONNEL					
NOMBRE DUO OU LES MODULES E-HETRA DU SAFI SONT OPERATIONNELS	NOMBRE	10	113	119	-
OS 115-1-3 : PROMOUVOIR UN CADRE JURIDIQUE STABLE, ACCESSIBLE ET TRANSPARENT RELATIF AUX LOIS ET DISPOSITIONS FISCALES					
DES RENFORCEMENTS DE CAPACITÉ SUR LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA FISCALITÉ INTERNATIONALE SONT ASSURÉS					
NOMBRE D'INSPECTEURS MAÎTRISANT LE PRIX DE TRANSFERT, LES CONVENTIONS FISCALES, LE PROJET BEPS	Nombre	0	0	-	-
LA TRANSPARENCE DES TEXTES FISCAUX EST ASSURÉE					
DIMINUTION DES DOLÉANCES SUR LES THÈMES AYANT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE TEXTE LÉGISLATIF OU RÉGLEMENTAIRE	POURCENTAGE	0	0	-	-
LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS EST AMÉLIORÉ					
POURCENTAGE DE DOSSIERS TRAITÉS DANS LES DÉLAIS	POURCENTAGE	0	0	-	-
OS 115-1-4 : ASSURER DES SERVICES DE PROXIMITÉ DE QUALITÉ AUX USAGERS					
L'UNITÉ OPÉRATIONNELLE NE PRÉSENTE PAS DE DÉFAILLANT					
TAUX DE DÉFAILLANCE EN TVA ET IRSA	POURCENTAGE	0	0	-	-
LES ARRIÉRÉS FISCAUX SONT APURÉS					
TAUX D'APUREMENT DES RESTES À RECOURRER	POURCENTAGE	0	0	-	-
LES USAGERS SONT SATISFAITS DES SERVICES RENDUS(DGE)					
TAUX DE SATISFACTION DES USAGERS(DGE)	POURCENTAGE	0	0	-	-
OS 115-1-5 : ÉTABLIR UNE PRÉVISION DE RECETTES FISCALES PAR RAPPORT AUX AGRÉGATS MACROÉCONOMIQUES, ASSURER LA BONNE GESTION DE L'ENVELOPPE BUDGÉTAIRE ALLOUÉE À LA DGI ET RENFORCER LA COMPÉTENCE DES AGENTS					
LA COMPÉTENCE DES AGENTS EST ACCRUE					
NOMBRE AGENTS FORMÉS PAR THÉMATIQUE	NOMBRE	0	0	-	-
NOMBRE DE FORMATIONS DISPENSÉES	Nombre	0	0	-	-
LA PRÉVISION DE RFI EST RÉALISTE ET OBJECTIVE					
POURCENTAGE DES BUREAUX DE RECETTES FAISANT DES RÉCLAMATIONS	POURCENTAGE	0	0	-	-
LES DONNÉES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES À TEMPS RÉELS					
DÉLAI DE RÉPONSES	HEURE	0	0	-	-
LES FORMATIONS DISPENSÉES ONT DE RÉELLES FEED BACK					
NOMBRE DE FICHES DE SUIVI EXPLOITÉES	Nombre	0	0	-	-
LES RESSOURCES HUMAINES, FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES SONT BIEN GÉRÉES					
POURCENTAGE DES CRÉDITS SANS EMPLOIS PAR RAPPORT AUX CRÉDITS OUVERTS	POURCENTAGE	0	0	-	-
TAUX DE SATISFACTION DES BESOINS DES AGENTS ET DES SERVICES					
OS 115-1-6 : PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE ET LA MODERNISATION DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION FISCALE					
LES ENREGISTREMENTS D'ACTES SONT CONFORMES					
SIEA VULGARISÉ DANS LES CF	Oui	0	0	-	-
DES OUTILS ET RAPPORTS SERVANT DE TABLEAUX DE BORD POUR LES DÉCISIONS SONT DISPONIBLES					
NOMBRE DE TYPES DE TABLEAUX DE BORD, DISPONIBLES(FEC,SGMPF, PTA...)	Nombre	0	0	-	-
L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL ET D'ÉCHANGES AVEC LES CONTRIBUABLES EST AMÉLIORÉ					
PORTAIL DES APPLICATIONS EN LIGNE	Oui	0	0	-	-
L'INTÉGRITÉ DES AGENTS EST PROMUÉE					
NOMBRE D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES, OBJET D'INSPECTION	Nombre	0	0	-	-
LA QUALITÉ DES CONTRÔLES EST ASSURÉE					
LE NOMBRE DE RÉCLAMATION EST RÉDUITE					
APPLICATION OPÉRATIONNELLE	Oui	0	0	-	-
LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOLÉANCES EST OPTIMISÉ					
LOGICIEL DE SUIVI DES APPELS OPÉRATIONNEL	Oui	0	0	-	-
NUMÉRO DE TÉLÉPHONE CALLCENTER DISPONIBLE					
LE NIVEAU DE SATISFACTION DES USAGERS EST ÉVALUÉ					
NOMBRE DE BUREAUX DE RECETTES AUPRÈS DESQUELS L'ENQUÊTE DE SATISFACTION EST OPÉRATIONNELLE	Nombre	0	0	-	-
LES DÉCLARATIONS FISCALES SONT NORMALISÉES					
APPLICATION OPÉRATIONNELLE	Oui	0	0	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 115-1-7: RENFORCER LA PRÉSENCE DE L'ADMINISTRATION FISCALE PAR LE BIAIS DU CONTRÔLE FISCAL					
LES RÉSEAUX DE FRAUDEURS FISCAUX SONT DÉMANTÉLÉS					
NOMBRE DE DOSSIERS DE CONTRIBUABLES À RISQUES, OBJETS D'INVESTIGATION SUR PLACE	Nombre	0	0	-	-
LA QUALITÉ DES VÉRIFICATIONS DE LA DGI EST ASSURÉE PAR LES ACTEURS CONCERNÉS					
POURCENTAGE DE VÉRIFICATIONS VALIDÉES	POURCENTAGE	0	0	-	-
LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DEMANDES DE REMBOURSEMENT DE CRÉDIT DE TVA, PAR CATÉGORIE EST RESPECTÉ: CATÉGORIE VERTE (15 JOURS); CATÉGORIE JAUNE (40 JOURS) ET CATÉGORIE ROUGE (60 JOURS)					
POURCENTAGE DE DOSSIERS TRAITÉS DANS LE DÉLAI	POURCENTAGE	0	0	-	-
116-Douanes					
OG 116-1: ACCROÎTRE LES RECETTES DOUANIÈRES					
OS 116-1-1: RENFORCER LES SYSTÈMES ET PROCÉDURES DOUANIERS POUR UNE MOBILISATION OPTIMISÉE DES RECETTES					
Mécanismes de recouvrement et de lutte contre la fraude développés					
Taux de réalisation de l'objectif des recettes annuelles	%	100	100	100	100
Procédures de dédouanement renforcées					
Nombre de module de SYDONIA World implémenté	NOMBRE	16	-	-	-
Nombre de bureaux appliquant les procédures de dédouanement dématérialisées	NOMBRE	0	0	-	-
OS 116-1-2: FACILITER ET SÉCURISER LES ÉCHANGES					
Echanges facilités et sécurisés					
Taux de réalisation des activités inhérentes à la facilitation et sécurisation des échanges	%	0	0	-	-
Taux de réduction du délai de dédouanement	%	10	-	-	-
OS 116-1-3: OPTIMISER LES SOUTIENS DES SERVICES OPERATIONNELS					
Appuis nécessaires pour les services opérationnels de la Direction Générale des Douanes					
Mise à disposition des appuis nécessaires	%	0	0	-	-
Taux de mise à disposition des appuis nécessaires	%	100	100	-	-
OS 116-1-4: OPTIMISER LES SOUTIENS DES SERVICES OPÉRATIONNELS					
APPUIS NÉCESSAIRES POUR LES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA DGD MISE À DISPOSITION					
TAUX DE MISE À DISPOSITION DES APPUIS NÉCESSAIRES	%	100	100	-	-
117-Trésor					
OG 117-1: ASSURER UNE BONNE GOUVERNANCE FINANCIÈRE DANS LA CONDUITE DE LA POLITIQUE FINANCIÈRE DE L'ÉTAT ET DANS LA GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DES ORGANISMES PUBLICS					
OS 117-1-1: ASSURER LA SÉCURISATION DES FONDS, TITRES ET VALEURS PUBLICS					
MOYEN DE RÉGLEMENT DES DÉPENSES PUBLIQUES MODERNISÉS					
Part des dépenses dont paiement dématérialisé	%	77,97	80	82	82
SÉCURISATION DES SITES DE CONSERVATION DES FONDS AMÉLIORÉE					
Pourcentage des Postes Comptables Conforme aux normes d'hygiène, de sécurisation et de conservation des fonds publics	%	61,98	61,98	64,46	65,29
ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES DE PROXIMITÉ AMÉLIORÉE					
Niveau d'extension de la couverture des Ministères	%	16,99	24,61	25,96	28,06
Niveau d'extension de la couverture des Communes	%	8,56	8,56	8,56	8,56
GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES DES AGENTS AMÉLIORÉE					
Pourcentage des agents du Trésor de corps spécifique	%	29,71	30,55	32,78	33,85
OS 117-1-2: RENFORCER LA GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DES ORGANISMES PUBLICS ET DES SOCIÉTÉS À PARTICIPATION PUBLIQUE					
TRANSPARENCE ET MISE AUX NORMES DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES RENFORCÉES					
Régularité et respect des délais pour la production de compte de gestion des CTD	%	100	100	100	100
Régularité et respect des délais pour la production de la loi de règlement	ANNÉE	-	2021	2022	2023
Délais des rapports d'exécution budgétaire (OGT) produits en cours d'année	JOURS	52,83	60	60	60
Régularité et respect des délais pour la production de compte de gestion de l'EPN	%	100	95	95	95
Régularité et respect des délais pour la production de compte de gestion de l'Etat	%	81,81	100	100	100
GESTION DE LA TRÉSORERIE OPTIMISÉE					
Rapport entre remboursement Capital et Tirage des BTA et BTf	%	<1	<1	<1	<1
APPUI À LA RÉALISATION DE LA MISSION DE LA DGT AMÉLIORÉ					
Taux d'exécution budgétaire du service administratif et financier	%	88	100	100	100
GESTION DE LA DETTE AMÉLIORÉE					
Respect des échéances de paiement du service de la dette	%	100	100	100	100
Niveau d'endettement du Gouvernement Central	Ariary	Plafond d'endettement nt LF 2022	Plafond d'endettement nt LF 2023	Plafond d'endettement nt LF 2024	Plafond d'endettement nt LF 2025
GOUVERNANCE DANS LA GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE DES FONDS PUBLICS AMÉLIORÉE					
Niveau de prévalence des détournements du réseau comptable direct du Trésor	%	<3	<3	<3	<3
NIVEAU D'EXTENSION DU CHAMP DE CONTRÔLE AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET RÉGIES NON ENCORE CONTRÔLÉS					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales incombant au Trésor Public	%	45	60	65	70
Taux d'amélioration de la gestion du portefeuille de l'Etat	%	100	100	100	100
Taux de suivi des dossiers juridiques et contentieux en matière budgétaire et comptable	%	20	20	20	20
Taux de régularisation des dossiers d'arriérés de paiement éligibles	%	100	100	100	100
OS 117-1-3: DÉVELOPPER LES SERVICES FINANCIERS					
EXPANSION DU SECTEUR FINANCIER					
Taux de contribution à la mise en œuvre de la politique et des projets liés au secteur financier	%	40	40	45	45
ACCÈS DE LA POPULATION AUX SERVICES FINANCIERS DE PROXIMITÉ AMÉLIORÉ					
Nombre de points d'accès pour 10 000 adultes au niveau national	%	ND	130,5	148,5	166,5
OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE CHANGE POUR LES OPÉRATIONS EN CAPITAL ET COURANTES OBSERVÉES					
Taux de régularité des opérations en capital et financières, exportations et importations	%	>90	>85	>90	>90
FIABILITÉ ACCRU DU SYSTÈME DE CONTRÔLE MIS EN ŒUVRE AU NIVEAU DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET DES ENS					
Niveau de contrôle des organismes sous tutelle du MEF	%	60	60	60	60
129-Contrôle Budgétaire et Financière					
OG 129-1: RENFORCER LE CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES					
OS 129-1-1: ALLÉGER LE CONTRÔLE A PRIORI					
ORDONNATEURS FORMÉS EN VUE DE RENFORCEMENT DE LEURS CAPACITÉS					
NOMBRE DE SÉANCES DE FORMATIONS DES ORDSEC EFFECTUÉES	Nombre	3	3	-	-
CONTRÔLE A PRIORI RENDU PLUS EFFICACE					
TAUX DE REJET	%	3	2	-	-
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS SUPÉRIEUR A 5 JOURS	%	3	3	-	-
OS 129-1-2: RENFORCER LES CONTRÔLES A POSTERIORI					
AUDIT DES PROCÉDURES DE CHED RENFORCÉ					
TAUX DE COUVERTURE DE CONTRÔLE PAR LE CONTRÔLE FINANCIER DES CREDITS MANDATES	%	30	30	-	-
TAUX D'INFRACTION/FAUTES DE GESTION CONSTATÉES PAR LE CONTRÔLE FINANCIER PAR RAPPORT AUX CREDITS MANDATES CONTRÔLÉS	%	6	6	-	-
CONTRÔLE À POSTERIORI DEVENU SYSTÉMATIQUE					
TAUX DE COUVERTURE DE CONTRÔLE PAR LE CONTRÔLE FINANCIER DES CREDITS MANDATES	%	30	30	-	-
TAUX DE DÉTOURNEMENT DES DENIERS PUBLICS CONSTATÉS PAR LE CONTRÔLE FINANCIER PAR RAPPORT AUX CREDITS MANDATES CONTRÔLÉS	%	6	6	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
130-Gestion Financière du Personnel de l'Etat					
OG 130-1 : RENFORCER LA GOUVERNANCE FINANCIERE ET BUDGETAIRE DU PERSONNEL DE L'ETAT					
OS 130-1-1 : RENFORCER LE MÉCANISME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DES EFFECTIFS DES AGENS DE L'ETAT					
PREVISION DE LA MASSE SALARIALE FIABLE					
Taux de réalisation par rapport à la prévision de la masse salariale	%	100	100	-	-
OS 130-1-2 : OPTIMISER LA GESTION FINANCIÈRE DU PERSONNEL DE L'ETAT					
DÉFICIT DES CAISSES DE RETRAITE RÉDUIT					
Taux de recouvrement de cotisations sociales	%	80	80	-	-
AGENTS PLUS PERFORMANTS					
Taux des dossiers rejetés et en instance	%	15	10	-	-
DEPENSES DE SOLDE EXECUTEES DE MANIÈRE OPTIMALE					
Taux d'exécution crédit de soldes	%	100	100	-	-
OS 130-1-3 : AMÉLIORER LE CADRE ORGANISATIONNEL, PHYSIQUE, LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE DE LA GESTION FINANCIÈRE DU PERSONNEL DE L'ETAT					
GESTION FINANCIÈRE DU PERSONNEL DE L'ETAT MODERNE					
Nombre de réformes initiées & réalisées	NOMBRE	3	3	-	-
OG 130-2 : -- RENDRE PERFORMANT LA GESTION FINANCIERE DU PERSONNEL DE L'ETATSaisir un objectif global --					
OS 130-2-1 : -- RENFORCER L'EFFICIENCE ET LA QUALITE DE LA GESTION FINANCIERE DU PERSONNEL DE L'ETAT --					
DÉFICIT DES CAISSES DE RETRAITE DES AGENTS DE L'ETAT RÉDUIT					
RATIO COTISANTS/RETRAITES	Ratio	1,9	2,3	2,5	2,6
RATIONALISATION ACCRUE DE LA GESTION DE LA MASSE SALARIALE					
INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DE LA PERFORMANCE DES AGENTS DE L'ETAT	NOMBRE	8	9	9,5	10
EFFECTIVITE ACCRUE DES PRESTATIONS DE SERVICE EN MATIERE DE SOLDE ET DE PENSIONS					
Taux de services rendus atteignant le standard de qualité de service	%	90	100	100	100
803-Action sociale et développement					
OG 803-1 : CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LES APPUIS TRANSVERSAUX AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL					
OS 803-1-1 : AMÉLIORER LE NIVEAU DE REVENU DES COUCHES VULNÉRABLES ET RESTAURER DES INFRASTRUCTURES SOCIALES D'UTILITÉ PUBLIQUE					
CONDITION DE VIE DE LA POPULATION AMÉLIORÉE					
Nombre de projets réalisés	Nombre	55	63	-	-
OS 803-1-2 : AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES LOCALES ET LA CONCERTATION AU NIVEAU DES COMMUNES					
INFRASTRUCTURES PUBLIQUES (ROUTIÈRES, ÉCONOMIQUES, SOCIALES, HYDRAULIQUES) CONTRUITES OU RÉHABILITÉES					
Nombre d'infrastructures publiques réalisées	Nombre	4	5	-	-
290-PILOTAGE DE L'ECONOMIE					
014-Administration et Coordination					
OG 014-1 : PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE PERFORMANTE ET EFFICIENTE					
OS 014-1-1 : ASSURER LE PILOTAGE MINISTÉRIEL ET LE PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT ET À LA RECONSTRUCTION DE L'ECONOMIE					
COORDINATION EFFICACE DES SERVICES DÉCONCENTRÉS					
Taux de réalisation des PTA	TAUX	0	0	-	-
PILOTAGE MINISTÉRIEL PERFORMANT					
Taux de suivi de la mise en œuvre du PTA et du PASP	TAUX	0	0	-	-
OS 014-1-2 : RENFORCER L'UTILISATION DES MOYENS EN VUE D'UNE COORDINATION EFFECTIVE DU MINISTÈRE					
LA GESTION DE LA PASSATION DES MARCHÉS EST AMÉLIORÉE ET TRANSPARENTE					
Taux d'exécution du plan de passation des marchés	TAUX	0	0	-	-
CADRE JURIDIQUE DU MINISTÈRE ASSURÉ					
Taux de réalisation	TAUX	0	0	-	-
LE PATRIMOINE DU MEP VALORISÉ ET GÉRÉ RATIONNELLEMENT					
Pourcentage des structures restaurées et sauvegardées	TAUX	0	0	-	-
LES RESSOURCES FINANCIÈRES GÉRÉES À BON ESCIENT					
Taux d'exécution budgétaire	TAUX	0	0	-	-
STRUCTURES RGPH OPÉRATIONNELLES					
Taux de réalisation des infrastructures programmées	TAUX	0	0	-	-
SUIVI SANITAIRES DES MOYENS HUMAINS RENFORCÉ					
Taux de réalisation	TAUX	0	0	-	-
SYSTÈME D'INFORMATION OPÉRATIONNEL					
Taux de satisfaction des usagers	TAUX	0	0	-	-
SYSTÈME DE GRH MODERNE ET PERFORMANT					
Taux d'effectivité de la modernisation du système de GRH	TAUX	0	0	-	-
OG 014-2 : ASSURER LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES DU MINISTÈRE					
OS 014-2-1 : Gérer de manière optimale la masse salariale					
Rémunération du personnel honorée à temps					
Taux d'exécution des dépenses de solde	%	100	100	-	-
604-Economie					
OG 604-1 : Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au Département Economie et Plan en vue de réalisation de sa mission					
OS 604-1-1 : GÉRER RATIONNELLEMENT ET EFFICACEMENT LES RESSOURCES					
PILOTAGE BUDGETAIRE PERFORMANT					
Taux d'exécution budgétaire	POURCENTAGE	0	0	0	0
Pourcentage de la mise en œuvre du processus CDMT	POURCENTAGE	0	0	0	0
Nombre de séances de renforcement de capacités et de sensibilisation des acteurs budgétaires	NOMBRE	2	0	0	0
Budget programme du Département Economie et Plan élaboré	NOMBRE	0	0	0	0
Pourcentage des projets (PIP) exécutés	POURCENTAGE	95	0	0	0
Document de CDMT de la DGEF mis à jour, cadré et cohérent	(%)	0	0	0	-
MOYENS MATÉRIELS ET HUMAINS RENFORCÉS ET PATRIMOINES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE VALORISÉS					
Nombre de journées informatives sur les droits et obligations des agents de l'Etat au niveau des SREP organisées	NOMBRE	0	0	0	-
Taux d'actes réglementaires établis, finalisés et mandatés	POURCENTAGE	100	0	0	0
Pourcentage des matériels et patrimoines restaurés et sauvegardés	POURCENTAGE	0	0	0	0
Nombre de bâtiment administratif réhabilité et équipé	NOMBRE	10	0	0	0
Pourcentage des outils GPEEC informatisés et opérationnels	POURCENTAGE	0	0	0	-
Pourcentage de rénovation et d'entretien du parc de véhicules réalisés	POURCENTAGE	0	0	0	-
Taux de réalisation du suivi sanitaire des agents	POURCENTAGE	0	0	0	-
Nombre de séances de renforcement de capacités managériales et techniques des agents de la DGEF réalisées	NOMBRE	0	0	0	0
Nombre de séances d'information et de formation réalisées en LOLF et CDMT	NOMBRE	0	0	0	-
GESTION DE PASSATION DE MARCHÉS TRANSPARENTE					
Pourcentage de convention conclue	POURCENTAGE	0	0	0	0
Taux d'exécution du Plan de Passation des Marchés (PPM)	POURCENTAGE	100	0	0	0

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
SYSTÈME D'INFORMATION OPÉRATIONNEL					
Taux des informations pertinentes et des documents mises en ligne	TAUX	100	0	0	0
		100%	0	0	0
Pourcentage d'opérationnalisation du standard de service public au sein du Département Economie et Plan	POURCENTAGE	75	0	0	0
Nombre de matériels de communication et d'information acquis	NOMBRE	0	0	0	0
Taux de satisfaction des usagers sur le site web	POURCENTAGE	0	0	0	0
OG 604-2 : RÉHABILITER L'ADMINISTRATION, INSTAURER L'AUTORITÉ DE L'ETAT ET ASSURER LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE ET AUGMENTER L'ESPACE BUDGÉTAIRE					
OS 604-2-1 : RENFORCER LE SYSTÈME STATISTIQUE					
INFORMATIONS ET DONNÉES À JOUR ET FIABLES MISES À DISPOSITION DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT					
POURCENTAGE DE MISE EN ŒUVRE DE LA LOI SUR LES STATISTIQUES	POURCENTAGE	50	0	0	0
NOMBRE ENQUÊTES STATISTIQUES EFFECTUÉES	NOMBRE	4	0	0	0
NOMBRE D'ATELIERS DE DISSEMINATION DES RESULTATS DU RGPH ET DE L'ENQUETE MICS REALISES	NOMBRE	5	0	0	0
NOMBRE DE VEILLES INFORMATIONNELLES STATISTIQUES EFFECTUÉES	NOMBRE	2	0	0	0
MISE À DISPOSITION DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT D'INFORMATION ET DE DONNÉES À JOUR ET FIABLES ASSURÉ					
NOMBRE DE RAPPORTS D'ENQUÊTES STATISTIQUES DISPONIBLES	Nombre	0	0	0	0
OS 604-2-2 : DÉVELOPPER DES POLITIQUES PUBLIQUES ORIENTÉES VERS L'EFFICACITÉ, L'EFFICIENCE ET L'ÉQUITÉ ET ASSURER LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE ET AUGMENTER L'ESPACE BUDGÉTAIRE					
OUTILS ET MÉCANISMES D'ÉCLAIRAGE ET DE CADRAGE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE CONÇUS ET DISPONIBLES					
RAPPORT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	0
NOMBRE DE CADRAGES MACROÉCONOMIQUES À MOYEN TERME ELABORES	NOMBRE	2	0	0	0
TAUX DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE	POURCENTAGE	5.5	0	0	0
NOMBRE D'ÉTUDES SPÉCIFIQUES SELON LE BESOIN DE L'ÉCONOMIE	NOMBRE	0	0	0	0
NOMBRE D'ÉTUDES EFFECTUÉES ET DISSEMINÉES	NOMBRE	10	0	0	0
NOMBRE D'OUTILS D'ANALYSE ÉCONOMIQUE DISPONIBLES ET OPÉRATIONNELS	Nombre	0	0	0	0
NOMBRE D'ATELIERS DE CONCERTATION AVEC L'ETAT ET LE SECTEUR PRIVÉ	NOMBRE	0	0	0	0
NOMBRE D'ÉTUDES ET ANALYSES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DISPONIBLES	NOMBRE	2	0	0	0
NOMBRE DE NOTES DE CONJONCTURE ELABOREES	NOMBRE	3	0	0	0
NOMBRE DE MODÈLES MACROÉCONOMIQUES ELABORES	NOMBRE	1	0	0	0
NOMBRE DE NOTES DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES OU « POLICY BRIEFS ELABOREES	NOMBRE	0	0	0	0
OUTILS D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT ÉLABORÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES MOBILISÉES					
NOMBRE D'OUTILS DE POLITIQUE PUBLIQUES DISPONIBLES	Nombre	0	0	0	-
OS 604-2-3 : ASSURER LA COORDINATION DE LA COOPÉRATION ET LE SUIVI-ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT POLITIQUE, STRATÉGIES ET MÉCANISMES POUR LA COORDINATION DE LA COOPÉRATION AVEC LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS ET LES AUTRES PARTIES PRENANTES DÉVELOPPÉS					
POURCENTAGE DE MISE EN COHÉRENCE DE LA POLITIQUE DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT COORDONNÉE	POURCENTAGE	0	0	0	-
NOMBRE D'ÉTUDES SUR L'INDICE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL EFFECTUÉES	NOMBRE	0	0	0	-
NOMBRE DE PROGRAMMES DE COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES COORDONNÉS	NOMBRE	5	0	0	-
RAPPORT SUR LA COOPÉRATION AU DEVELOPPEMENT DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
NOMBRE DE DOCUMENTS DE POLITIQUES ET STRATÉGIES DISPONIBLE	Nombre	0	0	0	-
POLITIQUE NATIONALE SUR LA COOPERATION DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	0
NOMBRE DE PROGRAMMES DE COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES COORDONNÉ	NOMBRE	0	0	0	-
POLITIQUE NATIONALE SUR LA COOPÉRATION EXTÉRIEURE DISPONIBLE	NOMBRE	0	0	0	-
SYSTÈME NATIONAL INTÉGRÉ DE SUIVI-EVALUATION (SNISE) DISPOSANT DES INFORMATIONS FIABLES ET SUIVANT L'APPROCHE DE GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS (GAR), OPÉRATIONNEL À TOUS LES NIVEAUX					
NOMBRE DE RAPPORT DISPONIBLE POUR LE SYSTÈME NATIONAL INTÉGRÉ DE SUIVI EVALUATION (SNISE)	Nombre	0	0	0	0
OG 604-3 : CONCEVOIR, PILOTER ET ANALYSER LA POLITIQUE DE L'ETAT EN MATIÈRE DE GESTION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES					
OS 604-3-1 : DÉFINIR LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE					
OUTILS ET MÉCANISMES D'ÉCLAIRAGE ET DE CADRAGE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE CONÇUS ET DISPONIBLES					
NOMBRE D'ÉTUDES EFFECTUÉES	NOMBRE	0	2	2	2
NOMBRE DE NOTES DE CONJONCTURE PUBLIÉES	NOMBRE	0	3	3	3
NOMBRE DE RAPPORT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER PUBLIE	NOMBRE	0	1	1	1
NOMBRE DE LETTRES DE CADRAGE DE LA LOI DE FINANCES ELABOREES	NOMBRE	0	2	2	2
NOMBRE DE MODELES MACROECONOMIQUES OPERATIONNELS	NOMBRE	0	1	1	1
TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE OPERATIONNEL	NOMBRE	0	40	80	100
NOMBRE DE CADRAGES MACROECONOMIQUES ELABORES	NOMBRE	0	2	2	2
OG 604-4 : PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE ET L'ETAT DE DROIT					
OS 604-4-1 : GERER RATIONNELLEMENT ET EFFICACEMENT LES RESSOURCES					
GESTION COHERENTE ET EFFICIENTE DES ALLOCATIONS DES RESSOURCES					
Pourcentage de la mise en œuvre du processus CDMT	%	0	100	100	100
POURCENTAGE DES MATERIELS ET PATRIMOINES RESTAURES ET SAUVEGARDES	%	0	95	98	100
TAUX D'INFORMATIONS PERTINENTES ET DES DOCUMENTS MIS EN LIGNE	%	0	100	100	100
TAUX D'ACTES REGLEMENTAIRES ETABLIS, FINALISES ET MANDATES	%	0	100	100	100
NOMBRE DE SEANCES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES ET DE SENSIBILISATION DES ACTEURS EFFECTUES	NOMBRE	0	2	3	4
TAUX D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES (PPM)	%	0	100	100	100
612-Planification					
OG 612-1 : PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE PERFORMANTE ET EFFICIENTE					
OS 612-1-1 : RENFORCER LA PLANIFICATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL À CARACTÈRE INCLUSIF ET DURABLE À TOUS LES NIVEAUX					
LES CADRES DE PLANIFICATION DE DÉVELOPPEMENT À MOYEN ET LONG TERME SONT INCLUSIFS ET DURABLES					
POURCENTAGE DE REALISATION DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA « VISION MADAGASCAR 2045» DISPONIBLE	NOMBRE	0	0	0	-
PEM INTEGRANT LES DIMENSIONS POPULATION/GENRE	NOMBRE	0	0	0	-
POURCENTAGE DE REALISATION DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DES ODD ET DE L'AGENDA 2063	POURCENTAGE	50	0	0	-
PTA DE LA PLANIFICATION DE DÉVELOPPEMENT, SECTEUR PRIVÉ ET EMPLOI (PDSPE) DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
RAPPORT NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
PLAN EMERGENCE MADAGASCAR ET PLAN DE MISE EN ŒUVRE ELABORE	NOMBRE	1	0	0	-
PEM INTEGRANT LA DIMENSION "CAPITAL NATUREL"	NOMBRE	0	0	0	-
PLAN DE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME INTÉGRANT LES DIMENSIONS TRANSVERSALES DISPONIBLES	Nombre	0	0	0	-
POURCENTAGE DE MISE EN ŒUVRE DU PTA DE LA PLANIFICATION DE DÉVELOPPEMENT, SECTEUR PRIVÉ ET EMPLOI (PDSPE)	%	100	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS SUR L'EXAMEN SUR LA STRATÉGIE FAIM ZERO A MADAGASCAR REALISES	NOMBRE	0	0	0	-
PLAN EMERGENCE MADAGASCAR INTEGRANT LES DIMENSIONS TRANSVERSALES	NOMBRE	0	0	0	-
LES CADRES DE PLANIFICATION NATIONAUX, SECTORIELS ET RÉGIONAUX SONT EN SYNERGIE					
ODD, PEM ET PMO ARTICULES AUX POLITIQUES SECTORIELLES ET RÉGIONALES	POURCENTAGE	0	0	0	-
NOMBRE DE REGIONS AYANT MIS A JOUR LEURS MONOGRAPHIES REGIONALES	NOMBRE	22	0	0	-
NOMBRE DE SEANCES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DES ACTEURS EN MATIÈRE DE PLANIFICATION	NOMBRE	2	0	0	-
PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE MOBILISATION DE RESSOURCES INTERIEURES ELABORE ET ACTUALISE	NOMBRE	0	0	0	-
POURCENTAGE D'OPERATIONNALISATION DE LA BASE DE DONNÉES CENTRALISÉE DES POLITIQUES SECTORIELLES ET RÉGIONALES	POURCENTAGE	50	0	0	-
PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE MOBILISATION DE RESSOURCES INTERIEURES ELABORE	NOMBRE	1	0	0	-
NOMBRE DE NOTES D'ANALYSE SUR LA SYNERGIE SECTORIELLE ET RÉGIONALE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ÉLABORÉES	Nombre	4	0	0	-
NOMBRE DE REGIONS DISPOSANT DE PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT	NOMBRE	15	0	0	-
NOMBRE DE SEANCES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DES ACTEURS EN MATIÈRE DE PLANIFICATION ET DE MISE À JOUR DES MONOGRAPHIES RÉGIONALES	NOMBRE	0	0	0	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN EMERGENCE MADAGASCAR EST RENFORCÉE					
POURCENTAGE DE REALISATION DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE L'INDICE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	POURCENTAGE	0	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS DE DISSÉMINATION DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE (PMO) RÉGIONALISÉ DU PEM AU NIVEAU DES RÉGIONS	NOMBRE	15	0	0	-
POURCENTAGE DE PIP COHERENTS AVEC LE PEM	POURCENTAGE	0	0	0	-
OS 612-1-2 : ASSURER LE SUIVI-ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT					
SYSTÈME NATIONAL INTÉGRÉ DE SUIVI-EVALUATION (SNISE) DISPOSANT DES INFORMATIONS FIAIBLES ET SUIVANT L'APPROCHE DE GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS (GAR), OPÉRATONNEL À TOUS LES NIVEAUX					
POLITIQUE NATIONALE DE L'EVALUATION ET PLAN DE MISE EN ŒUVRE (PNEVAL) DISPONIBLES	NOMBRE	1	0	0	-
TAUX DE REALISATION PHYSIQUE DU PROGRAMME SECTORIEL DE LA DGEP	POURCENTAGE	0	0	0	-
RAPPORT DE SUIVI EVALUATION DES PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
RAPPORT DE SUIVI DE L'AGENDA 2063 DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
RAPPORT DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
POURCENTAGE DES INDICATEURS DE SUIVI BUDGÉTAIRE HARMONISÉS AVEC LES INDICATEURS DU SNISE	POURCENTAGE	0	0	0	-
DOCUMENT DE POLITIQUE NATIONALE DE L'EVALUATION ET PLAN DE MISE EN ŒUVRE (PNEVAL) DISPONIBLES/NOMBRE	NOMBRE	0	0	0	-
RAPPORT DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
POURCENTAGE D'OPERATIONNALISATION DE LA BASE DE DONNÉES DU SNISE	POURCENTAGE	50	0	0	-
RAPPORT DE MISSIONS DE SUIVI DES PROGRAMMES D'URGENCE ÉTABLIS	NOMBRE	0	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS DE SUIVI DU PORTEFEUILLE DES PROJETS RÉALISÉS	NOMBRE	4	0	0	-
NOMBRE DE RAPPORTS DE MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS RÉGIONALES ÉLABORÉS	NOMBRE	22	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉ DE TOUS LES ACTEURS EN SUIVI -ÉVALUATION	NOMBRE	4	0	0	-
OS 612-1-3 : Réhabiliter l'administration, Instaurer l'autorité de l'Etat et assurer la stabilité macroéconomique et augmenter l'espace budgétaire					
La transition démographique est cernée dans le temps et dans l'espace					
NOMBRE DE TABLES RONDE DES ACTEURS (MINISTÈRES, SOCIÉTÉ CIVILE, SECTEUR PRIVÉ, PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS) ORGANISÉS	NOMBRE	0	0	0	-
NOMBRE D'EXPERTS EN MODÈLES ET PROJECTIONS DÉMOGRAPHIQUES RECRUTÉ	NOMBRE	0	0	0	-
Le Dividende Démographique est paramétré dans la planification sectorielle					
FEUILLE DE ROUTE DE LA DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE DISPONIBLE	NOMBRE	1	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS DE SENSIBILISATION ET DE VALIDATION SUR LA DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE RÉALISÉS	NOMBRE	0	0	0	-
NOMBRE D'ATELIERS DE SENSIBILISATION ET DE VALIDATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE SUR LA DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE RÉALISÉS	NOMBRE	10	0	0	-
OG 612-2 : PLANIFIER, COORDONNER ET SUIVRE LES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT DU PAYS À MOYEN ET LONG TERME À TOUS LES NIVEAUX : NATIONAL, SECTORIEL, RÉGIONAL ET LOCAL					
OS 612-2-1 : CONCEVOIR, DÉVELOPPER ET METTRE EN ŒUVRE LES MÉTHODOLOGIES, MÉCANISMES ET OUTILS DE PLANIFICATION ET DE SUIVI ÉVALUATION					
PLAN STRATÉGIQUE, PRD, PCD, POLITIQUES ET STRATÉGIES SECTORIELLES PLANIFIÉS, SUIVIS ET ÉVALUÉS					
NOMBRE D'ÉTUDES EFFECTUÉES	NOMBRE	0	2	2	2
POURCENTAGE D'OPERATIONNALISATION DE LA BASE DE DONNÉES DU SNISE	%	0	50	100	100
POURCENTAGE DES ACTIVITÉS COORDONNÉES ET RÉALISÉES SUR LA CIPD	%	0	25	50	75
POURCENTAGE DES PIP ANALYSES ET PRIORISÉS	%	0	100	100	100
NOMBRE DE RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES ET DES PRIORITÉS RÉGIONALES PUBLIÉS	NOMBRE	0	23	23	23
NOMBRE DE SÉANCES DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS EN SUIVI EVALUATION EFFECTUÉES	NOMBRE	0	7	10	10
POURCENTAGE DE NOTES TECHNIQUES DES POLITIQUES SECTORIELLES ANALYSÉES	%	0	25	50	75
RAPPORT SUR LE PLAN D'ACTIONS D'ISTANBUL PUBLIÉ	NOMBRE	0	1	1	1
POURCENTAGE DE RÉGIONS DISPOSANT DU MANUEL D'UTILISATION DE LA BASE DE DONNÉES DU SNISE	%	0	50	100	100
NOMBRE DE REVUES DE PORTEFEUILLE DES PROJETS EFFECTUÉES	NOMBRE	0	5	5	5
NOMBRE DE PRD/PCD ÉLABORÉS	NOMBRE	0	5	5	5
POURCENTAGE DES MONOGRAPHIES RÉGIONALES MISES À JOURS	%	0	25	50	75
POURCENTAGE DES ACTIVITÉS COORDONNÉES ET RÉALISÉES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FRDD	%	0	25	50	75
RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN PUBLIÉ	NOMBRE	0	1	1	1
TABLEAU DE BORD DU SUIVI DU PEM SUD DISPONIBLE	NOMBRE	0	4	4	4
NOMBRE DE RAPPORT SUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PUBLIÉ	NOMBRE	0	1	1	1
POURCENTAGE DE PIPS ET POLITIQUES SECTORIELLES INTÉGRÉES DANS LA BASE DE DONNÉES	%	0	25	50	75
NOMBRE DE DOCUMENTS DE PLANIFICATIONS ÉLABORÉS	NOMBRE	0	3	3	3
NOMBRE D'ÉVALUATIONS MENEES	NOMBRE	0	2	3	4
NOMBRE DE POLITIQUES SECTORIELLES ET RÉGIONALES COORDONNÉES	NOMBRE	0	5	5	5
RAPPORT SUR LE SUIVI DE LA SGIP DISPONIBLE	NOMBRE	0	1	1	1
MATRICES CPIA DISPONIBLES	NOMBRE	0	1	1	1
MISE À JOUR DES FICHES TECHNIQUES DE COOPÉRATION EFFECTUÉE	%	0	100	100	100
GUIDE DE SUIVI EVALUATION DISPONIBLE	NOMBRE	0	1	1	1
POURCENTAGE DES POLITIQUES SECTORIELLES ET RÉGIONALES APPUYÉES	%	0	25	50	75
POLITIQUE NATIONALE DE L'EVALUATION MISE EN ŒUVRE	NOMBRE	0	1	1	1
NOMBRE DE MÉCANISMES ET D'OUTILS DE PLANIFICATION ET SUIVI EVALUATION DISPONIBLE	NOMBRE	0	3	3	3
PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DES ODD, DE L'AGENDA 2063 RÉALISÉS	%	0	75	100	100

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
32-MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES					
310-TRAVAIL ET LOIS SOCIALES					
824-Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail					
OG 824-2 : CONTRIBUER À LA PROMOTION DU TRAVAIL DÉCENT					
OS 824-2-1 : INTENSIFIER LES ACTIONS RELATIVES À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS FONDAMENTALES DES TRAVAILLEURS VULNÉRABLES					
MÉCANISME DE PROMOTION DES ACTIVITÉS INFORMELLES VERS CELLES DES FORMELLES EFFECTIF					
Pourcentage des activités informelles recensées transformées en activités formelles	%	19	26	42	42
VISIBILITÉ DE LA PROMOTION DU TRAVAIL DÉCENT AMÉLIORÉE					
Augmentation de travailleurs en relation avec les entités oeuvrant sur la promotion du travail décent	%	15	18	20	20
OS 824-2-2 : ASSURER LA COORDINATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DÉCENT 2015-2019					
PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DECENT 2015-2019 EVALUE					
rapport d'évaluation du PPTD disponible	Nombre	0	-	-	-
PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DECENT 2020-2024 ELABORE					
Nombre de documents PPTD 2020-2024 édités	Nombre	0	-	-	-
PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DECENT 2020-2024 MIS EN ŒUVRE					
Nombre des missions de suivi	Nombre	0	-	-	-
PROMOTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS ASSUREE					
Pourcentage des travailleurs recensés bénéficiant de promotion sociale	%	-	60	90	90
SYNERGIE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DÉCENT 2015					
Taux de participation des entités concernées par le PPTD	%	0	-	-	-
SYNERGIE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DÉCENT DEUXIEME GENERATION ASSUREE					
Taux de participation des entités concernées par le PPTD	%	45	-	-	-
OS 824-2-3 : REGULIER LES FLUX MIGRATOIRES, NOTAMMENT PAR LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION BILATERALE ET INTERNATIONALE EN MATIERE DE MIGRATION PROFESSIONNELLE					
Flux migratoires bien régulés					
Taux d'activités de régulation des flux migratoires effectuées	%	0	-	-	-
Madagascar impliqué dans le processus de recrutement et de gestion sous-régional, régional, bilatéral et international en matière de migration professionnelle					
Nombre d'activités effectuées impliquant Madagascar dans le processus de recrutement et de gestion sous-régional, régional, bilatéral et international en matière de migration professionnelle	Nombre	0	-	-	-
Un Plan National de Migration professionnelle élaboré, mis en œuvre et effectivement suivi					
Nombre d'actions menées dans le cadre de l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du Plan National de Migration professionnelle	Nombre	0	-	-	-
OS 824-2-5 : Intensifier les mesures efficaces et immédiates pour réduire la migration irrégulière -- Des mesures efficaces et immédiates pour lutter contre la migration irrégulière sont intensifiées					
Nombre d'actions menées pour lutter contre la migration irrégulière	Nombre	16	24	32	32
Flux migratoires bien régulés					
Nombre d'actions menées visant à réguler les flux migratoires	Nombre	0	-	-	-
OS 824-2-6 : RENFORCER LA CAPACITE DES INSTITUTIONS TOUCHEES PAR LA MIGRATION POUR UNE GOUVERNANCE JUSTE ET EQUITABLE DE LA MIGRATION DU TRAVAIL					
Les capacités des acteurs publics (départements ministériels touchés par la migrations) et des partenaires sociaux (organisations d'employeur et syndicat des travailleurs) pour une gouvernance juste et équitable de la migration du travail sont renforcées.					
Nombre d'acteur publiques et des partenaires sociaux bénéficiaire d'un renforcement des capacités	Nombre	12	18	24	24
OS 824-2-7 : ASSURER LA COORDINATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DÉCENT DEUXIEME GENERATION					
SYNERGIE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DÉCENT DEUXIEME GENERATION ASSUREE					
Taux de participation des entités concernées par le PPTD	%	-	65	99	100
826-Promotion de l'inspection et de l'administration du Travail					
OG 826-1 : ASSURER LE PILOTAGE DE L'ADMINISTRATION DU TRAVAIL ET LA PROMOTION DU TRAVAIL DÉCENT					
OS 826-1-1 : INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS					
ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS HARMONISÉES ET RENFORCÉES					
Proportion d'action de lutte harmonisée et renforcée	%	20	30	40	40
Pourcentage d'atteinte des objectifs du PNA (Harmoniser et renforcer les actions de lutte contre les travail des enfants)	%	10	40	50	60
Pourcentage d'atteinte des objectifs du PNA (EFFECTUER LA MISE A JOUR DES BASES DE DONNEES SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET SES PIRES FORMES À MADAGASCAR)	%	10	40	50	60
Pourcentage d'atteinte des objectifs du PNA (Plan national d'action (PNA) de lutte contre le travail des enfants 11ème phase disponible)	%	-	100	100	100
OS 826-1-2 : INSTAURER UNE ADMINISTRATION DE TRAVAIL MODERNISÉE ET PROCHE DES USAGERS					
ADMINISTRATION DE PROXIMITÉ MISE EN PLACE ET MODERNISÉE EN MATIÈRE DE TRAVAIL ET LOIS SOCIALES					
Taux de disponibilité et d'accès à l'information en matière de travail et lois sociales	%	0	-	-	-
TEXTES RELATIFS AU TRAVAIL MIS A JOUR ET ACCESSIBLES AU PUBLIC					
Taux des textes mis à jour	%	0	-	-	-
OS 826-1-3 : PARVENIR À RESPECTER LES ENGAGEMENTS DE L'ETAT MALGACHE EN MATIÈRE DE NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL EN FAVEUR DU TRAVAIL DÉCENT					
ENGAGEMENTS DE L'ETAT MALGACHE EN MATIÈRE DE NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL HONORÉS					
Pourcentage d'engagements respectés	%	100	100	100	100
OS 826-1-4 : PROMOUVOIR LE TRAVAIL DÉCENT PAR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LE REHAUSSEMENT DE NIVEAU DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS					
CULTURE DE SECURITE ET SANTE AU TRAVAIL INSTAURE AU NIVEAU DES ENTREPRISES					
Nombres des entreprises sensibiliser en matière de la sécurité et santé au travail	Nombre	50	-	-	-
CULTURE DE SECURITE ET SANTE AU TRAVAIL INSTAURE AU NIVEAU DES ENTREPRISES FORMELLES					
Nombres des entreprises sensibiliser en matière de la sécurité et santé au travail	Nombre	-	208	208	208
Pourcentage d'entreprises sensibilisées en matière de la sécurité et santé au travail	%	30	-	-	-
PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LE VIH ET LE SIDA DANS LE MONDE DU TRAVAIL ÉTABLI					
Nombre des entreprises, Ministère et Institution, Association et ONG possédant un Plan d'Action de Lutte	Nombre	-	200	200	300
pourcentage de la mise en œuvre de la Politique Nationale de riposte contre le VIH-SIDA dans les entreprises formelles	%	25	-	-	-
pourcentage des entreprises, Ministère et Institution, Association et ONG possédant un Plan d'Action de Lutte	%	25	50	50	80
SYSTÈME DE SECURITÉ SOCIAL EXISTANT MODERNISÉ ET ÉTENDU AUX TRAVAILLEURS DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE ET INDÉPENDANTE					
Taux de couverture de la sécurité sociale	%	25	30	35	40
SYSTÈME DE SECURITÉ SOCIAL RENFORCÉ ET ÉTENDU AUX TRAVAILLEURS DEL'ÉCONOMIE INFORMELLE ET INDÉPENDANTE					
Taux de couverture de la sécurité sociale	%	25	30	35	40
OS 826-1-5 : AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ DANS LE MONDE DU TRAVAIL PAR LA PROMOTION DU DIALOGUE SOCIAL					
Formalisation de l'économie informelle bien coordonnée/administrée					
Taux d'entreprise formalisé	%	0	-	-	-
Promouvoir le dialogue social aux droits fondamentaux (INTRA)					
Nombre des travailleurs formés	Nombre	0	-	-	-
OS 826-1-6 : Réaliser des ateliers de formation avec les partenaires sociaux dans le domaine de la législation du travail et du développement personnel pour la promotion du dialogue social, du travail décent et de la productivité au travail.					
Dialogue social effectif et relation professionnelle favorable conduisant à la productivité et la performance des entreprises					
Modules et thèmes de formations élaborés et mises en œuvre	Nombre	18	20	20	20
Nombre d'ateliers de formation effectués	Nombre	50	60	70	80
OS 826-1-7 : Coordonner les actions tendant à formaliser l'économie informelle					
Formalisation de l'économie informelle bien coordonnée/administrée					
Taux d'entreprise formalisé	%	10	15	20	25

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 826-1-8 : Adapter la législation du travail par rapport aux contextes et aux conditions de la promotion du travail décent					
Législation du travail favorable à la promotion du travail décent					
Nombre de textes adoptés mis à jour	Nombre	5	10	15	20
OG 826-2 : Promouvoir le Travail Décent dans le secteur formel et l'économie informelle					
OS 826-2-1 : Rendre l'économie informelle un secteur apte à assurer les droits des travailleurs par la modernisation et mise en proximité de l'Administration de travail					
L'administration du travail est moderne et proche des usagers					
taux d'informations échangées	%	0	0	0	-
320-FONCTION PUBLIQUE					
015-Administration et Coordination					
OG 015-1 : INSTAURER UNE ADMINISTRATION EFFICACE ET HARMONIEUSE AU SEIN DU MFPRATLS					
OS 015-1-1 : AMÉLIORER LA CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE ET MANAGÉRIALE ET ASSEOIR LA CULTURE DE L'EXCELLENCE					
TRAITEMENT DES DOSSIERS CONTENTIEUX					
Nombre de contentieux traité	Nombre	-	13	13	13
APPUI ET ETUDE DE PROJET					
Nombre d'Etude et Appui effectué	Nombre	-	7	8	9
COORDINATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE ET TECHNIQUE DES ORGANISMES RATTACHES					
GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE ET TECHNIQUE DES ORGANISMES RATTACHES COORDONNEES	%	100	100	100	100
ELABORATION DES PROJETS DE TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES					
Nombre de textes élaborés	Nombre	8	2	2	2
FLUIDITÉ DE LA COMMUNICATION ASSURÉE					
Taux de médiatisation de toutes les événements survenus au sein du MFPTLS	%	90	90	90	90
HARMONISATION DES TEXTES D'ORDRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRES RENTRANT DANS LES MISSIONS DU MFPRATLS					
Taux des textes harmonisés	%	0	-	-	-
LA GESTION DU PERSONNEL RÉPOND AUX BESOINS D'EXCELLENCE DU MINISTÈRE					
Taux des dossiers traités à temps	%	100	100	100	100
L'INFORMATISATION RÉPOND AUX BESOINS DE GESTION ET D'ACCÈS À L'INFORMATION DU MINISTÈRE					
taux d'accessibilité à l'information du Ministère	%	80	80	80	80
MARCHES APPROUVEES CONFORMEMENT AUX TEXTES REGLEMENTAIRES EN VIGUEUR					
Taux de marchés approuvés	%	100	100	100	100
Optimisation de la planification et le suivi évaluation					
Ratio objectifs atteints sur objectifs planifiés	%	100	100	100	100
Relevés de services automatisés					
nombre des actes codifiés et numérisés	Nombre	25000	25000	25000	25000
VULGARISATION DES TEXTES ET DOCUMENTS OFFICIELS					
Nombre de textes vulgarisés	Nombre	85	60	70	80
OS 015-1-2 : RENDRE EFFECTIVE LA FONCTION PUBLIQUE DE PROXIMITÉ					
L'ACCÈS AUX SERVICES DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES EST EFFECTIF SUR TOUT LE TERRITOIRE					
Nombre de régions ayant accès aux services de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales	Nombre	23	23	23	23
OS 015-1-Y : Promouvoir la performance socio-économique de Madagascar à moyen terme					
Effectivité de l'administration de proximité par l'installation des bâtiments administratifs régionaux					
Nombre de bâtiments administratifs construits	Nombre	6	7	-	-
128-Réforme de l'Administration					
OG 128-1 : REVALORISER L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN AUGMENTANT LA PERFORMANCE DES SERVICES PUBLICS À TRAVERS UNE COORDINATION DES PROJETS DE RÉFORME DE QUALITÉ					
OS 128-1-7 : Appuyer les réformes de la Fonction Publique pour une gestion rationnelle des ressources humaines publiques					
Appropriation des outils et documents GPEEC par les responsables RH des Ministères et Institutions au niveau régional et central					
Nombre des responsables RH maîtrisant les outils GPEEC	Nombre	150	150	150	150
L'Etat dispose d'une base fiable et exhaustive pour une gestion rationnelle de ses ressources humaines					
Taux de couverture de l'AUGURE	%	60	-	-	-
Satisfaction des agents publics et des usagers du service public					
Taux de satisfaction des agents publics et des usagers effectuant des services au sein de la fonction publique	%	40	50	60	70
Système de recrutement répondant aux réels besoins de l'Administration Publique					
Nombre de réunion organisé sur la création et missions de la Commission Centrale de Recrutement ainsi que ceux du SCAR	Nombre	2	-	-	-
131-Promouvoir une fonction publique professionnelle moderne, intègre et centrée sur le service public					
OG 131-1 : MODERNISER ET COORDONNER LA GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE.					
OS 131-1-1 : Renforcer la réforme de l'Administration à travers les formations initiales et continues des agents de l'Etat (INFA)					
Réforme de l'Administration effective					
Nombre des agents formés	Nombre	451	235	235	400
OS 131-1-2 : ASSURER LA COORDINATION ET LE PILOTAGE DES ACTIONS RELATIVES À LA FONCTION PUBLIQUE POUR LA RENDRE PLUS PERFORMANTE					
SYNERGIE ET COHÉRENCE DES ACTIONS ASSURÉES					
Nombre d'ateliers impliquant les syndicats et les DRH tenus	Nombre	0	-	-	-
Nombre des actions menées dans le cadre de la vulgarisation et de la visibilité de la réalisation de la PNFOP	Nombre	0	-	-	-
OS 131-1-3 : PROMOUVOIR L'APPROCHE PAR COMPÉTENCE DANS LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ETAT					
CAPACITÉS DES AGENTS DE L'ETAT RENFORCÉES					
Taux d'agents bénéficiant d'un renforcement de compétences	%	0	-	-	-
EQUIVALENCE ADMINISTRATIVES DES TITRES COHÉRENTE AVEC LE CLASSEMENT HIÉRARCHIQUE DES FONCTIONNAIRES					
Taux d'incohérences identifiées	%	0	-	-	-
RECRUTEMENT DES AGENTS DE L'ETAT ASSAINIS					
Taux d'agent de l'Etat bénéficiant de renforcement des capacités	%	0	-	-	-
Taux d'incohérences identifiées	%	0	-	-	-
OS 131-1-4 : PROMOUVOIR L'ÉTHIQUE ET RESTAURER LA DISCIPLINE AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE					
RÈGLES DÉONTOLOGIQUES DE L'ADMINISTRATION RESPECTÉES PAR LES AGENTS DE L'ETAT ET SYSTÈME DISCIPLINAIRE EFFICACE					
Effectif des agents jugés par le Codis	Nombre	0	-	-	-
Taux de codes distribués par rapport au nombre des agents de l'Etat	%	0	-	-	-
OS 131-1-5 : MODERNISER LE SYSTÈME DE GESTION ADMINISTRATIVE DES CARRIÈRES DES AGENTS DE L'ETAT					
SYSTÈME ET OUTILS DE GESTION ADMINISTRATIVE DES CARRIÈRES DES AGENTS DE L'ETAT MODERNISÉS					
Nombre des dossiers traités	Nombre	0	-	-	-
Taux de mise en place d'une base de données fiable	%	0	-	-	-
OS 131-1-6 : GARANTIR L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES AGENTS DE L'ETAT (ENAM)					
QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS ET CAPACITÉ DES AGENTS DE L'ETAT DANS LES NORMES DE PROGRAMME DE FORMATION ORGANISÉ SUIVANT LE RECADRAGE PÉDAGOGIQUE					
Formation suivant les normes appropriées par les agents de l'Etat	%	100	100	100	100
OG 131-2 : Moderniser la gouvernance de la Fonction publique afin de la rendre plus redevable et performante					
OS 131-2-1 : Assurer la coordination et pilotage des actions relatives à la Fonction Publique pour une meilleure synergie des actions					
SYNERGIE ET COHÉRENCE DES ACTIONS ASSURÉES					
Coordonner les activités des directions techniques placées sous l'autorité de la DGFOP ainsi que les services régionaux de la FOP	Nombre	0	-	-	-
Nombre de correspondances avec les Organismes internationaux et PTF traitées	Nombre	1	1	1	1
Nombre de descentes régionales tenues	Nombre	3	3	3	3
Nombre de réunions de coordination tenues avec les piliers de la GRHE au niveau central	Nombre	14	14	14	14
Nombre de réunions de coordination, d'information, de partage et de réflexion avec tous les acteurs de la Gestion des ressources humaines publiques tenues	Nombre	0	-	-	-
Pourcentage des acteurs de la GRHE inclus dans les activités de réflexion, de partage et de décisions	%	100	100	100	100

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 131-2-2 : Restructurer et moderniser la Gouvernance de la Fonction Publique afin de rendre disponible sur l'ensemble du territoire national des ressources humaines performantes, et en effectifs suffisants					
Système de formation et de perfectionnement des agents de l'Etat répondant en permanence aux besoins en compétences de l'Administration publique					
Nombre de Ministère et Institutions bénéficiant d'un appui dans l'identification de leur besoin en formation	Nombre	12	15	17	17
système d'évaluation dans la fonction publique amélioré					
taux d'appropriation des méthodes d'évaluation par les responsables des ressources humaines	%	40	50	50	50
SYSTÈME ET OUTILS DE GESTION ADMINISTRATIVE DES CARRIÈRES DES AGENTS DE L'ETAT MODERNISÉS					
Nombre de dossiers traités	Nombre	20000	20000	20000	20000
Taux de mise en place d'une base de données fiable	%	50	75	90	100
Système de recrutement dans la Fonction Publique assainis à travers le contrôle d'authenticité des diplômes et des certificats présentés par les candidats ainsi que le suivi des concours administratifs					
Nombre de concours administratifs faisant l'objet de suivi et de contrôle du Ministère en charge de la FOP	Nombre	5	5	4	4
Nombre de dossiers portant demande des équivalences administratives traités et étudiés	Nombre	65000	70000	70500	70500
OS 131-2-3 : PROMOUVOIR L'ÉTHIQUE ET RESTAURER LA DISCIPLINE AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE					
RÈGLES DÉONTOLOGIQUES DE L'ADMINISTRATION RESPECTÉES PAR LES AGENTS DE L'ETAT ET SYSTÈME DISCIPLINAIRE EFFICACE					
Nombre de Comité national et Comités régionaux opérationnels pour le développement de la déontologie et de la bonne conduite dans l'Administration publique mis en place	Nombre	-	5	3	3
Règles déontologiques de l'Administration respectées par les agents de l'Etat et système disciplinaire efficace					
Effectifs des agents de l'Etat jugés par le CODIS	Nombre	75	70	70	-
Nombre de codes distribués	Nombre	15000	17000	19000	20000
330-EMPLOI					
607-Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent					
OG 607-1 : PROMOUVOIR L'EMPLOI DECENT ET PRODUCTIF					
OS 607-1-1 : RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTIFS (JEUNES, SANS EMPLOI, SALARIÉS, AUTO VALORISATION DES COMPÉTENCES DES ACTIFS					
NOMBRE D'ACTIF CIBLÉS	Nombre	400	900	1400	1400
OS 607-1-2 : IDENTIFIER LES BESOINS EN FORMATIONS ET REALISER LES FORMATIONS					
Formation continue et Perfectionnement Professionnel des Jeunes assurés sur les métiers ruraux et l'entrepreneuriat					
NOMBRE DES JEUNES FORMÉS SUR LES METIERS URBAINS ET RURAUX	Nombre	900	1850	2850	2850
OS 607-1-3 : METTRE EN RELATION LES DEMANDEURS D'EMPLOI ET LES OFFRES D'EMPLOI RECUES					
Demandeurs d'emploi et offre d'emploi reçus					
Accord de partenariat signé	Nombre	0	0	-	-
Informations sur le MT disponible					
Accord de partenariat signé	%	0	0	-	-
OS 607-1-4 : PROMOUVOIR L'EMPLOI DÉCENT PAR L'INTENSIFICATION DU PARTENARIAT PUBLIC					
Informations nécessaires à la promotion de l'emploi produites et diffusées					
Bulletin et rapport d'étude sur la situation de l'emploi diffusé	Nombre	6	-	-	-
Partenariat public privé sensibilisé					
Accord de partenariat signé	Nombre	1	1	2	2
Système de bases de données opérationnelles et à jour					
bases de données opérationnelles et à jour	Nombre	0	-	-	-
OS 607-1-5 : AMELIORER LE CADRE JURIDIQUE EN MATIERE D'EMPLOI ET AUGMENTER LE NOMBRE DE JEUNES ET GROUPES VULNERABLES INSERES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL					
L'INSERTION DES JEUNES ET DES GROUPES VULNERABLES DANS LE SALARIAT ET LA CREATION DE LEUR PROPRE ENTREPRISE EST FACILITE					
NOMBRE DES JEUNES CHOMEURS QUALIFIÉS À UN EMPLOI POTENTIEL	Nombre	0	0	-	-
POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI, MISE A JOUR ET DISPONIBLE					
INFORMATION SUR L'EMPLOI DISPONIBLE	Nombre	0	0	-	-
NOMBRE DE PROJET DE LOI MIS A JOUR ET VALIDE	Nombre	0	0	-	-
NOMBRES DES PERSONNELS FORMES,	Nombre	0	0	-	-
OS 607-1-6 : Promouvoir l'employabilité de la population active et la création d'emploi					
Centres de Formations professionnelles mis en place					
Centres de Formations professionnelles sont mis en place	Nombre	0	-	-	-
Informations sur les formations et les métiers facilitées					
Jeunes et groupes vulnérables formés	Nombre	0	-	-	-
Jeunes sensibilisés et formés sur les techniques de montage de projet et de création d'emploi					
jeunes sensibilisés et formés	Nombre	0	-	-	-
L'Agence Nationale pour l'Emploi créé					
Agence Nationale pour l'Emploi créé	Nombre	0	-	-	-
Legislation en faveur de la promotion de l'emploi améliorée et harmonisée suivant les orientations de l'EM					
Politique Nationale sur l'Emploi et élaboration des textes sur l'emploi mise à jour	Nombre	0	-	-	-
Productivité des PME, des artisans, des agriculteurs est améliorée					
Jeunes formés et bien encadrés en PME, en artisanat, en agriculture	%	0	-	-	-
Suivre et évaluer les projets en cours					
Nombre de jeunes recadrés	Nombre	300	300	300	300
Système d'information sur le Marché du travail mis en place et opérationnel					
Information sur le Marché du travail mis en place et opérationnel	%	0	-	-	-
OS 607-1-7 : Mettre en relation le monde professionnelle, le marché du travail et un système d'information sur l'emploi					
Informations nécessaires à la promotion de l'emploi et à l'insertion professionnelle produites et diffusées					
Jeunes informés et formés sur les techniques de montage de projet et de création d'emploi	Nombre	30000	30000	30000	30000
Système de bases de données opérationnel et à jour					
bases de données opérationnel et à jour	%	65	75	85	85
OS 607-1-8 : GÉRER ET SÉCURISER LA MIGRATION PROFESSIONNELLE					
MAIN D'OEUVRE FORMÉE À L'EMPLOI À L'ÉTRANGER EN RESPECTANT LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET LES TEXTES RÉGLEMENTAIRES					
NOMBRE D'AGENTS FORMÉS À L'EMPLOI À L'ÉTRANGER	Nombre	0	-	-	-
OS 607-1-A : Informations sur le MT disponible					
Informations sur le MT disponible					
Accord de partenariat signé	%	0	0	-	-
OS 607-1-B : Augmenter le nombre des jeunes et chercheurs d'emploi insérés dans le monde professionnel					
Faciliter le passage des jeunes et des populations actives vers l'emplois					
Nombres des jeunes encadrés et insérés dans le monde professionnel	Nombre	1040	1500	2000	2000
OS 607-1-C : Promouvoir l'entrepreneuriat urbains et ruraux					
Auto-emploi urbain et rural promu					
Pourcentage	%	50	-	-	-
Compétences des jeunes ruraux valorisés					
Pourcentage	%	70	-	-	-
Pourcentage des auto-emplois créés en milieu rural	%	-	100	100	100
Compétences des jeunes urbains valorisés					
Pourcentage	%	70	-	-	-
Taux de création d'emploi urbains	%	-	100	100	100
Création d'entreprise par des jeunes et des groupes vulnérables favorisée					
PERCENTAGE	%	70	-	-	-
Pourcentage des jeunes ayant reçu des formation en entrepreneuriat	%	-	100	100	100
OS 607-1-D : opérationnaliser une agence nationale pour l'emploi et ses démembrements dans les 23 régions					
Agence Nationale pour l'Emploi institué avec ses démembrements régionaux					
NOMBRE DE AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI INSTITUE ET SES DEMEMBREMENTS	Nombre	-	6	7	8

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 607-1-E : Déployer des centres de formations en entrepreneuriat centres de formations en entrepreneuriat déployés Nombre de Centres de formation en entrepreneuriat accompagnés	Nombre	-	7	7	7
OS 607-1-F : Promouvoir la productivité des des PME, artisans et agriculteurs productivité améliorée des PME, artisans et agriculteurs Nombre des PME innovés en matière de productivité	Nombre	-	1800	1000	2500
OS 607-1-G : Créer des emplois décents pour les femmes vulnérables en vue de l'Autonomisation économique dans les régions Femmes formés et accompagnés sur la création des Activités Génératrice des Revenues (AGR) Nombre des femmes formés et accompagnés	Nombre	-	200	200	200
OS 607-1-H : Faire respecter et appliquer les textes sur la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle Respecter et application des textes sur la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle Nombre des régions respectant et appliquant les textes sur la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	Nombre	-	5	10	10

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
35-MINISTRE DU TOURISME					
350-TOURISME					
040-Administration et Coordination					
OG 040-3 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 040-3-1 : Mettre en œuvre des politiques de développement du tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux					
L'Administration est gérée de manière efficace					
Taux d'exécution des programmes	%	100	100	100	100
018-Administration, normalisation et formalisation du secteur tourisme					
OG 018-3 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 018-3-1 : Mettre en œuvre des politiques de développement du tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux					
La capacité d'accueil a augmenté					
Nombre de Chambres créées	Nombre	-	600	3960	9300
Le nombre de centres de formations a augmenté					
Nombre de centres de formation en tourisme créés	Nombre	-	1	1	1
Le nombre d'emplois directs liés au tourisme a augmenté					
Nombre de nouveaux emplois directs créés	Nombre	-	1500	9900	23250
Les Projets Emmergents ont été réalisés					
Taux de réalisation du Projet Emmergent	%	-	100	100	100
019-Aménagement et développement du secteur tourisme					
OG 019-3 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 019-3-1 : Mettre en œuvre des politiques de développement du tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux					
Le nombre d'arrivées touristiques a augmenté					
Nombre d'arrivées touristiques	Nombre	-	350000	480000	610000
Les potentialités touristiques sont valorisés et promus					
Nombre d'arrivées touristiques	Nombre	8	-	-	-
Nombre d'évènements d'envergures internationales organisés	Nombre	-	3	3	3

37-MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE**370-COMMUNICATION****030-Administration et Coordination****OG 030-1 : PROCÉDER À LA COORDINATION ET À L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE À TOUS LES NIVEAUX DE L'ORGANISATION****OS 030-1-1 : COORDONNER ET APPUYER LES ACTIONS DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DE LA NTIC DU MCRI****LES ACTIONS PROGRAMMÉES DU MINISTÈRE APPROPRIÉES AUX MOYENS ALLOUÉS (RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES) ET MISES EN SYNERGIE**

NOMBRE DES ACTIONS PRIORITAIRES DU MINISTÈRE	Nombre	41	-	-	-
NOMBRE DES ÉQUIPES TECHNIQUE FORMES	Nombre	20	25	25	25
NOMBRE DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES AU NIVEAU DE SERVICE RÉSEAU	Nombre	35	40	40	40

OS 030-1-2 : ASSURER L'UTILISATION RATIONNELLE ET RENTABLE DES RESSOURCES ALLOUÉES EN FAISANT DÉVELOPPER LES DISPOSITIFS DE LA PLANIFICATION ET DU SUIVI-EVALUATION.**UTILISATION OPTIMALE ET EFFICACE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT**

TAUX D'EXÉCUTION BUDGETAIRE	%	98	98	98	98
-----------------------------	---	----	----	----	----

OS 030-1-3 : GÉRER ET DÉPLOYER D'UNE MANIÈRE EFFICIENTE LES RESSOURCES HUMAINES DU MINISTÈRE AGENTS RECRUTÉS EN EFA ET ECD RÉGULARISÉS

NOMBRE DES AGENTS FORMES	Nombre	100	100	100	100
NOMBRE DES AGENTS RÉGULARISÉS ET RECRUTES	Nombre	60	60	60	60

OS 030-1-4 : GÉRER EFFICACEMENT LES PATRIMOINES DU MINISTÈRE**LA LISTE ET LA SITUATION DE PATRIMOINE DU MINISTÈRE RÉPERTORIÉES AU NIVEAU CENTRAL, RÉGIONAL ET LA PROCÉDURE DE MIS À JOUR ENTAMÉE;**

NOMBRE DE TERRAIN, IMMEUBLES, INFRASTRUCTURES RECENSES	Nombre	40	40	40	40
--	--------	----	----	----	----

OS 030-1-5 : COORDONNER ET REDYNAMISER LES ACTEURS COMMUNAUTAIRES**CENTRES COMMUNAUTAIRES OPÉRATIONNELS**

NOMBRE DE CENTRES COMMUNAUTAIRES RÉHABILITÉS ET RÉPERTORIES	Nombre	22	22	22	22
---	--------	----	----	----	----

OS 030-1-6 : REVALORISER L'IMAGE ET LA NOTORIÉTÉ DU MINISTÈRE EN TANT QU'INSTITUTION PUBLIQUE**PERSONNEL MOTIVÉ ET PUBLIC SATISFAIT**

DÉGRÉ DE SATISFACTION DE NOTORIÉTÉ DE LA RÉPUTATION DU MINISTÈRE	%	60	75	75	75
--	---	----	----	----	----

OS 030-1-7 : DECENTRALISER LES PRODUCTIONS DE PROGRAMMES RADIO/TELEVISION**EMISSIONS NOUVELLEMENT CRÉÉES**

NOMBRE DE PROGRAMME DIFFUSE	Nombre	200	380	380	380
-----------------------------	--------	-----	-----	-----	-----

OS 030-1-8 : DELIMITATION, RESTAURATION ET CLASSEMENT DES SITES CULTURELS**VALORISATION DU PATRIMOINE, DE LA CULTURE MALAGASY**

NOMBRE DES SITES RESTAURES ET RÉPERTORIES	Nombre	45	70	70	70
---	--------	----	----	----	----

212-Média**OG 212-1 : CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS ET LA LIBRE CIRCULATION DES INFORMATIONS AUPRÈS DE LA POPULATION.****OS 212-1-6 : REVALORISER L'ORDRE DES JOURNALISTES DE MADAGASCAR****DOSSIERS DE L'ORDRE DE JOURNALISTE TRAITÉS**

NOMBRE DES DOSSIERS DE L'ORDRE DES JOURNALISTES DE MADAGASCAR RÉGULARISER	Nombre	30	30	4	4
---	--------	----	----	---	---

OS 212-1-7 : ASSURER LA CONTINUITÉ DE LA GESTION EFFICACE ET INNOVANTE DES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION MÉDIATISÉE.**MANUEL DE PROCÉDURE MODIFIÉ ET AMÉLIORÉ**

NOMBRE DES DOCUMENTS ÉLABORÉS	Nombre	3	3	4	4
-------------------------------	--------	---	---	---	---

OS 212-1-8 : RELEVER LE NIVEAU DES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS**COMPÉTENCES DES JOURNALISTES, ANIMATEURS ET TECHNICIENS AUDIOVISUELS RENFORCÉES**

NOMBRE DES AGENTS DE MÉDIAS FORMES	Nombre	200	200	200	200
------------------------------------	--------	-----	-----	-----	-----

OS 212-1-9 : MISE EN PLACE UN SYSTÈME EFFICACE ET INNOVANT DE GESTION DES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION MÉDIATISÉE.**GUICHET UNIQUE OPÉRATIONNEL**

NOMBRE DES GUICHETS UNIQUE OPÉRATIONNEL	Nombre	2	-	-	-
---	--------	---	---	---	---

OG 212-2 : DEPECHE TARATRA : REFERENCE EN INFORMATIONS OFFICIELLES**OS 212-2-1 : PROMOUVOIR L'ACCÈS A L'INFORMATION ET LA DEPECHE INFORMATIVE TARATRA****120000 ABONNÉS POUR 2021**

NOMBRE DE COLLABORATEURS FORMES (DÉVELOPPER LES PLATEFORMES DIGITALES (BOOST))	Nombre	40	50	60	70
--	--------	----	----	----	----

NOMBRE DE COLLABORATEURS FORMES (FORMATION ET RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES COLLABORATEURS)	Nombre	120000	200000	500000	750000
---	--------	--------	--------	--------	--------

NOMBRE DES ABONNÉS (DÉVELOPPER LES PLATEFORMES DIGITALES (BOOST))	Nombre	40	50	60	70
---	--------	----	----	----	----

NOMBRE DES ABONNÉS (FORMATION ET RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES COLLABORATEURS)	Nombre	120000	120000	500000	750000
--	--------	--------	--------	--------	--------

OS 212-2-2 : CONTRIBUTION A LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET LA TRANSPARENCE**EMISSIONS PRODUITES RAPPORTANT DES INFORMATIONS SUR L'ADMINISTRATION ET LES SERVICES PUBLICS A TRAVERS LE SITE WEB**

NOMBRE DES EMISSIONS RÉALISÉES	Nombre	23	3000	5000	8000
--------------------------------	--------	----	------	------	------

OG 212-3 : DECENTRALISATION ET OPERATIONALISATION DU CENTRE IVOTORO VERS LES AUTRES RÉGIONS**OS 212-3-1 : GÉRER EFFICACEMENT L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'IVOTORO****CENTRE IVOTORO OPÉRATIONNALISÉ DANS LES 22 RÉGIONS**

NOMBRE DE CENTRE IVOTORO OPÉRATIONNEL	Nombre	22	12	5	2
---------------------------------------	--------	----	----	---	---

OG 212-4 : DÉPLOIEMENT DE TNT A MADAGASIKARA**OS 212-4-1 : ASSURER LES TRAVAUX D'ÉTUDES ET DE DÉPLOIEMENT VERS LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE****TRAVAUX D'ÉTUDE ET DE DÉPLOIEMENT VERS LA RADIO TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE RÉALISÉS**

NOMBRE DE DOCUMENTS PRODUITS SUR LE DÉPLOIEMENT DE TNT	Nombre	125	130	150	160
--	--------	-----	-----	-----	-----

213-Développement des infrastructures Radio et Télévision**OG 213-1 : DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES AUDIO-VISUELLES****OS 213-1-1 : CONSTRUIRE DE NOUVEAUX SITES TECHNIQUES****DES STATIONS MODERNES APPROPRIÉES À LA NTIC**

NOMBRE DES NOUVEAUX SITES TECHNIQUES CONSTRUITS	Nombre	40	20	15	15
---	--------	----	----	----	----

Taux d'avancement de la construction de la Maison de la Presse	Nombre	-	100	-	-
--	--------	---	-----	---	---

Taux d'avancement de la mise en place de la nouvelle chaîne culturelle TVM 3	Nombre	-	20	60	100
--	--------	---	----	----	-----

Taux d'avancement de la mise en place de la nouvelle chaîne d'information TVM 2	Nombre	-	20	60	100
---	--------	---	----	----	-----

OS 213-1-2 : PROCÉDER AU LANCEMENT DE PROCÉDURE DE LA NUMÉRISATION DES STUDIOS.**DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DE COMMUNICATION DÉVELOPPÉES ET DES MATÉRIELS AUDIO-VISUELS REDÉPLOYÉS RATIONNELLEMENT**

NOMBRE DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES, MATÉRIELS ET DES LOCAUX DE L'ORTM RÉHABILITÉS	Nombre	150	200	300	400
--	--------	-----	-----	-----	-----

Taux d'avancement de l'équipement de l'Auditorium et Musée du Patrimoine de l'Audiovisuel de Madagascar dénommé « Havoria »	Nombre	-	100	-	-
---	--------	---	-----	---	---

Taux de couverture en émetteurs TV et radio publiques	Nombre	35	98	100	-
---	--------	----	----	-----	---

L'AUDIOVISUEL PUBLIC (TVM/RNM) EST PRÉPARÉ À LA MIGRATION NUMÉRIQUE

Taux d'avancement du basculement vers la Télévision numérique terrestre et du Digital Audio Broadcast	%	-	25	30	35
---	---	---	----	----	----

TAUX D'AVANCEMENT DU BASCULEMENT VERS LA NUMÉRIQUE	%	35	20	30	50
--	---	----	----	----	----

Taux de migration vers l'utilisation de panneaux solaires pour les stations TVM et RNM dans les 119 Districts	%	-	40	50	55
---	---	---	----	----	----

860-CULTURE**831-Culture****OG 831-1 : LE SECTEUR DE LA CULTURE JOUE PLEINEMENT SON RÔLE DE CATALYSEUR DU DÉVELOPPEMENT ET EST ÉCONOMIQUEMENT DYNAMIQUE****OS 831-1-1 : LA CULTURE JOUE PLEINEMENT LE RÔLE DE CATALYSEUR DU DÉVELOPPEMENT****LE PATRIMOINE CULTUREL - MATÉRIEL ET IMMATERIEL - EST CONSERVÉ ET VALORISÉ**

Nombre de biens culturels nationaux conservés	Nombre	20	30	40	50
---	--------	----	----	----	----

Nombre de biens culturels nationaux mis en valeur	Nombre	20	30	40	50
---	--------	----	----	----	----

Nombre de personnes prenant part aux actions de conservation, de valorisation et de capitalisation de biens culturels	Nombre	1600000	1600000	1600000	1600000
---	--------	---------	---------	---------	---------

NOMBRE DES SITES ET MONUMENTS CULTURELS RÉHABILITÉS ET AMÉNAGÉS	Nombre	22	22	25	25
---	--------	----	----	----	----

TAUX DE VALORISATION DU PATRIMOINE MONDIAL	Nombre	3	30	40	50
--	--------	---	----	----	----

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
LES ACTIONS CULTURELLES SONT PLUS ÉTENDUES ET PLUS VISIBLES					
Nombre de secteurs intégrant la culture dans leurs stratégies	Nombre	15	15	20	25
Nombre et variétés d'actions culturelles répertoriées	Nombre	250	250	300	350
OS 831-1-2 : LE SECTEUR DE LA CULTURE EST ÉCONOMIQUEMENT DYNAMIQUE					
LE SECTEUR DE LA CULTURE EST DAVANTAGE PLUS STRUCTURÉ ET L'INDUSTRIE CULTURELLE SE DÉVELOPPE					
NOMBRE DES APPUIS DU MINISTÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CULTUREL	Nombre	40	50	75	100
LES BIENS CULTURELS (ŒUVRES ARTISTIQUES, BIENS CULTURELS PATRIMONIAUX, ...) ET LES DROITS Y AFFÉRENTS SONT PROTÉGÉS					
Nombre de plaintes concernant l'utilisation abusives et le trafic de biens culturels enregistrés	Nombre	200	250	300	350
LES MÉTIERS DE LA CULTURE SE PROFESSIONNALISENT					
Nombre d'Antennes Régionales de l'Académie Nationale des Arts et de la Culture opérationnelles	Nombre	-	5	5	5
Nombre d'établissements artistiques formalisés à travers l'Académie National des Arts et de la Culture (ANAC) dans tout Madagascar	Nombre	-	30	75	150
Nombre d'entreprises culturelles actives	Nombre	500	500	550	600
NOMBRE DES ARTISTES ET DES ACTEURS CULTURELS INTRODUIT DANS LE SECTEUR FORMEL	Nombre	200	500	700	900
NOMBRE DES ATELIERS ET DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES POUR LES ARTISTES ET ACTEURS CULTURELS	Nombre	100	150	200	250
OG 831-2 : RENFORCER L'IDENTITE NATIONALE					
OS 831-2-1: VALORISATION DU PATRIMOINE, DES TRADITIONS ET DE LA CULTURE MALAGASY					
PATRIMOINE, TRADITIONS ET CULTURE MALAGASY VALORISE					
TAUX D'AVANCEMENT	%	60	70	80	90
OS 831-2-2: CREATION DE STRUCTURES DE RENFORCEMENT DE L'IDENTITE NATIONALE					
STRUCTURES DE RENFORCEMENT DE L'IDENTITE NATIONALE MISE EN PLACE					
NOMBRE DE MATÉRIELS ACQUIS	Nombre	400	250	100	-
TAUX D'AVANCEMENT CENTRE INTERNATIONAL CULTUREL	%	75	75	100	-
TAUX D'AVANCEMENT MUSÉES D'ESCLAVE	%	70	75	100	-
OG 831-3 : PROMOTION DE LA CULTURE					
OS 831-3-1: CREATION DE STRUCTURES DE PROMOTION DE LA CULTURE					
STRUCTURES DE PROMOTION DE LA CULTURE CREE					
Nombre d'antennes de la Bibliothèque Nationale mises en place	-	-	9	1	-
NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS METTANT EN EXERGUE LA PARTICULARITÉ CULTURELLE DE MADAGASCAR	Nombre	13	14	14	15
Nombre de villages culturels construits	Nombre	-	1	1	1
NOMBRE DES CENTRES CULTURELS CONSTRUITS	Nombre	6	13	-	-
Nombres d'arènes de jeux traditionnels construits et fonctionnels	Nombre	-	-	2	2
OS 831-3-2: REDYNAMISATION DES ACTIVITES CULTURELLES					
UNE JOURNEE CITOYENNE DE NETTOYAGE MENSUELLE					
NOMBRE DES ACTIVITES CULTURELS	Nombre	30	1500	1600	1750

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
38-MINISTRE DE L'ARTISANAT ET DES METIERS					
342-ARTISANAT					
071-Administration et Coordination					
OG 071-1: PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE					
OS 071-1-1: Instaurer Une Administration Publique Orientée Vers L'Efficience Et L'Efficacite					
Les Activités En Lien Avec Les Finances, La Logistique Et Les Services Medicos-Ociaux Sont Effectivement Executees					
Nombre De Dossier Traités et signés	Nombre	25	25	25	-
OS 071-1-2: Disposer D'Une Administration Plus Efficace Et Efficiente					
Assurer L'Utilisation Rationnelle Et Efficace Des Ressources Matérielles Et Financières					
Activités Et Realisations Du Ministere Connues Du Public	Nombre	300	300	300	-
Coordination Et suivi efficaces des activités ainsi que des réalisations Du MAM Assurée	Nombre	20	20	20	-
Nombre de rapport d'activités émises	Nombre	20	20	20	-
Outils Performants Et Disponibles	Nombre	500	500	500	-
Personnel indemnisés et effectivement payés	%	100	100	100	-
Procedures De Passation Des Marches Transparents Et Respectees	Nombre	25	25	25	-
Ressources Humaines Bien Gerees Et Dynamisees	Nombre	50	50	50	-
Instaurer Une Administration Publique Orientée Vers L'Efficience					
Les Infrastructures de tous les demembrements du MAM aux niveaux central et régional sont modernisées	%	90	90	90	-
Ressources Financieres Du Ministere Utilisees A Bon Esient	%	100	100	100	-
Instaurer Une Administration Publique Orientée Vers L'Efficience Et L'Efficacite					
La confiance des usagers et des citoyens envers le MAM est retablee	Nombre	15	10	10	-
Promouvoir La performance Socio-économique de Madagascar à moyen terme					
Activités du Ministere Coordinées	Nombre	20	20	20	-
Infrastructures des partenariat, des projets et du développement	%	75	75	75	-
016-Artisanat					
OG 071-1: PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE					
OS 071-1-3: Renforcer les dispositifs de lutte contre la corruption au sein du Ministère					
Assurer la sensibilisation du personnel du Ministère sur la corruption et ses diverses formes					
Personnel sensibilisé et informé sur la corruption et ses preventions	Nombre	-	200	300	-
Prevention et élimination des risques pouvant favoriser la corruption					
Standard de Service opérationnel au sein du Ministère	%	-	75	100	-
Veiller au respect de la législation en vigueur en matière de corruption					
Standard de Service opérationnel au sein du Ministère	%	-	100	100	-
OG 016-3: Faire De L'Artisanat Un Avant-Garde Dans Le Processus De Développement Et Valoriser Les Potentiels Artisanaux					
OS 016-3-1: Renforcer La Chaîne De Valeur De L'Artisanat Malagasy					
Artisans Professionnels Et Produits Compétitifs					
Taux D'Augmentation En Valeur Des Exportations Des Produits Artisanaux	%	10	15	15	-
L'Accessibilité Des Artisans Aux Matières Premières Et À La Technologie Est Améliorée					
Nombre D'Artisans Membres Des Chambres Des Métiers	Nombre	600	50	100	-
Les Métiers Artisanaux Ainsi Que Les Artisans Sont Professionnalisés					
Nombre D'Artisans Dotés D'Une Carte Professionnelle	Nombre	100	2500	2500	-
Métiers D'Artisans Promus Et Professionnalisés					
Nombre De Filières Et Métiers Artisanaux Professionnalisés	Nombre	100	114	114	-
OG 016-4: Valoriser les métiers d'artisans et promouvoir le commerce des produits artisanaux Malagasy					
OS 016-4-1: Améliorer la commercialisation des produits artisanaux					
villages artisanaux implantées et fonctionne - création d'emploi décent - produits artisanaux de qualité livrés					
Contribuer à la création d'emplois et à la formalisation des activités des artisans - Vitrine de Madagascar dans la région touristique	Nombre	10	5	12	-
OG 016-5: Professionnaliser les métiers d'artisans et valoriser les produits artisanaux Malagasy					
OS 016-5-1: créer un site unique et innovant regroupant les métiers d'artisans					
 cité de métiers implantées, fonctionnelles et rentables					
Métiers d'artisans reconnus, promus et valorisés	Nombre	1	1	1	-
OS 016-5-2: promouvoir des politiques axées sur le développement favorisant des activités productives, la création d'emploi décent, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation					
Foire national et international					
exposition et vente de produits artisanaux	Nombre	10	1	5	-
OG 016-6: Promouvoir une croissance économique soutenu, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 016-6-1: promouvoir des politiques axées sur le développement favorisant des activités productives, la création d'emploi décent, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation					
Rond point des artisans					
Métiers d'artisans reconnus, promus et valorisés	Nombre	23	23	23	-
OS 016-6-2: Valoriser le savoir-faire féminin					
Promotion du secteur de l'Artisanat					
Nombre de savoir-faire féminine valorisés	Nombre	-	30	50	-
OS 016-6-3: Développer l'Entrepreneuriat des femmes artisanes					
Authenticité des produits artisanaux Malagasy					
Nombre de galerie virtuelle créées	Nombre	-	6	23	-
OG 016-7: Améliorer le niveau de vie des femmes artisanes					
OS 016-7-1: Assurer l'Empowerment des artisanes					
Contribution des femmes artisanes au développement de l'économie nationale					
Nombre d'emploi créés	Nombre	-	100	200	-
OG 016-8: Apporter un développement durable et une prospérité pour tous en une génération					
OS 016-8-1: Apporter du soutien aux artisans répondant à leurs attentes et adapté au contexte malgache					
Artisans formé					
Renforcement de la résilience des artisans face aux aléas de la vie	Nombre	-	2300	2300	-
Carte professionnelle des artisans					
insertion des artisans au secteur formel	Nombre	-	5000	10000	-
Convention mise en œuvre					
Création de système de protection sociale participative pour les artisans	Nombre	-	1	1	-
Plateforme opérationnel					
Réseautage des artisans et création de plateforme de vente, du vivier d'informations et d'interface pour les exportateurs et importateurs de produits artisanaux (intrans - extrants)	Nombre	-	3	3	-
OG 016-9: DEVELOPPER LES 14 FILIERES ET LES METIERS ARTISANAUX					
OS 016-9-1: Promouvoir toutes formes d'organisation des artisans					
Filières structurés et opérationnelles					
Nombre de filière	Nombre	-	210	290	-
Métiers repertoriés et classés dans les 14 filières					
Nombre des métiers	Nombre	-	184	250	-
OS 016-9-2: Accompagner les acteurs dans leur développement et offrir une plus grande visibilité					
Filières structurés et opérationnelles					
Acteurs artisanaux	%	-	50	70	-
OG 016-A: Promouvoir et valoriser les métiers artisanaux					
OS 016-A-1: Redéployer les actions pour le développement des métiers artisanaux					
Donnés fiable et palpable					
Numérisation des donnés	Nombre	-	1	2	6

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
Entreprises artisanales nouvellement créés					
Entreprise artisanale créée et structuré	Nombre	-	2000	3000	4000
Nombre d'entreprises artisanales nouvellement créer	Nombre	-	1500	2500	3500
Mise en place des labels des produits artisanaux promus					
Label des produits	Nombre	-	10	20	30
Obtention de stratégies sur l'entrepreneuriat, innovation et developpement des métiers					
Document stratégique ayant une valeur palpable et fiable	Nombre	-	2	0	-
Obtention des unités de productions artisanaux compétitif					
Entreprise artisanale créée et structuré	Nombre	-	4	6	23

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
39-MINISTÈRE DE L'INDUSTRIALISATION, DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION					
340-INDUSTRIE					
051-Administration et Coordination					
OG 051-6 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 051-6-1: Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux					
La coordination et le suivi des activités ainsi que les réalisations du Ministère est assurée					
Taux de performance globale du Ministère	%	80	85	90	95
Les activités des Directions Régionales sont exécutées avec efficacité					
Taux de redevabilité des démembrement du Ministère au niveau des régions	%	100	100	100	100
Les activités du ministère sont bien coordonnées					
Nombre de STAFF MEETINGS tenues	Nombre	12	48	48	48
Les activités en lien avec les finances, la logistique et les services médico-sociaux sont effectivement exécutées					
Taux moyen de rapidité de traitement des dossiers financiers	%	100	110	120	130
Les ressources humaines sont bien gérées et dynamisées					
Taux moyen de rapidité de traitement des dossiers RH	%	100	110	120	130
OS 051-6-2 : Améliorer la gestion des finances publiques					
Les avantages pécuniaires du personnel sont assurés					
Taux d'engagement des frais médicaux	%	100	100	100	100
Les personnels sont indemnisés et effectivement payés					
Taux d'absentéisme du personnel	%	20	15	10	7
Les procédures de passation de marchés sont respectées					
Taux de rapidité de traitement des dossiers de passation de marchés	%	100	110	120	130
Les ressources financières du ministère sont utilisées à bon escient					
Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	100	100
OS 051-6-3 : Réduire les actes de corruption et toutes formes de pratique de pots-de-vin					
La confiance des usagers et des citoyens envers le Ministère est rétablie					
Nombre de cas étudiés et les rapports y afférents	Nombre	8	8	8	8
Taux de diminution des doléances sur la corruption touchant le Ministère	%	20	25	30	35
OS 051-6-4 : Promouvoir des politiques axées sur le développement favorisant des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation					
Les textes législatif et réglementaire du domaine industriel sont vulgarisés et facilement accessibles					
Nombre de politiques de développement industriel et commercial promues	Nombre	2	2	2	2
OG 051-7 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation					
OS 051-7-1: développer l'accès aux NTIC et infrastructures connexes de qualité durable					
Outils informatiques performants et disponibles					
Taux de rapidité d'interventions et de maintenance informatique	%	100	110	120	130
OS 051-7-2 : Développer l'accès aux radios, télévisions et infrastructures connexes de qualité durable					
Les activités et réalisations du Ministère sont connues du public					
Fréquence de parutions du Ministère dans les médias	Nombre	500	500	500	500
OS 051-7-3 : Améliorer l'efficacité et l'efficacités des circonscriptions administratives et des CTD					
Les infrastructures de tous les démembrements du Ministère aux niveaux central et régional sont modernisées					
Taux d'engagement des dépenses du projet de modernisation	%	0	97	97	98
OG 051-8 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser					
OS 051-8-1: Développer toutes formes de partenariat technique et financier					
L'horizon partenariale du Ministère est élargie					
Nombre de dialogues avec le secteur privé initiés (DPP)	Nombre	5	10	10	10
605-Industrie					
OG 605-5 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 605-5-1: Renforcer et dynamiser le tissu industriel malagasy					
L'émergence et la croissance des PME/PMI est effective					
Taux d'augmentation des entreprises dans le secteur secondaire	%	40	50	60	75
Les compétitivité des industries locales sont améliorée					
Nombre d'unités industrielles installées dans les zones dédiées	Nombre	23	23	23	23
OG 605-6 : Établir des modes de consommation et de production durables					
OS 605-6-1: Réduire la production de déchets par la prévention, le recyclage et la réutilisation.					
Les déchets et la pollution industriels sont réduits					
Taux de diminution des doléances reçues	%	50	60	75	80
621-Développement du Secteur Privé					
OG 621-4 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation					
OS 621-4-1: Instaurer un environnement propice aux activités entrepreneuriales du secteur privé et des pôles de développement spécialisés					
L'environnement entrepreneurial est amélioré					
Taux d'augmentation de la création de coopératives	%	100	100	100	100
360-COMMERCE					
037-Administration et Coordination					
OG 037-4 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 037-4-1: Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux					
Les activités du Ministère sont coordonnées					
Taux d'engagement des projets du Ministère	%	100	100	100	100
Les activités en lien avec les finances, la logistique et les services médico-sociaux sont effectivement exécutées					
Taux moyen de rapidité de traitement des dossiers financiers	%	100	110	120	130
OS 037-4-2 : Renforcer le contrôle budgétaire et financier					
Le Ministère est en règle avec les différentes organisations internationales auxquelles elle appartient					
Taux d'engagement des contributions internationales	%	100	100	100	100
Les avantages pécuniaires du personnel sont assurés					
Taux d'engagement des frais d'hospitalisation, de traitements et soins	%	100	100	100	100
Les transferts pour charges de service publics sont effectués					
Taux d'engagement des subventions et transferts	%	100	100	100	100
OG 037-5 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 037-5-1: Assurer l'assainissement du marché, la protection des consommateurs et le commerce équitable					
Les instruments de mesure règlementés sont vérifiés par le SML					
Taux de fréquence des vérifications	%	100	100	100	100
614-Commerce Intérieur					
OG 614-3 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 614-3-1: Assurer l'assainissement du marché, la protection des consommateurs et le commerce équitable					
Le marché est contrôlé					
Nombre de contrôles économiques effectués	Nombre	10	500	500	500
Les consommateurs sont protégés par les lois et les dispositifs					
Taux de produits conformes	%	60	60	60	60

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
015-Commerce Extérieur					
OG 015-3 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 015-3-1: Promouvoir les échanges commerciaux					
La qualité des produits agricoles exportés est améliorée					
Taux d'augmentation en valeur des produits agricoles exportés	%	20	20	20	25
L'accès aux marchés internationaux est facilité					
Nombre de pays destinataires des produits Malagasy	Nombre	15	20	20	25
					-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
44-MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
440-ENVIRONNEMENT					
017-Administration et Coordination					
OG 017-1 : OG44- 017.AMÉLIORER LES CADRES DE TRAVAIL ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE ET FORÊTS					
OS 017-1-1: OS AMÉLIORER LES CADRES TECHNIQUES MATÉRIELS ET HUMAINS					
Les bâtiments sont réhabilités et /ou construit					
BATIMENTS ADMINISTRATIFS DU MEEF REHABILITE ET/OU CONSTRUIT	NOMBRE	2	-	-	-
Les cadres techniques, matériels et humain du MEEF sont améliorés					
Techniciens forestiers et environnementaux sortants de l'école d'Angavokely	NOMBRE	20	-	-	-
THEMES DISPOSES	NOMBRE	31	-	-	-
OS 017-1-2 : OS OPÉRATIONNALISER LE DISPOSITIF DE FORMATION POUR LE MEEF ET RÉOUVERTURE DE L'ECOLE A ANGAVOKELY					
DISPOSITIF DE FORMATION OPERATIONNEL POUR LE MEEF ET REOUVERTURE DE L'ECOLE A ANGAVOKELY					
BATIMENTS ADMINISTRATIFS DU MEEF REHABILITES ET / OU CONSTRUIITS	NOMBRE	0	-	-	-
OG 017-2 : AMELIORER LES CADRES DE TRAVAIL ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLES					
OS 017-2-1: AMELIORER LES CADRES TECHNIQUES MATÉRIELS ET HUMAINS					
LES CADRES TECHNIQUES, MATERIELS ET HUMAINS DU MEDD SONT RENFORCES					
THEMES DISPENSES	NOMBRE	31	-	-	-
FONCTION REGALIENNE DE L'ADMINISTRATION ASSUREE					
NOMBRE DE BASES DE DONNEES THEMATIQUES DISPONIBLES	NOMBRE	1	-	-	-
BATIMENTS ADMINISTRATIFS DU MEDD SONT REHABILITES ET/OU CONSTRUIITS					
Batiments administratifs du MEDD réhabilités et/ou construits et opérationnelles	NOMBRE	8	-	-	-
BATIMENTS ADMINISTRATIFS DU MEDD REHABILITES ET/OU CONSTRUIITS	NOMBRE	2	-	-	-
OS 017-2-2 : OPERATIONNALISER LE DISPOSITIF DE FORMATION POUR LE MEDD					
DISPOSITIF DE FORMATION OPERATIONNEL POUR LE MEDD					
TECHNICIENS FORESTIERS ET ENVIRONNEMENTAUX SORTANT DE L'ECOLE D'ANGAVOKELY	NOMBRE	20	-	-	-
OG 017-3 : Renforcer la bonne gouvernance du secteur Environnement pour le développement durable					
OS 017-3-1: Améliorer les cadres techniques matériels et humains					
La décentralisation et la déconcentration de la gestion des ressources naturelles sont renforcées.					
Augmentation de STD disposant de bâtiment en bonne état	%	0	-	-	-
OS 017-3-2 : Renforcer le dispositif de formation					
La performance des acteurs du secteur Environnement et du développement durable est optimisée					
Dispositif de formation opérationnel	NOMBRE	2	-	-	-
OG 017-4 : ASSURER LE LEADERSHIP ENVIRONNEMENTAL POUR LA COORDINATION ET LA PERENNISATION DES ACTIONS A DIFFERENTS NIVEAUX					
OS 017-4-1: ASSURER LA DISPONIBILITE DES DONNEES FIABLES					
LE SYSTÈME D'INFORMATION ET DE SUIVI EVALUATION SONT FIABILISES					
NOMBRE DE SYSTÈME D'INFORMATION OPERATIONNEL	NOMBRE	0	10	15	7
NOMBRE DE BASE DE DONNEES MISE EN PLACE	NOMBRE	-	10	15	7
OG 017-5 : REHAUSSER LA PERFORMANCE DES ACTEURS ENVIRONNEMENTAUX PAR LE RENFORCEMENT DE LA COMPETENCE ET DE LA REDEVABILITE MUTUELLE					
OS 017-5-1: OPERATIONNALISER LE DISPOSITIF DE FORMATION POUR LE MEDD					
LA PERFORMANCE DES ACTEURS DU SECTEUR ENVIRONNEMENT ET DEVELOPEMENT DURABLE S'AMELIORE					
TECHNICIENS FORESTIERS ET ENVIRONNEMENTAUX SORTANT DE L'ECOLE D'ANGAVOKELY	NOMBRE	0	30	30	30
NOMBRE D'AGENTS DE L'ADMINISTRATION FORMES	NOMBRE	0	100	100	200
OG 017-6 : RENFORCER LA BONNE GOUVERNANCE DU SECTEUR ENVIRONNEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE					
OS 017-6-1: AMELIORER LES CADRES TECHNIQUES MATERIELS ET HUMAINS					
LA DECENTRALISATION ET LA DECONCENTRATION DE LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES SONT RENFORCEES					
NOMBRE DE INFRASTRUCTURES CONSTRUITES OU REHABILITEES	NOMBRE	0	2	7	7
701-Gestion durable des ressources naturelles					
OG 701-1: DÉVELOPPER LE RÉFLEXE ENVIRONNEMENTALE					
OS 701-1-1: PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LES POLITIQUES, PROGRAMME, PROJET DE DEVELOPPEMENT					
LA STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LES MENACES ENVIRONNEMENTALES EST PROMU					
PLAINTES ENVIRONNEMENTALES TRAITEES	NOMBRE	42	-	-	-
OS 701-1-2: Promouvoir l'économie circulaire					
la stratégie de lutte contre les menaces environnementales est promu					
Contrôles environnementales	NOMBRE	44	-	-	-
OG 701-2 : OG44-701.PROTEGER, CONSERVER ET VALORISER DURABLEMENT LE CAPITAL NATUREL ET LES ÉCOSYSTÈMES					
OS 701-2-1. OS44-701.1 DÉVELOPPER LA GESTION RATIONNELLE ET DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES ET DES RESSOURCES NATURELLES					
LA GESTION RATIONNELLE ET DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES ET DES RESSOURCES NATURELLES EST DÉVELOPPÉE					
SUPERFICIE REBOISÉE/RESTAURÉE	HA	40000	-	-	-
Plan de développement local intégrant les engagements internationaux suivant les trois conventions de Riod	NOMBRE	0	-	-	-
PEPINIERES OPERATIONNELLES	NOMBRE	200	-	-	-
PEPINIERES INSTALLEES	NOMBRE	0	-	-	-
SUIVIS ÉCOLOGIQUES EFFECTUES	NOMBRE	78	-	-	-
CONTRÔLES EFFECTUES	NOMBRE	550	-	-	-
FORMATION EN PLANIFICATION	NOMBRE	1	-	-	-
OG 701-3 : Renforcement de la resilience et de la productivité du réseau de l'infrastructure vertes contribuant à la lutte contre le changement climatique					
OS 701-3-1: Augmenter la surface couverte par le foret					
La restauration de la multifonctionnalité des paysages et des forêts pour une meilleur préservation/ conservation et utilisation durable des ressources naturelles est mise en œuvre à toutes les échelles des paysages					
couverture nationale de reboisement	%	0	-	-	-
OG 701-4 : INSTAURER LE RÔLE REGALIEN DE L'ETAT					
OS 701-4-1 : CONDUIRE DES ACTIONS INTEGRES DE CONTRÔLES ENVIRONNEMENTAUX ET FORESTIERS					
L'ENVIRONNEMENT ET LES RESSOURCES NATURELLES SONT GERES DURABLEMENT					
NOMBRE DE DOSSIERS D'INFRACTIONS ENVIRONNEMENTALES TRAITEES	NOMBRE	0	25	30	35
NOMBRE DE CONTROLES ENVIRONNEMENTAUX EFFECTUES	NOMBRE	0	50	60	70
NOMBRE DE CONTROLES FORESTIERS EFFECTUES	NOMBRE	0	500	550	600
NOMBRE DE DOSSIERS D'INFRACTIONS FORESTIERS TRAITEES	NOMBRE	0	250	200	150
OG 701-5 : RENFORCER LA RESILIENGE ET LA PRODUCTIVITE DE L'INFRASTRUCTURE VERTE CONTRIBUTANT LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES					
OS 701-5-1: DÉVELOPPER LA GESTION RATIONNELLE ET DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES ET DES RESSOURCES NATURELLES					
LA RESTAURATION DE LA MULTIFONCTIONNALITE DU PAYSAGE ET DES FORETS POUR UNE MEILLEURE CONSERVATION/PRESERVATION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES					
NOMBRE DE PLANTS MIS EN TERRE	NOMBRE	0	150000000	150000000	150000000
SUPERFICIE REBOISEE / RESTAUREE	HA	0	75000	75000	75000
PEPINIERES GEANTES	NOMBRE	0	5	5	5
OS 701-5-2 : MAITRISER LA DEFORESTATION ET LA DEGRADATION DES RESOOURCES NATURELLES					
LES ECOSYSTEMES ET LES RESSOURCES NATURELLES SONT GERES DURABLEMENT					
SUPERFICIE DES AIRES PROTEGEES MARINES	HA	0	2546440	2546440	2546440
SUPERFICIE DES AIRES PROTEGES TERRESTRES	HA	0	7225408	8000000	8000000
OS 701-5-3 : LUTTER CONTRE LES FEUX					
REDUCTION SIGNIFICATIVE DE LA SUPERFICIE INCENDIEE					
NOMBRE DE STRUCTURES OPERATIONNELLES DE GESTION DE FEUX	NOMBRE	0	2300	2300	2300
SURFACE BRULÉE	HA	0	2814999	2533499	2280149
LONGUEUR TOTALE DE PARE FEUX	Km	0	500	650	800

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
703-Développement du Reflexe Environnemental					
OG 703-1 : OG44-703.DÉVELOPPER LE REFLEXE ENVIRONNEMENTAL					
OS 703-1-1 : ASSURER LA GESTION RATIONNELLE DES POLLUTIONS					
DISPOSITIFS DE GESTION DE POLLUTION MIS EN PLACE ET OPÉRATIONNELS DANS TOUT MADAGASCAR					
PRINCIPAUX AGENTS POLLUANTS DE L'EAU DE L'AIR DU SOL SUIVI	NOMBRE	0	0	-	-
OS 703-1-2 : PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LES POLITIQUES, PROGRAMMES, PROJETS DE DÉVELOPPEMENT					
LES INVESTISSEMENTS SONT COMPATIBLES AVEC L'ENVIRONNEMENT					
PLAINTES ENVIRONNEMENTALES TRAITÉES	NOMBRE	0	0	-	-
OS 703-1-3 : PROMOUVOIR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT DE LA POPULATION VIS A VIS DE L'ENVIRONNEMENT					
LES ÉCOGESTES DEVIENNENT DES QUOTIDIENS DE LA POPULATION					
ACTIVITÉS D'IEC ENVIRONNEMENTALE PROMUE	NOMBRE	0	0	-	-
704-Maintien des fonctions écologiques des écosystèmes malagasy					
OG 704-1 : OG44-XXX.ASSURER L'INTÉGRITÉ DES ÉCOSYSTÈMES MALAGASY					
OS 704-1-1 : PROMOUVOIR LE MÉCANISME DE FINANCEMENT INNOVANT BASÉ SUR LA VALORISATION DES BIENS ET SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES					
LES MÉCANISMES DE FINANCEMENTS INNOVANT ET DURABLE SONT DÉVELOPPÉS ET VULGARISÉS					
GUIDES DE PSE ELABOREES	NOMBRE	1	-	-	-
SYSTEMES PSE TESTEES	NOMBRE	1	-	-	-
OS 704-1-2 : PROMOUVOIR LA GESTION INTEGREE DES ZONES ECOLOGIQUEMENT POTENTIELLES					
LES ZONES ECOLOGIQUEMENTS POTENTIELLES SONT GERÉES D'UNE MANIERE DURABLE					
GUIDES DE PSE ELABOREES	NOMBRE	0	-	-	-
BASSINS VERSANT CRITIQUES AMENAGES	NOMBRE	0	-	-	-
OG 704-2 : PROMOUVOIR LES CONDITIONS POUR LE MAINTIEN DES ECOSYSTEMES ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE					
OS 704-2-1 : Mettre à la disposition de l'administration environnementale des matériels et équipements modernes pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle de leader dans la protection de l'environnement:					
Qualité des milieux naturels préservés					
bâtiments construit	NOMBRE	0	-	-	-
OS 704-2-2 : PROMOUVOIR L'ECONOMIE VERTE ET BLEUE					
BONNES PRATIQUES POUR L'ECONOMIE VERTE PROMUES					
FILIERES VERTES PROMUES	NOMBRE	5	-	-	-
OS 704-2-3 : DEVELOPPER UNE STRATEGIE DE PARTENARIAT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE					
STRATEGIE DE PARTENARIAT DEVELOPPE					
PROTOCOLE DE PARTENARIAT SIGNE	NOMBRE	3	-	-	-
OS 704-2-4 : INTEGRER LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT DURABLE					
LES INVESTISSEMENTS SONT COMPATIBLES AVEC L'ENVIRONNEMENT					
TEXTES SUR LA MISE EN COMPATIBILITES DES INVESTISSEMENTS AVEC L'ENVIRONNEMENT MIS A JOUR ET ADOPTES	NOMBRE	1	-	-	-
EVALUATION ET SUIVI ENVIRONNEMENTAL REALISEE	NOMBRE	50	-	-	-
INTEGRATION DE LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE					
STRUCTURE DE L'INTEGRATION DU DEVELOPPEMENT DURABLE RENFORCEE (CER, CIME)	NOMBRE	8	-	-	-
ACIVITES D'IEC ENVIRONNEMENTALES PROMUES	NOMBRE	20	-	-	-
Structures de l'intégration du Développement Durable opérationnelles	NOMBRE	8	-	-	-
LES INVESTISSEMENT SONT COMPATIBLES AVEC L'ENVIRONNEMENT					
Permis environnementales livrés	NOMBRE	30	-	-	-
INTÉGRATION DE LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE POUR DD					
Structures de l'intégration du Développement Durable opérationnelles	NOMBRE	8	-	-	-
OS 704-2-9 : Promouvoir des mécanismes de financement innovant et de paiement des services écosystémiques					
Les mécanismes de financement innovant et durable sont développés					
Mécanisme de financement identifiés	NOMBRE	4	-	-	-
OG 704-3 : Assurer la promotion de l'économie verte et la contribution des autres secteurs au développement économique national intégrant la dimension environnementale					
OS 704-3-1 : Développer la valorisation rationnelle et durable des écosystèmes et des ressources naturelles					
les initiative économique basées sur les différents services écosystémiques sont développés					
Emplois verts décente créés	NOMBRE	0	-	-	-
OS 704-3-3 : Lutter contre la pollution					
les acteurs de développement liés au secteur Environnement sont soutenus dans le cadre de l'économie de l'environnement (verte et circulaire)					
Investissement compatible à l'environnement	NOMBRE	0	-	-	-
OG 704-4 : ASSURER LA PROMOTION DE L'ECONOMIE VERTE ET LA CONTRIBUTION DES AUTRES SECTEURS AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL INTÉGRANT LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE					
OS 704-4-1 : ASSURER LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE NATIONAL					
LES DIFFERENTS SERVICES ECOSYSTEMIQUES CONTRIBUENT NETTEMENT A ACCROITRE LES AGREGATS ECONOMIQUES NATIONAUX					
NOMBRE D'EMPLOIS VERTS DECENTS CREES	NOMBRE	0	15	30	0
OS 704-4-2 : LUTTER CONTRE LA POLLUTION					
les acteurs de développement liés au secteur Environnement sont soutenus dans le cadre de l'économie de l'environnement (verte et circulaire)					
NOMBRE D'ALTERNATIVE ECOLOGIQUE PROMUE	NOMBRE	0	10	10	10
NOMBRE D'INFRASTRUCTURES DE GESTION DE DECHETS CREES	NOMBRE	0	3	4	4
OS 704-4-3 : INTEGRER LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT DURABLE					
LES INVESTISSEMENT SONT COMPATIBLES AVEC L'ENVIRONNEMENT					
NOMBRE DE MISE EN CONFORMITE ,PERMIS /AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE (PREE), PERMIS ENVIRONNEMENTAL	NOMBRE	0	40	50	70

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
48-MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE					
480-AGRICULTURE ET ELEVAGE					
061-Administration et Coordination					
OG 061-3 : Améliorer la gestion et l'environnement institutionnel du Ministère					
OS 061-3-1 : Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire des secteurs agriculture et élevage					
Assurer le pilotage des secteurs					
Taux de performance annuel du Ministère	Taux (%)	100%	100%	100%	100%
OS 061-3-2 : Renforcer la capacité des acteurs pour la mise en oeuvre du PEM, de la politique et des stratégies du secteur AE					
Assurer l'efficacité des fonctions de gestion					
Nombre des travaux d'audit et de contrôle réalisés	NOMBRE	60	60	60	60
Taux d'exécution budgétaire	Taux (%)	100%	100%	100%	100%
Plan de travail annuel validé	NOMBRE	1	1	1	1
411-Agriculture					
OG 411-3 : Atteindre l'autosuffisance alimentaire et l'émergence d'un secteur agricole moderne					
OS 411-3-1 : Assurer l'autosuffisance alimentaire en riz					
Étendre les superficies rizicoles exploitées					
Superficies de nouveaux Périmètres irrigués aménagées	Hectare	40000	30 000	103000	9000
Superficies de Périmètres irrigués remise en état	Hectare	100000	125000	90000	180000
Augmenter la productivité					
Production additionnelle de paddy	Tonnes	1000000	1000000	1500000	2000000
OS 411-3-2 : Moderniser le secteur agricole					
Développer l'Agribusiness et le professionnalisme dans le secteur Agricole					
Zones d'Emergences Agricoles (ZEA) mises en place	NOMBRE	1	1	1	1
Centres de distribution d'intrants/matériels (DMM) opérationnels	NOMBRE	50	-	-	-
Centres d'Appui à l'Agribusiness (CABIZ) opérationnels	NOMBRE	5	-	-	-
Guichets agricoles opérationnels	NOMBRE	-	16	10	0
Renforcer le socle de l'exportation des produits agricoles					
Usines de transformation réhabilitées et opérationnelles	NOMBRE	3	3	5	2
412-Elevage					
OG 412-3 : Atteindre l'autosuffisance alimentaire et l'émergence d'un secteur élevage moderne					
OS 412-3-1 : Assurer l'autosuffisance alimentaire en protéine					
Augmenter la quantité de viande disponible					
Quantité additionnelle de lait produite par an	NOMBRE	0	6000000	6000000	0
Nombre de Vaches laitières performantes importées	NOMBRE	2500	1000	3800	1000
Développer les filières prioritaires autres que la filière à viande					
Nombre de têtes additionnelles de poulet	NOMBRE	7000000	-	-	-
Nombre de poussins de races performantes mis à la disposition des éleveurs	NOMBRE	0	1118450	1750000	0
Assurer la santé des animaux					
Nombre de bovins vaccinés	NOMBRE	4500000	4500000	4500000	4500000
OS 412-3-2 : Moderniser le secteur élevage					
Améliorer la technologie et et les infrastructures d'élevage					
Nombre de têtes de bovin munis d'un système de traçabilité et/ou d'identification électronique infalsifiable	NOMBRE	1000000	60000	0	0
Abattoirs manara-penitra construits	NOMBRE	15	7	0	0
Développer les marchés nationaux et internationaux des produits d'élevage					
Fermes de bovin modernes et franchisées construites / réhabilitées	NOMBRE	4	-	-	-
Fermes modèles d'élevage appuyés	NOMBRE	0	75	80	0

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
49-MINISTRE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE BLEUE					
430-PECHE					
033-Administration et Coordination					
OG 033-3 : BONNE GOUVERNANCE DU SECTEUR HALIEUTIQUE					
OS 033-3-1 : Gérer de manière efficiente les ressources du ministère					
Budget du Ministère bien géré					
Taux d'absorption de budget	%	-	100	100	100
Quitus	NOMBRE	-	10	14	14
Renforcement de capacité en matière logistique et technique					
Matériels dotés	NOMBRE	371	-	-	-
Situation administrative du personnel en règle					
Personnel productif	NOMBRE	572	-	-	-
Gestion du personnel efficace	%	100	-	-	-
Dossiers traités	NOMBRE	0	500	550	600
OS 033-3-2 : Assurer l'efficacité des fonctions de gestion					
Bonne gestion de la politique de l'Etat					
Efficacité de gestion de denier public	%	-	100	100	100
Transfert aux Organismes rattachés (AMPA, ASH, CSP, USTA, CDA, URL, CEDP, OEPA, CDPHM) réalisés	%	100	100	100	100
Pilotage des secteurs assurés					
Performance amélioré	%	100	100	100	100
Intégration et Dimension environnementale					
Permis environnemental/ Autorisation environnementale délivrée	NOMBRE	-	15	20	25
Ecosystème restauré	HA	-	850	900	950
Communication des réalisations régionales effectuée					
Activité au niveau régional consolidé	NOMBRE	0	92	92	92
OS 033-3-3 : Elaborer, Analyser et Réformer le cadre juridique du secteur pêche et d'économie bleue					
Cadre juridique élaboré, traité, mise à jour et effectif					
Textes législatifs et réglementaires adoptés	NOMBRE	-	30	30	35
OS 033-3-4 : Gérer de manière optimale la masse salariale					
Rémunération du personnel honorée à temps					
Taux d'exécution des dépenses de solde	%	0	100	100	100
408-Développement de la pêche et des ressources halieutiques					
OG 408-3 : AUGMENTER ET ASSURER UNE BONNE GESTION DE LA PRODUCTION HALIEUTIQUE, AQUACOLE ET PROMOUVOIR L'ECONOMIE BLEUE					
OS 408-3-1 : Augmenter la disponibilité des produits de la pêche et de l'aquaculture					
pêche continentale, maritime et l'aquaculture développé					
ZEP	NOMBRE	10	13	-	-
Le montant de la redevance est augmenté	MILLIARD ARIARY	0	15	20	25
Centres frigorifiques	NOMBRE	0	-	-	-
Production halieutique réalisée	Tonnes	170000	125000	150000	175000
Hangar de Marché	NOMBRE	6	6	6	-
Kits distribués	NOMBRE	5000	6000	-	-
Unité de Froid	NOMBRE	6	6	6	-
Unité de Transformation	NOMBRE	6	6	6	-
OS 408-3-2 : Promouvoir l'économie bleue					
Mise en concertation de toutes les parties prenantes et des promoteurs de l'économie bleue à Madagascar					
Atelier de promotion de l'économie bleue	NOMBRE	0	-	-	-
L'économie bleue connue au niveau National	NOMBRE	0	-	-	-
OS 408-3-4 : Promouvoir l'économie bleue et la gouvernance de l'Océan					
Disposer de cadres stratégiques et légales pour la promotion de l'économie Bleue					
Cadre légal et juridique	NOMBRE	-	7	5	5
Sécuriser les activités des pêches et des espaces maritimes					
Zone à travers une planification spatiale inovante développée	NOMBRE	-	0	3	5
Pêche illégale et illicite diminuée	NOMBRE	0	35	20	15
Nombre de vedette rapide acquis	NOMBRE	7	34	0	0

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
51-MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES HYDROCARBURES					
510-ÉNERGIE					
031- Administration et coordination					
OG 031-1 : RENFORCER LA BONNE GOUVERNANCE					
OS 031-1-1 : AMÉLIORER LA PERFORMANCE DU MINISTÈRE					
LA TRANSFORMATION DIGITALE DU MINISTÈRE FONCTIONNELLE					
outil mis en place	Nombre	-	3	2	2
OG 031-2 : RENFORCER LES PRESTATIONS DE SERVICES PUBLIC					
OS 031-2-1 : PROMOUVOIR LA PRODUCTIVITÉ DES AGENTS DU MINISTÈRE					
LA CONTRIBUTION ACTIVE DES AGENTS DU MINISTÈRE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EST MISE EN PLACE					
TAUX D'EXECUTION BUDGETAIRE	%	100	100	100	100
Délai de traitement de dossiers (PROCEDER A LA GESTION EFFICACE ET EFFICIENTE DES RESSOURCES: HUMAINES, FINANCIERES ET MATERIELLES)	Jour	1	1	1	1
Délai de traitement de dossiers (PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES MATERIELLES ET HUMAINES)	Jour	2	2	2	2
Directions et services contrôlés et suivis (PROCEDER A LA GESTION EFFICACE ET EFFICIENTE DES RESSOURCES: HUMAINES, FINANCIERES ET MATERIELLES)	Nombre	23	23	23	23
Directions et services contrôlés et suivis (PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES MATERIELLES ET HUMAINES)	Nombre	30	30	30	30
OG 031-3 : PROMOUVOIR L'AVÈNEMENT DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET OUVERTES A TOUS AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ASSURER L'ACCÈS DE TOUS A LA JUSTICE ET METTRE EN PLACE, A TOUS LES NIVEAUX, DES INSTITUTIONS EFFICACES, RESPONSABLES ET OUVERTES A TOUS					
OS 031-3-1 : AMÉLIORER LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES					
LA CONTRIBUTION ACTIVE DES AGENTS DU MINISTÈRE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EST MISE EN PLACE					
TAUX D'EXECUTION BUDGETAIRE	%	100	100	100	100
203-Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales					
OG 203-1 : DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES ÉLECTRIQUES ET RESSOURCES D'ÉNERGIE LOCALE					
OS 203-1-2 : SATISFAIRE LA DEMANDE INTERIEURE					
ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS					
Taux d'accès en électricité	%	20	21	22	23
Nombre de kits distribués/année	Nombre	-	300000	400000	-
Avancement du projet en % d'activité en % d'activité	Nombre	-	25	50	80
Nombre de projet ligne exécuté/année	Nombre	-	-	1(PRIITEM 1)	-
Avancement du projet en % d'activité (PROJET ANDEKALEKA)	%	-	100	-	-
LES RESSOURCES D'ÉNERGIES LOCALEMENT DISPONIBLES SONT UTILISÉES EFFICACEMENT					
Taux d'accès en électricité	%	20	21	22	23
Réduction des heures de délestages	%	65	75	80	90
Avancement du projet en % d'activité en % d'activité	%	-	100	-	-
Nombre de [Personnes, entreprises et Centre de santé] Bénéficiaires du projets	%	-	-	[1680000 : 10000 : 750]	-
OS 203-1-1 : GÉRER DURABLEMENT LES RESSOURCES D'ÉNERGIES LOCALES					
LES ÉNERGIES DE SUBSTITUTION AU BOIS ÉNERGIE SONT DÉVELOPPÉES					
Taux de pénétration des alternatives de cuisson aux bois énergies	%	-	25	35	50
Nombre de kits distribués/année	%	-	110000	110000	110000
Taux de substitution du bois énergies aux autres combustibles	%	-	10	15	28
Nombres de biogaz installés	%	-	1000	1300	1500
Avancement du projet en % d'a+P38:U41ctivité	%	-	0,2	0,5	0,75
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION DU BARRAGE HYDRAULIQUE D'ANTETEZAMBATO)	%	-	20	50	75
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE HYDROELECTRIQUE A AMBODIROKA)	%	-	50	75	100
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE TRANSMISSION ELECTRIQUE ENTRE ANTANANARIVO ET ANTETEZAMBATO)	%	-	-	25	50
Avancement du projet en % d'activité (PROJET D'INTERCONNEXION DE LA VILLE DE TOAMASINA (RIT) AU RESEAU INTERCONNECTE D'ANTANANARIVO (RIA))	%	-	50	80	100
Avancement du projet en % d'activité (ELECTRIFICATION HYBRIDE A MADAGASCAR)	%	-	50	75	100
LA POLITIQUE ÉNERGETIQUE EST BIEN CADRÉE					
Code de réseaux et son décret d'application	%	75	100	100	100
Texte réglementaire: Plan directeur et décret efficacité énergétique	%	-	100	-	-
OG 203-2 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS A DES SERVICES ÉNERGETIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES A UN COUT ABORDABLE					
OS 203-2-1 : EXPLOITER LES AUTRES SOURCES D'ÉNERGIE					
LES ÉNERGIES DE SUBSTITUTION AU BOIS ÉNERGIE SONT DÉVELOPPÉES					
RECHAUDS A ETHANOL LEGUES	Nombre	-	2554	0	-
ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS					
LAMPADAIRES SOLAIRES DISTRIBUES	Nombre	-	9400	12000	-
TAUX D'ACCES EN ELECTRICITE	%	20	21	22	23
KITS SOLAIRES DISTRIBUES	Nombre	-	4700	10500	-
Nombre de bénéficiaires du projet:puissance installée	%	-	-	-	23
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION DU BARRAGE HYDRAULIQUE D'ANTETEZAMBATO)	%	-	20	50	75
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE HYDROELECTRIQUE A AMBODIROKA)	%	-	50	75	100
Avancement du projet en % d'activité (PROJET D'AMENAGEMENT DU SITE HYDROELECTRIQUE DE RANOMAFANA SUR L'IKOPA (SINOHYDRO))	%	-	25	50	80
OS 203-2-2 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS AUX SERVICES ÉNERGETIQUES FIABLES ET MODERNES, A UN COUT ABORDABLE					
ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS					
NOMBRE D'HOPITAL DÔTE DE GROUPE ELECTROGENE	Nombre	-	30	35	-
IDEMNISATION PAYEE	MILLIARD D'ARIARY	15	29	-	-
PUISSANCE SUPPLEMENTAIRE	Mw	-	5	5	-
TRANSFORMATEURS INSTALLEES	Nombre	-	24	-	-
Avancement du projet en % d'activité en % d'activité	%	-	100	100	100
Nombre de projet ligne exécuté/année	Nombre	-	-	1(PRIITEM 1)	-
Avancement du projet en % d'activité (PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE TRANSMISSION ELECTRIQUE ENTRE ANTANANARIVO ET ANTETEZAMBATO)	Mw	-	-	25	50
Avancement du projet en % d'activité (PROJET D'INTERCONNEXION DE LA VILLE DE TOAMASINA (RIT) AU RESEAU INTERCONNECTE D'ANTANANARIVO (RIA))	Mw	-	50	80	100
LES RESSOURCES D'ÉNERGIES LOCALEMENT DISPONIBLES SONT UTILISÉES EFFICACEMENT					
REDUCTION DES HEURES DE DELESTAGES	%	60	65	70	-
540-HYDROCARBURES					
204-Développement du secteur pétrolier et des biocarburants					
OG 204-1 : DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PÉTROLIER ET DES BIOCARBURANTS					
OS 204-1-3 : CRÉER LES CONDITIONS FAVORABLES AUX NOUVEAUX OPÉRATEURS ET INVESTISSEURS AFIN DE DÉVELOPPER ET DIVERSIFIER LES INFRASTRUCTURES					
NOUVELLES INFRASTRUCTURES CRÉÉES					
ATP octroyée	Unité	45	-	-	-
OG 204-3 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS A DES SERVICES ÉNERGETIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES A UN COUT ABORDABLE					
OS 204-3-1 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS AUX SERVICES ÉNERGETIQUES FIABLES ET MODERNES, A UN COUT ABORDABLE					
VENTE DE PRODUIT AU MEILLEUR QUALITE					
DOLEANCES RECUS SUR UN SUPCON D'ADULTERATION	Nombre	8	6	3	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
52-MINISTRE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE					
520-EAU ET ASSAINISSEMENT					
032-Administration Et Coordination					
OG 032-2 : ASSURER LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES DU MINISTERE					
OS 032-2-1 : GERER DE MANIERE OPTIMALE LA MASSE SALARIALE					
REMUNERATION DU PERSONNEL HONOREE A TEMPS					
Taux d'exécution des dépenses de solde	%	100	100	100	-
OG 032-1 : PROCEDER A LA GESTION EFFICACE ET EFFICIENTE DES RESSOURCES: HUMAINES, FINANCIERES ET MATERIELS					
OS 032-1-1 : EXECUTER DE MANIERE OPTIMALE LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS SOLDE					
BONNE EXECUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Taux d'exécution des dépenses de fonctionnement hors solde	%	100	100	100	-
OG 032-3 : PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES MATERIELLES ET HUMAINES					
OS 032-3-1 : ASSURER LE RENFORCEMENT DES CAPACITES MATERIELLES ET HUMAINES					
BONNE EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT					
Taux d'exécution des dépenses d'investissement	%	100	100	100	-
OG 032-4 : PROMOUVOIR L'AVENEMENT DE SOCIETES PACIFIQUES ET OUVERTES A TOUS AUX FINS DU DEVELOPPEMENT DURABLE, ASSURER L'ACCES DE TOUS A LA JUSTICE ET METTRE EN PLACE, A TOUS LES NIVEAUX, DES INSTITUTIONS EFFICACES, RESPONSABLES ET OUVERTES A TOUS					
OS 032-4-1 : METTRE EN PLACE LES REFORMES ADMINISTRATIVES					
UTILISATION RATIONNELLE DES RESSOURCES ET EXECUTION OPTIMALE DES DEPENSES					
TAUX D'EXECUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	%	0	100	100	100
205-Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement					
OG 205-1 : ASSURER L'ACCES UNIVERSEL EN MATIERE D'EAU POTABLE, AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT ET À LA PROMOTION DE L'HYGIÈNE					
OS 205-1-1 : AMELIORER L'ACCES AUX INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT ET A LA PROMOTION DE L'HYGIENE					
DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT					
Matériels d'assainissement de déchets solides acquis	%	40	60	0	-
Rapport d'Etudes de sites de décharges normalisés de déchets remis	Rapport	1	1	0	-
Centre de Tri et valorisation de déchets solides mis en place	NOMBRE	1	0	0	-
Travaux des infrastructures d'assainissement réalisés	%	40	40	20	-
PROMOTION DE L'HYGIENE					
Zones sensibilisées	%	100	100	100	-
Matériels d'hygiène acquis	Pack	2	1	0	-
OS 205-1-2 : AMELIORER L'ACCES A L'EAU POTABLE					
DOTATION D'UN MOYEN MATERIEL AU MINISTERE					
Matériels techniques acquis	%	100	100	100	-
ADDUCTION D'EAU POTABLE					
Travaux d'adduction d'Eau réalisés	%	100	100	100	-
Forages réalisés	NOMBRE	42	42	0	-
Rapport d'Etudes, de Contrôle et Surveillance de travaux par Districts remis	NOMBRE	13	13	2	-
OS 205-1-3 : APPUYER TECHNIQUEMENT ET FINANCIEREMENT LES ORGANISMES RATTACHES					
APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER AU SAMVA					
Taux de transfert de crédits	%	100	100	100	-
APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER A L'AES					
Taux de transferts de crédits de fonctionnement	%	100	100	100	-
Taux d'exécution de crédits d'investissement	%	100	100	100	-
APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER A L'ANDEA					
Taux de transfert de crédits	%	100	100	100	-
OG 205-2 : GARANTIR L'ACCES DE TOUS A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU					
OS 205-2-1 : APPORTER DE L'EAU POTABLE A TOUS, ASSURER L'ACCES A DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIENE ADEQUATS, GERER LES EAUX USEES					
DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT					
INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENTS	%	-	35	35	30
ADDUCTION D'EAU POTABLE					
TRAVAUX D'ADDUCTION D'EAU REALISES	%	100	100	100	100
TAUX D'EXECUTION DU BUDGET ALLOUES ALA JIRAMA	%	0	100	100	100
DOTATION DE MATERIELS TECHNIQUES AU MINISTERE					
TAUX DE REALISATION DE CONSTRUCTION D'USINE DE CONSTRUCTION DE TUYAU	%	0	60	40	-
APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA JIRAMA					
TAUX D'EXECUTION DU BUDGET ALLOUE AU PROJET WATER III	%	0	100	100	100
TRAVAUX D'URGENCE DE LA JIRAMA REALISES	NOMBRE	0	10	15	10

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
53-MINISTRE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES					
530-MINES					
019-Administration et Coordination					
OG 019-3 : Retombée économique tangible et plausible à tous les niveaux					
OS 019-3-1 : Mise en œuvre de la politique générale de l'Etat en matière de mines et des ressources stratégiques					
Gestion efficace et rationnelle des revenus et des flux monétaires dans le secteur extractif					
Taux de réalisation annuel en matière de coordination, de suivi-évaluation, d'analyse, de contrôle des activités minières et d'audit interne	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation annuelle	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation de l'e-gouvernance dans le secteur extractif	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation de l'Exécution Budgétaire	Taux (%)	98	98	98	98
Taux de réalisation des PTA respectifs des Direction Interrégionales et/ou des Direction Régionales des Mines et des Ressources Stratégiques	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation en matière de communication	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation en matière de GRH	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de réalisation en matière de Marchés Publics	Taux (%)	100	100	100	100
Taux de traitement des dossiers de poursuite	Taux (%)	100	100	100	100
OG 019-4 : Retombées économiques tangibles et plausibles à tous les niveaux					
OS 019-4-1 : Maîtriser les flux de produits miniers					
Traçabilité des flux de produits miniers améliorée					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales minières	Taux (%)	25	30	40	50
OS 019-4-2 : Améliorer la qualité et l'efficacité des services dans le secteur minier					
Traçabilité des flux de produits miniers améliorée					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales minières	Taux (%)	25	30	40	50
OS 019-4-3 : Améliorer la contribution du secteur minier à l'économie nationale					
Recettes non fiscales minières augmentées					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales minières	Taux (%)	25	30	40	50
OS 019-4-4 : Améliorer la contribution du secteur pétrolier à l'économie nationale					
Recettes non fiscales pétrolières augmentées					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales pétrolières	Taux (%)	25	30	40	50
217-Développement du secteur pétrolier					
OG 217-5 : Retombées économiques tangibles et plausibles à tous les niveaux					
OS 217-5-1 : Améliorer la contribution du secteur pétrolier à l'économie nationale					
Contenu local des projets pétroliers optimisé					
Montant annuel investi dans le cadre du Contenu Local	Millier USD	425	452	569	600
Nombres d'emplois (directs, indirects, induits) créés	Nombre cumulé	600	800	1000	1200
OS 217-5-2 : Instaurer un climat d'investissement propice à la protection de l'environnement					
Cadre réglementaire renforçant les rôles des structures existantes dans la gestion des conflits établi					
Taux de la réduction des superficies des aires protégées en superposition avec des blocs pétroliers	Taux (%)	60	40	20	20
OS 217-5-3 : Mettre en œuvre la politique générale de l'Etat en matière de Mines et des Ressources Stratégiques					
Cadre légal attractif et approprié à l'évolution du secteur pétrolier, préservant l'intérêt national instauré					
Taux d'amélioration du cadre légal pétrolier	Taux (%)	75	100	100	100
OS 217-5-4 : Valoriser les Ressources Stratégiques					
Contrats de partage de production des Projets pétroliers répondant au mieux aux attentes de l'Etat					
Nombres de CPP évoluant dans le processus d'exploration, de développement et/ou de production	Nombre	2	4	8	10
Nouveaux investisseurs pétroliers attirés accrus					
Nouveaux investisseurs implantés	Nombre	1	2	9	14
609-Développement du secteur Minier					
OG 609-4 : Retombées économiques tangibles et plausibles à tous les niveaux					
OS 609-4-1 : Valoriser la filière or					
Outils de stabilisation monétaire mis à la disposition de l'Etat					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales sur la filière or	Taux (%)	25	30	40	50
Redevances et ristournes sur la filière aurifère augmentées					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales sur la filière or	Taux (%)	25	30	40	50
OS 609-4-2 : Développer la filière pierres précieuses et pierres fines par la transformation locale					
Valeurs ajoutées générées par la transformation des produits miniers augmentées					
Taux de recouvrement des recettes non fiscales minières	Taux (%)	25	30	40	50
OS 609-4-3 : Professionnaliser les petits exploitants miniers nationaux					
Recettes fiscales et non fiscales accrues					
Pourcentage des petits exploitants mis aux normes	Taux (%)	40	60	80	100
OS 609-4-4 : Valoriser les données géologiques de Madagascar aux fins d'incitations d'investissements miniers nationaux et internationaux					
Données géologiques et minières disponibles et capitalisées					
Taux de couverture géologique nationale amélioré	Taux (%)	80	90	100	100
OS 609-4-5 : Instaurer un climat d'investissement respectant les normes sociales					
Exploitation minière respectant les droits humains mise en place					
Pourcentage des enfants travaillant dans les mines réduit	Taux (%)	60	30	10	10
OS 609-4-6 : Valoriser et gérer rationnellement le cadastre minier					
Dossiers de demande de permis miniers en instance apurés					
Taux de frais d'administration minière recouverts	Taux (%)	50	60	80	100
Grands Projets miniers implantés et répondant aux attentes de l'Etat					
Pourcentage des grands projets miniers répondant aux attentes de l'Etat	Taux (%)	60	80	100	100

60-MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE, DE LA TRANSFORMATION DIGITALE, DES POSTES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**660-POSTE ET TELECOMMUNICATION****023-Administration et Coordination****OG 023-2 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous****OS 023-2-1 : Assurer la gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, matérielles ainsi que la politique sectorielle du Ministère****Ressources financières bien gérées**

Taux de satisfaction des Gacs

% 100 100 100 100

214-Appui à l'extension de la couverture postale**OG 214-2 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation****OS 214-2-1 : Améliorer la couverture postale****Autorité de régulation du secteur postal installée**

Nombre d'autorité du secteur postal installé

NOMBRE - 1 - -

Concurrence au niveau du secteur postal garantie

Nombre de contrôle de cahier de charges

NOMBRE - 28 - -

Nombre de coordinations des tâches réalisées

NOMBRE - 1 - -

Nombre de visites des agences de l'opérateurs désignés effectuées

NOMBRE - 30 - -

Nombre d'opérateurs informels intégrés

NOMBRE - 4 - -

670-TIC**210-Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales****OG 210-2 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable****OS 210-2-1 : Développer l'accès aux Ntics et infrastructures connexes de qualité durable****Fokontany connectés**

Nombre de fokontany connectés

NOMBRE - 450 250 300

Cartes numériques distribuées

Nombre de cartes numériques distribuées

NOMBRE - 475000 250000 100000

Extension du réseau d'exploitation des postes (Smart Village)

Nombre de smart village construits

NOMBRE - 7 20 25

Bureaux des postes réhabilités

Nombre de bureau de postes réhabilités

NOMBRE - 31 35 40

Cyber bus opérationnels

Nombre de cyber bus opérationnels

NOMBRE - 6 - -

Etudes et recherches effectuées

Nombre des études et recherches effectuées

NOMBRE - 3 - -

OG 210-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous**OS 210-3-1 : Promouvoir les réformes administratives (digitalisation)****Services de l'Etat améliorés (Data center)**

Nombre de Data Center implanté

NOMBRE - 1 - -

Services de l'Etat améliorés (Bâtiments interconnectés)

Nombre de bâtiments interconnectés

NOMBRE - 188 - -

OS 210-3-2 : Renforcer la défense du territoire: ordre et sécurité publique, service de police, service de protection civile et militaire, service de protection aux frontières**Sécurité publique renforcée et contrôlée**

Nombre de caméras de surveillance installés

NOMBRE - 3 - -

Nombre de caméra simple de surveillance installé

NOMBRE 0 70 - -

E-LTE (Base station, pylones)

NOMBRE 0 20 - -

Nombre de drones avec caméras

NOMBRE 0 3 - -

64-SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DES NOUVELLES VILLES ET DE L'HABITAT AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**650-NOUVELLES VILLES ET HABITAT****072-Administration et Coordination**

OG 072-1 : 9. Infrastructures résilientes et innovation (Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation)

OS 072-1-1 : COORDONNER TOUTES LES ACTIVITES LIEES A LA GESTION FINANCIERE, ADMINISTRATIVES ET DES AFFAIRES GENERALES

Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs

Taux d'absorption des ressources Allouées

% 90 90 90 -

219-Nouvelles Villes et Logements

OG 219-1 : ALLEGER LA PRESSION AU NIVEAU DES GRANDES VILLES ET PROMOUVOIR DES LOGEMENTS DECENTS ET ABORDABLES POUR TOUS

OS 219-1-1 : Etendre les villes dans les 06 provinces et développer des zones à potentialités socio-économiques pour réduire la disparité régionale

Nouveaux pôles urbains créés dans les villes secondaires de Madagascar

Nombre de nouvelles villes, nouveaux pôles urbains et MIAMI structurées et aménagées dans tout Madagascar Nombre 15 36 51 63

Nouvelles villes, nouveaux pôles urbains et fronts de mers structurés et aménagés dans tout Madagascar

Nombre d'études et sécurisation foncière réalisées Nombre 10 10 12 15

Nombre de nouvelles villes, nouveaux pôles urbains et MIAMI structurées et aménagées dans tout Madagascar Nombre 15 36 51 63

Pourcentage de surfaces viabilisées et développées dans le cadre de la Nouvelle Ville Tanà-Masoandro (Phase I : 477 Ha) % 0,002 0,2023 0,4682 0,7341

Pourcentage de surfaces viabilisées et développées dans le cadre de la Nouvelle Ville Tanà-Masoandro (Phase II : 505 Ha) % 0 0 0,2 0,4

OS 219-1-2 : Faciliter l'accès au logement tout en tenant compte du pouvoir d'achat de chaque ménage et améliorer l'habitat

Ménages propriétaires de logements sociaux augmentés

Nombre de ménages bénéficiaires de logements sociaux Nombre 1920 7015 17 360 28620

Nombre de parcelles viabilisées pour auto construction (One Title One Housing OTOH) Nombre 795 6650 13320 19990

Superficie de réserves foncières sécurisées Hectare 0 5 7 10

Résilience des ménages face aux aléas climatiques accrue

Nombre de CTA réalisés Nombre 950 2050 2740 3430

Nombre de villages disposant d'un Abri Communautaire multifonctionnel (AC) Nombre 0 51 81 111

OS 219-1-3 : Doter la ville d'Antananarivo d'un mode de transport respectueux de l'environnement

Un mode de Transport par Câble reliant l'axe Anosy-Ambatobe + bretelle Soarano-Antaninarenina (ligne orange) et reliant l'axe Anosy-Ankatso mis en place (ligne verte) mis en place

Lignes orange et verte opérationnelles Nombre 0 2 2 2

Nombre de gares et pilonnes construites Nombre 0 58 87 87

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
65-MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS					
610-TRAVAUX PUBLICS					
020-Administration et Coordination					
OG 020-3 : 09-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation					
OS 020-3-1 : Concevoir le plan de développement du secteur routier					
Document stratégique élaboré					
Pourcentage des personnels touchés à la formation	%	35	50	70	70
Proportion des études d'impacts environnementaux (EIE) relatifs aux projets routiers	%	80	80	85	85
Proportion des programmes d'engagements environnementaux (PrEE) relatif aux travaux d'entretiens routiers	%	80	80	85	85
Proportion des zones économiques connectées aux réseaux routiers	%	65	65	65	65
206-Développement des infrastructures routières					
OG 206-2 : 09-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation					
OS 206-2-1 : Maintenir le réseau routier en bon état					
Engins livrés					
Nombre d'engins livrés	Nombre	12	-	-	-
Equipements livrés					
Linéaire des ponts modulaires livrés	MI	70	-	-	-
Ouvrage d'art construit					
Linéaire d'ouvrage d'art construit	Km	-	1012	1012	1012
Ouvrage d'art entretenu					
Linéaire d'ouvrage d'art entretenu	MI	-	500	500	500
Ouvrage d'art réhabilité					
Linéaire d'ouvrage d'art réhabilité	MI	-	600	600	600
Route construite					
Linéaire de route construite	Km	500	180	1200	1200
Linéaire des réseaux routiers construits	Km	-	180	1200	1200
Route entretenue					
Linéaire des réseaux routiers entretenus	Km	-	3000	4000	4000
Route Nationale bitumée					
Linéaire de route bitumée	Km	2000	-	-	-
Route réhabilitée					
Linéaire des réseaux routiers réhabilités	Km	-	1200	8800	8800
OS 206-2-2 : Mettre en place toutes infrastructures connexes de qualité durable concourant à un réel développement économique régional et national					
Ouvrage d'art entretenu					
Linéaire d'ouvrage d'art entretenu	MI	1500	-	-	-
Route Nationale entretenue					
Linéaire des Routes Nationales entretenues	Km	200	-	-	-
218-Gestion du patrimoine routier					
OG 218-2 : 09-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation					
OS 218-2-1 : Définir, proposer et programmer les stratégies d'entretien des infrastructures routières nationales					
Route Nationale entretenue					
Linéaire des routes entretenues	Km	12000	3000	4000	4000
640-GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS					
215-Développement des infrastructures					
OG 215-5 : 09-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation					
OS 215-5-1 : Maintenir le réseau routier en bon état					
Route construite					
Linéaire de route construite	Km	500	180	1200	1200
Route Nationale bitumée					
Linéaire de route bitumée	Km	400	-	-	-
Route Nationale entretenue					
Linéaire de route entretenue	Km	200	3000	4000	4000

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
67-MINISTRE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE					
630-TRANSPORT					
022-Administration et Coordination					
OG 022-3 : Mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 022-3-1 : Améliorer la gestion des finances publiques					
Gestion des finances publiques améliorée					
Taux d'exécution budgétaire	TAUX	90	92	92	92
Gestion du système des transports et de la météorologie mise en place					
Nombre de marchés montés	Nombre	25	25	25	20
Nombre de textes élaborés et/ou validés	Nombre	15	25	25	10
Taux de réalisation des activités du PTA	TAUX	0	0,6	0,6	0,75
Infrastructures mises aux normes					
Nombre d'infrastructure construite ou réhabilitée	Nombre	-	8	10	5
208-Transports Routier et Ferroviaire					
OG 208-3 : Bâtir une infrastructure résiliente qui profite à tous et encourager l'innovation					
OS 208-3-1 : Développer les infrastructures de transport routier et ferroviaire					
Infrastructures et moyen de production aux normes et service de qualité offert satisfaisant					
Nombre d'infrastructure ferroviaire mise au norme	Nombre	-	2	2	2
Nombre d'infrastructure de transport routier construites dans l'année	Nombre	-	1	1	4
OS 208-3-2 : Offrir un service régulier, fiable et compétitif					
Ligne ferroviaire exploitée					
Volume de marchandises transportées par voie ferroviaire	TONNE	0	55000	56000	57000
OS 208-3-2 : Offrir un service régulier, fiable et compétitif					
Ligne ferroviaire exploitée					
Nombre de passagers transportés par voie ferroviaire	Nombre	-	19900	20000	21000
209-Transports Maritime, Fluvial et Aérien					
OG 209-3 : Bâtir une infrastructure résiliente qui profite à tous et encourager l'innovation					
OS 209-3-1 : Développer les infrastructures de transport maritime et fluvial					
Navigation fluide, zones desensclavées, fleuves navigables dotées d'infrastructures appropriées et transport fluvial réglementé					
Nombre de ports fluvial réhabilité et/ou aménagé	Nombre	1	1	1	1
Nombre de port maritime réhabilité et/ou aménagé	Nombre	2	2	2	2
Accroissement de la productivité et la sécurité du transport maritime					
Volume de marchandises transportées par voie maritime	TONNE	-	5000000	6000000	6500000
Création d'environnement incitant le développement du secteur maritime et fluviale					
Longueur de voie fluviale navigable draguée	KM LINÉAIRE	20	30	50	10
Infrastructures aéroportuaires mises aux normes					
Nombre d'aérodrome et aéroport certifiés et/ou homologués	Nombre	2	2	2	2
Accroissement du nombre de ligne aérienne exploitée					
Nombre de lignes aériennes exploitées	Nombre	25	27	27	7
Nombre de passagers en vol régulier tout réseau confondu	Nombre	-	320000	350000	400000
Emprises aéroportuaires sécurisés					
Nombre d'emprise aéroportuaire sécurisée	Nombre	4	3	3	2
680-METEOROLOGIE					
211-Développement météorologique					
OG 211-3 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions					
OS 211-3-1 : Augmenter la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat					
Système d'alerte en temps réel mis en place et/ou renforcé					
Nombre de bulletins et avis d'alerte émis	Nombre	2918	2918	2918	3254
Stations hydrométéorologiques acquis					
Nombre de stations hydrométéorologique acquis	Nombre	1	1	2	5
Station météorologique automatiques acquis					
Nombre de station météorologique automatiques acquis	Nombre	12	52	29	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
68-MINISTRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES SERVICES FONCIERS					
460-DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE					
018-Administration et Coordination					
OG 018-3 : ODD 16-PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES					
OS 018-3-1 : Optimiser la sécurisation foncière					
Accès des usagers au service public modernisé					
*Administration foncière modernisée	Unité	2	-	-	-
Concevoir, développer et mettre à jour les logiciels spécifiques pour les services fonciers déconcentrés et décentralisés	Nombre	10	-	-	-
Mettre en place la gestion informatisée des files d'attente	Unité	2	-	-	-
Mettre en place des contrôles d'accès sécurisés au niveau du service foncier	Unité	2	-	-	-
Nombre Service Foncier équipé	Nombre	1	-	-	-
SIF mis en place	%	10	-	-	-
Système d'Information Foncière (SIF) mis en place et équipé	Nombre	10	-	-	-
Administration du domaine et sécurisation foncière assurée					
Administration du domaine et sécurisation foncière assurée					
ASSURER LA REPRESENTATION INTERREGIONALE DU MINISTERE EN MATIERE DE DOMAINE ET DE TOPOGRAPHIE	%	100	-	-	-
Assurer les fonctionnements interrégionale de domaine et de topographie	Taux (%)	100	-	-	-
Pilotage stratégique et opérationnel des activités du service foncier					
Planifier et coordonner les activités globale du service foncier	%	100	-	-	-
Pourcentage des doléances traitées par rapport à celles enregistrées au niveau du foncier	%	80	-	-	-
Taux d'effectivité des documents de planification et des rapports périodiques	%	100	100	100	100
Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs					
Taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
OS 018-3-2 : Promouvoir les réformes administrateurs (digitalisation, ...) Optimiser la sécurisation foncière					
Accès des usagers au service public modernisé					
Administration foncière modernisée	Nombre	4	-	-	-
Administration foncière modernisée et sécurisée	Nombre	4	-	-	-
Nombre Service Foncier équipé	Nombre	1	-	-	-
SIF mis en place	Nombre	10	-	-	-
Pilotage stratégique et opérationnel des activités du service foncier					
assurer la coordination technique des services régionaux et circonscriptions topographiques	%	-	100	100	100
Assurer la réforme et la modernisation des services fonciers	%	-	100	100	100
Assurer l'immatriculation des terrains et la conservation des propriétés titrés et non titrés	%	-	100	100	100
Mettre en œuvre la Gestion Foncière Décentralisée	%	-	100	100	100
Planifier et coordonner les activités globale du service foncier	%	-	100	100	100
Pourcentage des doléances traitées par rapport à celles enregistrées au niveau du foncier	%	80	-	-	-
Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs					
Taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
409-Domaine et sécurisation foncière					
OG 409-2 : ODD 16-PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES					
OS 409-2-1 : Optimiser la sécurisation foncière					
Accès de la population aux services fonciers de proximité					
Construction des services fonciers Mahajanga II	Nombre	10	-	-	-
Guichets uniques des services fonciers construits et opérationnels	Nombre	4	-	-	-
Accès des usagers au service public modernisé					
*Equiper le système d'archivage du service foncier en fournitures et services spécifiques	Nombre	16	-	-	-
Améliorer le système d'archivages du service foncier	Nombre	16	-	-	-
Effectuer des études sur les enjeux et défis de la digitalisation de l'administration foncière réalisées dans les services fonciers d'Antananarivo Atsimondrano, Antananarivo Avaradrano, Ambohidratrimo, Antananarivo renivohitra	Nombre	1	-	-	-
Effectuer la Pré-dématérialisation (Installer les ressources matérielles, former le personnel sur les processus de dématérialisation à suivre	Nombre	1	-	-	-
Mettre en place les dispositifs automatiques de délivrance de Certificats d'Immatriculation des Situations Juridiques et plans individuels	Nombre	2	-	-	-
Boky rovitra et sari-tany rovitra reconstitués					
Reconstituer les Boky rovitra et sari-tany rovitra	Nombre	90 000	-	-	-
Propriété foncière sécurisée via immatriculation individuelle et immatriculation collective					
Immatriculer les propriétés foncières : individuelle et collective	Nombre	4 340 000,00	-	-	-
Qualité de service public rendu aux usagers amélioré					
Renforcer la capacité des services fonciers en ressources matérielles	Nombre	10	-	-	-
OS 409-2-2 : Promouvoir les réformes administrateurs (digitalisation, ...) Optimiser la sécurisation foncière					
Accès des usagers au service public modernisé					
*Equiper le système d'archivage du service foncier en fournitures et services spécifiques	Nombre	16	-	-	-
Améliorer le système d'archivages du service foncier	Nombre	16	-	-	-
Effectuer des études des impacts de la réforme foncière réalisée dans les services fonciers d'Antananarivo Atsimondrano, Antananarivo Avaradrano, Ambohidratrimo, Antananarivo renivohitra	Nombre	1	-	-	-
Effectuer des études sur les enjeux et défis de la digitalisation de l'administration foncière réalisées dans les services fonciers d'Antananarivo Atsimondrano, Antananarivo Avaradrano, Ambohidratrimo, Antananarivo renivohitra	Nombre	1	-	-	-
Effectuer la Pré-dématérialisation (Installer les ressources matérielles, former le personnel sur les processus de dématérialisation à suivre	Nombre	1	-	-	-
Mettre en place les dispositifs automatiques de délivrance de Certificats d'Immatriculation des Situations Juridiques et plans individuels	Nombre	2	-	-	-
Boky rovitra et sari-tany rovitra reconstitués					
Nombre des Boky rovitra et Sari-tany rovitra reconstitués	Nombre	10000	-	-	-
Fournitures spécifiques pour la création des titres fonciers					
Nombre des Boky rovitra et Sari-tany rovitra reconstitués	Nombre	70000	-	-	-
OS 409-2-3 : Assurer l'égalité d'accès aux terres					
Accès de la population aux services fonciers de proximité					
Engager des opérations d'extension de Guichet unique pour mettre en place les CIRGFD et les opérationnaliser	Nombre	9	-	-	-
Dotation des matériels techniques spécifiques Topo					
Achat des matériels techniques spécifiques Topo	%	0	-	-	-
OG 409-3 : ODD 2- Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable 08-Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous					
OS 409-3-1 : 02-2 Assurer l'égalité d'accès aux terres 08-09 Promouvoir des politiques axées sur le développement favorisant des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation suite à l'accès facile à la terre					
Dotation des outils de gestion de terrains communaux fiable via PLOF fiable					
Elaborer des PLOFs communaux et effectuer des inventaires parcellaires	Nombre	150	-	-	-
OG 409-4 : PROMOUVOIR LA SECURISATION FONCIERE MASSIVE SUR L'ETENDUE DU TERRITOIRE NATIONAL					
OS 409-4-1 : Assurer l'égalité d'accès aux terres					
Accès de la population aux services fonciers de proximité					
nombre de Guichet unique réhabilité pour mettre en place les CIRGFD et les opérationnaliser	Nombre	-	9	9	9
OS 409-4-2 : Mettre en œuvre le programme topographique foncière					
Documents topographiques fonciers informatisés, Plofs fiables élaborés et délimitation des terrains inventoriés					
Taux de Couverture nationale en Plan Local d'Occupation Foncière-PLOF au niveau des communes	Taux (%)	-	42,5	52,9	63,3

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 409-4-3 : Mettre en œuvre le programme foncier national					
Appui technique aux Communes					
Nombre de Birao Ifoton'ny Fananantany (BIF) ou guichets fonciers appuyés au niveau des communes	Nombre	-	562	625	688
Propriété foncière sécurisée - Opération de Certification Foncière Massive (certificats fonciers)					
Nombre de Karatany ou Certificats fonciers édités (Opération des Certificats Foncière Massive au niveau des communes -OCFM)	Nombre	-	1 000 000	2 000 000	3 000 000
Propriété foncière sécurisée - Opération Domaniale Concertée (titres fonciers)					
Nombre de Titres Fonciers créés (Opération Domaniale Concertée - ODOC)	Nombre	-	706000	756000	806000
Propriété foncière sécurisée (certificats fonciers)					
Nombre de Karatany ou Certificats fonciers édités (Opération des Certificats Foncière Massive au niveau des communes -OCFM)	Nombre	-	1 000 000	2 000 000	3 000 000
OS 409-4-4 : Moderniser l'administration foncière					
Modernisation des Services fonciers					
Nombre des nouveaux bâtiments construits au niveau des districts	Nombre	-	63	73	106
Nombre des services fonciers réhabilités et équipés au niveau des districts	Nombre	-	0	20	20
Promotion d' une meilleur accessibilité des usagers aux services fonciers					
Taux d'accès aux services fonciers modernisés	Taux (%)	-	0	15	30
620-AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
021-Administration et Coordination					
OG 021-3 : ODD 16-PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES					
OS 021-3-1 : Renforcer tout mécanisme pour la promotion du genre au service du développement					
Administration de l' Aménagement du territoire assurés					
Assurer le fonctionnement de la DGATE	Taux (%)	100	-	-	-
Assurer le fonctionnement de la direction de la planification et du soutien du territoire	Taux (%)	100	-	-	-
Biens et services DDUD	Taux (%)	100	-	-	-
Biens et services Direction du Développement Urbain Durable	Taux (%)	100	-	-	-
Coordination et planification des territoires maritimes	Taux (%)	100	-	-	-
Développement et gestion de base des données sur le territoire	Taux (%)	100	-	-	-
Planifier, coordonner, contrôler et suivre les actions pour l'Aménagement du Territoire	Taux (%)	100	-	-	-
Représentant interrégionale du Ministère en matière de l'aménagement du territoire et de l'équipement	%	100	-	-	-
Amélioration des prestations de service public					
Constitution d'un répertoire chronologique et thématique des textes juridiques	%	80	-	-	-
Mise en œuvre de la numérisation et digitalisation au sein de la structure en charge des services juridiques au sein de l'administration de l'aménagement du territoire et des services fonciers	Nombre	500	-	-	-
Mise en place d'un système juridique efficace au sein de l'administration de l'aménagement du territoire et des services fonciers	Nombre	20	-	-	-
Traduction en langue malagasy des textes juridiques	Nombre	250	-	-	-
Nombre des agents encadrés et non encadrés formés					
Agents formés	Nombre	1000	-	-	-
Pilotage stratégique et opérationnel optimal des activités du ministère et de son administration					
Assurer le contrôle et les missions d'audit des services au niveau central et excentrique	%	100	-	-	-
Taux d'appropriation des standards de services	%	50	-	-	-
Taux d'effectivité des rapports périodiques de suivis	%	100	-	-	-
Renforcement de l'Etat de droit					
Conception des textes législatifs et réglementaires ainsi que tout document à soumettre en Conseil des Ministres et Gouvernement	Nombre	100	-	-	-
Confection des éléments de défense pour garantir la défense des intérêts de l'Etat malagasy dans les affaires contentieuses	Nombre	30	-	-	-
Maintien du rôle d'appui conseil juridique de l'Administration dans son ensemble.	Nombre	30	-	-	-
Ressources gérées de manières efficaces et efficientes pour l'atteinte des objectifs					
Exécuter les procédures de passation des marchés publique	%	90	-	-	-
Mettre en place le centre de médias institutionnelle	Nombre	16	-	-	-
Taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
OS 021-3-2 : Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration centrale et déconcentrée					
Biens et service du cabinet du ministère					
Assurer le fonctionnement du cabinet du Ministère	Taux (%)	100	-	-	-
Les projets de l'aménagement du territoire sont réalisés avec des mesures de sauvegarde environnementale et sociale approprié					
Délivrance des permis environnementales	Nombre	100	-	-	-
Rénovation et valorisation des patrimoines du ministère					
Rénover et valoriser les patrimoines du ministères	Taux (%)	100	-	-	-
OG 021-4 : Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au ministère					
OS 021-4-1 : Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration					
Pilotage stratégique et opérationnel des activités de l'aménagement du territoire					
Taux d'effectivité des rapports périodiques en matière d'Aménagement du territoire	%	-	100	100	100
Administration de l' aménagement du territoire assuré					
Pourcentage des résultats atteints par rapport au prévu dans le contrat de programme en matière de l'aménagement du territoire	%	-	100	100	100
Nombre de dossiers EIE et PREE traités	%	-	100	100	100
Nombre de rapports, de documents et de textes	Nombre	-	12	12	12
OG 021-5 : INSTAURER UNE ADMINISTRATION EFFICACE ET HARMONIEUSE AU SEIN DU MINISTERE					
OS 021-5-1 : AMÉLIORER LA CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE ET MANAGÉRIALE ET ASSEOIR LA CULTURE DE L'EXCELLENCE					
Administration de proximité					
Nombre des bâtiments construits et/ou réhabilités avec les équipements nécessaires	Nombre	-	10	17	23
COORDINATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE ET TECHNIQUE DU MINISTERE					
Taux d'exécution budgétaire	%	-	100	100	100
Coordination et appui à la gestion de tous les aspects de la mise en œuvre des projets au sein du Ministère					
Taux de performance du Ministère	%	-	80	90	100
FLUIDITÉ DE LA COMMUNICATION ASSURÉE					
Taux de médiatisation de tous les événements survenus	%	-	90	90	90
LA GESTION DU PERSONNEL RÉPOND AUX BESOINS D'EXCELLENCE DU MINISTÈRE					
Taux des dossiers traités à temps	%	-	100	100	100
L'INFORMATISATION RÉPOND AUX BESOINS DE GESTION ET D'ACCÈS À L'INFORMATION DU MINISTÈRE					
taux d'accessibilité à l' information du Ministère	%	-	80	80	80
MARCHÉS APPROUVÉES CONFORMÉMENT À LA LOI EN VIGUEUR					
Taux de marchés approuvées	%	-	100	100	100
OUTILS DE PLANIFICATION APPROPRIÉS PAR TOUS LES DÉPARTEMENTS DU MINISTÈRE					
Effectivité des Documents de planification et de suivi-évaluation du Ministère	%	-	100	100	100
VULGARISATION DES TEXTES ET DOCUMENTS OFFICIELS					
Textes vulgarisés	%	-	85	100	100
207-Aménagement et équipement des villes					
OG 207-1 : ODD 14-2-gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers					
OS 207-5-1 : Prendre en compte les enjeux environnementaux dans les politiques, programmes et projet de développement					
Les zones à fortes potentialités de développement valorisées					
Zones littorales (régions, districts, communes, ES) dotés en outils de planification	Nombre	2	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OG 207-3 : ODD 11 - VILLES ET COMMUNAUTES DURABLES					
OS 207-3-1 : 11.a- Favoriser l'établissement des liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale					
Bâtiments administratifs et habitations existants réhabilités					
Police d'aménagement du territoire fonctionnel	Nombre	1	-	-	-
Services régionaux fonctionnels	Nombre	4	-	-	-
outils de planification mis à l'échelle, capitalisés et appropriés par les autorités locales					
Agents formés	Nombre	1000	-	-	-
OS 207-3-2 : 11.3- renforcer l'urbanisation durable pour tout et le capacité de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tout le pays					
irrégularités en matière d'Aménagement du territoire, d'urbanisme réduites					
Police d'aménagement du territoire fonctionnel	Nombre	1	-	-	-
Nombre des agents encadrés et non encadrés formés					
Agents formés	Nombre	1000	-	-	-
plan d'aménagement participatif établi pour donner une vision cohérente de l'ensemble du territoire, et qui évoluera en Plan d'Urbanisme de Détail (PUDé) quartiers équipés en infrastructures de base prioritaires					
mobile interne amélioré	Nombre	10	-	-	-
OS 207-3-3 : 11.b- accroître considérablement le nombre de villes et d'établissements humains qui adoptent et mettent en œuvre des politiques et plans d'action intégrés					
Images satellitaires valorisées avec la dotation de cartographie communale					
Cartographies communales produites avec mise en place de points géodésiques	Nombre	4	-	-	-
OS 207-3-4 : Aménager des villes avec des habitats décentes pour tous					
Les zones à fortes potentialités de développement valorisées					
Places et plages le long du littoral aménagé	Nombre	4	-	-	-
OS 207-3-5 : Amélioration de la gouvernance urbaine					
dématérialisation effective des autorisations d'urbanisme					
Dématérialisation des autorisations d'urbanisme	Nombre	25	-	-	-
OS 207-3-6 : Promouvoir la bonne gouvernance et le développement des Équipements et Infrastructures au niveau des CTD et le développement des Espaces de Croissance et de Solidarité prioritaires					
Les collectivités Territoriales Décentralisées sont dotées en infrastructures structurantes et en équipements de base					
Nombre d'infrastructures/d'équipements de base réhabilités ou construits (marchés, blocs sanitaires, lavoirs et espaces publics, ruelles, voirie, ...)	Nombre	-	3722	4114	4114
OS 207-3-7 : Renforcer la planification, l'organisation et la structuration des territoires					
Approche intégrée de la gouvernance municipale et du développement urbain					
IPAM fonctionnel	Oui	-	OUI	OUI	OUI
Appui technique des villes					
Nombre de Villes bénéficiaires du renforcement de la résilience climatique	Nombre	-	2	3	5
Couverture en image satellitaire à haute résolution					
Taux de couverture national en orthoimage à haute résolution	%	-	100	0	0
Développement des Villes durables et compétitives					
Nombre de Villes bénéficiaires de l'Amélioration de leur capacité technique et financière	Nombre	-	33	50	70
Les informations sur l'Aménagement du territoire sont capitalisées, diffusées et utilisées par tous les acteurs publics, privés et la population					
Nombre de communes utilisant MATAC/hanorina	Nombre	-	4	11	13
Système opérationnel de collecte et d'échange de base de données territoriales	Oui	-	OUI	OUI	OUI
Les territoires nationaux, régionaux et communaux sont organisés et planifiés					
Nombre d'outils de planification territoriale élaborés (SRAT, SNAT, SAIC, SAC, PUDI, PUDE, PALOSS, PSM)	Nombre	-	335	470	470
Les villes sont résilientes, sûres et forces motrices du développement économique					
Nombre de Villes bénéficiaires de l'Amélioration de leur capacité technique et financière	Nombre	-	33	50	70
Réhabilitation des réseaux d'assainissement urbains					
Voies et réseaux d'assainissement réhabilités ou construits en km : routes/ruelles et canaux/drains urbains	Km	-	394,4	6000	6000
VALORISATION DE DEUX ESPACES DE CROISSANCES PRIORISEES (EC et ES)					
Nombre d'espaces de croissance ou de solidarité bénéficiant de travaux d'aménagement ou d'équipements structurants	Nombre	-	4	16	28
OG 207-4 : 14- Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable					
OS 207-4-1 : Développer la résilience à la protection durable des écosystèmes marins et côtiers afin d'éviter leur dégradation					
Les territoires nationaux, régionaux et communaux sont organisés et planifiés					
Diagnostiques maritimes effectués	Nombre	4	-	-	-
Les territoires nationaux, régionaux et communaux sont organisés et planifiés:					
Atlas maritimes élaborés	Nombre	5	-	-	-
OG 207-5 : ODD 12: CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLE					
OS 207-3-6 : Promouvoir la bonne gouvernance et le développement des Équipements et Infrastructures au niveau des CTD et le développement des Espaces de Croissance et de Solidarité prioritaires					
Les zones à fortes potentialités de développement sont valorisées					
Nombre de projet d'aménagement des littoraux sur les villes et villages côtières de Madagascar	Nombre	-	14	22	29
OS 207-5-1 : Prendre en compte les enjeux environnementaux dans les politiques, programmes et projet de développement					
Cadre juridique mis en place					
Texte juridique élaboré	Nombre	1	-	-	-
Territoires durables grâce à une planification à long terme intégrant les enjeux environnementaux					
Elaborer des outils de planification territoriale à tous les niveaux de territoire	Nombre	4	-	-	-
Mener des études et élaborer des schémas d'aménagement inter communal	Nombre	2	-	-	-
Outils de planification territoriale élaborés intégrant les enjeux environnementaux	Nombre	2	-	-	-
OG 207-6 : 11- Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durable					
OS 207-6-1 : Contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires et sociales des habitants de l'agglomération d'Antananarivo					
Etudes techniques validées - Schéma directeur de l'Assainissement d'Antananarivo et ses périphériques élaborés et mis en œuvre - Des infrastructures prioritaires et structurantes construites					
"Disposer d'un outil de planification urbaine et un cadre d'intervention pour améliorer le service de l'assainissement dans l'agglomération d'Antananarivo à l'horizon 2035 Suite de la réalisation des ouvrages de la phase II Renforcement de capacité des entités oeuvrants dans l'Assainissement (CUA, APIPA et SMA) "	Nombre	2	-	-	-
OS 207-6-2 : Aménager des villes avec des habitats décentes pour tous					
*PUDI élaborés, contrat programmes élaborés, PUDé élaborés					
Elaboration PUDI, PUDé, et contrat programme	Nombre	8	-	-	-
Amélioration de la mobilité o Accès de la population à des infrastructures sanitaire et équipement de base o Amélioration de l'environnement et de l'aspect organisationnel des o Création d'un dynamisme économique et social dans les quartiers o Réduction conséquente du taux de maladie d'origine hydrique et du nombre d'accident piétonne pendant la période de pluie o Réduction du taux de pauvreté de la population, qui se traduit par l'évolution en standing du niveau de vie des habitants					
"Elaborer des Plans d'Aménagement de quartier et mettre en place des infrastructures de base "	Nombre	10	-	-	-
Infrastructures et équipements divers construits,					
Réaliser des travaux d'aménagement de voiries urbaine	%	100	-	-	-
Infrastructures et équipements divers construits, Construction/ réhabilitation d'infrastructures d'Equipements Marchands construits, Espaces publics aménagés					
Réaliser des travaux d'aménagement de voiries urbaine, de drains, Construire/ réhabiliter des infrastructures d'Equipements Marchands, Travaux d'aménagement paysager et de jardins	Nombre	3	-	-	-
Les zones à fortes potentialités de développement valorisées					
Places et plages le long du littoral aménagé	Nombre	4	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OG 207-7 : 10-Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre					
OS 207-7-1: Améliorer l'accès de la population aux infrastructures et services sociaux de base					
CTD et les communautés de base dotés d'un outil élaboré de façon participative et inclusive pour qu'ils prennent en main la gestion de leurs territoires respectifs					
Guide d'élaboration d'un Plan d'Aménagement Local Simplifié (PALOS) réalisé	Nombre	1	-	-	-
Développement équilibré des territoires grâce à l'optimisation de la relation ville campagne					
Régions ayant élaboré sa stratégie de mise en relation ville-campagne	Nombre	2	-	-	-
Meilleur accès de la population aux services de base grâce à la réhabilitation des voies publiques					
Communes rurales bénéficiant de travaux de réhabilitations de voie publique	Nombre	7	-	-	-
Structure et mécanisme de coordination du secteur infrastructure et équipement mis en place					
Nombre de dispositif institutionnel de mise en œuvre de la PNDIE au niveau gouvernemental et territorial	Nombre	1	-	-	-
OG 207-8 : 09-Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation					
OS 207-8-1: Améliorer l'accès de la population aux infrastructures et services sociaux de base					
Meilleur accès de la population aux services de base grâce à la réhabilitation d'un centre public					
Réaliser des travaux de réhabilitations d'un centre public	Nombre	1	-	-	-
OS 207-8-2 : Restaurer les infrastructures sociales d'utilité publique					
Equipements de base construits dans les campagnes					
Communes rurales bénéficiant d'équipements	Nombre	8	-	-	-
OS 207-8-3 : Améliorer l'efficacité et l'efficacités des circonscriptions administratives et des CTD					
CTD et les communautés de base dotés d'un outil élaboré de façon participative et inclusive pour qu'ils prennent en main la gestion de leurs territoires respectifs					
CTD et établissements humain ayant élaboré un plan ou un schéma d'aménagement de leur territoire	Nombre	7	-	-	-
Guide d'élaboration d'un Plan d'Aménagement Local Simplifié (PALOS) réalisé	Nombre	1	-	-	-
OS 207-8-4 : "Mettre en place toutes infrastructures connexes de qualité durable concourant à un réel développement économique régional et national "					
Etat des lieux et besoins en infrastructure/équipement établi et disponible à temps réel pour la prise de décision					
01 Base de donnée nationale des infrastructures et équipements opérationnelle, fiable et à jour	%	10	-	-	-
OS 207-8-5 : "Bâtir des infrastructures pour améliorer l'accès de la population aux services sociaux de base "					
Bâtiments administratifs construits aux niveaux des CTD					
Régions bénéficiant de nouvelles constructions de batiments administratif	Nombre	23	-	-	-
OS 207-8-6 : Contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires et sociales des habitants de l'agglomération d'Antananarivo					
Ville assainie					
Travaux d'aménagement des berges du canal C3 - Travaux curage du canal C3 - Travaux d'aménagement du site de confinement des boues de curage	Nombre	1	-	-	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
71-MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE					
710-SANTÉ					
024-Administration et Coordination					
OG 024-1 : DEVELOPPER LA CAPACITE ORGANISATIONNELLE ET MANAGERIALE DU SYSTEME DE SANTE					
OS 024-1-1 : GARANTIR LA MISE AUX NORMES DES INFRASTRUCTURES ADMINISTRATIFS ET DES EQUIPEMENTS INFORMATIQUES					
CADRE DE TRAVAIL DU PERSONNEL DE SANTE PUBLIC AMELIORE					
Nombre de bureau administratif doté en materiel et mobilier de bureau	Nombre	0	-	-	-
OS 024-1-2 : ASSURER LE PILOTAGE DU SYTEME DE SANTE					
PILOTAGE DU SYSTEME DE SANTE ASSUREE					
Taux de promptitude des RMA	%	75	80	83	85
OS 024-1-3 : PROMOUVOIR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LA COUVERTURE SANTE UNIVERSELLE					
DISTRICT AYANT FAIT L'OBJET DE CIBLAGE DES PERSONNES VULNERABLES ET D'AFFILIATION DES PERSONNES VULNERABLES A LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE EN SANTE					
Nombre de District ayant fait l'objet de ciblage	-	-	10	15	20
OS 024-1-4 : ASSURER LA MOBILISATION DES MOYENS POUR LE SYSTEME DE SANTE					
RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES DU SYSTEME DE SANTE MOBILISEES DE FACON EFFICIENTE					
Nombre des districts ayant des CSU opérationnelles	Nombre	20	-	-	-
Proportion des SOA encadrés en terme de l'exécution budgétaires	%	-	40	30	15
OS 024-1-5 : ASSURER LA FOURNITURE DES FORMATIONS DE QUALITE AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE FORMATION DES PARAMEDICAUX					
FOURNITURE DES FORMATIONS DE QUALITE AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE FORMATION DES PARAMEDICAUX ASSUREE					
Proportion des établissements privés remplissant 75% des normes de formation	-	-	30	40	75
OS 024-1-6 : Assurer la disponibilité des informations sanitaires fiables					
Assurance de la mobilisation des moyens humains du système de santé					
Pourcentage de CSB 2 sans medecins	%	36	45	43	40
505-Lutte contre les maladies					
OG 505-1 : PROMOUVOIR LA LUTTE CONTRE LES MALADIES					
OS 505-1-2 : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES Y COMPRIS LA PREVENTION DU HANDICAP					
CONDITION HANDICAPANTE REDUITE					
Taux de dépistage des facteurs de risques des MNT	%	30	35	40	45
OS 505-1-3 : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES MALADIES TRANSMISSIBLES, EPIDEMIQUES ET NEGLIGÉES					
PREVENTION ET PRISE EN CHARGE CORRECTE DES CAS DE PALUDISME, TUBERCULOSE ET VIH/SIDA RENFORCEES					
Pourcentage des cas de tuberculose prise en charge correctement	%	90	93	93	95
SURVEILLANCES EPIDEMIOLOGIQUES RENFORCEES					
Pourcentage des districts supervisés en matière de surveillance épidémiologique	%	35	40	45	50
OS 505-1-4 : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME					
PRISE EN CHARGE CORRECTE DES CAS DE PALUDISME RENFORCEE					
taux des TDR distribué	%	95	96	97	98
506-Survie et développement de la mère et de l'enfant					
OG 506-1 : ASSURER LA SURVIE DE LA MERE ET DE L'ENFANT					
OS 506-1-1 : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES MALADIES EVITABLES PAR LA VACCINATION					
ENFANTS DE 0-11 MOIS COMPLETEMENT VACCINES					
Taux de couverture vaccinale pour toute antigène	%	96	98	99	99
OS 506-1-2 : AMELIORER L'ETAT DE SANTE DE LA MERE ET DU NOUVEAU-NE					
Etat de santé de la mère et de l'enfant amélioré					
Taux d'accouchement aux formations sanitaires	%	40	42	43	45
OS 506-1-4 : PROMOUVOIR LA PLANIFICATION FAMILIALE					
UTILISATION DES SERVICES DE PLANIFICATION FAMILIALE AUGMENTEE					
Taux de couverture contraceptive	%	40	43	43	45
OS 506-1-5 : RENFORCER LA PREVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DE LA MALNUTRITION					
PRISE EN CHARGE DES ENFANTS AGES MOINS DE 5 ANS MALNUTRIES AIGUES ASSUREES					
Taux d'insuffisance pondérale en consultation externe chez les enfants moins de 5 ans	%	7	6	5	4
508-Fourniture des soins de santé de qualité					
OG 508-2 : Améliorer l'offre et l'accessibilité de la population aux services de qualité					
OS 508-2-1 : Promouvoir l'offre de soins de qualité aux population					
Offre et accessibilité de la population aux services de santé de base de qualité améliorés					
Taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB	%	0	-	-	-
OS 508-2-2 : Améliorer l'offre et l'accessibilité de la population aux formations sanitaires					
Offre et accessibilité de la population au niveau des formations sanitaires assurés					
Pourcentage des FS pouvant offrir des soins de qualité	%	0	-	-	-
OS 508-2-3 : Assurer la disponibilité des intrants de santé					
Approvisionnement continue en intrants de santé au niveau des formations sanitaires					
Taux de disponibilité des poches de sang au niveau des centres hospitaliers (district , region ,universitaire)	%	96	98	100	100
Intrants de santé disponibles au niveau des formations sanitaire					
Taux de disponibilité des intrants de santé	%	100	100	100	100
OS 508-2-4 : Promouvoir l'offre de soins de qualité aux populations au niveau communal					
Offre et accessibilité de la population aux services de santé de base de qualité améliorés					
Taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB	%	60	65	70	75
OS 508-2-5 : Améliorer l'offre et l'accessibilité de la population en milieu hospitalier universitaire					
Offre et accessibilité de la population aux services des hôpitaux universitaires de qualité améliorés					
Pourcentage des hôpitaux universitaires pouvant offrir des soins de qualité	%	90	95	96	98
OS 508-2-6 : Assurer la prise en charge correcte des cas référés aux niveaux des hôpitaux des régions et districts					
La prise en charge correcte au niveau des hôpitaux de référence est assurée					
Nombre des CHR/CHRR mises aux normes	Nombre	13	13	25	30

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
75-MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
750-JEUNESSE					
045-Administration et Coordination					
OG 045-2 : RENFORCER L'EFFICACITE DE L'ADMINISTRATION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
OS 045-2-1 : AMELIORER LA QUALITE DES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
Mettre en place un Service d'audit interne et de suivi-évaluation installé et fonctionnel					
Nombre de service d'audit interne et de suivi-évaluation installé et fonctionnel	Nombre	1	1	1	-
Services centraux et déconcentrés du Ministère construits, réhabilités et équipés					
Nombre de services centraux et déconcentrés du Ministère construits, réhabilités et équipés	Nombre	50	50	50	-
Suivi-évaluation des moyens et des ressources du Ministère amélioré					
Nombre des Services centraux et déconcentrés du Ministère où la gestion des moyens et des ressources est améliorée	%	1	1	1	-
OS 045-2-2 : DEVELOPPER LES PARTENARIATS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX POUR LE SECTEUR JEUNESSE ET SPORTS					
Négocier et conclure de conventions de partenariat internationales, nationales et régionales					
Nombre de conventions de partenariat internationales, nationales et régionales pour le secteur Jeunesse et Sports conclues	Nombre	50	50	50	-
312-Jeunesse et Loisirs					
OG 312-2 : PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION DES JEUNES ET EXPLOITER PLEINEMENT LA DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE					
OS 312-2-1 : DEVELOPPER DE CENTRES DE JEUNES PUBLICS, PRIVES ET COMMUNAUTAIRES POUR LA SANTE, LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE					
Centres de jeunes dotés d'un plan de développement quadriennal axé vers l'urgence					
Nombre de centres de jeunes dotés d'un plan de développement quadriennal axé vers l'urgence	Nombre	1285	1285	1285	-
OS 312-2-2 : ASSURER LA PROMOTION DE L'ENTREPREUNARIAT ET DES EMPLOIS-JEUNES VIA CENTRES DE JEUNES					
Concours de meilleurs Projets d'entrepreneuriat des jeunes organisés					
Événements promouvant les emplois-jeunes de type "salon des emplois" organisés	Nombre	6	6	6	-
Meilleurs projets d'entrepreneuriat urbain et rural appuyés	Nombre	88	88	88	-
Sites de reforestation économique pour emplois-jeunes installés (agroforesterie, unité de transformation, circuits de commercialisation)	Nombre	66	66	66	-
Jeunes en entrepreneuriat des centres formés et encadrés					
Nombre de centres de jeunes en entrepreneuriat formés et accompagnés	Nombre	250	250	250	-
OG 312-3 : DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE MALAGASY					
OS 312-3-1 : Promouvoir le Plein emploi via Pôles Emplois Jeunes et appui aux petits métiers et NTICS					
GARIN'NY TANORA : chaînes de valeurs "Production de manioc, transformation et commercialisation de Gari " gérées et exploitées par des Taniketsan'ny Tanora mpandraharaha (pepinières des jeunes entrepreneurs)					
Nombre d'emplois des jeunes créés (pepinières des jeunes entrepreneurs, taniketsan'ny tanora mpandraharaha)	Nombre	15250	16000	16000	-
HARENA MAINTSO : chaînes de valeurs "agroforesterie, apiculture" gérées et exploitées par des Taniketsan'ny Tanora mpandraharaha (pepinières des jeunes entrepreneurs)					
Nombre d'emplois des jeunes créés (pepinières des jeunes entrepreneurs, taniketsan'ny tanora mpandraharaha)	Nombre	1605	32100	32100	-
HARENA MANGA : chaînes de valeurs "Economie bleue" gérées et exploitées par des Taniketsan'ny Tanora mpandraharaha (pepinières des jeunes entrepreneurs)					
Nombre d'emplois des jeunes créés (pepinières des jeunes entrepreneurs, taniketsan'ny tanora mpandraharaha)	Nombre	10950	21900	21900	-
METIERS NTICS DES JEUNES : meilleurs projets de jeunes appuyés en métiers NTICS dans les grands centres urbains de Madagascar					
Nombre d'emplois des jeunes créés (meilleurs projets de jeunes en petits métiers)	Nombre	345	345	345	-
PETITS METIERS DES JEUNES : meilleurs projets de jeunes appuyés en petits métiers dans les grands centres urbains de Madagascar					
Nombre d'emplois des jeunes créés (meilleurs projets de jeunes en petits métiers)	Nombre	4600	4600	4600	-
SOMPITRY NY TANORA : chaînes de valeurs "Élevage à cycle court, pisciculture, unités de provenderie locale" gérées et exploitées par des Taniketsan'ny Tanora mpandraharaha (pepinières des jeunes entrepreneurs)					
Nombre d'emplois des jeunes créés (pepinières des jeunes entrepreneurs, taniketsan'ny tanora mpandraharaha)	Nombre	2000	4000	4000	-
OS 312-3-2 : Opérationnaliser les Conseils de la Jeunesse au service de l'Émergence à tous les niveaux (communal, régional, local, national)					
NIVEAU COMMUNAL : Mise en place et renforcer la capacité des Centres Communaux de la Jeunesse (CCJ) avec les 05 commissions opérationnelles (Santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs)					
Nombre CCJ mis en place et fonctionnels	Nombre	1695	1695	1695	-
NIVEAU DISTRICTS : Mise en place et renforcer la capacité des Centres de la Jeunesse au niveau des Districts (CJD) avec les 06 commissions opérationnelles (Santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs, entrepreneuriat et emplois jeunes)					
Nombre CDJ mis en place et fonctionnels	Nombre	119	119	119	-
Nombre CJD mis en place et fonctionnels	Nombre	119	119	119	-
NIVEAU NATIONAL : Mise en place et renforcer la capacité du Conseil National de la Jeunesse (CNJ) avec les 06 commissions opérationnelles (Santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs, entrepreneuriat et emplois jeunes)					
Nombre CNJ mis en place et fonctionnel	Nombre	1	1	1	-
NIVEAU REGIONAL : Mise en place et renforcer la capacité des Centres Régionaux de la Jeunesse (CRJ) avec les 06 commissions opérationnelles (Santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs, entrepreneuriat et emplois jeunes)					
Nombre CRJ mis en place et fonctionnels	Nombre	23	23	23	-
OS 312-3-3 : Accompagner l'émergence inclusive et durable des communautés de base (Fokontany, villages, hameaux)					
CENTRES DE JEUNES ET VOLONTARIAT : Promotion des centres de jeunes privés et autonomes et des Jeunes Volontaires pour l'Émergence (JVE) dans le cadre de la mise en œuvre de six thématiques prioritaires de l'émergence communautaire (santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs)					
Nombre de JVE formés et engagés pour coacher les communautés de base vers l'émergence inclusive et durable	Nombre	1260	12480	0	-
COACHING DE L'EMERGENCE ET DE LA TRANSFORMATION COMMUNAUTAIRE : Coaching et accompagnement des communautés de base dans la définition d'une vision d'émergence partagée et la mise en œuvre des cycles continus de planification et d'action de 100 jours axés sur 05 thématiques (santé et protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement et lutte contre les changements climatiques, sports et loisirs...)					
Nombre communautés de base (Fokontany, villages, hameaux...) devenues autonomes, saines, actives, pacifiques, éthiques, vertes et résilientes aux changements climatiques	Nombre	1200	1200	1200	-
EDUCATION CITOYENNE POUR L'EMERGENCE : Organisation des campagnes intensives d'éducation citoyenne LIFE SKILLS FANOITRA et ses composantes vitales (vision d'émergence et autodiscipline, santé de la reproduction, protection de la jeunesse, paix et sécurité, lutte contre la corruption, environnement, gestion des risques et des catastrophes, éducation et sport santé, entrepreneuriat, éducation financière et épargne...)					
Nombre des adolescents et des jeunes éduqués en LIFE SKILLS FANOITRA (avec ses composantes vitales) et devenus actifs et en bonne santé, protégés contre les fléaux de toutes sortes, épris de la culture de la paix et d'un réflexe anti-corruption, engagé dans la préservation de l'environnement et de l'autosuffisance alimentaire et dans la lutte contre les changements climatiques	Nombre	832800	832800	834400	-
OS 312-3-4 : Promouvoir des projets de loisirs à grande échelle					
Echanges culturels et ludiques pour détecter des talents exceptionnels au niveau communal					
Nombre d'événements communaux organisés	Nombre	1695	1695	1695	-
Echanges culturels et ludiques pour détecter des talents exceptionnels au niveau communal et district					
Nombre d'événements locaux organisés	Nombre	119	119	119	-
Présentations culturelles et ludiques afin de promouvoir et relever les valeurs du terroir de chaque région					
Nombre de giga événements régionaux	Nombre	23	23	23	-
Processus d'élaboration de la Politique Nationale des Loisirs					
Nombre de PNL élaboré	Nombre	1	-	-	-
Rencontres culturelles et ludiques avec des effets pyrotechniques et lumineux au niveau national					
Nombre de giga événement national organisés	Nombre	1	1	1	-
OS 312-3-5 : Promouvoir le rayonnement international de la Jeunesse Malagasy					
Rayonnement de la Jeunesse Malagasy au niveau sous-régional, continental, francophone et mondial					
Taux de représentations de la Jeunesse malagasy aux grands événements internationaux	%	0,8	1	1	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 312-3-6 : Améliorer la gouvernance du Secteur Jeunesse Mise en œuvre et coordination des quatre clés visant à améliorer la gouvernance du secteur Jeunesse (formation et renforcement de capacité, meilleure coordination des appuis techniques, système de suivi-évaluation, communication de qualité) Taux d'amélioration de la Gouvernance du Secteur Jeunesse (formation et renforcement de capacité, meilleure coordination des appuis techniques, système de suivi-évaluation et communication)	%	0,6	0,9	0,9	-
780-SPORTS					
301-Sports					
OG 301-2 : ASSURER L'EMERGENCE DU SPORT DE HAUT NIVEAU, DE L'EDUCATION PHYSIQUE DE QUALITE ET DU SPORT-SANTE					
OS 301-2-1 : PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT SOUTENU ET DURABLE DU SPORT DE HAUT NIVEAU : SPORT EMERGENCE 2024					
Jeunes athlètes ayant accès à un encadrement sportif et à un enseignement de qualité					
Nombre de gymnases à 4000 places, gymnases à 1000 places, piscines olympiques et terrain manarapenitra aménagé ou construit ou opérationnel	Nombre	32	32	32	-
Nombre de jeunes athlètes ayant accès à un encadrement sportif et à un enseignement de qualité	Nombre	180	180	180	-
OS 301-2-2 : PROMOUVOIR L'EMERGENCE DES CITOYENS EN BONNE SANTE, ACTIFS ET COMPETENTS SUIVANT LES RECOMMANDATIONS DE L'UNESCO					
Collectivités, communautés, et écoles SAINES ET ACTIVES (Education Physique de Qualité, Sport-santé)					
Nombre des collectivités, des communautés, des écoles SAINES ET ACTIVES (Education Physique de Qualité, Sport-santé)	Nombre	132	132	132	-
OG 301-3 : EFFICIENCE DU SPORT MALAGASY					
OS 301-3-1 : Restaurer et améliorer la qualité de la gouvernance sportive					
INTEGRITE ET ETHIQUE : Fédérations sportives pouvant se conformer aux normes d'intégrité, d'éthique et de bonne gouvernance de l'UNESCO et du Comité International Olympique (CIO)					
Nombre des fédérations sportives dotées de Statuts conformes aux normes d'intégrité, d'éthique et de bonne gouvernance de l'UNESCO et du CIO	Nombre	7	7	7	-
PLANIFICATION ET DEVELOPPEMENT : Fédérations sportives capables dans l'élaboration, le management et le suivi-évaluation d'un plan de développement quadriennal					
Nombre de fédérations sportives ayant la capacité de planification, de management et de suivi-évaluation d'un plan de développement quadriennal	Nombre	10	05	0	-
OS 301-3-2 : Mettre en œuvre le Statut des athlètes de haut niveau en partenariat avec les Fédérations sportives agréés et prioritaires					
MOTIVATION ET PLAN DE CARRIERE SPORTIVE DES ATHLETES : pack de motivation et de plan de carrière sportive aux athlètes de haut niveau					
Nombre d'athlètes bénéficiaires des avantages liés au statut des athlètes de haut niveau (des indemnités forfaitaires évolutives tenant compte des palmarès, assurance couvrant tous risques et décès, homologation des diplômes et stages , octroi des titres honorifiques exceptionnels, enseignement de qualité pour les élèves-athlètes, traitement spécial par rapport aux contraintes scolaires, universitaires et professionnelles...) et d'un plan de carrière sportive conformes à leurs aspirations et à leur niveau	Nombre	10	05	0	-
PALMARES INTERNATIONAUX : participation des athlètes de haut niveau malagasy aux compétitions sportives internationales (régionales, continentales, francophones et mondiales)					
*Nombre de palmarès des athlètes malagasy aux compétitions internationales *	Nombre	30	30	30	-
PREPARATION CONTINUE DES ATHLETES : Encadrement et un perfectionnement continu et de qualité aux athlètes de haut niveau					
Athlètes de haut niveau aptes à concourir et à remporter des compétitions régionales, continentales et mondiales	Nombre	350	350	350	-
OS 301-3-3 : Instaurer une Education Physique de Qualité (EPQ)					
APPUI AUX INITIATIVES LOCALES EPQ : Fédérations sportives appuyées dans le management et le suivi-évaluation d'un plan de développement quadriennal					
Nombre des citoyens en bonne santé, actifs et compétents (normes UNESCO)	Nombre	832800	832800	834400	-
STRUCTURE MULTIPARTITE EPQ : Structure nationale multipartite EPQ					
Nombre de structure de coordination nationale EPQ redynamisée et dotée d'un laboratoire national des bonnes pratiques	Nombre	1	1	1	-
OS 301-3-4 : Promouvoir la préparation de la relève sportive					
APPUI AUX INITIATIVES LOCALES : Régions et Communes appuyées dans la préparation de la relève sportive					
Nombre de talents sportifs détectés et perfectionnés	Nombre	20000	20000	20000	-
CENTRE NATIONAL DU SPORT-ETUDE : Préparation continue et la participation des équipes nationales jeunes aux compétitions internationales					
Nombre de jeunes athlètes aptes à concourir et à remporter des compétitions régionales, continentales et mondiales	Nombre	150	150	150	-
OS 301-3-5 : Developper les partenariats internationaux en appui à la mise en œuvre du Programme Sport					
Fédérations sportives prioritaires appuyées dans la négociation des partenariats internationaux dans le cadre de la mise en œuvre de leurs plans de développement quadriennal					
Nombre de coopérations bilatérales (avec implication des fédérations internationales) conclues	Nombre	5	5	5	-
OS 301-3-6 : Améliorer la gouvernance du Secteur Sport					
Mise en œuvre et coordination les trois éléments clés visant à améliorer la gouvernance du secteur sport (formation et renforcement de capacité, système de suivi-évaluation, communication de qualité)					
Taux d'amélioration de la Gouvernance du Secteur Sport (formation et renforcement de capacité, système de suivi-évaluation et communication)	%	0,6	0,9	0,9	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
76-MINISTÈRE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME					
762-Développement social					
066-Administration et coordination					
OG 066-1 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION					
OS 066-1-1 : RENFORCER LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES					
AGENTS DU MINISTERE OPERATIONNELS					
Taux d'assiduité des agents du Ministère					
	%	90	90	95	95
OS 066-1-2 : AMELIORER LA GESTION DU PATRIMOINE DE L'ETAT					
GESTION NORMALISÉE DU PATRIMOINE MOBILIER ET IMMOBILIER					
Taux du patrimoine de l'état dont la situation est régularisée					
	%	25	25	40	50
OS 066-1-3 : RENFORCER LE SYSTÈME D'INFORMATION DU MINISTERE					
COUVERTURE OPTIMALE DES DIRECTIONS EN TERMES SYSTÈME D'INFORMATION					
Taux des directions dotés d'un système d'information opérationnel					
	%	30	30	30	50
OS 066-1-4 : PLANIFIER ET COORDONNER LES ACTIVITES DU MINISTERE					
PERFORMANCE ET PRODUCTIVITÉ AMÉLIORÉE					
Taux de réalisations des activités planifiées					
	%	10	10	50	50
828-Population et développement					
OG 828-1 : INCLURE LA POPULATION AU PROCESSUS DE L'ÉMERGENCE					
OS 828-1-2 : APPUYER LES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES POUR L'ÉMERGENCE					
CAPITAL HUMAIN INTÉGRÉ AU PROCESSUS DE L'ÉMERGENCE					
NOMBRE DES ASSOCIATIONS APPUYÉES ET MOBILISÉES					
	Nombre	380	400	440	500
OS 828-1-3 : METTRE EN PLACE UN SYSTÈME DE PROTECTION ADAPTÉS AUX BESOINS DE L'ENFANT					
SYSTÈME DE PRÉVENTION ET DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EN SITUATION DIFFICILE AMÉLIORÉ					
NOMBRE D'ENFANTS PRIS EN CHARGE					
	Nombre	35000	35000	35000	35000
OG 828-2 : OG PR2. PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LA POPULATION					
OS 828-2-1 : OS PR2.1. METTRE EN PLACE UN CADRE ET SYSTÈME DE PROTECTION ADAPTÉS AUX BESOINS DE L'ENFANT					
SYSTÈME DE PRÉVENTION ET DE PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EN SITUATION DIFFICILE, VULNÉRABLES ET PRIVÉS DE SOINS PARENTAUX AMÉLIORÉ					
Nombre de dispositifs d'accueil et d'appui opérationnel					
	%	-	0	6	12
Taux de dispositifs d'accueil et d'appui opérationnel					
	%	25	25	25	25
OS 828-2-3 : OS PR2.2. RÉDUIRE L'EXCLUSION SOCIALE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ET DES PERSONNES AGÉES					
DROITS DES PERSONNES AGÉES VALORISÉS					
Nombre de PA bénéficiaires					
	Nombre	11000	11000	11000	11000
DROITS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (PSH) PROMUS					
Nombre de séance de sensibilisation effectué					
	Nombre	150	150	160	160
829-Genre et développement					
OG 829-1 : AMELIORER LE STATUT SOCIO- ECONOMIQUE ET JURIDIQUE DE LA FEMME					
OS 829-1-1 : RENFORCER L'APPUI AUX VICTIMES DE VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE					
Prise en charge et accompagnement des victimes renforcée					
NOMBRE DE FEMMES APPUYÉS					
	Nombre	4000	4000	4500	5000
Nombre de victimes de VBG prise en charge					
	Nombre	0	-	1000	1000
OS 829-1-2 : RENFORCER LES MECANISMES EXISTANTS POUR LA PROMOTION DU GENRE					
Mécanismes pour la promotion du genre renforcés					
NOMBRE DE DISPOSITIFS DE PRISE EN CHARGE OPERATIONNELS					
	Nombre	4	4	6	10
Nombre de dispositifs sur l'égalité du genre vulgarisés					
	Nombre	0	-	-	-
830-Protection sociale					
OG 830-1 : REDUIRE LE NOMBRE DE LA POPULATION EN SITUATION D'EXTREME PAUVRETE					
OS 830-1-1 : RENFORCER LE MECANISME EXISTANT RELATIF AUX PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE					
Cadre de référence relatif aux programmes de protection sociale amélioré					
Nombre de cadre de référence opérationnel					
	Nombre	2	2	2	2
OS 830-1-2 : PRENDRE EN CHARGE ET ACCOMPAGNER LES MENAGES TRES PAUVRES ET VICTIMES DE CHOCS					
Ménages victimes de chocs appuyés					
Nombre de ménages bénéficiaires appuyés					
	Nombre	10000	10000	150000	160000

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
81-MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE					
812-EDUCATION					
067-Administration et coordination					
OG 067-2 : PROMOUVOIR LA GESTION ET LA GOUVERNANCE POUR MIEUX TRANSFORMER LES RESSOURCES EN RÉSULTATS					
OS 067-2-1 : Améliorer la gouvernance au niveau central					
Pilotage, reporting et coordination au niveau du MEN améliorés					
Taux d'engagement des dépenses au niveau central (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	-	-	-
OS 067-2-2 : Améliorer la gouvernance au niveau des STD					
Pilotage, reporting et coordination au niveau des STD améliorés					
Taux d'engagement des dépenses au niveau régional (hors solde, financement externe et DTI)	%	99	-	-	-
OG 067-3 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie					
OS 067-3-1 : *Améliorer la gouvernance au niveau central					
*Pilotage, reporting et coordination au niveau du MEN Central améliorés					
Taux d'engagement des dépenses au niveau central (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	97	98	98
OS 067-3-2 : *Améliorer la gouvernance au niveau STD					
*Pilotage, reporting et coordination au niveau des STD améliorés					
Taux d'engagement des dépenses au niveau régional (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	97	98	98
313-Education préscolaire					
OG 313-2 : DÉVELOPPER PROGRESSIVEMENT UN ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE DE QUALITÉ					
OS 313-2-1 : Etendre et améliorer l'offre publique d'enseignement préscolaire					
"Centres d'Activités Préscolaires" et "Espace d'Eveil Communautaire" opérationnels					
Pourcentage d'école primaire public et communautaire avec centre d'activités préscolaires	%	54	-	-	-
OS 313-2-2 : Promouvoir la qualité de l'éducation préscolaire					
rendement scolaire amélioré					
Nombre d'acteurs pédagogiques du préscolaire formés	Nombre	1000	-	-	-
OS 313-2-3 : Améliorer la gestion et gouvernance au niveau de l'éducation préscolaire					
Pilotage et coordination au niveau de l'éducation préscolaire					
Taux d'engagement des dépenses au niveau du préscolaire (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	-	-	-
OG 313-3 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie					
OS 313-3-1 : *Développer une éducation préscolaire de qualité pour tous et à cout abordable					
*"Centres d'Activités Préscolaires" et "Espace d'Eveil Communautaire" opérationnels					
Nombre d'éducateurs du préscolaire subventionnés	Nombre	2323	2323	2323	2323
Pourcentage d'école primaire public et communautaire avec centre d'activités préscolaires	%	54	55	56	57
314-Education fondamentale de 9 ans					
OG 314-2 : PERMETTRE À CHAQUE ENFANT MALGACHE D'ÂGE SCOLAIRE, SANS EXCLUSION, DE BÉNÉFICIER D'UNE EDUCATION FONDAMENTALE DE 9ANS					
OS 314-2-1 : Améliorer l'accès, l'équité et la rétention dans l'EF					
Charges parentales relatives à l'EF allégées					
Nombre d'enseignants non fonctionnaires subventionnés au niveau fondamental	Nombre	30458	-	-	-
Structures d'accueil liées à l'EF améliorés					
Nombre de salles de classes nouvellement construites/réhabilitées au niveau du fondamental	Nombre	1028	-	-	-
OS 314-2-2 : Promouvoir la qualité de l'EF					
Rendement scolaire de l'EF amélioré					
Pourcentage des admis au BEPC	%	49	-	-	-
OS 314-2-3 : Améliorer la gestion et gouvernance au niveau de l'EF					
Pilotage et coordination au niveau de l'EF amélioré					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'EF (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	-	-	-
OG 314-3 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie					
OS 314-3-1 : *Achever un cycle complet d'enseignement primaire pour tous et de qualité					
*Charges parentales relatives à l'EF allégées					
Nombre d'ENF liés à l'EF subventionnés	Nombre	31329	31329	31329	31329
Nombre d'établissements dotés de caisse école	Nombre	29620	29620	29620	29620
*Pilotage et coordination au niveau de l'EF améliorés					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'EF (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	97	98	98
*Rendement scolaire de l'EF amélioré					
Pourcentage des admis au BEPC	%	49	50	51	52
Pourcentage des admis au CEPE	%	60	65	70	75
*Structures d'accueil liées à l'EF améliorés					
Nombre CEG Manarapenitra construits	Nombre	8	8	8	8
Nombre EPP Manarapenitra construits	Nombre	30	30	30	30
Nombre pack de 04salles de classes construites	Nombre	531	531	531	531
315-Education non formelle					
OG 315-2 : PROMOUVOIR L'ÉDUCATION NON FORMELLE					
OS 315-2-1 : Contribuer à la réduction de l'analphabétisme					
Nombre de personnes, jeunes et adultes, qui suivent des cours d'alphabetisation augmenté					
Taux d'accroissement du nombre de personnes jeunes et adultes qui suivent des cours d'alphabetisation	%	5	-	-	-
OS 315-2-2 : Développer l'éducation inclusive					
Enfants/jeunes vulnérables moins de 16 ans exclus du système scolaire intégrés et/ou retenus dans le système éducatif formel					
Nombre d'enfants réinsérés dans le système formel	Nombre	60473	-	-	-
OS 315-2-3 : Promouvoir l'éducation au civisme et à la citoyenneté					
Nombre de population éduquée à la vie familiale et communautaire augmenté					
Nombre d'écoles de parents mises en place	Nombre	114	-	-	-
OS 315-2-4 : Améliorer la gestion et gouvernance au niveau de l'Education non formelle					
Pilotage et coordination au niveau de l'Education non formelle amélioré					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'ENF (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	-	-	-
OG 315-3 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie					
OS 315-3-1 : *Réduire l'analphabétisme					
*Enfants/jeunes vulnérables moins de 16 ans exclus du système scolaire intégrés et/ou retenus dans le système éducatif formel					
Nombre d'enfants réinsérés dans le système formel	Nombre	12000	12000	12000	12000
*Nombre de personnes, jeunes et adultes, qui suivent des cours d'alphabetisation augmenté					
Taux d'accroissement du nombre de personnes jeunes et adultes qui suivent des cours d'alphabetisation	%	5	5	5	5
*Nombre de population éduquée à la vie familiale et communautaire augmenté					
Nombre d'écoles de parents mises en place	Nombre	48	48	48	48
*Pilotage et coordination au niveau de l'Education non formelle amélioré					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'ENF (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	97	98	98
316-Enseignement secondaire générale					
OG 316-2 : DÉVELOPPER L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GÉNÉRAL					
OS 316-2-1 : Améliorer l'accès, l'équité et la rétention au sein de l'ESG					
Charges parentales relatives à l'ESG allégées					
Nombre de lycées dotées de caisse école	Nombre	421	-	-	-
Structures d'accueil de l'ESG améliorés					
Nombre de salles de classes nouvellement construites/réhabilitées au niveau de l'ESG	Nombre	72	-	-	-
OS 316-2-2 : Améliorer la qualité de l'ESG					
Rendement scolaire de l'ESG amélioré					
Pourcentage des admis au BACC	%	48	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 316-2-3 : Améliorer la gestion et gouvernance au niveau de l'ESG					
Pilotage et coordination au niveau de l'ESG amélioré					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'ESG (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	-	-	-
OG 316-3 : *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie					
OS 316-3-1: *Achever un cycle complet d'enseignement secondaire pour tous et de qualité					
*Charges parentales relatives à l'ESG allégées					
Nombre de Lycées dotés de caisses de soutien	Nombre	575	575	575	575
Nombre d'ENF liés à l'ESG subventionnés	Nombre	28	28	28	28
*Pilotage et coordination au niveau de l'ESG amélioré					
Taux d'engagement des dépenses au niveau de l'ESG (hors solde, financement externe et DTI)	%	96	97	98	98
*Structures d'accueil de l'ESG améliorés					
Nombre LYCEE Manarapenitra construits	Nombre	6	6	6	6

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
83-MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
830-ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE					
049-Administration et Coordination					
OG 049-4 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE CENTRALE ET TERRITORIALE POUR UNE MEILLEURE EFFICIENCE ET EFFICACITE DES ACTIONS PUBLIQUES					
OS 049-4-1 : COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DU PGE/PSE/PNEFP					
AUGMENTER LE NOMBRE DE FORMÉS INSÉRÉS DANS L'ÉCONOMIE FORMELLE					
Taux d'insertion professionnelle des FORMÉS PAR RAPPORT AUX ÉTABLISSEMENTS REFORMÉS	%	1,0E+002	-	-	-
OS 049-4-2 : REFORMER POUR UNE ADMINISTRATION PERFORMANTE ET REDEVABLE					
AMÉLIORER LE TAUX DE SATISFACTION DES USAGERS					
Taux de satisfaction des usagers	%	1,0E+002	-	-	-
OG 049-5 : PROMOUVOIR L'EFFICACITE ET L'EFFICIENCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE AU NIVEAU CENTRAL ET EXCENTRIQUE					
OS 049-5-1 : Piloter la mise en œuvre des programmes et projets					
Programmes et projets pilotés et planifiés et de façon à répondre à la réforme de l'enseignement technique et de la formation professionnelle					
Indice de performance du METFP	%	1	-	-	-
Système de planification et de suivi-évaluation efficace et efficient en adéquation avec les politiques et stratégies de l'ETFP					
Indice d'opérationnalisation du système de planification et de de suivi-évaluation du METFP	%	1	-	-	-
OS 049-5-2 : Gérer de manière efficace et efficiente les ressources du METFP					
Gestion des ressources humaines améliorée					
Indice de performance de la gestion des personnels du METFP	%	1	-	-	-
Patrimoine du METFP géré de manière efficace et efficiente					
Indice de performance de la gestion rationnelle des patrimoines du METFP	%	1	-	-	-
Ressources financières utilisées de manière rationnelles					
Indice de performance de la gestion administrative et financière du METFP	%	1	-	-	-
Système d'information et de communication du METFP digitalisé					
Taux de dématérialisation des activités du METFP	%	0,75	-	-	-
OG 049-6 : 16-Promouvoir l'avènement des sociétés pacifiques et ouvertes aux fins de développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes					
OS 049-6-1 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux					
Performance de l'administration					
Nombre de document stratégique appliqué	Nombre	5	-	-	-
Taux de fonctionnalité des EETFP	%	73	-	-	-
taux de participation à des séminaires	%	100	-	-	-
Taux de performance	%	100	-	-	-
Taux de réalisation de convention de partenariat	%	100	-	-	-
Taux de réalisation du PTA de l'ETFP	%	100	-	-	-
taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
Programmes et projets du METFP planifiés					
Taux de dématérialisation de l'ETFP	%	45	-	-	-
Taux de réalisation du PTA de l'ETFP	%	100	-	-	-
Ressources financières du METFP gérées de manière efficace et efficiente					
Taux de réalisation de convention de partenariat	%	100	-	-	-
Taux de réalisation du PTA de l'ETFP	%	100	-	-	-
Technologie du système d'information et de communication modernisé					
taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
OS 049-6-2 : Optimiser l'exploitation des moyens de l'Etat (patrimoine de l'Etat, foncier, recettes fiscales, agents de l'Etat) suivant le plan de développement et la digitalisation					
Patrimoines du METFP gérés de manière efficace et efficiente					
Indice de performance de la gestion rationnelle des patrimoines du METFP base ...	Ratio	1	-	-	-
Performance de l'administration					
Nombre de document stratégique appliqué	Nombre	5	-	-	-
Taux de performance	%	100	-	-	-
taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
Ressources humaines du METFP gérées de manière efficace et efficiente					
Taux de traitement des dossiers de personnel	%	100	-	-	-
taux d'exécution budgétaire	%	100	-	-	-
Technologie du système d'information et de communication modernisé					
Taux de dématérialisation de l'ETFP	%	75	-	-	-
OG 049-7 : PROMOUVOIR LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION DE L'ETFP AU NIVEAU CENTRAL ET EXCENTRIQUE					
OS 049-7-1 : Piloter et coordonner la mise en œuvre des programmes et projets du METFP					
Performance de l'administration					
Taux de réalisation des programmes et projets de l'ETFP	%	-	100	100	100
Système de planification et de suivi-évaluation fonctionnel					
Taux de performance du système de planification et de suivi évaluation	%	-	100	100	100
OS 049-7-2 : Développer l'innovation numérique au sein du METFP					
Gestion des activités de l'ETFP numérisée					
Indice de numérisation des structures du METFP	Score	-	1	1	1
OS 049-7-3 : Gérer les ressources du METFP					
Ressources humaines du METFP gérée d'une manière efficace et efficiente					
Taux de traitement des dossiers du personnel	%	-	100	100	100
Patrimoines du METFP gérés de manière efficace et efficiente					
Indice de performance de la gestion rationnelle des patrimoines du METFP	Score	-	1	1	1
Ressources financières du METFP gérées de manière efficace et efficiente					
Taux d'exécution budgétaire	%	-	100	100	100
317-Enseignement Technique et Professionnel					
OG 317-1 : PROMOUVOIR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL/DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR UNE MEILLEURE EMPLOYABILITE DES FORMES					
OS 317-1-1 : Améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement technique					
Cursus et curricula adaptés à l'enseignement technique					
Nombre de curricula adaptés	Nombre	15	-	-	-
Etudes réalisées des outils et ressources pédagogiques existants au niveau des établissements					
Nombre de curricula adaptés	Nombre	10	-	-	-
Projet d'établissement conçu et adapté à l'enseignement technique et professionnel					
Nombre d'Établissements	Nombre	75	-	-	-
OS 317-1-2 : Améliorer l'accès à l'enseignement technique et professionnel en adéquation avec les besoins socioéconomique du Pays					
Accroissement de la capacité d'accueil de l'ETP					
Nombre d'apprenants	Nombre	32000	-	-	-
Accroissement du taux de réussite aux examens					
Nombre d'apprenants	Nombre	1	-	-	-
Etablissements d'enseignement technique et professionnel encadrés					
Nombre d'ETFP publics et privés encadrés	Nombre	75	-	-	-

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OG 317-2 : 04-Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage					
OS 317-2-2 : Achever un cycle complet d'enseignement technique de qualité et d'un coût abordable.					
Orientations stratégiques adéquates					
Nombre de bulletin pédagogique	Nombre	1	-	-	-
Nombre de guide de bonne pratique	Nombre	1	-	-	-
Nombre de ressources capitalisées	Nombre	1	-	-	-
Ressources pédagogiques et curricula adaptés					
Taux de réalisation des activités	%	100	-	-	-
OS 317-2-3 : Assurer l'égalité d'accès à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable.					
INFRASTRUCTURE LEVIER D'EMERGENCE FONCTIONNELLE					
Nombre d'EETFP construit équipé et fonctionnel	Nombre	9	-	-	-
Nombre d'EETFP mis aux normes	Nombre	6	-	-	-
318-Formation Professionnelle					
OG 318-1 : PROMOUVOIR LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR UNE MEILLEURE EMPLOYABILITE DE LA POPULATION ACTIVE					
OS 318-1-1 : Développer des Formations qualifiantes et des Apprentissages aux métiers et activités professionnelles de base					
Individus formés à des qualifications professionnelles					
Nombre d'individus formés et qualifiés	Nombre	60000	-	-	-
Individus formés aux activités/métiers de base					
Nombre d'individus formés aux métiers de base	Nombre	200000	-	-	-
Référentiels des Formations qualifiantes et des Apprentissages aux métiers et activités professionnelles de base élaborés					
Nombre Référentiels validés	Nombre	240	-	-	-
OS 318-1-2 : Disposer d'une démarche harmonisée de certification					
Diplômes professionnels attribués par VAE					
Nombre de "individus "diplômés" par la VAE	Nombre	1100	-	-	-
individus certifiés/attestés de compétences professionnelles					
Nombre d'individu certifiés	Nombre	260000	-	-	-
Nombre de "individus "diplômés" par la VAE					
Nombre de "individus "diplômés" par la VAE	Nombre	1100	-	-	-
OS 318-1-3 : Identifier les métiers, les besoins en compétences et en formation					
Cellule de veille informationnelle opérationnelle					
Taux d'opérationnalisation de la cellule de veille	%	0.5	-	-	-
Répertoires des métiers/compétences et des formations élaborés					
Nombre de répertoire élaborés	Nombre	1	-	-	-
OG 318-2 : 04-Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie					
OS 318-2-1 : Promouvoir l'apprentissages des métiers et activités professionnelles de base					
Accroissement des compétences professionnelles du capital humain					
Nombre de formés	Nombre	110000	-	-	-
Adéquation de l'offre de formation avec les besoins des entreprises et des métiers de base des structures économiques locales					
Nombre de document stratégique appliqué	Nombre	5	-	-	-
Nombre de formés	Nombre	110000	-	-	-
Pourcentage de jeunes (15 à 24 ans) et d'adultes (15 ans et plus), au cours d'une période donnée, bénéficiant des compétences, notamment techniques et professionnelles, en adéquation avec les potentialités locales	%	50	-	-	-
Taux de fonctionnalité de la cellule de veille	%	75	-	-	-
Taux de réalisation des projets d'études	%	100	-	-	-
Formation professionnelle adéquate aux besoins locaux					
Nombre de formés	Nombre	300000	-	-	-
taux d'insertion	%	60	-	-	-
INFRASTRUCTURE LEVIER D'EMERGENCE FONCTIONNELLE					
Nombre d'EETFP construit équipé et fonctionnel	Nombre	0	-	-	-
OS 318-2-2 : Assurer l'égalité d'accès à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable.					
Accroissement des compétences professionnelles du capital humain					
Nombre de formés	Nombre	300000	-	-	-
Adéquation de l'offre de formation avec les besoins des entreprises et des métiers de base des structures économiques locales					
Nombre de document stratégique appliqué	Nombre	5	-	-	-
Nombre de formés	Nombre	110000	-	-	-
Pourcentage de jeunes (15 à 24 ans) et d'adultes (15 ans et plus), au cours d'une période donnée, bénéficiant des compétences, notamment techniques et professionnelles, en adéquation avec les potentialités locales	%	50	-	-	-
Taux de fonctionnalité de la cellule de veille	%	75	-	-	-
Taux de réalisation des projets d'études	%	100	-	-	-
Formation professionnelle adéquate aux besoins locaux					
taux d'insertion	%	60	-	-	-
INFRASTRUCTURE LEVIER D'EMERGENCE FONCTIONNELLE					
Nombre d'EETFP construit équipé et fonctionnel	Nombre	13	-	-	-
319-Enseignement et formation techniques et professionnels					
OG 319-1 : PROMOUVOIR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL/DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR UNE MEILLEURE EMPLOYABILITE DES FORMES					
OS 319-1-1 : Piloter et coordonner l'enseignement et la formation techniques et professionnels					
Appui des partenaires dans la promotion de la formation					
Nombre de projets conclus avec des partenaires	-	-	6	6	6
Orientations stratégiques adéquates					
Textes d'orientations stratégiques de l'ETFP disponibles	-	-	3	1	1
OS 319-1-2 : Développer les compétences techniques et professionnelles					
augmentation de mains d'œuvre qualifiés					
taux d'accroissement des mains d'œuvre qualifiés	-	-	15	20	25
Apprenants orientés à la formation et à l'insertion professionnelle					
CIO Opérationnels	-	-	20	20	20
Approche VAE appliquée					
Individus certifiés par la VAE	-	-	200	300	500
Examens et concours nationaux réalisés					
Apprenants diplômés et certifiés	-	-	12000	13000	15000
OS 319-1-3 : Améliorer l'accès de tous au système ETFP notamment les personnes en situation d'handicap, vulnérabilité					
Capital humain développé					
Jeunes et adultes formés	-	-	464350	480000	500000
320-Ingenierie de formation					
OG 320-1 : PROMOUVOIR L'INGENIERIE DE FORMATION POUR ASSURER UN ETFP PERTINENT ET DE QUALITE					
OS 320-1-1 : Développer la réforme curriculaire, pédagogique et les mesures d'assurance qualité					
Adéquation de l'offre de formation avec les besoins socio-économiques locaux et ceux des entreprises					
Nombre de répertoires des métiers/compétences élaborés	-	-	2	2	2
Nombre de curricula/Référentiels mis à jour et validés	-	-	3	3	3
Nombre de curricula/Référentiels élaborés et validés	-	-	10	10	10
Ressources pédagogiques élaborées et vulgarisées	-	-	3	4	5
Taux d'opérationnalisation de la Cellule de veille informationnelle	-	-	70	90	100
Taux d'opérationnalisation de l'Agence Nationale de certification	-	-	15	75	100

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 320-1-2 : Développer des mesures d'assurance qualité					
Normalisation de certification et de formation mise en place et appliquée					
Etablissements agréés et accrédités	-	-	60	70	80
Etablissements suivis et appuyés	-	-	40	45	53
OS 320-1-3 : Professionnaliser les formateurs et personnels d'encadrement (FPE)					
Formateurs et personnels d'encadrement qualifiés					
formateurs et personnels d'encadrement formés	-	-	1500	1500	1500
Textes sur les formateurs et personnels d'encadrement conçus et validés	-	-	25	75	100

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
84-MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
840-ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					
028-Administration et Coordination					
OG 028-1 : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION ET LA COORDINATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					
OS 028-1-1 : ASSURER LE PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					
PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AMÉLIORÉE					
TAUX D'ENGAGEMENT DES DÉPENSES HORS SOLDE	%	20	30	30	30
TAUX D'ENGAGEMENT DES DÉPENSES HORS SOLDE EN POURCENTAGE	%	30	30	30	30
RÉDUCTION DES TENSIONS SOCIALES					
NOMBRE DE GRÈVE ET MENACES DE GRÈVE PAR UNIVERSITÉ RÉDUITES	Nombre	1	1	1	1
SYSTÈME D'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AMÉLIORÉ					
NOMBRE DE SYSTÈME D'INFORMATION OPÉRATIONNEL	Nombre/an	5	5	5	5
OS 028-1-2 : AMÉLIORER LA GESTION DE RESSOURCES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					
GESTION NORMALISÉE DU PATRIMOINE MOBILIER ET IMMOBILIER					
NOMBRE D'ANTENNES ÉVALUÉES	Nombre	16	16	16	16
PERFORMANCE ET PRODUCTIVITÉ DU PERSONNEL					
Taux d'exécution budgétaire	%	97	97	97	97
PERFORMANCE ET PRODUCTIVITÉ DU PERSONNEL AMÉLIORÉ					
DÉLAI DU TRAITEMENT DES DOSSIERS	Heures	48	48	48	48
310-Enseignement Supérieur					
OG 310-1 : CONTRIBUER À LA REMISE AUX NORMES DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					
OS 310-1-1 : ASSURER UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE QUALITÉ ET ACCESSIBLE					
ASSURER LA RELÈVE DES ENSEIGNANTS					
NOMBRE DE RELÈVE ENSEIGNANT RECRUTÉ ET OPÉRATIONNEL	Nombre	250	260	260	260
CONDITIONS D'ACCUEIL AMÉLIORÉES					
NOMBRE D'ANTENNES ÉVALUÉES	Nombre	16	16	16	16
NOMBRE D'ANTENNES ÉVALUÉES (ORGANISER LES EXAMENS NATIONAUX (BACCALAURÉAT ET CONCOURS DES PARAMÉDICAUX))	Nombre	16	16	48	48
NOMBRE D'ANTENNES ÉVALUÉES (CONSTRUCTION/ REHABILITATION/EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES UNIVERSITAIRES ET DES CNR)	Nombre	16	16	14	14
EFFECTIVITÉ DU SYSTÈME LMD					
Taux d'exécution budgétaire	%	97	98	98	98
OS 310-1-2 : ASSURER L'EMPLOYABILITÉ DES FORMÉS ET DES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					
OPÉRATIONNALISATION DES DIPLÔMÉS DANS LE MILIEU PROFESSIONNEL					
DÉLAI ENTRE OBTENTION DU POURCENTAGE DIPLÔME ETEMBAUCHE/NOMBRE DE PÔLE STAGE AND JOB ORGANISÉ CHAQUE ANNÉE/NOMBRE D'ATELIERS SUR L'ENTREPRENARIAT ORGANISÉ CHAQUE ANNÉE	%	20	20	20	20
850-RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
050-Administration et Coordination					
OG 050-1 : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION ET LA COORDINATION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
OS 050-1-1 : ASSURER LA COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
PILOTER, PLANIFIER ET COORDONNER L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
TAUX D'ENGAGEMENT DES DÉPENSES HORS SOLDE EN POURCENTAGE	%	8	8	8	8
OS 050-1-2 : AMÉLIORER LA GESTION DE RESSOURCES DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
PERFORMANCE ET PRODUCTIVITÉ DU PERSONNEL AMÉLIORÉ					
Taux d'exécution budgétaire	%	97	98	98	98
311-Recherche Scientifique					
OG 311-1 : METTRE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT SOCIO ÉCONOMIQUE					
OS 311-1-1 : VALORISER LA RECHERCHE ET L'INNOVATION					
ACTIVITÉS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE DÉVELOPPÉES					
NOMBRE D'ACCORDS DE PARTENARIAT CONCLU	Nombre	2	2	2	2
NOMBRE DE BREVET DÉPOSER A L'OMAPI	Nombre	2	2	2	2
PARTENARIAT DÉVELOPPÉ					
NOMBRE D'ACCORDS DE PARTENARIAT CONCLU	Nombre	10	10	10	10
RÉSULTATS DE RECHERCHE VALORISÉS					
NOMBRE DE BREVET DÉPOSER A L'OMAPI	Nombre	25	25	25	25
OS 311-1-2 : METTRE EN ŒUVRE LES QUATRE (4) PLANS DIRECTEURS DE RECHERCHE (PDR)					
PROGRAMMES/PROJETS DE RECHERCHE RELATIVE AUX 4 PDR EN ADÉQUATION AVEC LES BESOINS DU DÉVELOPPEMENT FICELÉ					
TAUX D'ACCÈS À L'INFORMATION	%	97	97	97	97

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
91-HAUT CONSEIL POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT					
910-Démocratie et Bonne Gouvernance					
832-Démocratie					
OG 832-1 : CONSOLIDER UNE DEMOCRATIE TYPIQUEMENT MALGACHE					
OS 832-1-1 : CONTRIBUER A LA SENSIBILISATION DES INFLUENCES EXTERIEURES POSITIVES SUR LA DEMOCRATIE DU PAYS					
Les impacts positifs des influences extérieures sur la démocratie du pays sont renforcés					
Nombre de publications -développement normatif (Contribuer significativement au développement normatif du mouvement des droits de l'homme)	Nombre	20	20	20	20
Nombre de publications -développement normatif (Participer au mouvement mondial en faveur des droits de l'homme)	Nombre	20	10	10	10
Nombre de publications -développement normatif (Renforcer les impacts positifs des influences extérieures sur la démocratie du pays)	Nombre	20	5	5	10
Nombre de publications -développement normatif (Renforcer la mise en œuvre et la dissémination des principaux instruments internationaux de protection de la dignité humaine)	Nombre	20	5	5	10
Nombre de publications -développement normatif (Promouvoir la politique internationale du pays contribuant au renforcement de la démocratie dans le monde)	Nombre	20	5	5	10
Nombre de publications -développement normatif (Promouvoir et renforcer l'adhésion de l'État aux valeurs et principes universels)	Nombre	20	5	5	10
Nombre de publications -développement normatif (Protéger la démocratie malgache contre les influences extérieures compromettant le processus démocratique dans le pays ou nuisant aux intérêts nationaux)	Nombre	20	10	10	20
Nombre de publications -développement normatif (Sensibiliser la représentativité de Madagascar sur le plan régional et international)	Nombre	20	20	20	20
Nombre de participations -mouvement mondial (Contribuer significativement au développement normatif du mouvement des droits de l'homme)	Nombre	2	2	2	4
Nombre de participations -mouvement mondial (Participer au mouvement mondial en faveur des droits de l'homme)	Nombre	2	2	2	4
Nombre de participations -mouvement mondial (Renforcer les impacts positifs des influences extérieures sur la démocratie du pays)	Nombre	2	2	2	2
Nombre de participations -mouvement mondial (Renforcer la mise en œuvre et la dissémination des principaux instruments internationaux de protection de la dignité humaine)	Nombre	2	2	2	2
Nombre de participations -mouvement mondial (Promouvoir la politique internationale du pays contribuant au renforcement de la démocratie dans le monde)	Nombre	2	2	2	4
Nombre de participations -mouvement mondial (Protéger la démocratie malgache contre les influences extérieures compromettant le processus démocratique dans le pays ou nuisant aux intérêts nationaux)	Nombre	2	2	2	2
Nombre de participations -mouvement mondial (Sensibiliser la représentativité de Madagascar sur le plan régional et international)	Nombre	2	2	2	4
OS 832-1-2 : PROTEGER LES VALEURS ET L'IDENTITE MALGACHE DANS LE RESPECT DES VALEURS DEMOCRATIQUES					
L'intégration des valeurs et de l'identité malgache dans la démocratiques est priorisée					
Nombre de réflexions publiées (Appuyer le développement normatif dans le domaine de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme)	Nombre	6	6	6	10
Nombre de réflexions publiées (Promouvoir au renouvellement démocratique dans la diversité des patrimoines historiques, culturels et religieux)	Nombre	6	6	2	2
Nombre de réflexions publiées (Renforcer la culture, la démocratie et la paix)	Nombre	6	6	6	6
Nombre de réflexions publiées (Accroître l'intégration des autorités et organisations traditionnelles)	Nombre	6	3	2	2
Nombre de réflexions publiées (Appuyer les recherches sur la société malgache et la démocratie)	Nombre	6	2	2	4
Nombre de réflexions publiées (Protéger les valeurs et l'identité malgache dans le respect des valeurs démocratiques)	Nombre	6	6	6	6
OG 832-2 : PROMOUVOIR LA GOUVERNANCE REPRESENTATIVE ET RESPONSABLE					
OS 832-2-1 : PARTICIPER ACTIVEMENT A L'ORGANISATION DES ELECTIONS LIBRES ET TRANSPARENTES					
La promotion des élections libres et transparentes est renforcée					
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Sensibiliser la population à participer à l'élection)	%	100	119	119	100
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Suivre les traitements des infractions électorales)	%	100	50	50	10
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Éviter les violences pendant et après les élections.)	%	100	100	100	100
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir l'existence d'un véritable éventail de choix pour les électeurs)	%	100	50	50	20
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir les accords informels de non agression des candidats)	%	100	20	20	10
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Garantir l'indépendance des médias publics)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Fournir une assistance électorale et un appui à long terme pour les organes de gestion des élections)	%	100	50	50	20
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Garantir l'accès égal et transparent aux médias)	%	100	50	50	20
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Favoriser le pouvoir législatif reflétant la composition sociale de l'électorat et représentatif de toutes les forces politiques)	%	100	10	10	10
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Proposer un mécanisme permettant de résoudre les conflits électoraux en temps voulu)	%	100	10	10	10
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Instaurer une procédure de supervision électorale)	%	100	20	20	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Garantir la liberté de faire campagne)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir un système de gouvernement représentatif)	%	100	20	20	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir les meilleures pratiques dans l'organisation des élections)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir l'accès au financement de campagne)	%	100	20	20	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Modérer le déséquilibre de couverture médiatique des propagandes)	%	100	50	50	10
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Lutter contre l'achat des voix et la corruption politique)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Protéger les procédures d'inscription et de vote pour être inclusives et accessibles à tous et à l'abri d'intimidations et d'abus)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir la participation des femmes à la vie politique et publique)	%	100	50	50	20
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Promouvoir des élections libres et transparentes)	%	100	100	100	50
Nombre des dossiers traitées -infractions électorales (Enraciner la culture de l'alternance politique)	%	100	20	20	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Sensibiliser la population à participer à l'élection)	Nombre	10	119	119	100
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Suivre les traitements des infractions électorales)	Nombre	10	50	50	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Éviter les violences pendant et après les élections.)	Nombre	10	100	100	100
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir l'existence d'un véritable éventail de choix pour les électeurs)	Nombre	10	50	50	20
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir les accords informels de non agression des candidats)	Nombre	10	20	20	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Garantir l'indépendance des médias publics)	Nombre	10	100	100	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Fournir une assistance électorale et un appui à long terme pour les organes de gestion des élections)	Nombre	10	50	50	20
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Garantir l'accès égal et transparent aux médias)	Nombre	10	50	50	20
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Favoriser le pouvoir législatif reflétant la composition sociale de l'électorat et représentatif de toutes les forces politiques)	Nombre	10	10	10	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Proposer un mécanisme permettant de résoudre les conflits électoraux en temps voulu)	Nombre	10	10	10	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Instaurer une procédure de supervision électorale)	Nombre	10	20	20	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Garantir la liberté de faire campagne)	Nombre	10	100	100	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir un système de gouvernement représentatif)	Nombre	10	20	20	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir les meilleures pratiques dans l'organisation des élections)	Nombre	10	100	100	50

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir l'accès au financement de campagne)	Nombre	10	20	20	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Modérer le déséquilibre de couverture médiatique des propagandes)	Nombre	10	50	50	10
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Lutter contre l'achat des voix et la corruption politique)	Nombre	10	100	100	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Protéger les procédures d'inscription et de vote pour être inclusives et accessibles à tous et à l'abri d'intimidations et d'abus)	Nombre	10	100	100	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir la participation des femmes à la vie politique et publique)	Nombre	10	50	50	20
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Promouvoir des élections libres et transparentes)	Nombre	10	100	100	50
Nombre de sensibilisations -participer à l'élection (Enraciner la culture de l'alternance politique)	Nombre	10	20	20	10
Nombre d'assistance électorale (Sensibiliser la population à participer à l'élection)	Nombre	20	119	119	100
Nombre d'assistance électorale (Suivre les traitements des infractions électorales)	Nombre	20	50	50	10
Nombre d'assistance électorale (Éviter les violences pendant et après les élections.)	Nombre	20	100	100	100
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir l'existence d'un véritable éventail de choix pour les électeurs)	Nombre	20	50	50	20
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir les accords informels de non agression des candidats)	Nombre	20	20	20	10
Nombre d'assistance électorale (Garantir l'indépendance des médias publics)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Fournir une assistance électorale et un appui à long terme pour les organes de gestion des élections)	Nombre	20	50	50	20
Nombre d'assistance électorale (Garantir l'accès égal et transparent aux médias)	Nombre	20	50	50	20
Nombre d'assistance électorale (Favoriser le pouvoir législatif reflétant la composition sociale de l'électorat et représentatif de toutes les forces politiques)	Nombre	20	10	10	10
Nombre d'assistance électorale (Proposer un mécanisme permettant de résoudre les conflits électoraux en temps voulu)	Nombre	20	10	10	10
Nombre d'assistance électorale (Instaurer une procédure de supervision électorale)	Nombre	20	20	20	50
Nombre d'assistance électorale (Garantir la liberté de faire campagne)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir un système de gouvernement représentatif)	Nombre	20	20	20	50
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir les meilleures pratiques dans l'organisation des élections)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir l'accès au financement de campagne)	Nombre	20	20	20	50
Nombre d'assistance électorale (Modérer le déséquilibre de couverture médiatique des propagandes)	Nombre	20	50	50	10
Nombre d'assistance électorale (Lutter contre l'achat des voix et la corruption politique)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Protéger les procédures d'inscription et de vote pour être inclusives et accessibles à tous et à l'abri d'intimidations et d'abus)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir la participation des femmes à la vie politique et publique)	Nombre	20	50	50	20
Nombre d'assistance électorale (Promouvoir des élections libres et transparentes)	Nombre	20	100	100	50
Nombre d'assistance électorale (Enraciner la culture de l'alternance politique)	Nombre	20	20	20	10
OS 832-2-2 : PROMOUVOIR LE GOUVERNEMENT EFFICACE ET REACTIF					
La gestion des affaires publiques est améliorée					
Nombre d'audits réalisés (Instaurer, renforcer, et consolider la bonne gouvernance par la promotion de la pratique et de la culture démocratiques)	Nombre	40	10	10	20
Nombre d'audits réalisés (Améliorer la gouvernance du secteur public et des Finances Publiques)	Nombre	40	10	10	20
Nombre d'audits réalisés (Augmenter l'intégrité dans la gestion des affaires publiques)	Nombre	40	10	10	20
Le renforcement des contrôles des services publics est priorisé					
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Lutter contre les obstructions administratives)	Nombre	10	5	5	10
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Aider la Cour des comptes pour sa refondation et son repositionnement à fin de rendre efficace son contrôle)	Nombre	10	10	10	10
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Promouvoir l'accessibilité et la fiabilité des services publics)	Nombre	10	10	10	20
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Faciliter l'accès des populations aux services sociaux de base)	Nombre	10	10	10	20
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Promouvoir l'indépendance organique et financière de la Cour des comptes)	Nombre	10	10	10	20
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Renforcer la transparence de la gestion des affaires publiques)	Nombre	10	20	20	10
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Promouvoir l'utilisation judicieuse et durable des ressources publiques)	Nombre	10	10	10	20
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Appuyer l'amélioration de la qualité des services rendus aux usagers)	Nombre	10	5	5	10
Nombre d'interpellations ou d'interventions, ou de contrôles (Aider la Cour des comptes à l'apurement des comptes en souffrance)	Nombre	10	5	5	10
OG 832-3 : RENFORCER LA SOCIETE CIVILE ET LA PARTICIPATION POPULAIRE					
OS 832-3-1 : PARTICIPER A L'INSTAURATION DE LA DECENTRALISATION EFFECTIVE					
L'instauration de la décentralisation effective est priorisée					
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Renforcer la capacité des responsables régionaux d'assumer leurs responsabilités)	Nombre	6	6	6	6
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Promouvoir l'instauration de la décentralisation effective)	Nombre	6	4	4	6
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Assurer la répartition de pouvoir le plus approprié pour la population concernée)	Nombre	6	6	6	6
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Diminuer l'incidence du mécontentement exprimé à l'égard des services du gouvernement local et régional)	Nombre	6	3	3	3
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Augmenter le degré d'indépendance des structures gouvernementales décentralisées par rapport au pouvoir central)	Nombre	6	6	6	6
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Promouvoir l'augmentation des responsabilités et des pouvoirs des gouvernements locaux et régionaux concernant l'autonomie financière et la liberté d'action)	Nombre	6	6	6	6
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Favoriser l'octroi de ressource nécessaire au gouvernement décentralisé)	Nombre	6	3	3	3
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Renforcer le degré de coopération du gouvernement local avec les partenaires, associations et communautés concernés par la conception et la mise en œuvre des politiques)	Nombre	6	2	2	4
Nombre de renforcements -capacité des responsables régionaux (Promouvoir la diminution de contrôle exercé par le gouvernement central sur la liberté d'action locale)	Nombre	6	3	3	6

MIN - MISS - PROGRAMME - OG - OS - RESULTAT - Indicateurs	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
OS 832-3-2 : RENFORCER LES MEDIAS DANS UNE SOCIETE DEMOCRATIQUE					
La promotion de la liberté de la presse est effective					
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Lutter contre les intimidations ou obstructions des diffuseurs ou des personnes travaillant dans les médias)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Sensibiliser au fonctionnement des médias conforme aux valeurs démocratiques)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Augmenter le degré d'efficacité des médias et d'autres organismes indépendants dans leurs enquêtes sur le gouvernement et les grandes entreprises)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Augmenter le degré d'accessibilité des médias pour les différentes couches de la société)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Promouvoir la liberté de la presse)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Renforcer les normes de l'industrie médiatique)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Promouvoir l'indépendance éditoriale)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Protéger les journalistes contre des lois restrictives, du harcèlement et des intimidations)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Lutter contre la dominance ou la manipulation des médias)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Renforcer le degré d'indépendance des médias par rapport au gouvernement et aux actionnaires)	%	100	100	100	100
Pourcentage d'interventions contre les intimidations ou obstructions (Protéger les citoyens contre des intrusions et de harcèlement de la part des médias)	%	100	100	100	100
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Lutter contre les intimidations ou obstructions des diffuseurs ou des personnes travaillant dans les médias)	Nombre	5	-	-	-
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Sensibiliser au fonctionnement des médias conforme aux valeurs démocratiques)	Nombre	5	-	-	-
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Augmenter le degré d'efficacité des médias et d'autres organismes indépendants dans leurs enquêtes sur le gouvernement et les grandes entreprises)	Nombre	5	-	-	-
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Augmenter le degré d'accessibilité des médias pour les différentes couches de la société)	Nombre	5	-	-	-
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Promouvoir la liberté de la presse)	Nombre	5	10	15	20
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Renforcer les normes de l'industrie médiatique)	Nombre	5	-	-	-
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Promouvoir l'indépendance éditoriale)	Nombre	5	3	3	5
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Protéger les journalistes contre des lois restrictives, du harcèlement et des intimidations)	Nombre	5	10	15	20
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Lutter contre la dominance ou la manipulation des médias)	Nombre	5	5	10	15
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Renforcer le degré d'indépendance des médias par rapport au gouvernement et aux actionnaires)	Nombre	5	3	4	5
Nombre de sensibilisations - fonctionnement des médias (Protéger les citoyens contre des intrusions et de harcèlement de la part des médias)	Nombre	5	5	5	5
OG 832-4 : RENFORCER LA CITOYENNETE ET LES GARANTIES JURIDIQUES					
OS 832-4-1 : ACCOMPAGNER LES INSTITUTIONS DANS LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES					
La protection effective de la population est renforcée					
Nombre des mesures de prévention (Prévenir les violations des droits de l'homme)	Nombre	100	50	75	100
Nombre des mesures de prévention (Sensibiliser sur la protection physique des populations dans les zones rouges)	Nombre	100	10	10	10
Nombre des mesures de prévention (Sensibiliser à la protection effective de la population à l'abri des violences physiques)	Nombre	100	10	10	10
Nombre des mesures de prévention (Promouvoir les droits civils et politiques égaux pour tous)	Nombre	100	10	10	10
OS 832-4-2 : PARTICIPER ACTIVEMENT AU DEVELOPPEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT ET DE L'ACCES A LA JUSTICE					
L'instauration de l'État de droit est renforcée					
Nombre d'interpellations (Renforcer l'instauration de l'État de droit dans le territoire)	Nombre	100	25	25	50
Nombre d'interpellations (Lutter contre les impunités des dirigeants)	Nombre	100	20	20	20
Nombre d'interpellations (Promouvoir l'égalité protection de la loi (article 7 DUDH))	Nombre	100	100	100	100
Nombre d'interpellations (Promouvoir la culture de la transparence et du respect de la loi (article DUDH))	Nombre	100	100	100	100
Nombre d'interventions positives sur les responsables publics (Renforcer l'instauration de l'État de droit dans le territoire)	Nombre	40	25	25	50
Nombre d'interventions positives sur les responsables publics (Lutter contre les impunités des dirigeants)	Nombre	40	20	20	20
Nombre d'interventions positives sur les responsables publics (Promouvoir l'égalité protection de la loi (article 7 DUDH))	Nombre	40	20	20	20
Nombre d'interventions positives sur les responsables publics (Promouvoir la culture de la transparence et du respect de la loi (article DUDH))	Nombre	40	40	40	50
La promotion de l'indépendance de la justice est renforcée					
Nombre d'interventions (Rendre la justice impartiale, équitable et efficace)	Nombre	100	100	150	200
Nombre d'interventions (Lutter contre la manipulation du processus judiciaire par l'exécutif)	Nombre	100	100	150	200
Nombre d'interventions (Promouvoir l'égalité de l'accès des citoyens à la justice, à un procès équitable et à un recours en cas de jugement abusif)	Nombre	100	50	75	100
Nombre d'interventions (Promouvoir et protéger l'indépendance de la justice contre l'ingérence de l'exécutif)	Nombre	100	10	20	30
Nombre d'interventions (Entreprendre des réformes régulières des systèmes juridiques et judiciaires)	Nombre	100	10	10	10

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
92-COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME					
920-Droits de l'Homme					
069-Administration et Coordination					
OG 069-1 : Rehausser le niveau de Madagascar en matière de défense des droits de l'Homme à travers la CNIDH					
OS 069-1-1 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière de défense des droits de l'Homme					
La défense des droits de l'Homme se développe dans le Pays					
Nombre de Conventions internationales ratifiées	Nombre	4	-	-	-
Nombre de participation aux manifestations, réunions et conférences régionales honorées	Nombre	15	-	-	-
Nombre de textes vérifiés	Nombre	30	-	-	-
Nombre des outils et instruments pour la défense des droits de l'Homme conçus	Nombre	7	-	-	-
Les antennes régionales sont mises en place					
Nombre d'antennes régionales installées	Nombre	22	-	-	-
OS 069-2 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière de prévention de la torture					
Le mécanisme de prévention à la torture est mise en œuvre					
Nombre d'atelier de concertation sur la prévention à la torture organisé	Nombre	2	-	-	-
OG 069-2 : Promouvoir et protéger les droits de l'Homme et prévenir la torture à Madagascar, à travers une approche transversale pour la mise en œuvre du Plan pour l'Emergence de Madagascar (PEM)					
OS 069-2-1 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière de prévention de la torture					
Le mécanisme de prévention de la torture est mis en œuvre					
Nombre d'ateliers de sensibilisation sur la prévention de la torture	Nombre	14	-	-	-
OS 069-2-2 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme					
En matière d'administration: la connaissance et l'appropriation des droits de l'Homme sont améliorées dans les zones cibles					
Nombre de descentes effectuées dans les zones cibles	Nombre	15	-	-	-
OS 069-2-3 : Contribuer à la consolidation de la paix et sécurité à travers la promotion et la protection des droits de l'Homme					
La participation de la CNIDH dans le processus d'homologations des Dina est effectif					
Nombre de participations dans le processus d'homologation des Dina	Nombre	4	-	-	-
OS 069-2-4 : Contribuer à la lutte contre la corruption à travers la promotion et la protection des droits de l'Homme					
Les interpellations sur des cas de corruption aboutissent à des effets positifs					
Nombre d'interpellations émises sur les cas de corruption	Nombre	30	-	-	-
OG 069-3 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous					
OS 069-3-1 : Renforcer la capacité institutionnelle en matière des droits de l'homme					
En matière d'administration: la connaissance et l'appropriation des droits de l'Homme sont améliorées dans les zones cibles					
Nombre d'acteurs publics oeuvrant dans les droits de l'homme ayant reçu un renforcement de capacité	Nombre	500	600	700	800
Nombre de descentes effectuées dans les zones cibles	Nombre	15	17	20	25
La connaissance en matière de droits de l'Homme est amélioré					
Nombre de dossiers traités et résolus	Nombre	150	160	170	180
Nombre de lieux de détentions, de mise en garde à vue et d'établissements pénitentiaires visités	Nombre	40	45	50	50
Nombre de séances de sensibilisation effectuées	Nombre	40	50	60	70
Nombre d'émissions audio et audio-visuelles diffusées	Nombre	10	12	14	16
OS 069-3-2 : Réduire les actes de corruption et toutes formes de pots-de-vin					
Les interpellations sur des cas de corruption aboutissent à des effets positifs					
Nombre d'interpellations émises sur les cas de corruption	Nombre	30	30	35	40
834-Promotion et protection des Droits de l'Homme					
OG 834-1 : Réduire la violation des droits de l'Homme à Madagascar, dans tous ses aspects					
OS 834-1-1 : Sensibiliser et assurer le respect des droits de l'Homme à Madagascar					
La connaissance en matière de droits de l'Homme par la population Malagasy est améliorée					
-Nombre d'émissions audio et audio-visuelles diffusées	Nombre	10	-	-	-
Nombre d'acteurs publics oeuvrant dans les droits de l'homme ayant reçu un renforcement de capacité	Nombre	500	-	-	-
Nombre de séances de sensibilisation effectuées	Nombre	5	-	-	-
OS 834-1-2 : Accompagner les victimes de la torture					
Les cas de torture sont réduits					
Nombre de lieux de détention, de mise en garde à vue et d'établissements pénitentiaires visités	Nombre	40	-	-	-
OS 834-1-3 : Identifier, collecter et traiter les cas de violation des droits de l'Homme dans le pays					
Les victimes de violation des droits de l'Homme obtiennent des conseils et sont dirigés et accompagnés durant le processus à suivre pour défendre leur droit					
Nombre de dossiers traités et résolus	Nombre	150	-	-	-
OS 834-1-4 : Conseiller et orienter les victimes vers la conciliation					
Les victimes sont conciliées en vue de la réparation de leurs droits, y compris en matière de torture					
Nombre d'ateliers de concertation sur la prévention de la torture organisés	Nombre	4	-	-	-
OG 834-2 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie					
OS 834-2-1 : Achever un cycle complet d'enseignement primaire pour tous et de qualité					
L'appropriation des droits fondamentaux est assurée par l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans le programme scolaire primaire et secondaire					
Nombre de EPP et de CEG bénéficiant du nouveau programme scolaire	Nombre	-	2	4	8
OS 834-2-2 : Achever un cycle complet d'enseignement secondaire pour tous et de qualité					
L'appropriation des droits fondamentaux est assurée par l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans le programme scolaire primaire et secondaire					
Nombre d'enseignants formés aux Droits de l'Homme	Nombre	-	10	20	40
Nombre d'outils pédagogiques élaborés	Nombre	-	1	2	4
OS 834-4 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre					
OS 834-4-1 : Promouvoir l'état de droit et garantir un égal accès à la justice					
Le mécanisme de prévention de la torture est mis en œuvre					
Nombre de visites inopinées dans les centres de privation de liberté	Nombre	75	85	100	-
Les antennes régionales sont mises en places et équipées					
Nombre d'antennes régionales installées et équipées	Nombre	4	4	4	3
Nombre de personnel régional recruté	Nombre	16	16	16	-

	Unité	Valeur cible 2022	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Valeur cible 2025
93-HAUTE COUR DE JUSTICE					
930-Haute Cour de Justice					
070-Administration et Coordination					
OG 070-3 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre					
OS 070-3-1 : Promouvoir l'Etat de droit et garantir un égal accès à la justice					
Fonctionnement optimal et indépendant de la Haute Cour de Justice					
taux d'exécution de la Haute Cour de Justice	Taux (%)	100	100	100	100
Justice indépendante et souveraine					
Niveau de respect des dispositions juridiques de la Haute Cour de Justice	%	90	90	100	100
835-Pouvoir Juridictionnel à l'endroit des Hautes Personnalités/Gouvernants					
OG 835-1 : CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DE L'ETAT DE DROIT					
OS 835-1-1 : Lutter contre l'impunité à l'endroit des gouvernants					
Procédures de poursuites contre les hautes personnalités au niveau de la Haute Cour de Justice entamées					
Taux de requêtes traitées au niveau de la Haute Cour de Justice	Taux (%)	80	80	90	100
OS 835-1-3 : Contribuer à mettre en place une gouvernance efficace, responsable et transparentes dans le respect des Lois et règlements					
Les infractions perpétrées par les hautes personnalités, dans l'exercice de leur fonction reprimées					
Nombre de condamnations prononcées	Nombre	15	-	-	-
Nombre de de plaintes, dénonciations et requête transmis à l'Assemblée Nationale	Nombre	15	15	10	10
Nombre de plaintes, dénonciation et requête traitées	Nombre	15	15	10	10